

CODES ANNAMITES

Organisation des tribunaux —
Procédure civile — Procédure pénale —
Lois pénales

APPLICABLES PAR LES JURIDICTIONS
du Protectorat du Tonkin

Accompagnés de leur traduction
en quoc-ngũ et en caractères chinois

APPROUVÉS

par le Procureur général, Chef du Service judiciaire de l'Indochine
et Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin

Édition du « TÁP-ÍCH TU THƯ CỤC »

1^{re} Édition



HANOI

ÉDITIONS TONKINOISES

Lê-van-Phúc

16 — Rue du Coton — 16

1918

CODES ANNAMITES

Organisation des tribunaux —
Procédure civile — Procédure pénale —
Lois pénales

APPLICABLES PAR LES JURIDICTIONS
du Protectorat du Tonkin

Accompagnés de leur traduction
en quốc-ngữ et en caractères chinois

APPROUVÉE

par le Procureur général, Chef du Service judiciaire de l'Indochine
et Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin

Édition du « TẬP-ÍCH TU-THƯ CỤC »

1^{ère} Édition



HANOI
IMPRIMERIE TONKINOISE

1917



Wilson
KPB
A612



10/1
10/2

AVERTISSEMENT

La pensée qu'il faudrait un jour rédiger suivant un plan nouveau, en la modernisant sur certains points, la législation interne de l'Annam, s'est surtout imposée à l'esprit des dirigeants du Protectorat à partir du jour où les tribunaux indigènes du Tonkin ont été placés sous le contrôle d'une juridiction d'appel, dont faisaient partie des magistrats français : réforme accomplie par les décrets du 1^{er} Novembre 1901 et du 31 Août 1905.

Les promoteurs de ces décrets ont eu pour but en plaçant l'administration de la justice indigène au Tonkin sous la surveillance du Service Judiciaire de l'Indochine, de hâter la disparition des vices d'un système juridictionnel incompatible avec les principes de civilisation moderne, que le Protectorat français devait nécessairement faire prévaloir dans ce pays. Ce système du reste ne pouvait, par suite de la complexité des lois annamites, être réformé d'emblée sans une étude préalable. La jurisprudence de la Commission d'appel d'abord et de la 4^{ème} Chambre de la Cour à partir de 1905 devait fournir une partie des éléments utiles de cette étude. De fait, c'est depuis l'intervention du service judiciaire colonial dans les affaires de la Justice indigène au Tonkin qu'ont apparu successivement la table coordonnée des matières du Code de Gia-Long, le recueil traduit des principales ordonnances royales (Deloustal, 1903), les décisions du Procureur Général du 12 Septembre 1906, et du 27 Mars 1910, qui constituent la série des travaux préparatoires indispensables pour aboutir à la nouvelle codification.

Au cours de l'année 1913, M. le Gouverneur Général A. Sarraut, dont le passage aura marqué dans les pays annamites le début d'une ère de rénovation féconde et qui par un libéralisme ardent et généreux a su gagner le cœur de la population protégée, justement ému des critiques s'élevant de toutes parts contre les défauts du fonctionnement de la justice mandarinale, prescrivit au chef du Service judiciaire de l'Indochine l'élaboration d'une « Codification générale de la législation indigène du Protectorat du Tonkin ».

Des commissions composées d'administrateurs et de fonctionnaires indigènes compétents eurent à donner leur avis sur les projets préparés par le Chef du Service judiciaire. En Décembre 1913 et Janvier 1914 tous ces travaux étaient achevés et le Gouvernement n'avait plus qu'à se préoccuper de la procédure à suivre pour rendre cette réforme effective dans des conditions de stricte légalité.

La lettre du traité du 6 Juin 1884, aussi bien que des convenances politiques faciles à supputer, ne permettaient pas de substituer la codification projetée aux anciennes lois en territoire de juridiction annamite

sans avoir au préalable l'adhésion de S. M. le Roi d'Annam, légitime législateur du royaume.

Toutefois la guerre survint et pendant quelques mois d'autres préoccupations s'imposèrent au Chef de la Colonie ; puis la traduction en caractères chinois du texte du projet français demanda encore un certain délai. Ce n'est que le 16 Février 1916 que le Gouverneur Général, M^r Roume, de passage à Hué, put enfin en saisir d'une manière définitive le Conseil des Ministres de l'Annam.

Après une étude minutieuse des dispositions de la nouvelle législation, le Gouvernement Annamite faisait savoir au Chef de la Colonie qu'il n'avait pas d'objections de principe à faire à son application.

La cérémonie de la promulgation solennelle des codes s'est déroulée le 16 Juillet 1917 pendant un séjour à Hué de M^r A. Sarraut, l'initiateur de l'œuvre accomplie. Cette solennité était intentionnelle. Elle devait marquer aux yeux de tous l'importance que les deux Gouvernements attachaient à cet acte, accompli par le Souverain de l'Annam en parfait accord de vues et de sentiments avec le représentant de la France.

Quatre codes ont été ainsi promulgués, qui doivent entrer en application à partir du 1^{er} Janvier 1918.

Ce sont : le Code de l'organisation des tribunaux,
« de la procédure civile,
« de la procédure pénale,
« des lois pénales.



Organisation des tribunaux .

Ce texte systématise une organisation qui existait déjà en fait et qui comporte trois degrés de juridiction superposés. Il définit les rapports de ces juridictions et les règles d'attribution et de compétence.

Pour la première fois apparaît la limitation des pouvoirs propres de juridiction accordés à l'administrateur indigène d'arrondissement (quan-phu, quan-huyèn, quan-châu), dont le tribunal prend le nom de tribunal du 1^{er} degré.

L'idée fondamentale qui domine les dispositions relatives à la compétence du juge du premier degré est empruntée aux principes mêmes du droit annamite. Elle consiste à donner le plus d'extension et le plus de valeur possible à la procédure de conciliation.

« Les affaires civiles, dit Luro, étaient d'abord jugées en conciliation par
« le chef de la famille, par les notables de village, par le chef et le sous-
« chef de canton.

« Portée devant les tribunaux du quan-phu ou du quan-huyên l'affaire
« civile était généralement en conciliation, mais elle se transformait en affaire
« criminelle, après que les parties ayant entendu le droit, l'une d'elles refu-
« sait de s'y soumettre. Par cela même qu'une partie n'acquiesçait pas à
« la sentence du Juge, cette partie prétendait que la partie adverse avait
« commis envers elle un délit dont la nature variait suivant celle de l'objet
« litigieux . . . »

« L'affaire en conciliation se jugeait sur plainte écrite. Le quan-phu ou
« le quan-huyên après avoir examiné la plainte écrivait le droit sur la plainte
« même. La plainte poursuivie amenait une condamnation pénale contre
« l'une ou l'autre des parties.

« Cette manière de faire n'était que la conséquence de la haine séculaire
« du législateur chinois contre l'excès des procès, contre les gens de chi-
« cane . . . »

Afin de rendre plus saisissante aux yeux des justiciables la valeur qui s'attache à un acte de conciliation dressé dans des formes légales — formes excessivement simples et sans frais —, il est précisé que les procès-verbaux de conciliation sont des « actes authentiques ».

On remarquera que dans le système abrogé tous les jugements, quelle que fut leur importance, devaient être transmis à l'approbation du Procureur Général. Les statistiques du Service judiciaire révèlent que le nombre des dossiers concernant des affaires insignifiantes transmis au Parquet général au cours de ces dernières années était excessif ; il convenait, comme cela a du reste été admis en Annam dès 1915, de rendre aux tribunaux inférieurs le pouvoir de juger en dernier ressort certaines causes de minime importance.

Le titre réglant la composition et la compétence du tribunal du 2^{ème} degré contient une innovation, qui constitue à elle seule la réforme capitale dans l'ensemble de l'œuvre réalisée. Ce tribunal qui est à proprement parler le tribunal provincial et qui, par rapport à la Cour d'appel, joue le rôle de tribunal de 1^{ère} instance, devient un tribunal mixte présidé par un fonctionnaire français. L'assesseur indigène a voix délibérative mais sans que son avis puisse mettre en échec celui du président. Cette combinaison qui, dans la pensée du législateur doit être transitoire en attendant qu'il soit possible de constituer avec de nouveaux éléments un cadre de magistrats locaux, respecte le droit des indigènes de voir figurer un juge de leur race au tribunal de droit commun, mais elle a pour avantage d'enlever pour un temps qui sera plus ou moins long la responsabilité des fonctions judiciaires aux mandarins. Comment en effet pourrait-on confier à ceux-ci le soin d'appliquer seuls une législation nouvelle, dont ils auront les plus grandes difficultés à s'assimiler les dispositions, soit à cause de leur âge et de leurs préjugés, soit à cause de l'insuffisance de leur culture juridique ? La présence d'un fonctionnaire français au tribunal indigène apparaît donc comme étant la condition indispensable de la mise en vigueur loyale et immédiate des codes récemment promulgués.

Une disposition prévoit que dans les provinces les plus importantes il y aura auprès du tribunal provincial un juge spécialement chargé de l'instruction. Ce texte vise l'utilisation des quan-an actuellement en fonctions. Dans la pensée de ses auteurs, ce juge d'instruction qui agira sous la direction immédiate du Président du tribunal aura à jouer un rôle utile d'auxiliaire, mais à la condition expresse que son bureau soit transféré à la Résidence même, à proximité de celui du Résident.

L'institution de ce juge d'instruction est réservée aux provinces les plus importantes, celles du delta tonkinois ; elle n'est pas généralisée. Le Gouvernement local du Tonkin aura donc toute latitude pour organiser en tenant compte des nécessités particulières à chaque circonscription, les tribunaux de la haute et de la moyenne région.

La procédure devant les tribunaux provinciaux continuera à se faire dans la langue des justiciables. Les difficultés résultant de l'obligation de traduire les pièces des dossiers en français sont d'ordre matériel : elles doivent être facilement résolues. Ce qu'il importe de remarquer c'est que la décision devra être l'œuvre du président. L'original sera donc rédigé en français et traduit aussitôt en quôc-ngu pour le prononcé en audience publique. L'avantage de la rédaction en français de la sentence judiciaire est considérable. Cela mettra fin aux sentences pleines de confusion et de désordre, d'obscurités et de contradictions qui émanaient trop souvent avec l'ancien système du pinceau des scribes de certains prétoires provinciaux.

Le titre III n'est pour ce qui concerne les attributions de la 4^{ème} Chambre de la Cour d'appel à Hanoi qu'une référence aux décrets organiques de cette juridiction.

Procédure civile et procédure pénale

Ces codes reproduisent, en comblant certaines lacunes et en les classant suivant un ordre meilleur, les décisions du Procureur général en date du 17 Mars 1910 et du 7 Décembre 1912. Ils n'apportent guère de modifications au système de procédure en vigueur qui a fait ses preuves depuis cinq années, et auquel juges et justiciables sont accoutumés.

La procédure en matière civile s'inspire de principes différents de ceux du droit français, où l'assignation donnée à partie est le point de départ de tout le contentieux. Le demandeur ici remet directement sa requête au tribunal et c'est le juge lui-même qui doit, suivant quelques règles faciles à observer, diriger toute l'instruction de l'affaire jusqu'au jugement. Les auxiliaires de la justice n'ont par suite qu'un rôle effacé sinon nul devant les juridictions du 1^{er} et du 2^{ème} degré.

D'une façon générale le justiciable trouvera les plus sérieuses garanties dans la rigueur de la discipline imposée au corps judiciaire, et dans le contrôle direct et permanent du représentant du Protectorat sur tous les actes de la procédure et sur la décision de justice elle-même.

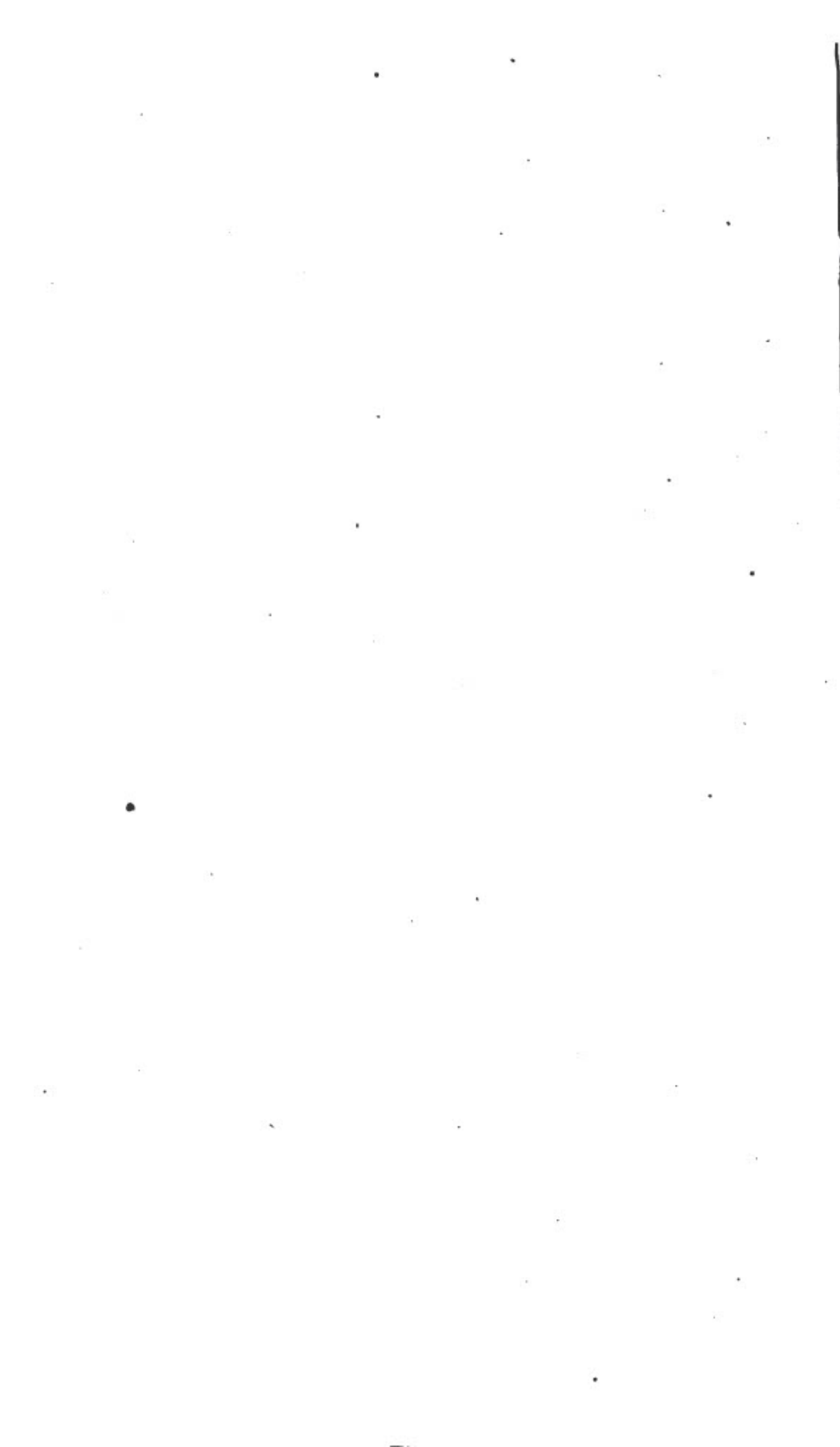
Code des lois pénales

La substitution des peines du droit pénal français à celles du droit annamite est un fait accompli depuis 1901. N'était-il pas dans ces conditions illogique et parfois dangereux de laisser entre les mains des juges indigènes un code, qui leur rappelait à chaque article les châtimens corporels, dont le Gouvernement a voulu leur interdire l'usage ?

Le nouveau code pénal n'est en réalité qu'une édition corrigée de la législation répressive indigène, telle qu'on pouvait la dégager du code Gia-Long. Celui-ci, malgré ses nombreuses imperfections, a pu être à juste titre considéré comme un des beaux monuments de l'esprit humain ; l'analyste y découvre en effet au travers d'une trame apparemment inextricable, tout un ordre de déductions logiques, qui se rapportent à des conceptions initiales définies et inspirées de ces mêmes grands principes généraux du droit, que les législations occidentales sont si fières d'avoir mis en lumière. Les circonstances atténuantes, la non-rétroactivité dans l'application des lois pénales, le droit d'appel, le respect de la liberté individuelle garanti par la responsabilité des juges, la confusion des peines dans les cas de conviction de plusieurs infractions entraînant des peines différentes, sont autant de notions déjà explicitement contenues dans la loi annamite. Dès lors que de semblables rapprochements étaient possibles avec les règles fondamentales de notre code pénal, tel qu'il est du reste appliqué déjà aux Cochinchinois sujets français, que la disparition des châtimens corporels comme moyen d'instruction ou comme sanction était définitivement acquise, qu'enfin un courant d'opinion se manifestait de jour en jour plus décisif contre le système de la responsabilité collective familiale ou communale, ne convenait-il pas de prendre une bonne fois le code pénal français pour modèle et de classer suivant le même plan les matières du droit répressif indigène, en ayant soin toutefois de conserver leur importance relative à certaines infractions eu égard aux traditions et à la mentalité particulière de la race ?

Il reste pour rendre complète cette œuvre de codification, qui doit avoir en définitive pour résultat de contribuer à l'unification du régime législatif des pays annamites, à rédiger le code des lois civiles indigènes, dont les éléments sont à extraire des recueils officiels du royaume (code de Gia-Long et réglemens des ministères). Cette œuvre est actuellement en cours d'exécution, un comité de rédaction ayant été institué par arrêté du 16 Juillet dernier.

Le Gouvernement colonial manifeste ainsi qu'il est soucieux de poursuivre inlassablement et méthodiquement la solution des graves problèmes d'organisation, dont les données contiennent le germe des destinées futures de ce pays, que d'aucuns bien inspirés ont déjà dénommé la « France d'Asie ».



LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE

Vu les décrets du 20 Octobre 1911, portant fixation des pouvoirs du Gouverneur Général et organisation administrative et financière de l'Indochine,

Vu le traité du 6 Juin 1884 réglant les rapports de la France et de l'Annam,

Vu les décrets du 31 Août 1905, 14 et 25 Janvier 1912 concernant le fonctionnement de la 4^e Chambre de la Cour d'Appel de l'Indochine,

Vu l'ordonnance de sa Majesté Khai-Dinh en date du 16 Juillet 1917,

Sur la proposition du Résident Supérieur au Tonkin et du Procureur Général, chef du service judiciaire de l'Indochine,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sera rendue exécutoire à compter du 1^{er} Janvier 1918, l'Ordonnance sus-visée de S. M. Khai-Dinh en date 16 Juillet 1917, prescrivant la mise en application des codes de l'organisation des tribunaux, de la procédure civile et commerciale, de la procédure pénale et des lois pénales, qui ont été spécialement édictés pour les juridictions annamites du Tonkin et dont le texte français, qui fera seul foi, est annexé au présent arrêté.

ART. 2. — Est et demeure abrogé l'arrêté susvisé du 25 Janvier 1912.

ART. 3. — Le Résident Supérieur au Tonkin et le Procureur Général, Chef du Service judiciaire de l'Indochine et Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Huê, le 16 Juillet 1917.

Signé : ALBERT SARRAUT

Par le Gouverneur Général :

Le Résident Supérieur *p. i.* au Tonkin,

Signé : LE GALLEN

Le Procureur Général *p. i.*

Signé : DELESTRÉE

ORDONNANCE DE S. M. KHAI-ĐINH

en date du 16 Juillet 1917

Les lois ont pour objet de régler la conduite du peuple; elles sont l'expression du pouvoir souverain dans une monarchie.

Celles de notre royaume ont formé au cours des âges un monument législatif parfait, plein de sages préceptes, auxquels on s'est conformé depuis des époques très éloignées. Mais les lois comme toutes choses doivent évoluer avec le temps.

Nos vieilles lois sont un dépôt sacré, mais il serait contraire aux nécessités de l'heure présente de les conserver sans modifications. Le développement des relations mondiales, le progrès des sociétés font que les prescriptions des législateurs doivent se maintenir au niveau de la civilisation en marche.

La mentalité des populations du Tonkin a déjà subi une évolution marquée. Le moment est venu de reviser les lois qui les régissent.

Le Gouvernement du Protectorat a fait établir une nouvelle codification en 5 volumes de la législation qu'il convient de mettre en application au Tonkin. Cette codification a été soumise à l'examen de notre Conseil du Co-Mât, qui nous a rendu compte qu'il y avait lieu de proposer quelques légères modifications sur certains points. Nos ministres furent alors chargés de se réunir et de procéder à une étude approfondie et à la correction de ces textes.

Ce travail est aujourd'hui terminé et l'accord est complet sur tous les points.

Bien que dans ses détails la législation nouvelle soit quelque peu différente de la législation ancienne, elle répond au même but qui est de garantir la morale et

d'aider à l'éducation générale. Le fond reste le même sous des différences de forme. D'autre part, il convient que les lois du royaume soient l'œuvre du souverain.

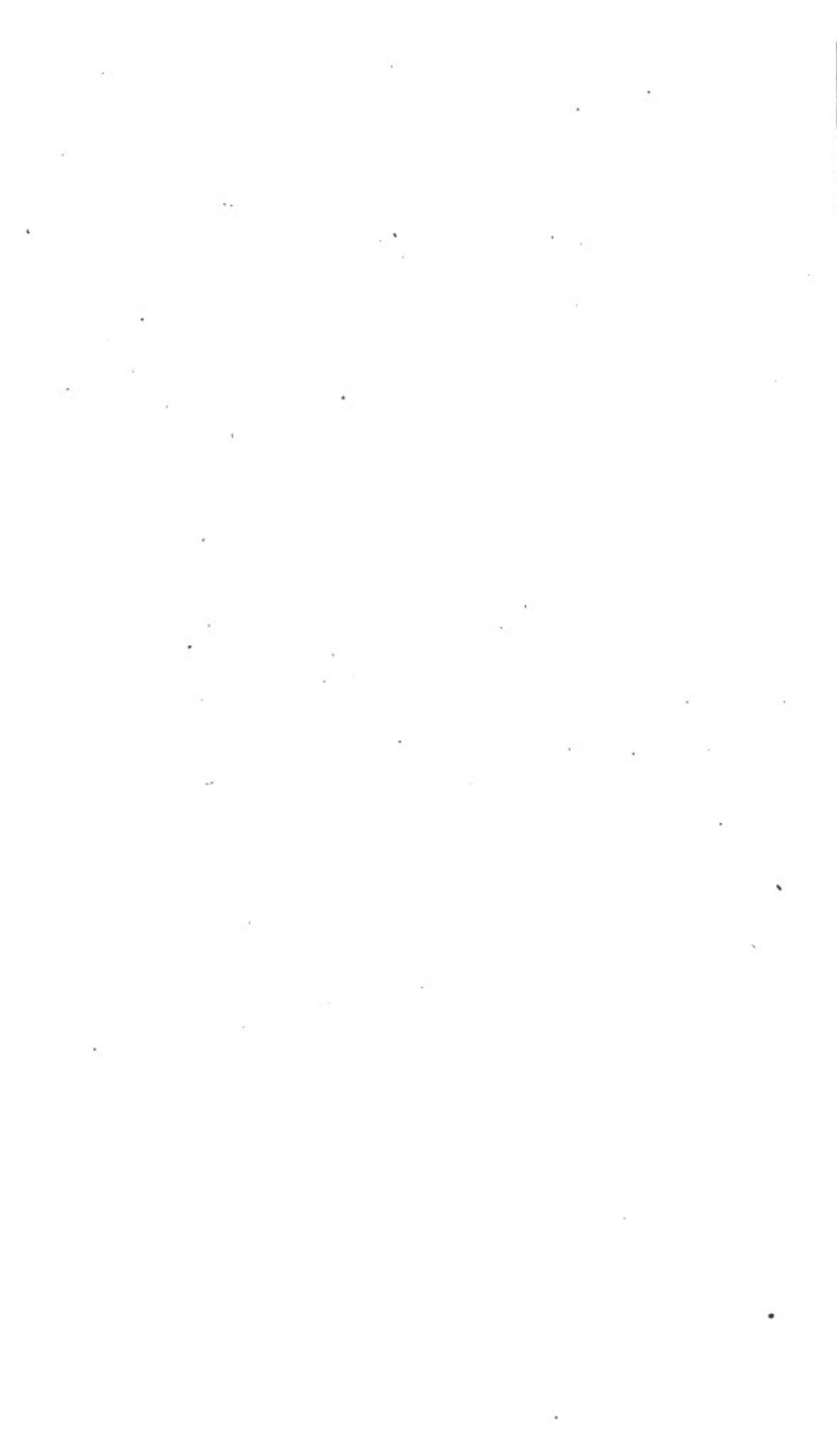
A l'exception du Code des lois civiles, que nous réservons pour qu'il soit examiné par une commission spéciale, afin de s'assurer que ces lois sont en harmonie avec l'état des mœurs, et qui sera présenté plus tard à notre approbation par le Conseil du Cơ-Mật, nous ordonnons qu'il soit procédé à la mise en application des Codes de l'organisation des tribunaux, de la procédure civile et commerciale, de la procédure pénale et des lois pénales (dont le texte est annexé).

Toutes les dispositions des lois contraires à celles contenues dans cette nouvelle codification sont abrogées expressément.

Nous avons profité de la présence à la Capitale de S. E. le Gouverneur Général de l'Indochine pour en conférer avec lui et décider que ces codes seront promulgués et mis à exécution. Pour ce qui est des deux assesseurs à déléguer à la 4^{ème} Chambre de la Cour à Hanoi, nous laissons au Conseil du Cơ-Mật le soin de régler cette affaire.

Respect à ceci.

Le 26 du 5^e mois de la 2^e année Khải-Định.



ORGANISATION

DES

JURIDICTIONS ANNAMITES

AU TONKIN



TABLE DES MATIÈRES

- CHAPITRE 1^{er}** — Tribunaux du 1^{er} degré de Juridiction.
- CHAPITRE 2** — Tribunaux du 2^{ème} degré de Juridiction
civile, correctionnelle et criminelle.
- CHAPITRE 3** — Tribunal du 3^{ème} degré de Juridiction —
Juridiction suprême.
- CHAPITRE 4** — Discipline.
- CHAPITRE 5** — Règles générales de la compétence des
tribunaux.
-

MỤC - LỤC

CHƯƠNG THỨ NHẤT — Tòa-án sơ-cấp.

CHƯƠNG THỨ HAI — Tòa-án đệ-nhi-cấp (Tòa-án-tỉnh).

CHƯƠNG THỨ BA — Tòa - án đệ - tam - cấp — (Tòa
Thượng-thẩm).

CHƯƠNG THỨ TƯ — Quan-ký.

CHƯƠNG THỨ NĂM — Định về quyền thẩm-phán của
Tòa-án.

ORGANISATION DES JURIDICTIONS ANNAMITES

DU TONKIN

Art 1^{er}. — Au Tonkin, hors des territoires des villes de Hanoi et de Haiphong, la justice est administrée entre sujets annamites non justiciables des tribunaux français, par des tribunaux dont la composition, la compétence et le fonctionnement sont fixés par le présent acte. •

CHAPITRE PREMIER

Tribunaux du 1^{er} degré de juridiction

Art. 2 — Dans chaque arrondissement (phu, huyên ou châu) il y aura au moins un tribunal du 1^{er} degré.

Art. 3 — Ce tribunal se compose d'un juge unique, dont la fonction pourra être remplie par le Chef administratif de l'arrondissement (quan-phu, quan-huyên, quan-châu, suivant les circonscriptions), cumulativement avec ses fonctions propres.

Dans l'arrondissement où est situé le siège d'un Tribunal du 2^e degré les fonctions de juge du 1^{er} degré pourront être dévolues à l'un des juges suppléants de cette juridiction, s'il en existe.

Les greffiers du Tribunal du 1^{er} degré seront désignés individuellement par le Résident Supérieur au Tonkin.

Art. 4 — La connaissance des contraventions de simple police est attribuée aux Tribunaux du 1^{er} degré, dont les jugements, excepté ceux qui prononcent une peine d'emprisonnement, sont rendus en dernier ressort.

Art. 5 — En matière correctionnelle et criminelle les attributions des juges du premier degré sont réglées par le Code de procédure pénale.

Ils sont, en ce qui les concerne, responsables de la recherche et de la poursuite de tous les crimes et délits commis par des indigènes dans le ressort de leur juridiction et de l'exécution des ordres des autorités supérieures relativement à tous les actes de police judiciaire en matière indigène.

TỔ-CHỨC CÁC NHA-MÔN TƯ-PHÁP Ở BẮC-KỲ

Điều thứ 1. — Trong xứ Bắc kỳ, trừ ra thành-phố Hải-phòng Hà-nội, phạm người An-nam không thuộc về tòa-án Đại-pháp xử, thì việc thăm-phán do tòa-án An-nam.

Cách xếp-đặt, quyền thăm-phán cùng phép trị-sự của các tòa-án An-nam, chiếu theo luật này định.

CHƯƠNG THỨ I

Tòa-án sơ-cấp

Điều thứ 2. — Mỗi một địa-hạt (phủ, huyện, châu) ít ra cũng phải có một tòa-án Sơ-cấp.

Điều thứ 3. — Tòa-án ấy chỉ đặt một quan-án, chức ấy có thể giao cho quan phủ, huyện, châu, kiêm.

Địa-hạt nào ở tại tỉnh-lỵ mà đã có tòa-án tỉnh, thì việc thăm-phán của tòa sơ-cấp có thể do quan bồi-thăm tòa-án tỉnh, kiêm chức ấy mà làm.

Viên lục-sử tòa-án sơ-cấp thì do quan thống-sứ Bắc-kỳ lựa bỏ.

Điều thứ 4. — Tòa-án sơ-cấp có chức quyền xử việc vi-cảnh mà được chung-thăm những án vi-cảnh không phải phạt giam.

Điều thứ 5. — Thuộc về khinh-tội và trọng-tội, thì chức-quyền quan án sơ-cấp chiếu theo trong hình-sự-tố-tụng-pháp đã định.

Các quan án sơ-cấp, trong hạt mình bề có phát ra khinh-tội hoặc trọng-tội, thì có cái trách-nhiệm thám-sách, phỏng-vấn, và phải tuân lệnh tư-pháp của quan trên sai mình.

Art. 6. — En matière civile et commerciale les attributions et la compétence des tribunaux du 1^{er} degré sont réglées ainsi qu'il suit :

1^o Les Juges du 1^{er} degré procèdent, sur la demande des parties, celles-ci étant présentes, ainsi que le notable ou chef de canton intéressé, à l'enregistrement des actes de conciliation accomplis par les autorités communales et cantonales, conformément aux dispositions de l'article 99 du Code de procédure civile indigène.

L'acte de conciliation devra être transcrit intégralement sur les registres de la juridiction. Les parties et l'autorité locale en cause devront signer avec le Juge à la suite de cette transcription, et du procès-verbal qui sera dressé de cette opération.

L'acte de conciliation ainsi enregistré sera pour les parties un acte authentique.

2^o Les Juges du 1^{er} degré connaissent sans appel, jusqu'à la valeur de *trente piastres* :

a — de toutes les actions mobilières et personnelles ;

b — des actions en paiement de loyers ou fermages et autres contestations entre locataires et bailleurs.

c — des demandes en résiliation de baux ou de locations fondées sur le défaut de paiement des loyers ou fermages, soit sur l'insuffisance des bestiaux et ustensiles nécessaires à l'exploitation, soit sur la destruction de la totalité ou de partie de la chose louée.

d — des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année et de ceux qui les emploient.

e — des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, sans préjudice de l'action pénale qui peut exister pour les mêmes faits.

f — des contestations entre voyageurs et aubergistes, voyageurs et entrepreneurs de transport par terre et par eau.

Art. 7. — Les Juges du 1^{er} degré connaissent sans appel des actions en paiement de frais faits ou exposés devant leur juridiction.

Les dispositions des Codes civil et de procédure civile annamites, ou des lois spéciales, détermineront les autres cas dans lesquels la compétence doit être attribuée s'il y a lieu au Juge du 1^{er} degré en matière civile et commerciale.

Art. 8. — Lorsque plusieurs demandes seront formées par la même partie contre le même défendeur dans une même instance, le juge sera incompétent sur le tout, si les demandes excèdent par leur réunion trente piastres.

Lorsque la valeur de l'objet en litige ne sera pas exprimée clairement dans la demande et qu'il ressortira d'un premier examen que cette valeur est supérieure à trente piastres, le juge du 1^{er} degré devra

Điều thứ 6. — Thuộc về dân-sự, thương-sự, thì chức-quyền và quyền-hạn của quan án sơ-cấp chiếu theo như sau này :

1° Hễ người đương-sự có thỉnh-cầu (hai bên nguyên bị hoặc những người tổng-lý dự vào tụng-sự ấy, đều phải có mặt), thì quan án sơ-cấp đem tờ hoà-giải của những người tổng-lý đã làm theo như điều thứ 99 trong luật dân-sự-thương sự-lố-tụng-pháp đã nói, mà đăng-ký vào sổ bản-nha.

Tờ hòa-giải ấy phải theo nguyên-văn mà sao vào trong sổ, quan-án và tổng-lý cùng hai bên nguyên bị đều ký tên, và cũng ký tên vào cái biên-bản về việc ấy.

Tờ hòa-giải ấy đã chép vào sổ rồi, tức là chứng-thư đích-thực của hai bên nguyên bị.

2° + Việc tố-tụng như những khoản sau này mà giá-ngạch từ ba mươi đồng bạc giở xuống thì quan án sơ-cấp có quyền được chung-thăm:

- a) thuộc về động-sản hay là thuộc về người ;
- b) sự thường-hoàn tiền thuê nhà, thuê trại và sự tranh-tụng của người cho thuê với người thuê ;
- c) sự xin thôi không cho thuê hay là xin thôi không thuê, bởi tại thiếu tiền thuê hay là tại ngư-lao, khí-cụ không đủ dùng, hay là tại những vật-hạng cho thuê ấy hư-hỏng tất cả hay là hư-hỏng một phần ;
- d) sự tranh-biện về việc giao-ước của người chủ và người làm công thuộc về công ngày, công tháng hay là công năm ;
- e) sự đền-tồn-hại về nhà, vườn, ruộng, đất, hoa-quả và nông-vụ tại người làm ra hay là tại súc-vật làm ra, mà không trở-ngại về những khoản phạt trong luật-hình.
- f) sự tranh-biện về người khách đi đường cùng với người chủ hàng-cơm hay là cùng với người tải-hàng đường thủy đường bộ.

Điều thứ 7. — Quan-án sơ-cấp có quyền chung-thăm việc tố-tụng về khoản lệ-phí đã sinh ra ở tòa mình.

Còn những việc khác về dân-sự thương-sự mà quan-án sơ-cấp có quyền thăm-phán thì trong dân-luật và dân-sự-thương-sự-lố-tụng-pháp, hoặc trong điều-lệ riêng, chỉ-định.

Điều thứ 8 — Khi nào một người nguyên-cáo kiện một người bị-cáo mà trong đơn có nhiều sự thỉnh-cầu, nếu cái giá về những sự xin ấy, cộng lại quá ba-mươi đồng bạc, thì quan án sơ-cấp không có quyền thăm-phán.

Khi nào cái vật-giá về việc tố-tụng không nói rõ vào trong đơn mà xét ra là quá số ba-mươi đồng bạc, thì quan án sơ-cấp đem việc

renvoyer l'affaire au tribunal compétent, comme il est dit à l'article 9 ci-après.

Art. 9. — Pour toutes les actions civiles et commerciales, autres que celles énumérées aux articles qui précèdent, et dont le juge du 1^{er} degré sera saisi par requête des parties, le juge devra procéder dans le plus bref délai à une tentative de conciliation.

S'il y a conciliation, il en dressera procès-verbal suivant les formes indiquées à l'article 11 du Code de procédure civile indigène.

Le procès-verbal ainsi dressé par le juge du 1^{er} degré tiendra lieu aux parties d'un acte authentique.

Si toute tentative de conciliation échoue le juge du 1^{er} degré le constatera en un procès-verbal et il transmettra immédiatement la requête accompagnée du procès-verbal, de toutes les pièces qu'il aura reçues, et d'un rapport s'il y a lieu, au Tribunal du 2^{ème} degré compétent.

Dès ce moment il n'aura plus à intervenir dans l'affaire que pour exécuter les ordres du Tribunal du 2^{ème} degré.

Art. 10. — Le Gouverneur Général pourra par des arrêtés spéciaux pris sur l'avis conforme du Résident Supérieur au Tonkin et du Procureur Général, Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin étendre ou modifier les attributions et la compétence des juges du 1^{er} degré dans certains arrondissements (châu) de la haute région.

Art. 11. — Les juges du 1^{er} degré tiendront au moins deux audiences publiques par semaine.

Ils pourront juger tous les jours, même ceux de dimanche et fête, le matin et l'après-midi.

Ils pourront pour la commodité des justiciables se transporter au jour des marchés ou tout autre jour dans les centres éloignés du chef-lieu et y tenir des audiences foraines.

CHAPITRE II

Tribunaux du 2^{ème} degré de Juridiction Tribunal civil, correctionnel et criminel

Art. 12. — Le Tribunal du deuxième degré de juridiction (tribunal provincial) est présidé par l'administrateur chef de la circonscription ou par son adjoint en qualité de Président suppléant, ou par un magistrat du Service judiciaire de l'Indochine provisoirement détaché pour remplir cette fonction.

ấy đệ-giao cho tòa-án có quyền thẩm-phán, chiếu theo như điều thứ 9 nói ở dưới.

Điều thứ 9. — Phàm hai bên nguyên bị đầu đơn vào tòa-án sơ-cấp kiện về những việc ngoài các việc đã nói ở trên, thì quan-án sơ-cấp phải tìm ngay phương-pháp để thử hòa-giải hai bên.

Nếu việc hòa-giải làm xong, thì quan-án phải làm tờ biên bản chiếu theo qui-thức đã định ở điều thứ 11 trong luật dân-sự-thương-sự-tổ-tụng-pháp.

Tờ biên-bản ấy sẽ là cái chứng-thư đích-thực của hai bên nguyên bị.

Nếu việc hòa-giải không xong, thì quan-án phải biên vào trong tờ biên-bản và đem cái đơn kiện đính theo tờ biên-bản ấy vào, cùng tất cả giấy-má thuộc về việc ấy, nếu cần thì làm thêm một tờ trình nữa, mà lập tức đệ-giao lên tòa án tỉnh có quyền thẩm-phán.

Từ bấy giờ không phải can-thiệp đến việc ấy nữa, trừ khi tòa án tỉnh có sai-khiến điều gì thì phải thi-hành mà thôi.

Điều thứ 10. — Quan Toàn-quyền có thể chiếu ý-kiến quan Thống-sứ Bắc Kỳ và quan Nam-án thủ-hiến đã trình lên, mà đặt nghị-định riêng, để thêm bớt hay là thay đổi chức-quyền và quyền-hạn của quan án sơ-cấp ở các châu thượng-du.

Điều thứ 11. — Phiên-tòa công ở tòa-án sơ-cấp ít ra trong một tuần-lễ phải có hai lần.

Quan án sơ-cấp có thể xét việc hàng ngày, mỗi ngày hai lượt dù là ngày chủ-nhật hay là ngày lễ cũng được.

Quan án sơ-cấp có thể thân-hành mở phiên-tòa trong ngày phiên chợ ở chỗ nào xa với bản-nha, để dân đến kêu việc cho tiện.

CHƯƠNG THỨ II

Tòa-án Đệ-nhi-cấp (Tòa-án tỉnh)

Điều thứ 12. — Quan chánh tòa-án đệ-nhi-cấp (tòa-án tỉnh) là quan công-sứ đầu tỉnh, hay là quan phó công-sứ làm trợ-biện, hay là một ông quan-án của viện tư-pháp Đông dương tạm-cử ra để sung-chức ấy.

Il comprend en outre le plus haut fonctionnaire indigène de la province ou, à son défaut, un juge suppléant désigné par le Gouverneur Général sur la proposition du Résident Supérieur.

Le Président a voix prépondérante dans la délibération préparatoire du jugement.

Dans les provinces les plus importantes, il sera adjoint au Président du Tribunal un fonctionnaire de l'administration indigène ayant au moins le grade de Quan-An, qui remplira sous la direction du Président les fonctions de juge d'instruction.

Ce juge d'instruction ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte participer aux délibérations du Tribunal.

Les greffiers des tribunaux provinciaux seront désignés individuellement par le Résident Supérieur.

Art. 13. — En dernier ressort, le tribunal provincial connaît des contestations civiles ou commerciales dont l'importance est inférieure à cent piastres.

Néanmoins, il devra renvoyer à l'examen du juge du premier degré les causes, qui ressortissent à la compétence en dernier ressort de celui-ci, comme il est dit aux articles 6 et 7 ci dessus.

En premier ressort :

1^o — des contestations civiles et commerciales d'une valeur indéterminée ou d'une importance supérieure à cent piastres.

2^o — des délits correctionnels ;

3^o — des crimes.

Art. 14. — L'étendue du ressort des tribunaux du deuxième degré sera déterminée par arrêté du Gouverneur Général sur la proposition du Résident Supérieur au Tonkin et du Chef du Service Judiciaire de l'Indochine.

CHAPITRE III

Tribunaux du 3^{ème} degré de juridiction

Art. 15. — La juridiction spéciale d'appel siégeant à Hanoi, telle qu'elle est ou sera constituée par les décrets en vigueur, fonctionne avec l'assistance de deux mandarins annamites désignés par le Gouvernement annamite au choix du Gouverneur Général. Elle connaît :

1^o — des appels des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux du deuxième degré de juridiction.

Tòa án ấy lại có viên quan An-nam cao chức nhất trong hàng tỉnh sung vào nữa, nếu không thì quan Thống-sứ trình quan Toàn-Quyền xin bổ một viên bồi-thăm.

Khi nào hai quan tòa-án không đồng-ý thì quan chánh tòa-án có quyền nghị-quyết về việc kết án.

Ở các tỉnh lớn thì sẽ đặt thêm một viên dự-thăm Annam, viên ấy ít ra cũng phải có hàm án-sát, để giúp việc quan chánh tòa-án.

Quan dự-thăm ấy không bao giờ có quyền tham vào sự kết-án.

Những viên lục-sự ở tòa-án tỉnh thì do quan Thống-sứ lựa bổ.

Điều thứ 13. — Thuộc về dân-sự hay là thương-sự mà giá ngạch từ một trăm đồng bạc giở xuống, thì tòa-án tỉnh có quyền chung-thăm.

Nhưng mà tòa-án tỉnh phải giao lại cho tòa-án sơ-cấp những sự tố-tụng thuộc về chức-quyền chung-thăm của tòa ấy, như đã nói trong điều thứ 6 và thứ 7 trên kia.

Thuộc về những việc kê ra sau này, thì quan tỉnh có quyền sơ-thăm :

1° Các việc tố-tụng về dân-sự, thương-sự, giá ngạch không định được là bao nhiêu, hay là quá một trăm đồng bạc :

2° Các án về khinh-tội.

3° Các án về trọng-tội.

Điều thứ 14. — Quản-hạt của tòa-án tỉnh, sẽ do quan Toàn-Quyền chiếu nhờ xin của quan Thống-sứ Bắc-kỳ và quan Nam-án thủ-hiến mà chỉ-định.

CHƯƠNG THỨ III

Tòa đệ-tam-cấp (Tòa Thượng-thăm)

Điều thứ 15. — Tòa Thượng-thăm ở Hà-nội, cách sắp-dặt thế nào đã có chỉ-dụ riêng định, phải có hai viên quan An-nam do Triều-đình An-nam khâm-sai giao quan Toàn-quyền lựa bổ. Tòa Thượng-thăm có những chức-quyền như sau này :

1° phúc-thăm những án sơ-thăm của tòa-án đệ-nhi-cấp.

2^o — des demandes en annulation formées contre les jugements des tribunaux des premier et deuxième degrés rendus en dernier ressort.

3^o — des demandes en revision, sous les conditions qui sont indiquées au Code de procédure pénale.

Devant la juridiction du 3^{em} degré, les parties et les accusés pourront, en toute matière, produire tous mémoires utiles et se faire assister par un avocat défenseur.

Les rapports périodiques sur le fonctionnement de la Justice indigène au Tonkin adressés par le Procureur Général, Chef du Service de la Justice indigène au Gouvernement Général seront communiqués en copie au Conseil du Co-Mât.

CHAPITRE IV

Discipline

Art. 16. — Tout ce qui en dehors des règles édictées au présent acte concernera la discipline et le statut des juges, assesseurs et suppléants indigènes des Tribunaux et de la juridiction d'appel et des agents attachés à ces juridictions sera réglé par arrêté du Gouverneur Général sur l'avis conforme du Procureur Général, Chef de la Justice indigène au Tonkin.

Nul scribe, nul employé des Administrations indigènes ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte être chargé des fonctions d'auxiliaire à un titre quelconque de la Justice, si ce n'est en vertu d'une désignation expresse du Résident Supérieur.

Art. 17. — Le « Procureur Général Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin » a la surveillance de tous les juges assesseurs et auxiliaires attachés au service des juridictions indigènes.

Il avertit et rappelle à l'ordre ceux d'entre eux qui manqueraient aux devoirs de leur état, et peut provoquer contre eux les mesures disciplinaires qui leur sont applicables suivant leur statut respectif.

Art. 18. — En ce qui concerne le personnel annamite des juridictions indigènes du Tonkin, si l'avertissement ou le rappel à l'ordre reste sans effet, et si le fait reproché est de nature à compromettre la dignité du juge, de l'assesseur ou de l'agent intéressé, le Chef du Service de la Justice indigène peut provoquer contre lui l'application d'une des peines suivantes, après toutefois que l'intéressé aura été entendu ou dûment appelé devant la Juridiction d'appel en Chambre du Conseil, qui donnera son avis :

Censure simple ;

Censure avec réprimande ;

Suspension provisoire pour un temps ne pouvant excéder trois mois.

2^o xét những việc xin tiêu-án về những án chung-thâm của tòa án đệ-nhất, đệ-nhi cấp.

3^o xét những việc xin tái-thâm cứ theo cách-thức trong hình-sự-tổ-tụng-pháp đã định.

Ở trước tòa Thượng-thẩm thì người đương-sự có thể trình bày ra giấy má gì cũng được, cùng được phép mượn thầy-kiên chống án.

Khi nào quan Nam-án thủ-hiến làm tờ trình với quan Toàn-quyền thuộc về việc án Bắc-Kỳ thì phải sao riêng một bản gửi cho Cơ-mật viện duyệt-tâu.

CHƯƠNG THỨ IV

Quan-kỹ

Điều thứ 16. — Trừ ra qui-tắc đã định trong luật này thì không kể, còn những qui-tắc lựa bổ quan tòa-án, quan bồi-thâm, quan trợ-biện và các viên-chức phụ-thuộc ở tòa Nam-án và tòa Thượng-thẩm, sẽ do quan Toàn-quyền chiếu nhờ xin quan Nam-án-thủ-hiến mà nghị-định.

Những ti-thuộc các nha-môn An-nam không bao giờ, không nhân cơ gì mà được sung làm chức lục-sự hay là chức dịch khác ở tòa-án, trừ ra khi nào quan Thống-sứ lựa bổ riêng.

Điều thứ 17. — Quan Nam-án-thủ-hiến quản-đốc cả những viên quan-án, bồi-thâm cùng các người chức-dịch ở các tòa Nam-án Bắc-kỳ.

Quan Nam-án-thủ-hiến răn-bảo và cáo-giới những viên-chức nào sai nhãng trách-nhiệm mình, lại có thể tùy theo thể-lệ riêng của mỗi hạng viên-chức, mà xin phạt.

Điều thứ 18. — Về viên-chức An-nam ở các tòa Nam-án Bắc-kỳ nếu người nào đã răn-bảo hay là cáo-giới mà vô-hiệu, và sự can-cửu lại có thể phạm đến cái phẩm-cách nhà tư-pháp, thì quan Nam-án-thủ-hiến, sau khi tòa Thượng-thẩm xét, nhưng phải đề cho người can-cửu đến biện-minh, hoặc cho đòi đầu đấy rồi, có thể xin phạt. Sự phạt ấy chiếu theo trong khoản kể sau này :

1^o là khiển-trách thường.

2^o là khiển-trách nghiêm.

3^o là tạm-huyền chức-dịch, nhưng không được quá ba tháng.

La censure simple, la censure avec réprimande sont prononcées par le Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin et exécutées à sa requête.

La suspension provisoire est prononcée sur la proposition du Procureur Général par le Résident Supérieur pour les juges et assesseurs indigènes des tribunaux du 1^{er} degré et par le Gouverneur Général pour les autres.

Art. 19. — Les juges, assesseurs et suppléants indigènes des tribunaux du Tonkin, provenus de crimes ou de délits seront cités directement par le « Chef de la Justice indigène au Tonkin » après enquête par lui-même ou un de ses substituts délégués à ces fins devant la juridiction du 3^{ème} degré à Hanoi, qui prononcera, souverainement.

Les autorités administratives ou judiciaires transmettront directement au « Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin » toutes les plaintes et dénonciations qui leur parviendront, accusant les juges et assesseurs indigènes de s'être rendus coupables de crimes ou de délits.

CHAPITRE V

Règles générales de la compétence des tribunaux

Art. 20. — En matière pénale le tribunal compétent est celui du lieu du crime, du délit ou de la contravention.

Les complices doivent être jugés par le tribunal compétent pour juger l'auteur principal de l'infraction.

Art. 21. — En matière civile et commerciale, si l'objet de la contestation est un immeuble, le tribunal compétent est celui du lieu de la situation de l'immeuble en litige.

S'il y a plusieurs immeubles situés dans des ressorts différents, le tribunal compétent sera celui de la situation de l'un de ces immeubles, au choix du demandeur.

Si l'objet de la contestation est un meuble ou une somme d'argent le tribunal compétent est celui du domicile du défendeur.

Par dérogation au paragraphe précédent le juge du 1^{er} degré est toujours compétent, dans les affaires qu'il juge en dernier ressort, lorsque l'une des parties est domiciliée dans l'arrondissement, ou si les parties sont d'accord pour lui soumettre leur différend.

Si l'objet de la contestation est mixte, c'est-à-dire mobilier et immobilier, le tribunal compétent sera celui du domicile du défendeur ou de la situation de l'immeuble au choix du demandeur.

Sự phạt về khoản khiển-trách thường và khiển-trách nghiêm, chỉ do quan Nam-án Thủ-hiến Bắc-kỳ nghĩ-định và chuẩn thi-hành.

Còn khoản tạm-huyền chức-dịch, thì những viên-chức tòa đệ-nhất-cấp do quan Thống-sứ nghĩ-định; viên-chức các tòa khác do quan Toà-quyền nghĩ-định, đều là chiều nhờ tư của quan Nam-án thủ-hiến.

Điều thứ 19. — Những viên quan-án, bồi-thăm cùng trợ-biện ở các tòa Nam-án Bắc-kỳ viên nào phạm về trọng-tội, khinh-tội thì sẽ do quan Nam-án thủ-hiến hay là quan đại-lý thay quyền về việc ấy, tra xét rồi đệ ra trước tòa Thượng-thẩm Hà-nội để chung-thăm, không được kháng-cáo.

Các quan cai-trị và quan tư-pháp phải đệ thẳng lên quan Nam-án-thủ-hiến Bắc-kỳ những đơn cáo-giác các viên quan-án bồi-thăm An-nam phạm về trọng-tội hoặc khinh-tội.

CHƯƠNG THỨ V

Định về quyền thẩm-phán của tòa-án.

Điều thứ 20. — Thuộc về hình-sự tòa-án có quyền thẩm-phán tức là tòa-án sở-tại ở chỗ trọng-tội khinh-tội hay là vi-cảnh-tội phát ra.

Người tòng-phạm cũng phải xét-xử ở tòa-án đã xét-xử người thủ-phạm.

Điều thứ 21. — Thuộc về dân-sự, thương-sự, nếu tố-tụng về bất-động-sản, thì tòa-án có quyền thẩm-phán là tòa-án sở-tại ở chỗ có cái bất-động-sản ấy.

Nếu có nhiều bất-động-sản ở nhiều nơi, thì quyền thẩm-phán về tòa-án sở-tại nào tùy người nguyên-cáo đứng xin.

Nếu tố-tụng về động-sản hay là ngân-tiền, thì quyền thẩm-phán thuộc về tòa-án sở-tại người bị-cáo.

Tuy vậy nhưng mà trong những việc tòa sơ-cấp có quyền chung-thăm thì hoặc trông hai bên một bên nào là người bản-hạt, hay hoặc hai bên cùng thuận đem việc đến kêu, tòa sơ-cấp cũng vẫn được quyền thẩm-phán cả.

Nếu tố-tụng vừa về động-sản vừa về bất-động-sản, thì quyền thẩm-phán thuộc về tòa-án sở-tại chỗ sản-vật hay là chỗ người bị-cáo, tùy người nguyên-cáo đứng xin.

Si la contestation existe au sujet d'une succession le tribunal compétent sera celui du lieu où la succession est ouverte.

Enfin dans le cas d'élection de domicile pour l'exécution d'un acte, le tribunal compétent sera celui du domicile élu

Art. 22. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures réglant l'organisation des juridictions appelées à connaître des affaires indigènes au Tonkin.

Nếu tố-tụng về gi-sản (của thừa-tự) thì quyền thăm-phán thuộc về tòa-án sở-tại ở chỗ có gi-sản ấy.

Khi nào trong văn-ước mà người đơng-sự định một chỗ trú-sở tạm, để thi-hành những việc trong văn-ước ấy thì tòa-án sở-tại chỗ ở tạm ấy, có quyền thăm-phán.

Điều thứ 22. — Những điều-lệ trước về việc xếp-đặt các tòa-án xét việc An-nam ở sứ Bắc-kỳ đều bị bãi hết.



PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE

devant les Juridictions annamites au Tonkin

CODE
DE
PROCÉDURE CIVILE ET COMMERCIALE

Applicable par les tribunaux indigènes au Tonkin

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

Des instances

- SECTION I** — Des requêtes introductives d'instance.
SECTION II — De la comparution des parties et des convocations.
SECTION III — Des enquêtes, délégations, Commissions rogatoires.
SECTION IV — Des jugements.
SECTION V — De l'appel.
SECTION VI — Des voies extraordinaires pour attaquer les jugements — Rétractation et Annulation —

CHAPITRE II

- SECTION I** — Notification et commandement.
SECTION II — Vente des meubles.
SECTION III — Vente des immeubles.
SECTION IV — De la contrainte par corps.
SECTION V — Dispositions générales.
-

LUẬT TỔ-TỤNG

THUỘC VỀ DÂN-SỰ THƯƠNG-SỰ

Thi-hành ở Bắc-Kỳ

MỤC - LỤC

CHƯƠNG THỨ I

Cách Tổ-Tụng

- TIẾT THỨ I — Đơn đi kiện.
TIẾT THỨ II — Hai bên đến hầu và các quan-tòa đòi.
TIẾT THỨ III — Cách thăm-tra và sự ủy-thác.
TIẾT THỨ IV — Vụng án.
TIẾT THỨ V — Kháng-án.
TIẾT THỨ VI — Sự tiêu-án.

CHƯƠNG THỨ II

Cách Thi-Hành

- TIẾT THỨ I — Sự tổng-đạt và mệnh-lệnh.
TIẾT THỨ II — Phát-mãi của động-sản.
TIẾT THỨ III — Phát-mãi của bất-động-sản.
TIẾT THỨ IV — Bỏ tù người mắc-nợ.
TIẾT THỨ V — Tổng-tắc.
-

PROCEDURE CIVILE

devant les Juridictions annamites du Tonkin

CHAPITRE I

Des instances

SECTION I

Des requêtes introductives d'instance

Art. 1^{er}. — Celui seul qui est intéressé dans une affaire a le droit de former demande en Justice.

Art. 2. — Quiconque prétend intenter une action civile ou commerciale, doit déposer au Tribunal une requête écrite, qui sert de point de départ à la procédure. Cette requête contiendra clairement énoncés ses nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et demeure, l'exposé des motifs, ses revendications et conclusions, l'énumération des pièces produites, les noms du défendeur et sa demeure. Il signera sa requête, qui devra à défaut être signée par l'écrivain, dans le cas où il n'aurait pas pu ou su la rédiger lui-même.

Art. 3. — Une affaire ne donnera lieu qu'à une seule requête devant le Tribunal compétent.

Cette demande ou requête doit être complète et définitive ; il n'y peut rien être ajouté après coup.

Art. 4 — Le plaignant, en matière civile ou commerciale, a toujours le droit de retirer sa requête et d'arrêter ainsi les effets de l'instance.

SECTION II

De la comparution des parties et des convocations

Art. 5. — Aussitôt remisé de la requête au Juge, celui-ci vérifie si elle contient les énonciations prescrites à l'article 2 ci-dessus et s'il reconnaît qu'elle est en bonne et due forme, il la vise et indique la date de son dépôt et fixe le jour de la comparution des parties.

Au cas où la requête qui lui est présentée ne contiendrait pas toutes les énonciations précitées, il inviterait la partie à la compléter, ou à déclarer qu'elle ne peut ou ne veut le faire ; mention de cette déclaration est faite au bas de la requête.

LUẬT TỔ-TỤNG THUỘC VỀ DÂN-SỰ

thi-hành trong các tòa-án Bắc-kỳ

CHƯƠNG THỨ I

Cách Tổ-tụng

TIẾT THỨ I

Nói về đơn di kiện

Điều thứ 1. — Chỉ người nào có quan-hệ đến việc gì mới có quyền đầu đơn thưa-kiện mà thôi.

Điều thứ 2. — Người nào muốn thưa kiện thuộc về dân-sự hay là thương-sự, thì phải làm đơn nguyên-cáo trình tòa án, đơn ấy tức là khởi-diềm của việc tố-tụng. Trong đơn nguyên-cáo phải kê ra : tên, tuổi, nghề-nghiệp, chỗ sinh, chỗ ở của mình, vì lẽ nào mà thưa-kiện, thỉnh-cầu thế nào, kết-luận thế nào, cùng kê rõ các giấy-má, và biên cả họ tên, chỗ ở người bị-cáo. Trong đơn ấy thì người nguyên-cáo phải ký tên ; nếu người nguyên-cáo không viết được, hay là không biết viết, thì người tá-tả phải ký.

Điều thứ 3. — Một việc chỉ được làm một lá đơn mà thôi, đem nộp tại tòa-án có quyền xét về việc ấy.

Đơn phải nói cho hết nhẽ và nhất-định, khi nộp rồi không có thể thêm câu gì vào được.

Điều thứ 4. — Thuộc về dân-sự hay là thương-sự, người nguyên-cáo bao giờ cũng có quyền xin rút đơn ra và thôi không kiện nữa.

TIẾT THỨ II

Hai bên đến hầu và các quan tòa đòi

Điều thứ 5. — Phàm đơn kiện đã trình quan tòa án, quan tòa án xét trong đơn có đủ cách-thức như trong điều thứ hai đã kê thì phê-duyet, biên ngày chấp đơn và định ngày cho hai bên đến hầu. Nếu không đủ thì phải bảo người đương-sự biên thêm ; như người đương-sự không muốn biên thêm hay là không có thể biên thêm được, thì phải khai rõ ở đằng sau đơn.

Art. 6. — A partir du moment où il a déposé sa requête, le demandeur doit se tenir à la disposition du Tribunal pour le jugement. S'il ne se conforme pas à cette règle et si, sans motif légitime, il s'absente de sa résidence, s'enfuit ou reste plus de 2 mois sans se présenter, l'objet de la requête est écarté purement et simplement. L'affaire ne peut donner lieu à aucune nouvelle requête ou demande.

Art. 7. — Dans le cas où le défendeur régulièrement appelé s'abstient de comparaître sans motif légitime et dépasse ainsi un délai de 2 mois, si tous les témoignages sont certains et si la demande vérifiée est reconnue exacte, le Juge doit passer outre et prononcer son jugement.

Art. 8. — Dans les cas indiqués aux articles 6 et 7, il doit être constaté par un certificat des autorités du village du domicile du défaillant, qui sera joint au dossier, que celui-ci est en fuite et que le lieu de sa résidence est inconnu.

Art. 9. — Lorsque le défendeur est de retour ou peut être retrouvé, il lui est donné connaissance du jugement, soit à la requête de la partie adverse, soit d'office par signification ordonnée par le Juge, et il a un délai de huit jours pour y faire opposition par déclaration au Juge ou au Greffe.

Art. 10. — Les citations à comparaître consistent dans un simple avertissement par écrit mentionnant les motifs de la convocation et la date de la comparution. Il y aura un délai de 8 jours au moins entre la date de la remise de la citation et le jour de l'audience. Les convocations doivent être datées, signées par le Juge ou le Greffier, revêtues du sceau de la juridiction et adressées directement à l'intéressé ou bien au Lý-trưởng de sa résidence.

La citation doit être rapportée au Juge par celui à qui elle était destinée et qui l'a reçue.

Si la personne citée n'a pu être trouvée, le Lý-trưởng devra le mentionner sur la citation et la retourner au Juge.

Dans tous les cas, la citation doit être jointe au dossier de l'affaire.

Art. 11. — Devant le Juge, le demandeur est admis à exposer ses revendications et à faire toutes preuves écrites ou par témoignages.

Le défendeur fait ses réserves et fournit également ses preuves.

S'il est possible d'amener les parties à conciliation, le Juge en rédigera immédiatement procès-verbal en la forme suivante, en donnera lecture aux parties, le signera et y fera apposer les signatures des parties, ou mention qu'elles ne savent signer :

Điều thứ 6. — Người nguyên-cáo đã dẫu đơn thưa-kiện thì phải chực mà đợi quan tòa xét. Nếu không, không vì có lẽ gì chính-đáng mà tự-tiện bỏ đi vắng, hay là trốn tránh, hay là ở ngoài hơn hai tháng không tới hầu, thì đơn thưa-kiện quan tòa tự bỏ không xử đến nữa, mà từ đấy không được làm đơn khác kiện về việc ấy nữa.

Điều thứ 7. — Phàm người bị-cáo đã bị tòa-án đòi đến miuh, không có cơ gì chính-đáng mà cố ý trì-boãn hai tháng không chịu đến trình-diện, nếu chứng-cớ trong án ấy đã rõ-ràng đích xác, và xét đơn thưa-kiện cũng chắc-thực, thì quan tòa chiếu theo việc mà kết án, không đợi đòi đến người bị-cáo khuyết-tịch ấy nữa.

Điều thứ 8. — Phàm những việc đã nói ở trong điều thứ 6 và thứ 7 thì phải có tờ chứng-chỉ của kỳ-dịch chỗ người đương-sự ở, khai rằng người ấy hiện đi vắng, và không rõ ở xứ nào. Tờ chứng-chỉ đó sẽ đính kèm vào án-bản-bút-lục.

Điều thứ 9. — Khi người bị-cáo đã trở về, hay là đã bị tìm được thì hoặc do người nguyên-cáo xin hay là hoặc do tòa-án đem cái án khuyết-tịch mà lục-tổng cho biết, người bị-cáo ấy được phép hạn tám ngày làm đơn chống-án, nộp quan tòa hay là nộp tại phòng lục-sự.

Điều thứ 10. — Giấy đòi thì dùng một tờ trát, trong phải nói vì cơ gì mà đòi, và ngày nào phải đến hầu. Từ ngày phát giấy đòi đến ngày ứng-hầu, ít ra nữa cũng hạn cho tám ngày. Trong trát đòi phải biên rõ năm, ngày, tháng, quan tòa án hay là quan lục-sự phải ký tên, và đóng ấn tòa án, rồi sẽ gửi ngay cho người bị đòi hay là cho người lý-trưởng nơi người bị-đòi ở.

Người bị đòi đã nhận cái trát ấy rồi, thì phải đem mà nộp lại quan tòa. Nếu không tìm được người bị-đòi, thì người lý-trưởng phải khai vào trong tờ trát ấy và gửi giả quan tòa-án.

Bao giờ cái trát đòi cũng phải đính kèm vào trong bút-lục án.

Điều thứ 11. — Trước quan tòa-án, người nguyên-cáo được phép khai những sự thỉnh-cầu của mình và kê tất cả giấy-má chứng-cớ, hay là chỉ dẫn ra người hoặc là vật để làm chứng. Người bị-cáo cũng được cãi lẽ và đem tất cả chứng cớ của mình khai ra.

Nếu có thể khiến cho hai bên hòa-giải được, thì quan tòa phải chiếu theo cách thức sau này mà lập tức viết tờ hòa-giải. Viết rồi đọc cho hai bên đều nghe, quan tòa ký tên, và bảo hai bên đều ký tên. Nếu hai bên không biết ký tên thì cũng phải biên rõ vào.

Cái mẫu tờ hòa-giải như sau này :

PROTECTORAT DE L'ANNAM-TONKIN

« Au nom du Protectorat français et de S. M. l'Empereur
« d'Annam,

« Tribunal de.....
« Aujourd'hui (date suivant le calendrier français et le calendrier anna-
« mite) à..... (heure du matin ou soir)
« Par devant nous..... jugeant en matière civile (ou com-
« merciale).

« Ont comparu :

« 1^o X..... qui a objecté que (demande, ses motifs, moyens et
« conclusions) ;

« 2^o Z..... qui a objecté que (exposer les moyens de la défense,
« ses réserves) ;

« Après avoir entendu les parties, leur avoir proposé de se concilier,

« S'étant expliquées, elles ont convenu de ce qui suit :

« (Expliquer nettement les conventions des parties, de manière à
« éviter tout sujet de nouvelle contestation).

« Et ont lesdites parties, après lecture du présent, signé avec nous.

« (*Signatures et sceau officiel*). »

Art. 12. — Si toute tentative de conciliation a échoué, le Juge, séance tenante, fait prendre par écrit les déclarations des parties, en donne lecture aux intéressés, qui, après en avoir reconnu l'exactitude, y apposent leurs signatures après celle du Juge. •

Chaque déclaration indiquera les nom, prénoms, demeure du déclarant, son âge, sa profession, et sera jointe au dossier.

SECTION III

Des enquêtes — Délégations — Commissions rogatoires

Art. 13. — Si les déclarations faites et les pièces produites par les parties ne suffisent pas pour établir la conviction du Juge, et si les parties ont indiqué des témoins à l'appui de leur demande ou défense, le Juge convoquera à son Tribunal les personnes dont le témoignage est invoqué ou qu'il juge utile pour l'examen du litige. Ces convocations sont faites dans les formes prescrites par l'article 10.

Art. 14. — La déclaration de chaque témoin devra être écrite sur une feuille séparée ; elle devra mentionner ses nom, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et demeure, s'il est parent, allié ou domestique de l'une des parties, et à quel degré, et reproduire exactement et complètement ses dires.

ĐẠI-NAM-QUỐC BẢO-HỘ CHÁNH-PHỦ

« Thay quyền chính-phủ Bảo-hộ Đại-Pháp cùng Đức Hoàng-
« thượng Đại-nam.

« Tòa-án..... ở xứ Bắc-kỳ, hôm nay là ngày.....
« tháng..... năm..... (theo cả tây-lich cùng nam-lich) giờ.
« bản chức xét án thuộc về dân-sự (hay là thương-sự), người nguyên-
« cáo là..... người bị-cáo là..... Hai bên đều đã đến hầu.

« 1^o — Cú đơn tên..... khiếu rằng : (kể đầu-đuôi cách-
« thức việc thỉnh-cầu).....

« 2^o — Cú tên..... cãi rằng : (kể nhời-nhẽ cách-thức sự
« chống-cãi).....

« Sau khi bản-chức đã nghe hai bên đối-nại, có bản cho hai bên
« hòa-giải.

« Hai bên đã chịu hoà-giải bằng lòng nhận như sau này : (nói rõ
« lời nhận ước của hai bên, phòng sau khỏi sinh ra kiện-cáo nữa).

« Hai bên đã nghe đọc tờ hòa-giải, thì đã cùng bản-chức đều
« ký tên.

(Ký lên, đóng ấn),

Điều thứ 12. — Nếu hòa-giải mà không thành, thì quan tòa phải đương-đương lấy tờ khẩu-cung, rồi đọc cho hai bên đều nghe. Khi hai bên đã nhận chắc rồi, quan tòa và hai bên đều ký tên. Mỗi tờ khẩu-cung phải biên họ, tên, trú-quán, niên-canh, nghề-nghiệp của người đương-sự đính theo vào án-bản-bút-lục.

TIẾT THỨ III

Cách thăm-xét và sự ủy-thác

Điều thứ 13. — Nếu những tờ khai và giấy-má của hai bên nguyên bị chưa đủ làm tin cho quan tòa-án, hoặc là hai bên lại có viện-dẫn người làm chứng để thêm nhẽ cho sự thỉnh-cầu hay là sự chống-cãi của mình, thì quan tòa phải đòi những người ấy đến trước tòa-án, ngoài những người ấy hoặc quan tòa xét ai nên đòi nữa cũng được quyền cho đòi. Sự đòi kẻ làm chứng cũng theo như cách-thức đã kể trong điều thứ 10 trên kia.

Điều thứ 14. — Nhời khai của mỗi người làm chứng, phải biên riêng ra từng tờ một, và kể cả họ tên, niên-canh, nghề-nghiệp, chỗ-sinh, chỗ-ở của người ấy, người làm chứng ấy là thân-thuộc (vai họ thế nào), hôn-nhân, nô-bộc, của bên nguyên hay là bên bị, phải biên cho rõ.

Elle devra mentionner également que le témoin, de ce interpellé, a déclaré accepter la responsabilité des faits qu'il a articulés.

Lecture de sa déclaration sera ensuite faite au témoin, qui signera avec le Juge et l'écrivain, si le Juge ne l'a écrite lui-même. Si le témoin ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

Toutes les déclarations des témoins seront jointes en originaux au dossier de l'affaire.

Art. 15. — Il est accordé aux témoins, pour se présenter devant le Juge, des délais suffisants en rapport avec leurs occupations habituelles et l'éloignement de leur domicile

Après avoir été entendus et confrontés avec les parties, s'il y a lieu, ils seront congédiés immédiatement.

Art. 16. — Tout témoin régulièrement cité, qui s'abstient de comparaître sans motifs légitimes, peut y être contraint et encourir une amende d'une piastre à dix piastres et un emprisonnement d'un jour à cinq jours, ou l'une de ces deux peines seulement.

Art. 17. — Dans le cas où une des parties ou certains témoins résident dans une autre circonscription, les citations seront transmises au Juge de la circonscription où résident les personnes citées.

Art. 18. — Le Juge saisi peut aussi, pour toutes mesures d'information ou d'instruction qu'il juge utiles (enquêtes, perquisitions, saisies, constatations, désignation d'experts, visite des lieux, etc.) soit y procéder lui-même, soit déléguer un de ses assesseurs ou les Quan-Phu, Quan-Huyên, les Chefs de canton ou les autorités communales de sa circonscription, soit, si les opérations et constatations doivent avoir lieu dans une autre circonscription, commettre rogatoirement le Juge de cette circonscription.

Dans ce dernier cas, le Juge délégué peut, à son tour subdéléguer un de ses assesseurs, le Quan-Phu, le Quan-Huyên, le Chef de Canton ou les autorités indigènes du lieu où la délégation doit recevoir son exécution.

Art. 19. — Toute délégation ou commission rogatoire doit être donnée par écrit.

Elle doit indiquer clairement l'objet qui la motive, les actes à accomplir, ou les questions à poser aux personnes à entendre.

Những lời của người làm chứng đã khai ra, thì phải sao lại cho thật và đủ, không được bỏ thiếu tí nào ; lại phải biên cả vào trong tờ khẩu-cung rằng người làm chứng ấy đã cam đoan chịu trách-nhiệm những lời đã khai ra đây.

Chép xong rồi, đọc lại cho người làm chứng nghe, người làm chứng sẽ cùng quan tòa ký tên vào. Khi nào mà tờ ấy không phải tay quan tòa viết, thì người viết thay cũng phải ký tên. Nếu người làm chứng không biết viết hay là không muốn ký tên, thì trong tờ cũng phải nói rõ.

Bản chính tờ khai của người làm chứng phải dính vào án bản-bút-lục.

Điều thứ 15. — Đề những người làm chứng được tiện đến hầu trước mặt quan-tòa, thì phải tùy theo nghề-nghiệp của người ấy và chỗ ở xa gần mà cho cái kỳ hạn vừa phải.

Đã nghe người làm chứng khai rồi, nếu có nèn cho đối-chất với hai bên, phải cho đối-chất. việc xong rồi, thì lập tức cho về.

Điều thứ 16. — Phàm người làm chứng đã chiếu lệ đòi đến, không có cơ gì chình-đáng mà cố ý không chịu đến hầu, thì quan-tòa có thể được ép bắt phải đến, và bắt chịu tiền phạt từ một đồng bạc cho đến mười đồng bạc, phạt giam từ một ngày đến năm ngày, hoặc là hai thứ phạt ấy, chỉ bắt chịu một thứ mà thôi.

Điều thứ 17. — Nếu một bên nguyên hay là bên bị, hay là người làm chứng nào, ở tại hạt khác, thì tờ trát đòi phải giao cho quan tòa những hạt người ấy đương ở.

Điều thứ 18. — Quan tòa-án đã thụ-lý rồi, thì những sự thăm-cứu cần phải làm, như là tra-xét, sưu-sách, tịch-ký, khám-nghiệm, phải người giám-định và đi khám, có thể thân-hành mà làm, hay là ủy cho viên bồi-thăm hay là quan-phủ, quan-huyện, chánh-tổng, lý-trưởng ở trong hạt mình làm thay, nếu những việc cần phải làm ấy thuộc về hạt khác, thì cũng có thể ủy-thác cho quan tòa hạt khác được.

Quan tòa nào mà đã chịu ủy-thác rồi, cũng có thể ủy cho một viên bồi-thăm của mình, hay là quan phủ, quan-huyện, chánh-tổng, lý-trưởng sở tại nên làm việc đó.

Điều thứ 19. — Ủy-thác phải có giấy. Trong giấy phải nói rõ vì cơ gì mà ủy, ủy để làm việc gì, và điều gì nên hỏi những người cần phải hỏi đến.

Elle doit être datée, signée du Juge et revêtue de son sceau.

Celui qui reçoit une commission rogatoire doit l'exécuter scrupuleusement et le plus rapidement possible.

Il sera responsable en cas de négligence ou de refus d'agir.

Il doit consigner par écrit les déclarations des parties et des témoins dans la forme indiquée aux articles 12 et 14 ci-dessus.

Lorsqu'il s'agit de constatations à faire ou d'actes à accomplir, il doit rédiger un procès-verbal ou un rapport clair et précis de tout ce qu'il a constaté ou de tout ce qu'il a fait.

La commission rogatoire doit être, après son exécution, retournée au Juge qui l'a envoyée avec les originaux des déclarations, interrogatoires, procès-verbaux ou rapports formalisés pour son exécution.

Toutes ces pièces seront jointes au dossier de l'affaire.

SECTION IV

Des jugements

Art. 20. — Le Juge peut renvoyer le prononcé de son jugement à une autre audience que celle de l'examen de l'affaire, mais le délai de renvoi ne devra jamais dépasser 15 jours.

La lecture du jugement doit toujours être faite par le Juge lui-même, à l'audience publique, à haute et intelligible voix, en présence des parties dûment appelées.

Le jugement doit toujours être l'œuvre personnelle du juge qui le prononce ; l'original doit être daté et signé de sa main et revêtu de son sceau.

Art. 21. — Le Juge peut en toute matière, même d'office, condamner la partie qui succombe à payer de justes indemnités aux personnes auxquelles a été causé un préjudice quelconque à l'occasion du procès.

Art 22. — Le Tribunal rendra son jugement en la forme suivante :

« PROTECTORAT DE L'ANNAM-TONKIN

« Au nom du Protectorat français et de S. M. l'Empereur d'Annam

« Jugement rendu publiquement par le Tribunal

« Aujourd'hui (date suivant le calendrier français et le calendrier

« annamite).

Tờ ấy phải biên năm, ngày, tháng, quan tòa ký tên và đóng ấn. Phạm viên-chức nào đã nhận việc ủy-thác ấy, phải cẩn-thận mà làm, và làm cho thực nhanh.

Nếu có sơ-suất hay là không chịu làm thì phải chịu trách-nhiệm.

Phải biên-chép lấy những lời khẩu-cung của người đương-sự và người làm chứng, theo như cách-thức đã nói ở điều thứ 12 và 14 trên kia.

Khi nào có việc khám-nghiệm, hay là việc gì phải thi-hành, thì người ủy-viên phải viết một tờ biện-bản hay là tờ bằ, nói cho rõ ràng đích-sác những công việc đã khám-nghiệm hay là việc đã làm rồi.

Công việc ủy-thác đã làm xong, thì phải hoàn lại cái tờ ủy-thác cho quan tòa đã gửi cho mình, cùng với những bản chính các tờ khẩu-cung, tờ biên-bản và tờ trình.

Các giấy má ấy sẽ đính kèm vào trong bút-lục việc án.

TIẾT THỨ IV

Án-văn

Điều thứ 20. — Quan tòa có thể hoãn việc tuyên-án đến một kỳ sau kỳ xét án được, nhưng không thể hoãn đến quá 15 ngày.

Tuyên-án thì phải do quan tòa-án lấy án-văn thân-hành đọc phân-minh rõ-ràng ở giữa phiên tòa công, trước mặt những người đương-sự đã bị đòi đến.

Án-văn thì phải quan chánh-tòa tự mình làm lấy. Bản chính cái án-văn ấy thì phải có chữ quan chánh-tòa để niên-nguyệt-nhật, ký tên, đóng ấn.

Điều thứ 21. — Không cứ là thuộc về việc nào quan tòa-án có thể cứ phép mà bắt người thua kiện phải bồi phi tổn vừa phải cho những người bị thiệt-hại về việc kiện ấy. Dầu không ai xin bồi, quan tòa cũng bắt bồi được.

Điều thứ 22. — Cái mẫu án-văn như sau này :

ĐẠI-NAM-QUỐC BẢO-HỘ CHÁNH-PHỦ

* Thay quyền chính-phủ Bảo-Hộ Đại-Pháp cùng Đức Hoàng-Thượng Đại-Nam.

* Tòa-Án tỉnh..... ở xứ Bắc-Kỳ,

* Kết án ở trước mặt công-chúng,

* Ngày..... tháng..... năm..... (theo lịch

* lấy cùng lịch Annam), bản-chức đương-đường xét án thuộc về

* dân-sự (hay là thương-sự).

« Par devant nous
« jugeant en matière civile (ou commerciale) entre X.....
« demandeur, XX..... défendeur
« présents à l'audience (ou dûment appelés);
« Attendu que X..... demandeur (exposé de la demande, de
« ses motifs et moyens),
« Que XX..... conclut à ce que (exposé des moyens de
« la défense et de ses réserves),
« Qu'il résulte de (citer les témoignages, pièces, preuves à l'appui
« des dires des deux parties, motiver le jugement);
« Déclarons X..... bien (ou mal) fondé en ses revendica-
« tions et condamnons XX..... à (ou déboutons X.
« de sa demande),
« Avons en outre, informé les parties qu'elles avaient un délai de
« trois jours francs pour interjeter appel de ce jugement.
« Sceau et signature des membres du Tribunal et du greffier. »

Art. 23. — Après avoir prononcé le jugement, s'il est en premier ressort, le Président avertit les parties en cause ou les prévenus de la faculté qui leur est accordée de faire appel et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit. Mention de cette formalité est faite dans le jugement à peine de nullité,

SECTION V

De l'appel

Art. 24. — L'appel des jugements rendus en premier ressort par les Tribunaux indigènes sera formé par déclaration, faite au juge qui a rendu le jugement dans les trois jours francs du prononcé du jugement.

Cette déclaration devra être inscrite immédiatement sur un registre spécial tenu à cet effet au greffe de chaque juridiction.

Toutefois l'appel du Chef du Service de la Justice indigène sera valablement notifié aux intéressés dans le mois à dater de la réception à son Parquet à Hanoï de l'extrait du registre des jugements, dont la tenue est prescrite par l'article 100.

Art. 25. — L'appel sera jugé sur le rapport d'un membre du tribunal du 3^{ème} degré dans les deux mois à compter du jour de la réception du dossier.

Art. 26. — Les dossiers d'appel devront contenir les requêtes et conclusions en demande et en défense, les pièces et titres produits, une expédition du jugement et leur traduction française.

« Người nguyên-cáo tên là.....

« Người bị-cáo tên là..... (đã xuất-tịch hay là đã chiếu
« phép bị đòi),

« Chiếu theo lời nguyên-cáo khiếu rằng: (nói rõ nguyên-do và
« chứng-cớ về sự thỉnh-cầu);

« Chiếu theo lời bị-cáo khai rằng: (nói rõ cách người bị-cáo chống
« cãi và lời dự-bị);

« Chiếu theo: (dẫn những chứng-cớ giấy-má của hai bên đã biện
« luận mà định án ký).....:

« Nay bản-chức xử rằng: Những các khoản tên..... đã
« thừa kiện là phải lẽ (hay là trái lẽ), xử phạt tên..... (hoặc
« là bác lời thừa tên kia), đương-đường hiểu thị cho hai bên, được
« trong hạn ba ngày tròn để kháng-cáo.

« Các viên-chức tòa-án và quan lục-sự ký tên đóng ấn. »

Điều thứ 23. — Khi đã tuyên-án rồi, nếu cái án ấy là án sơ-thẩm, thì quan Chánh-tòa-án phải hiểu-thị cho hai bên hay là người can-phạm được biết có quyền kháng-cáo, và biết kỳ-hạn của cái quyền ấy. Trong án-văn phải biên rõ như thế không thì vô-hiệu.

TIẾT THỨ V

Kháng-cáo.

Điều thứ 24. — Người đương-sự được kỳ-hạn ba ngày tròn để kháng-cáo án sơ-thẩm, kể bắt đầu từ ngày tuyên-án, mà kháng-cáo thì phải khai với quan án đã tuyên-án ấy.

Tờ khai kháng-cáo thì phải chép ngay vào một cái sổ riêng ở phòng lục-sự.

Còn như quan nam-án thủ-hiến tự mình kháng cáo thì trong hạn một tháng kể bắt đầu từ ngày phòng giấy quan thủ-hiến tiếp được cái trích-lục án-bạ, truyền-đạt cho người đương-sự biết cũng được.

Cái trích-lục ấy chiếu theo điều thứ 100 nói ở sau.

Điều thứ 25. — Việc kháng-cáo thì tòa thượng-thẩm ủy một viên xét bút-lục, xong đệ tờ trình rồi tòa mới thẩm định trong hạn hai tháng kể từ ngày tòa thượng-thẩm tiếp nhận được những bút-lục về việc kháng-cáo ấy.

Điều thứ 26. — Trong bút-lục việc kháng-cáo ấy, phải đủ cả đơn kiện, nhời thỉnh-cầu, nhời chống-cãi, các giấy-má chứng-cớ, một bản án, và các bản dịch ra chữ tây.

Art. 27. — Pendant les délais d'appel et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement.

Art. 28. — Les délais d'appel sont suspendus par la mort de l'appelant. Ils ne reprendront leur cours que 3 jours francs après la notification de la décision rendue faite aux héritiers.

Art. 29. — Les parties seront convoquées devant le tribunal du 3^{ème} degré par avertissement qui sera retourné au Parquet du Chef de la Justice indigène avec la mention que les parties ont décidé de se présenter ou renoncent à se présenter. Il y aura un délai de quinze jours au moins entre la date de la remise de l'avertissement et celle de l'audience.

Art. 30. — Il ne sera formé en cause d'appel aucune nouvelle demande à moins qu'il ne s'agisse de compensation, ou que la demande nouvelle ne soit la défense à l'action principale.

Art. 31. — Pourront aussi les parties demander des intérêts, arrérages, loyers et autres accessoires échus depuis le jugement de 4^{ème} instance, et des dommages-intérêts pour le préjudice souffert depuis le jugement.

Art. 32. — Le Tribunal du 3^{ème} degré procédera directement en audience publique ou chambre du conseil, ou par un de ses membres, ou par un juge ou fonctionnaire indigène spécialement délégué à cet effet, soit au siège du Tribunal du 3^{ème} degré ou tribunal provincial, soit sur les lieux, à toutes enquêtes et autres mesures d'information jugées utiles.

Art. 33. — L'appelant qui succombera sera condamné à une amende de quatre piastres au profit du Trésor.

SECTION VI

Des voies extraordinaires pour attaquer les jugements —

Rétractation et Annulation

Art. 34. — Les jugements contradictoires rendus en dernier ressort par les tribunaux indigènes pourront être rétractés, sur la requête de ceux qui y auront été parties ou dûment appelés, pour les causes ci-après :

Điều thứ 27. — Trong kỳ-hạn kháng-cáo, cùng đương khi quan-tòa xét việc kháng-cáo đó, thì cái án trước sẽ hoãn, chưa thi-hành vội.

Điều thứ 28. — Trong kỳ-hạn kháng-cáo mà người có quyền kháng-cáo chết đi, thì quyền ấy thuộc về người thừa-tự, lại cho thêm người thừa-tự được ba ngày tròn nữa để tiếp với kỳ-hạn trước mà kháng-cáo, kể bắt-đầu từ ngày lục-tống án ấy cho người thừa-tự.

Điều thứ 29. — Đòi người đương-sự đến diện-hậu tòa thượng-thẩm thì dùng một tờ trát thường. Người tiếp được tờ trát ấy phải gửi giả phòng giấy quan Nam-án-thủ-hiến, mà ở trong phải biên rõ muốn diện-hậu hay là không ; kể từ ngày người đương-sự tiếp được tờ trát cho đến ngày phiên-tòa, ít ra phải được một hạn mười lăm ngày.

Điều thứ 30. — Trước tòa Thượng-thẩm thì không cho ai được đem những việc mới lên mà thưa, trừ ra những sự xin bồi-thường, hay là sự chống-cãi đến việc chính trong án thì không kể.

Điều thứ 31. — Những tiền lãi để đọng lại, tiền cho thuê nhà cửa và những khoản phụ-thuộc, đã đáo hạn từ ngày kết án tại tòa Sơ-thẩm, cùng là những tổn-phí đã sinh ra từ khi kết án ấy, thì người đương-sự có thể xin bồi-thường.

Điều thứ 32. — Cách tòa Thượng-thẩm xét án, thì xét ngay ở phiên tòa công, hay là xét trong phòng nghị-sự, hay là ủy một người nghị-viên, hay là một ông quan tòa, hay là một ông quan An-nam, mà chuyên làm những công việc ấy. Các quan đại-biểu ấy hoặc xét ở tại tòa Thượng-thẩm, hay là tòa án ở địa-phương, hay là đến tận nơi có sự kiện ấy mà tra-xét hỏi nghiệm.

Điều thứ 33. — Phạm người kháng-cáo mà thua kiện, sẽ bị phạt bốn đồng bạc, nộp vào công-khố.

TIẾT THỨ VI

Sự tiền-án

Điều thứ 34. — Những án xét trung-thẩm trước mặt hai bên thì hai bên được phép xin tiêu-án trong những khi như sau này :

1^o Lorsque des formes prescrites par le présent Code ou par des lois subséquentes à peine de nullité, auront été violées, soit avant soit lors des jugements, pourvu toutefois que la nullité n'ait pas été couverte par les parties ;

2^o S'il a été prononcé sur des choses non demandées ;

3^o S'il a été adjugé plus qu'il n'a été demandé ;

4^o S'il a été omis de prononcer sur l'un des chefs de demande ;

5^o S'il y a contrariété de jugements en dernier ressort entre les mêmes parties et sur les mêmes moyens, devant une même juridiction ;

6^o Si dans un même jugement, il y a des dispositions contraires ;

7^o Si on a jugé sur pièces reconnues ou déclarées fausses, depuis le jugement ;

8^o Si, depuis le jugement, il a été retrouvé des pièces décisives, qui avaient été retenues par le fait de la partie ;

9^o Lorsque des mineurs étaient en cause, s'ils n'ont pas été défendus par leur tuteur ou s'ils ne l'ont pas été valablement.

Art. 35. — Le délai du pourvoi en rétractation sera de un mois à compter du prononcé du jugement ou de l'arrêt dans les six premiers cas énumérés à l'article ci-dessus, et à compter du jour où le faux aura été reconnu et les pièces nouvelles découvertes dans les 7^o et 8^o cas, pourvu que dans ces deux derniers cas il y ait preuve par écrit du jour, et non autrement.

Le délai de un mois ne courra contre les mineurs que du jour de la signification du jugement faite depuis leur majorité à personne et à domicile.

Art. 36. — La déclaration de pourvoi en rétractation sera faite par requête remise au Juge ou au Greffier de la juridiction qui a prononcé la décision contestée.

Cette requête devra contenir les énonciations indiquées à l'article 2 du présent code. Il en sera délivré récépissé.

La partie qui se sera pourvue en rétractation sera tenue, à peine de déchéance, de consigner dans les trois jours, qui suivront celui du dépôt de sa requête, une amende de trente piastres au siège de la juridiction ayant rendu la décision dont pourvoi.

Seront néanmoins dispensés du versement de l'amende ceux qui justifieront de leur indigence.

1 — Khi nào tòa-án trước khi kết án, hay là đương khi kết án, có trái những điều-lệ riêng trong luật này cùng trong các luật định về sau, mà trong điều-lệ ấy đã nói rõ rằng: nếu mà thế thì vô-hiệu. Trừ ra khi nào người đương-sự đã có ý nhận cái án ấy thì thôi ;

2 — Khi nào kết-án mà không phải việc thỉnh-cầu của người đương-sự ;

3 — Khi nào kết án mà quá ra ngoài những việc thỉnh-cầu của người đương-sự ;

4 — Khi nào kết án mà bỏ quên việc thỉnh-cầu ở trong đơn của người đương-sự ;

5 — Khi nào cùng một tòa-án, trước sau có hai cái án, người đương-sự, việc thỉnh-cầu cùng như nhau, mà tòa án trước sau xử không hợp ;

6 — Khi nào ở trong một cái án-văn mà những nhời nghĩ-định có chỗ trái-nhau ;

7 — Khi nào những giấy má làm chứng-cớ cho việc kết án, sau khi kết án xét ra là giả mạo ;

8 — Khi nào đã kết án rồi, mà lại phát giác ra những giấy má quan trọng, một bên đương-sự trước đã có ý giấu-diếm đi ;

9 — Khi nào trong những người đương-sự có người vị-thành-đinh, mà không có người giám-hộ ra chống-chế cho, hoặc có người chống-chế nhưng không phải phép.

Điều thứ 35. — Kỳ-hạn xin tiêu-án được một tháng ; những án thuộc về điều trên, từ khoản thứ 1 đến khoản thứ 6, thì kể bắt đầu từ ngày tuyên-án, khoản thứ 7, thứ 8, thì kể bắt đầu từ ngày phát ra những giấy má giả mạo hay là những giấy má đã giấu-diếm, nhưng mà phải có giấy làm chứng là ngày nào phát ra ; khoản thứ 9 thì khi người vị-thành-đinh đã đến tuổi thành-đinh, kể từ ngày tống-án cho đích-thân đích-sở người ấy.

Điều thứ 36. — Xin tiêu án, phải trình đơn với quan chánh tòa-án hay là quan lục-sự tòa-án đã kết cái án mình muốn xin tiêu ấy. Trong đơn phải chiếu theo cách-thức điều thứ 2 đã nói ở trên. Khi nộp đơn tòa-án phải cho giấy biên-nhận.

Hễ xin tiêu án, thì trong 3 ngày sau khi nộp đơn, phải nộp trước 30 đồng bạc phạt cho tòa án ấy, nếu quá hạn mà không nộp thì mất quyền xin tiêu án.

Người nào xét quả là nghèo, thì được miễn-nộp.

Art. 37. — Aussitôt après cette consignation, toute requête en rétractation sera communiquée par le Juge avec le dossier complet de l'affaire au Chef du Service de la Justice indigène.

Celui-ci devra, dans un délai de dix jours, renvoyer ce dossier au tribunal accompagné de ses observations et de ses réquisitions, s'il y a lieu.

Art. 38. — La requête en rétractation sera toujours portée devant le tribunal où le jugement attaqué aura été rendu ; il pourra y être statué par les mêmes juges.

La déclaration du pourvoi sera portée à la connaissance des intéressés par le Juge ou par le Greffier en la forme indiquée par l'article 10.

Aucun moyen autre que ceux énoncés dans la requête en rétractation et dans les réquisitions du Chef du Service de la Justice indigène ne sera discuté à l'audience ni par écrit.

La requête en rétractation ne suspend pas l'exécution du jugement attaqué.

Art. 39. — Le jugement qui rejettera la requête en rétractation condamnera le demandeur à l'amende et, s'il y a lieu, à des dommages-intérêts.

Si la requête en rétractation est admise, le jugement sera rétracté et les parties seront remises au même état où elles étaient avant ce jugement ; les sommes consignées seront rendues et les objets des condamnations qui auront été perçus en vertu du jugement rétracté seront restitués.

La contestation sera jugée à nouveau suivant la procédure habituelle par le même tribunal.

Toutefois, lorsque la requête aura été admise pour cause de contrariété entre deux jugements le tribunal ordonnera que le premier jugement sera exécuté selon sa forme et teneur comme étant seul valable. Il pourra en outre prononcer, s'il y a lieu, les sanctions édictées par l'article 148 du Code pénal.

Art. 40. — Aucune partie ne pourra se pourvoir en rétractation soit contre le jugement déjà attaqué par cette voie, soit contre le jugement qui aura rejeté la requête en rétractation, soit contre le jugement rendu sur rétractation.

Art. 41. — Le Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin pourra dans tous les cas se pourvoir en rétractation contre les jugements en dernier ressort, dans un délai de un mois à compter de la date de la réception à son Parquet de l'extrait du registre des jugements, ou de celle du prononcé des jugements du Tribunal du 3^{ème} degré.

Điều thứ 37. — Sau khi bạc phạt đã nộp rồi, thì đơn xin tiêu án và tất cả những bút-lục trong án ấy, tòa-án phải gửi trình cho quan Nam-án-thủ-hiến.

Trong 10 ngày quan Nam-án-thủ-hiến phải giao lại tất cả những bút-lục án ấy cho tòa-án và định theo nhời phê-phán hay nhời yêu cầu của mình.

Điều thứ 38. — Đơn xin tiêu án bao giờ cũng phải đệ lên tòa án đã kết cái án ấy; xét đơn ấy cũng có thể do những quan án trước được.

Quan tòa-án hay là quan lục-sự phải chiếu theo điều thứ 10 mà báo cho người đương-sự biết việc xin tiêu-án.

Ngoài những điều kê ở trong đơn xin tiêu án cùng trong nhời yêu-cầu của quan Nam-án-thủ-hiến, thì quan tòa-án không được xét tại tòa mà cũng không được nhận giấy má về điều khác nữa.

Sự xin tiêu-án không có hoãn được việc thi-hành nguyên-án.

Điều thứ 39. — Người xin tiêu án mà lại bị thua thì phải chịu tiền-phạt, nếu có tổn-hại thì phải bồi thường.

Xin tiêu-án mà được kiện, thì những sự kết-án khi trước, đều bỏ đi tất cả. Khi bấy giờ cho như là chưa kiện, còn số bạc phạt đã nộp khi trước, thì giả lại cho người ký-nộp và những khoản được bồi-thường thuộc về nguyên-án cũng phải giả lại cho người bị bồi-thường.

Việc ấy tòa án lại xử lại theo phép thường, coi như việc mới.

Nhưng mà cái duyên-cớ trong đơn xin tiêu-án thuộc về khoản thứ 5 trong điều thứ 34, thì không cần phải kiện lại, quan tòa-án chỉ bắt người đương-sự tuân theo cái án lần trước. Lại có thể chiếu theo điều thứ 148 trong luật-hình mà thi-hành.

Điều thứ 40. — Phạm cái án đã có đơn xin tiêu, hay là đã có đơn xin tiêu mà bị quan tòa bác đi, hay là đã đi kiện lại, thì những người đương-sự không được xin tiêu lại một lần nữa.

Điều thứ 41. — Bao giờ quan Nam-án-thủ-hiến cũng có thể xin tiêu những án đã chung-thầm, hạn trong một tháng, kể bắt đầu từ ngày buông-giấy quan thủ-hiến tiếp được cái trích-lục án-kiện, hay là bắt đầu từ ngày tòa Thượng-thẩm tuyên án thãm-định.

Art. 42. — Le Chef du Service de la justice indigène pourra toujours dans l'intérêt de la loi et sans condition de délai, se pourvoir en annulation contre un jugement des tribunaux du 1^{er} et du 2^{ème} degré rendu en dernier ressort.

Ce pourvoi sera porté devant le tribunal du 3^{ème} degré investi des attributions de « Chambre d'annulation ».

L'annulation, si elle est prononcée, sera sans renvoi et ne pourra profiter aux parties.

Art. 43. — Les parties pourront dans le délai de trois jours, se pourvoir en annulation contre les jugements des tribunaux du 1^{er} et du 2^{ème} degré rendus en dernier ressort, pour les causes suivantes :

- 1^o — Incompétence ;
- 2^o — Excès de pouvoir ;
- 3^o — Violation de la loi.

Ce pourvoi sera porté devant le Tribunal du 3^{ème} degré investi des attributions de « Chambre d'annulation ».

Lorsque le Tribunal du 3^{ème} degré annulera un jugement, il renverra les pièces devant la même juridiction de même qualité que celle qui a prononcé la décision attaquée.

Cette juridiction de renvoi devra se conformer à la décision du Tribunal du 3^{ème} degré sur le point de droit jugé par lui.

Sont applicables au recours en annulation, en ce qui concerne les parties seulement, les dispositions de l'art. 36 ci-dessus.

CHAPITRE II

SECTION I

Notification et Commandement

Art. 44. — L'exécution d'un jugement en dernier ressort ou devenu définitif par l'expiration des délais de pourvoi, appartiendra au tribunal qui l'aura prononcé, ou au tribunal désigné par la juridiction du 3^{ème} degré.

Art. 45. — Tous les biens d'un débiteur, meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, forment le gage général de ses créanciers.

Art. 46. — Sont toutefois déclarés insaisissables :

- 1^o — Les habits dont les saisis sont vêtus et couverts ;
- 2^o — Les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles ;

Điều thứ 42. — Quan Nam-án-thủ-hiến có quyền vi pháp-luật mà xin tiêu án chung-thâm của tòa đệ-nhất-cấp hay là đệ-nhi-cấp, không cứ kỳ-hạn nào.

Sự xin tiêu ấy thì phải do tòa Thượng-thẩm ở Hà-nội lập thành « tòa tiêu án » mà xét.

Sự tiêu án đã-tuyên rồi, không có thể giao cho tòa án nào khác, và không có thể làm lợi-dụng cho người đương-sự.

Điều thứ 43. — Người đương-sự trong hạn ba ngày được phép xin tiêu-án chung-thâm của tòa đệ-nhất đệ-nhi-cấp, vì những cơ như sau này :

- 1 — Là vượt quyền (incompétence);
- 2 — Là lạm quyền (excès de pouvoir);
- 3 — Là trái-luật (violation de la loi).

Đơn xin tiêu án ấy thì do tòa Thượng-Thẩm ở Hà-nội lập thành « tòa tiêu-án » mà xét.

Khi tòa Thượng-thẩm đã định tiêu-án rồi, thì sẽ gửi tất cả án-bản bút-lục cho tòa nguyên-án hay là một tòa-án đồng đẳng. Những tòa-án ấy phải tuân theo luật-ý của tòa Thượng-Thẩm mà xét.

Phạm thuộc về việc xin tiêu-án ở điều này, phải tuân theo qui-thức trong điều thứ 36 đã nói.

CHƯƠNG THỨ II

Cách Thi-Hành

TIẾT THỨ I

Sự tống-đạt và mệnh-lệnh

Điều thứ 44. — Sự thi-hành những án chung-thâm hay là những án đã mãn-hạn kháng-cáo thì thuộc về tòa-án đã kết nguyên-án hay là tòa-án nào mà tòa Thượng-Thẩm đã cử riêng.

Điều thứ 45. — Phạm tài-sản của người vay nợ, thuộc về động-sản, bất-động-sản, hữu-hình-sản, vô-hình-sản, đều cho là vật bảo-chứng của người chủ nợ cả.

Điều thứ 46. — Nhưng mà những vật hạng không có tịch-ký được như sau này :

- 1) Y-phục của người bị tịch-ký đương mặc trong mình ;
- 2) Đồ khí-cụ của người thợ phải dùng đến để làm nghề ;

- 3^o — Les denrées nécessaires à la consommation du saisi ou de sa famille pendant un mois ;
- 4^o — Le coucher du saisi et de sa famille ;
- 5^o — Les biens ou objets affectés au culte et ceux qui ont été réservés comme part de vieillesse jusqu'à concurrence d'une part d'enfant ;
- 6^o — Les salaires, appointements et traitements du débiteur jusqu'à concurrence du quart.

Art. 47. — Tout créancier peut obtenir par jugement le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur ; il peut en outre lorsque celui-ci est de mauvaise foi, obtenir le droit de le contraindre par corps à l'exécution de ses engagements.

Art. 48. — Le créancier qui voudra faire exécuter un jugement ou arrêt sur les biens ou sur la personne de son débiteur devra en produire l'expédition ou l'extrait ainsi qu'il est indiqué à l'art. 407. L'extrait ou l'expédition devra être revêtu, lorsqu'il s'agira d'un jugement, du « *visa pour exécution* » du Président du tribunal et, lorsqu'il s'agira d'un arrêt, du « *visa pour exécution* » apposé par le Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin.

Art. 49. — Dans chaque commune, à défaut d'un fonctionnaire remplissant les fonctions d'huissier, le lý trưởng ou tout autre notable, spécialement désigné par l'autorité provinciale, est chargé de faire aux parties, dans l'étendue de la commune, les notifications des actes judiciaires.

Art. 50. — L'exécution sera précédée d'un commandement fait par le fonctionnaire local investi des fonctions d'huissier, ou à défaut, par le notable instrumentaire, au débiteur d'exécuter volontairement le dispositif du jugement ou arrêt ; mention de cette mise en demeure sera faite au procès-verbal d'exécution.

SECTION II

Vente des meubles

Art. 51. — Si le débiteur ne satisfait pas dans les trois jours du commandement, l'huissier ou, à défaut, le notable instrumentaire, à l'expiration de ce délai, sur la réquisition du créancier poursuivant, fera l'inventaire des effets et objets mobiliers du débiteur et en opérera la saisie.

L'inventaire des objets et effets mobiliers aura lieu en présence du créancier et du débiteur, ou eux dûment convoqués.

3) Vật-liệu của người bị tịch-ký cần cho người ấy cùng gia-quyển để ăn dùng trong một tháng;

4) Chăn giường của người bị tịch-ký và gia-quyển người ấy dùng;

5) Tài-sản cùng đồ dùng để làm hương-hỏa phụng thờ, hay là phần dưỡng-lão của người bị tịch-ký; phần dưỡng-lão ấy thì tính theo bằng một phần người con;

6) Tiền công làm, tiền lương-bổng của người mắc nợ, cho đến chia tư một phần.

Điều thứ 47. — Người chủ nợ được trong án cho quyền tịch-ký và phát-mại những tài-sản của người mắc nợ, nếu xét ra người mắc nợ có ý muốn lật-lọng thì cũng có thể bắt bỏ tù cho phải giữ ước.

Điều thứ 48 — Người chủ nợ muốn thi-hành cái án-kiện hay là án thẩm-định về sự tịch tài-sản hay là bắt bản-thân người mắc nợ, thì phải trình ra cái bản án hay là tờ trích-lục, chiếu theo điều thứ 107 nói ở sau này.

Tờ trích-lục hay là bản-sao thuộc về án tòa Sơ-thẩm xử, thì phải có chữ quan chánh-tòa phê-chuẩn mới được thi-hành, còn thuộc về tòa Thượng-thẩm xử, thì phải có quan Nam-án-thủ-hiến phê-chuẩn mới được thi-hành.

Điều thứ 49. — Mỗi một làng nếu không có viên thừa-phái-lại thì người lý-trưởng hay là một người kỳ-dịch của quan bản-hạt đã cử ra, có cái chức-trách phải tổng-đạt các hàng giấy-má về việc án-tử cho những người đương-sự ở trong làng.

Điều thứ 50. — Nơi nào có đặt người thừa-phái-lại rồi, thì sự thi-hành án do người thừa-phái-lại, không thì do người kỳ-dịch đã cử ra, nhưng mà trước khi thi-hành cũng đều phải truyền mệnh-lệnh cho người mắc nợ biết, bắt phải tự-nguyện mà tuân theo những lẽ trong án-kiện tòa Sơ-thẩm hay là án thẩm-định tòa Thượng thẩm đã xử.

Lời truyền ấy thì phải ghi vào trong biên-bản về việc thi-hành.

TIẾT THỨ II

Phát-mãi của động-sản

Điều thứ 51. — Người mắc nợ nếu trong ba ngày sau khi đã truyền mệnh-lệnh rồi, mà không lo liệu cho xong, thì người thừa-phái-lại hay là kỳ-dịch, khi bấy giờ cứ như lời người chủ nợ xin, biên rõ những vật-hạng khi-cụ của người mắc-nợ, rồi sẽ thi-hành sự tịch-ký. Sự biên-tịch thì phải làm trước mặt người chủ nợ và người mắc nợ, nhưng hoặc có khi đã chiếu phép gọi ra kiến-diện mà không ra thì cũng có thể cứ làm được.

Art. 52. — Tout créancier poursuivant a de droit son domicile d'élection à la maison commune du lieu où doit se faire la saisie, s'il ne désigne lui-même un autre domicile dans le village. Toutes convocations ou communications, qu'il y aura lieu de lui faire au cours de la procédure pour la mise en exécution de la décision judiciaire qu'il poursuit, lui seront faites à ce domicile.

Art. 53. — Si le débiteur ou le créancier poursuivant ne se présente pas à l'heure et au jour indiqués, l'huissier ou le notable instrumentaire appellera à la confection de l'inventaire deux voisins qui y figureront comme témoins.

Art. 54. — L'huissier ou le notable instrumentaire fera dans l'inventaire l'énumération des objets trouvés au domicile du débiteur et estimera à juste prix leur valeur.

Art. 55. — Si la valeur de ces objets lui paraît inférieure à 5 piastres, il ne procédera pas à la confection de l'inventaire, et se bornera à dresser un procès-verbal de carence, à moins que le créancier poursuivant ne prenne l'engagement de se porter adjudicataire des dits objets pour un prix qui ne pourra être inférieur à cette somme.

Art. 56. — L'inventaire terminé, l'huissier ou le notable instrumentaire désignera un gardien de saisie ; il pourra aussi laisser les objets saisis à la garde du saisi lui-même. Celui qui aura été constitué gardien sera tenu, sous les peines édictées par le code pénal, de représenter les objets confiés à sa garde à toute réquisition.

Art. 57. — L'huissier ou le notable instrumentaire, aussitôt après la confection de l'inventaire, fera apposer trois affiches : une à la maison commune, l'autre à la porte du domicile du saisi et la troisième au marché le plus voisin, indiquant le jour, l'heure, le lieu et l'objet de la vente, le nom du saisi et celui du saisissant.

Les affiches porteront en tête, en gros caractères, ces mots : « *Vente par autorité de justice* », et seront signées par l'huissier ou par le notable qui les aura dressées.

La vente ne pourra avoir lieu que huit jours au moins après celui où les affiches auront été apposées. Il sera dressé, par l'huissier ou par le notable, procès-verbal de l'apposition des affiches avec indication du jour où elle aura été faite.

Điều thứ 52. — Người chủ nợ có việc tịch-ký ở làng nào thì nơi trú-sở mình là nơi hương-hội (tức là đình) của làng ấy, trừ khi đã lấy một nhà nào làm nơi trú-sở trong làng thì thôi. Dương khi thi hành, như có giấy trát và tờ thông-báo gì thì phải giao tại chỗ trú-sở ấy.

Điều thứ 53. — Nếu người mắc nợ hay là người chủ nợ, đến ngày giờ đã chỉ-định cho biết, mà khiếm-diện, thì người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch phải gọi hai người láng-riềng ra, để làm người kiến-chứng cho việc biên-tịch.

Điều thứ 54. — Trong giấy tài-sản-mục-lục, thì người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch phải kê những số mục đồ khi-vật tại nơi người mắc nợ ở, và đem những vật-hạng ấy mà định giá cho vừa phải.

Điều thứ 55. — Nếu cả vật-hạng định giá không tới năm đồng bạc thì người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch không phải làm tài-sản-mục-lục, chỉ viết một tờ biên-bản nói rõ tình-trạng người mắc nợ không có tư-lực gì mà thôi, trừ khi nào người chủ nợ chịu mua vật-hạng ấy tới số năm đồng, thì không kê.

Điều thứ 56. — Giấy tài sản-mục-lục làm rồi, người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch chọn một người để giữ những vật-hạng tịch-ký hay là cũng có thể giao cho người bị tịch-ký giữ. Phạm người nào mà giữ những vật-hạng ấy, đến khi hỏi đến, thì phải chiếu số mà trình ra, nếu không trình đủ ra, thì chiếu theo tội trong luật-bình mà xử phạt.

Điều thứ 57. — Sau khi người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch đã làm giấy tài-sản-mục-lục rồi, tức thì viết ba bản yết-thị, một bản thì đem gián ở đình làng, một bản thì đem gián trước cửa nhà người bị tịch-ký, một bản thì đem gián chỗ chợ nơi phụ-cận.

Trong tờ yết-thị ấy phải nói rõ ngày nào giờ nào thì phát-mãi những vật-hạng gì ở tại chỗ nào và họ tên người bị tịch-ký cùng người xin tịch-ký. Những bản yết-thị ấy đầu giòng phải viết nhưn mấy chữ « *Chiếu quyền Tòa-án phát-mãi* » và người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch làm yết-thị phải ký tên.

Sau khi niêm-yết rồi, ít nữa cũng phải hạn tám ngày rồi mới phát-mãi. Người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch phải viết một tờ biên-bản, thuật việc niêm-yết, và ngày nào niêm-yết.

Art. 58. — Quiconque se présentera propriétaire des objets saisis ou de quelques-uns de ces objets pourra s'opposer à leur mise en vente en en faisant la déclaration à l'huissier ou au notable instrumentaire au plus tard la veille de la vente. Le jour de la vente, il ne sera admis aucune réclamation.

Art. 59. — Les oppositions à la vente ou les demandes en distraction formées dans les délais ci-dessus, seront portées devant le Tribunal qui a prononcé la saisie et le réclamant qui succombera pourra être condamné, s'il y a lieu, envers le saisissant, à des dommages-intérêts.

Art. 60. — Si au cours de ces opérations, survient un autre créancier, également porteur d'un titre exécutoire, il ne sera fait aucun acte nouveau de procédure, mais il lui sera donné une attestation par l'huissier ou le notable instrumentaire de son intervention et il sera admis à faire valoir ses droits sur le produit de la vente.

Art. 61. — Au jour indiqué, l'huissier ou le notable instrumentaire procédera à la vente aux enchères des objets saisis ; il s'assurera avant, par un récolement, que le gardien a présenté tous les objets confiés à sa garde.

S'il en manque, il constatera par procès-verbal les objets manquants, recevra les explications du gardien et rendra compte de l'incident au Juge du lieu de la saisie.

Art. 62. — La vente aura lieu sur la mise à prix portée dans l'inventaire ; si elle n'est pas couverte, l'adjudication aura lieu alors sur mise à prix volontaire. Le prix des enchères ne pourra être inférieur à dix cents.

Art. 63. — L'huissier ou le notable instrumentaire dressera procès-verbal de ses opérations et remettra au créancier poursuivant, en présence du débiteur saisi ou de deux témoins, déduction faite des frais, le produit de la vente jusqu'à concurrence de sa créance, s'il n'est pas formé d'opposition au paiement de la part d'aucun créancier.

Toutes les pièces de la procédure, ainsi que l'expédition du jugement ou de l'arrêt, seront remises au débiteur saisi, si le produit de la vente a suffi à désintéresser son créancier. Dans le cas contraire, elles seront délivrées au créancier poursuivant, qui en donnera récépissé à l'huissier ou au notable, ainsi que des sommes qu'il aura reçues.

Điều thứ 58. — Người nào đến nhận những đồ vật tịch-ký là của mình, thì có thể ngăn không cho phát-mãi những đồ ấy, nhưng mà chậm nữa cũng phải trước khi phát-mãi một ngày, đến khai với người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch được biết, nếu đến ngày phát-mãi, thì không được đòi gì nữa.

Điều thứ 59. — Phạm viêc ngăn-trở sự phát-mãi hoặc xin rút những đồ biên phát-mãi ra thì chiếu theo trong kỳ-hạn điều trên đã nói, đệ trình tòa-án. Nếu người đòi bị thua thì có thể bắt phải đền phí-tồn cho người chủ tịch-ký.

Điều thứ 60. — Đương khi tịch-ký, lại có người chủ nợ khác trình ra một cái án-bản nữa, thì không phải thi-hành phương-pháp gì mới nữa, nhưng mà người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch phải chứng nhận cho người chủ nợ ấy, rồi sẽ cho được dự vào việc chia cái tiền phát-mãi được.

Điều thứ 61. — Định ngày phát-mãi thì người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch đem những của động-sản đã tịch-ký ra mà đấu-giá phát-mãi, nhưng trước phải kiểm-soát những vật-hạng đã sai người giữ, nếu có thiếu mất, thì người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch phải làm tờ biên-bản kê hết những số-mục thiếu mất, rồi lấy lời khai của người giữ, đem việc ấy trình quan tòa-án xử tại.

Điều thứ 62. — Công việc phát-mãi phải chiếu theo giá đã định ra trong tài-sản-mục-lục mà bán đấu giá, nếu không ai mua đến giá ấy thì sẽ tùy định giá lại, nhưng mà những vật đấu-giá đó, không có thể hạ quá dưới một hào.

Điều thứ 63. — Người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch phải làm một tờ biên-bản thuật việc phát-mãi. Khi bấy giờ nếu không có người chủ nợ nào khác đến ngăn trở thì người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch đem số tiền phát-mãi đó, trừ ra những phí-tồn, rồi đương trước mặt người có nợ hay là người làm chứng, chiếu theo số nợ mà giao lại cho người chủ nợ, đến đủ số nợ thì thôi.

Nếu khoản phát-mãi đủ giả nợ, thì tất cả giấy-má thuộc về việc ấy, và giấy án của tòa Sơ-thẩm, hoặc giấy thăm-định của tòa Thượng-thẩm, sẽ giao cho người mắc nợ.

Nếu khoản phát-mãi không đủ trả thì những giấy-má ấy, lại giao cho người chủ nợ, người ấy phải viết tờ biên-nhận cho người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch, lại phải biên-nhận cả số tiền mình đã nhận được nữa.

Art. 64. — S'il existe des créanciers opposants, le produit de la vente sera attribué entre eux au marc le franc, à moins qu'il n'y ait quelque cause de préférence en faveur de l'un d'eux, indiquée par le jugement.

S'il s'élève entre les créanciers quelques contestations sur la distribution du prix de vente, l'huissier ou le notable instrumentaire les renverra à se pourvoir judiciairement devant le Juge. Ils ne se dessaisiront des sommes déposées entre leurs mains que sur une ordonnance du Juge.

SECTION III

Vente des immeubles

Art. 65. — Lorsque le débiteur possèdera des immeubles, si, après la notification à lui faite du jugement ou arrêt, il ne se conforme pas à la décision judiciaire dans les délais impartis par l'article 54, il sera procédé aussi à leur saisie sur la demande du créancier poursuivant.

Art. 66. — A cet effet, l'huissier ou le notable instrumentaire dressera un état descriptif des immeubles, en reconnaîtra les abornements et vérifiera leur inscription sur le cahier des impôts ; le débiteur saisi et le saisissant seront tous les deux appelés à cette opération, mais leur absence ne pourra empêcher la procédure de suivre son cours.

Art. 67. — Dès que cette opération sera terminée, l'huissier ou le notable fera apposer trois affiches comme il est dit à l'article 57.

Ces affiches, outre les mentions prescrites par cet article, contiendront la désignation de l'immeuble avec ses abornements, autant que possible sa contenance approximative, la mise à prix et l'indication des précédents propriétaires.

Art. 68. — Il sera dressé procès-verbal de l'apposition de ces affiches, et la vente ne pourra avoir lieu au plus tôt que trente jours après.

Art. 69. — Les demandes en distraction ou en revendication, les contestations sur l'affectation des biens saisis, qui se produiront jusqu'au jour de la vente exclusivement, arrêteront toutes les opérations jusqu'à ce qu'il ait été statué par le Juge compétent.

Art. 70. — S'il n'existe aucune opposition à la vente, elle aura lieu au jour indiqué sur la mise à prix fixée par le créancier poursuivant, ou à défaut, par l'huissier ou par le notable instrumentaire lui-même.

Điều thứ 64. — Khi nào có nhiều người chủ nợ cùng dự vào sự tịch-ký, thì những sự phân-cát số tiền phát-mãi, phải chiếu theo số nhiều ít mà sai-phân, trừ khi nào có người được án-chuẩn hưởng phần hơn thì khác.

- Nếu các người chủ nợ nhân sự chia đó mà sinh ra cãi nhau thì người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch sẽ bảo người ta phải đến tòa-án mà thưa, còn mình thì giữ lấy các món tiền, bao giờ có lệnh quan-án truyền mới được giao tiền.

TIẾT THỨ III

Phát-mãi của bất-động-sản

Điều thứ 65. — Phạm người mắc nợ mà có bất-động-sản, nếu khi đã tổng-đạt án tòa Sơ-thẩm cho người ấy rồi, chiếu theo kỳ hạn điều thứ 51 đã nói, mà người ấy lại không tuân theo lời tòa-án đã định, thì y lời xin người chủ nợ, có thể tịch-ký của bất-động-sản.

Điều thứ 66. — Phạm thuộc về sự tịch-ký của bất-động-sản, thì người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch phải làm một cái giấy kê rõ của bất-động-sản là hạng gì, giới-hạn thế nào, có biên vào thuế-bạ không, khi làm giấy ấy, thì phải gọi người bị tịch-ký và người đi tịch-ký ra mà làm, nhưng hai bên nếu có khiếm-diện, thì cũng được phép cứ việc làm

Điều thứ 67. — Giấy ấy làm xong rồi, thì người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch phải gián ba bản yết-thị, chiếu theo điều thứ 57 đã nói ở trên.

Mấy tờ yết-thị ấy lại biên danh-mục, giới-hạn của bất-động-sản, diện-tích ước rộng hẹp thế nào, định giá bao nhiêu, và họ tên của những người chủ trước.

Điều thứ 68. — Giấy yết-thị ấy đã niêm-yết rồi, phải làm một tờ biên-bản thuật việc niêm-yết, còn kỳ-hạn phát-mãi, sớm nữa cũng phải sau khi niêm-yết ba mươi hôm.

Điều thứ 69. — Trừ ra ngày định phát-mãi không kê, trước ngày ấy nếu có ai đến xin ngăn-trở, hoặc vì muốn lấy lại một phần, hoặc vì muốn đòi lại cả, hoặc tranh-biện cho là của đã đặt để làm việc gì, thì sự phát-mãi phải đình-lại cho đến khi quan tòa-án xử xong.

Điều thứ 70. — Nếu không ngăn-trở, thì công-việc phát-mãi phải chiếu theo ngày đã định, y giá tiền người chủ nợ định giá mà phát-mãi, nếu không có người chủ nợ định-giá, thì có thể tự người thừa-phái-lại hay là người ký-dịch định lấy.

Si la mise à prix n'est pas convertie, l'adjudication aura lieu sur mise à prix volontaire. Le prix des enchères ne pourra être inférieur à une piastre.

Art. 71. — Les enchères auront lieu au son du tamtam. Après chaque enchère, il sera frappé un coup sur le tamtam de cinq minutes en cinq minutes. Si, dans l'intervalle de trois coups, il ne se présente aucun autre enchérisseur, l'immeuble mis en vente sera adjudgé au dernier offrant. Le prix de la vente sera payé au comptant, avec une majoration de 2 % représentant la rétribution de celui qui aura procédé à la vente.

Art. 72. — Quiconque, sans en avoir les moyens, se portera adjudicataire, sera puni d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours et d'une amende d'une piastre à trois piastres, sans préjudice de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu. Cette condamnation sera prononcée par le Juge compétent de la circonscription sur le vu du procès-verbal dressé par l'huissier ou par le notable instrumentaire. Ce dernier, après avoir constaté par procès-verbal que l'adjudicataire n'a pas les moyens de s'acquitter du prix, annulera l'adjudication et remettra l'immeuble aux enchères séance tenante. Néanmoins, le créancier poursuivant pourra s'opposer à la nullité de l'adjudication en acceptant la solvabilité de l'acquéreur ou d'une caution.

Art. 73. — Le procès-verbal de la vente des immeubles, dressé par l'huissier ou par le notable instrumentaire, sera dans tous les cas visé par un autre notable et on y apposera le sceau de la commune. Le débiteur sera tenu de remettre à l'acquéreur tous les titres de propriété.

Art. 74. — Toute vente faite en dehors de ces conditions sera considérée comme nulle et non avenue à l'égard du saisissant et des créanciers inscrits, s'il y a lieu.

Art. 75. — Le produit de la vente sera distribué comme il est dit aux articles 63 et 64, déduction faite des frais.

Art. 76. — Il est interdit à l'huissier ou au notable chargé de procéder à une vente, de se rendre adjudicataire directement ou indirectement, des objets qu'elle comprend. Toute adjudication faite à son profit est nulle, sans préjudice de tous dommages-intérêts à l'égard du saisissant.

Art. 77. — Le créancier poursuivant est responsable du paiement des frais, et il peut être tenu d'en faire l'avance. Ils sont, dans tous les cas, retenus sur le prix de vente et prélevés avant toute distribution.

Nếu giá đã định đó mà không phát-mãi được, thì có thể tùy ý mà bán đấu-giá, nhưng giá bán đấu-giá, không được ít hơn số một đồng bạc.

Điều thứ 71. — Khi bán đấu-giá, đánh trống làm hiệu, mỗi một lần giao giá, phải đánh một tiếng trống, hạn trong năm phút đồng-hồ, nếu khi nào đánh xong ba tiếng trống rồi, mà không có ai giá hơn nữa, thì bán cho người mặc-cả cuối cùng. Mua thì phải giao bạc ngay, và người mua lại phải giả thêm bạch-phân-chi-nhị làm tiền hoa-hồng cho người đứng bán.

Điều thứ 72. — Phạm người nào không có tư-lực mà cũng ra mua đấu-giá, thì xử phạt-giam từ một ngày cho đến năm ngày, và phạt bạc từ một đồng bạc cho đến ba đồng bạc, nếu có tồn phí, cũng có thể bắt phải đền. Sự phạt ấy do quan tòa-án quản-hạt chiếu theo tờ biên-bản của người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch mà xử. Khi người thừa phái-lại hay là người kỳ-dịch đã viết một tờ biên-bản nói về sự người mua đấu-giá đó không có thể giả được, thì bãi-bỏ việc đấu-giá trước. Tức thì đem của ấy ra đấu-giá lại, trừ khi nào người chủ nợ đi tịch-ký bằng lòng cho người ấy, hay bằng lòng người khác đứng bảo-lĩnh thì thôi.

Điều thứ 73. — Trong tờ biên-bản của người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch về sự phát-mãi của bất-động-sản, thì phải có một người kỳ-dịch khác cho chữ, và đóng triện của làng sở tại, còn người mắc-nợ thì phải soạn tất cả văn-tự thuộc về của bất-động-sản đó mà giao cho người mua.

Điều thứ 74. — Phạm những sự phát-mãi mà trái cách thức đã nói ở trên này, thì đối với những chủ nợ đi tịch-ký, hay là người chủ nợ khác đã có tên trong sổ, cũng cho là vô-hiệu cả.

Điều thứ 75. — Số bạc đã phát-mãi mà thu vào, thì y theo điều thứ 63, 64 đã nói, trừ phí-tồn rồi sẽ chia cho người chủ nợ.

Điều thứ 76. — Phạm người thừa-phái-lại hay là người kỳ-dịch đã chịu chức-trách đứng mà phát-mãi, thì không được trực-tiếp, hay là gián-tiếp mà mua đấu-giá. Những sự đấu-giá mà để làm lợi riêng cho mình, đều là vô-hiệu, và lại đối với người đi tịch-ký, hễ có tồn phí, thì phải chịu đền bồi.

Điều thứ 77. — Người chủ nợ phải nhận lấy sự đền lệ-phí và cũng có thể bắt phải nộp được. Bất cứ thế nào, khoản lệ-phí thì phải khấu-trừ trong số tiền phát-mãi, và trích lấy trước.

Art. 78. — Qu'il s'agisse de la vente de meubles ou d'immeubles, le Président du Tribunal compétent pourra, s'il le juge utile, que les intéressés l'aient demandé ou non, assister en personne ou se faire représenter par un magistrat du ressort à quelques-unes ou à toutes les opérations de la saisie et de la vente aux enchères.

Dans ce cas le Juge devra signer les procès-verbaux des opérations accomplies en sa présence.

SECTION IV

De la contrainte par corps

Art. 79. — La contrainte par corps est un moyen coercitif exceptionnel pour amener le débiteur de mauvaise foi à remplir ses engagements.

L'exercice de la contrainte par corps n'empêche ni ne suspend les poursuites et exécutions sur les biens, le créancier demeurant libre de cumuler les poursuites.

Art. 80. — Les jugements rendus en matière civile et commerciale indigène ne sont exécutoires par la contrainte par corps, que s'il en est expressément décidé ainsi par un dispositif du jugement.

Art. 81. — Le Tribunal qui autorisera l'emploi de la contrainte par corps pourra par le même dispositif de l'arrêt ou du jugement décider qu'il sera sursis à l'exercice de cette voie d'exécution, pendant dix mois au plus.

Dans l'intérêt des enfants mineurs du débiteur, les tribunaux pourront ordonner qu'il sera sursis pendant un an au plus à l'exécution de la contrainte par corps.

Art. 82. — La contrainte ne pourra être exercée ni contre les mineurs non commerçants, ni contre les individus âgés de plus de 60 ans, ni contre les femmes et les filles non réputées marchandes publiques, à moins qu'elles ne soient propriétaires ou usufruitières de biens, dont elles ont la libre administration et à raison des engagements qui concernent ces biens, ni contre les veuves et héritiers des contraignables pris en cette qualité.

Art. 83. — Elle ne pourra non plus être exercée contre le débiteur au profit : 1^o de son conjoint ; 2^o de ses ascendants, frères ou sœurs ; 3^o de son oncle ou de sa tante, de son grand-oncle ou de sa grand'tante, de ses neveux et petits neveux, ni de ses alliés au même degré.

Điều thứ 78. — Bất cứ là phát-mãi động-sản hay là bất-động-sản quan chánh tòa-án nguyên-án có thể tự mình hay là vì người đương-sự xin, mà thân-hành hay là phái một quan ủy-viên trong địa-bạt mình đi đến chỗ phát-mãi đó mà khám xét. Đương khi ấy thì quan tòa nào khám-xét đó, phải ký tên vào trong biên-bản việc ấy.

TIẾT THỨ IV

Bỏ tù người mắc-nợ

Điều thứ 79. — Bỏ tù người mắc nợ là một cách thi-hành cưỡng-thể, không thường-dùng đến, để ép những người nào có bụng xấu không muốn giả nợ, phải giữ nhời ước của mình.

Khi thi-hành sự bỏ-tù người mắc nợ, không hề ngăn-trở và định-chỉ sự tịch-ký tài-sản. Người chủ nợ có thể xin cả hai việc được.

Điều thứ 80. — Phạm án An-nam về dân-sự thương-sự, chỉ có thể thi-hành sự bỏ-tù là khi trong án đã có chuẩn cho mới được.

Điều thứ 81. — Tòa-án nào đã cho thi-hành sự bỏ-tù, thì có thể hoãn sự thi-hành trong sáu tháng được.

Như người mắc nợ có con vị-thành-đinh, quan tòa-án muốn vị đờa con ấy cũng có thể hoãn sự bỏ-tù nợ đến trong hạn một năm được.

Điều thứ 82. — Sự bỏ-tù nợ không được bỏ-tù những người vị-thành-đinh mà không có buôn bán gì, người già 60 tuổi trở lên, và người đàn-bà con gái không có nghề-nghiệp buôn-bán (trừ ra người đàn-bà con-gái nào làm chủ tài-sản, hay là hưởng lợi-tức, mà có quyền cai-trị tài-sản, nhân tài-sản ấy sinh ra mắc nợ thì không kể); cũng không được bỏ tù những người vợ hóa cùng con thừa-tự người có nợ.

Điều thứ 83. — Phạm người chủ nợ là thân-thuộc người mắc nợ như sau này, thì không được thi-hành sự bỏ tù nợ: 1. Chồng hay là vợ người mắc nợ; — 2. Bậc tôn-trưởng và anh-em chị-em ruột người mắc nợ; — 3. Chú, bác, cô cậu, cùng tở-bá, tở-thúc, tở-cô, tở-cữu, và cháu-chất, cháu gọi bằng chú, bác, cô, cậu hay là thân-thích đồng-hàng.

Art. 84. — La contrainte ne pourra être exercée simultanément contre le mari et la femme, même pour dettes différentes.

Art. 85. — La contrainte ne doit pas être autorisée contre un débiteur malheureux, qui établit qu'il est de bonne foi et que seules des circonstances indépendantes de sa volonté l'ont empêché de tenir ses engagements.

Art. 86. — Avant d'arrêter le débiteur, le notable instrumentaire, sur la réquisition expresse du créancier, fera au débiteur commandement d'avoir à payer dans le délai de 3 jours, en l'avisant que faute par lui de s'exécuter il sera arrêté et incarcéré.

Art. 87. — Le gardien de la prison où sera conduit le débiteur devra se faire présenter l'original ou copie ou extrait de la décision de justice ou de l'ordre du Juge qui motivent l'arrestation et devra faire consigner d'avance une provision représentant l'entretien alimentaire du débiteur pendant un mois.

Art. 88. — Si le débiteur requiert qu'il en soit référé, il sera conduit sur le champ, par les soins du gardien devant le Juge du lieu où l'arrestation aura été faite, lequel décidera, en référé et séance tenante, s'il y a lieu de maintenir l'arrestation ou d'ordonner l'élargissement.

Art. 89. — L'élargissement ne pourra être ordonné que si le débiteur justifie qu'il y a erreur sur la personne ou qu'il se trouve dans un des cas d'exonération prévus aux articles 82, 83 et 84 ci-dessus.

Art. 90. — L'ordonnance d'élargissement sera exécutée sur le champ.

Art. 91. — Le créancier est tenu de payer d'avance de mois en mois, les frais qui résultent de l'emprisonnement.

Si le paiement n'a pas été renouvelé, au plus tard à l'heure de midi du dernier jour pour lequel il a été fait, le débiteur sera élargi d'office par les soins du gardien et ne pourra plus être incarcéré pour la même dette.

Art. 92. — La durée de la contrainte par corps est, dans tous les cas, réglée par l'article 35 du code pénal, applicable devant les juridictions indigènes du Tonkin.

Art. 93. — Le débiteur qui a subi deux ans de détention ne peut être incarcéré à nouveau pour une dette dont la cause est antérieure à son arrestation.

Điều thứ 84. — Sự bỏ tù nợ, không có thể đồng-thời bắt cả chồng và vợ mà bỏ-tù, tuy có khoản nợ khác cũng mặc lòng.

Điều thứ 85. — Hễ người mắc nợ mà chắc là người lương-thiện, chỉ vì gặp tai-biến cho nên bắt-đắc-dĩ không thể giả nợ được, thì không được phép bỏ-tù.

Điều thứ 86. — Trước khi bắt người mắc nợ, thì người thừa-phái-lại hay là người kỹ-dịch chiếu lời xin của người chủ nợ phải truyền mệnh-lệnh cho người mắc nợ biết hạn trong ba ngày phải giả nợ, và lại bảo cho biết rằng nếu không tuân theo, thì phải bắt bỏ-tù.

Điều thứ 87. — Khi nào người chủ nợ đem người mắc nợ đến giam thì người giám-thủ nhà giam-bắt, bắt phải giao ra bản-chánh, hay là bản-sao, hay là tờ trích-lục nguyên-án, hay là mệnh-lệnh của quan tòa, để làm chứng-cớ cho sự bỏ-tù, và bảo người chủ nợ phải nộp trước số tiền cấp-dưỡng người tù một tháng.

Điều thứ 88. — Khi nào người mắc nợ có xin sự « cần-cấp thăm-phán, » thì người giám-thủ lập tức dẫn người mắc nợ đến trước mặt quan tòa-án sở-tại, quan tòa ấy phải đương-đương dùng cách « cần cấp thăm-phán », sẽ quyết định sự đáng giam, hay là đáng tha.

Điều thứ 89. — Có các chứng-cớ gì là nhận nhầm người mắc nợ, hay là thuộc về những điều 82, 83, 84 đã chuẩn-miễn, thì cho là đáng tha.

Điều thứ 90. — Lệnh cho tha phải thi-hành lập-tức.

Điều thứ 91. — Người chủ nợ phải chiều theo từng tháng mà nộp trước những khoản phí-tồn thuộc về sự giam người mắc nợ, nếu nộp không liên tiếp, thì đợi đúng 12 giờ trưa ngày bắt đầu đã quá hạn, người giám-thủ được quyền tha người mắc nợ, tự-hậu người chủ nợ không có thể lấy khoản nợ ấy mà xin bỏ-tù lại.

Điều thứ 92. — Những kỹ-hạn bỏ tù nợ, thì cứ chiếu theo điều lệ đã định trong điều 35 về luật-hình thi-hành xứ Bắc-kỳ mà làm.

Điều thứ 93. — Phạm người mắc nợ đã ở tù đến hạn hai năm rồi thì không ai được lấy khoản nợ thuộc về trước khi bị bắt, mà lại bỏ-tù lần nữa.

Art. 94. — Le débiteur sera également élargi immédiatement à la diligence du gardien chef :

1^o — Si les créanciers et recommandants donnent main levée de l'écrou ; la main levée sera donnée sur les registres du gardien en marge du procès-verbal de l'écrou.

2^o — Si le débiteur paie ou consigne ès-mains du gardien le montant des sommes pour lesquelles il est détenu.

Art. 95. — Les demandes en nullité d'incarcération ou élargissement seront portées au Tribunal par requête du débiteur.

Art. 96. — Le Tribunal pourra ordonner l'élargissement provisoire du débiteur pour causes graves ou son transfert d'une prison à une autre et fixera alors les moyens propres à assurer l'exécution de sa décision.

SECTION V

Dispositions générales

Art. 97. — Les audiences des Tribunaux statuant sur les affaires indigènes seront publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et pour les mœurs. Dans ce dernier cas, le tribunal ordonnera le huis clos et le mentionnera dans le jugement.

Dans tous les cas, les jugements sont prononcés publiquement et doivent être motivés à peine de nullité.

La minute de chaque jugement sera signée par le Président et, dans les juridictions pourvues d'un Greffe, par le Greffier.

Il sera fait mention des noms des Juges et assesseurs et, s'il y a lieu, de l'officier du ministère public qui y ont siégé.

Il ne pourra être délivré expédition ou extrait d'un jugement avant qu'il n'ait été signé.

Art. 98. — Devant la juridiction du 3^{ème} degré, les parties pourront, à leur gré, produire tous mémoires utiles et se faire assister, ou représenter par un avocat-défenseur.

Art. 99. — Les chefs et sous-chefs de canton et les autorités communales éclairent les indigènes sur leurs droits et devoirs et règlent en conciliation, dans l'étendue du ressort soumis à leur surveillance, les affaires qui leur sont exposées ; les parties ont, toutefois, le droit de porter leurs différends directement devant le tribunal compétent.

Điều thứ 94. — Những khi như sau này thì người giám-thủ phải tha ngay cho người mắc nợ: 1^o Khi người chủ nợ hay là người đảm-bảo đã bằng lòng tha, khi ấy thì sẽ ghi sự xin tha vào trong sổ tù; — 2^o khi người mắc nợ đem số nợ mà ký nộp tay người giám-thủ.

Điều thứ 95. — Phạm việc xin thủ-tiêu sự bỏ-tù nợ và xin tha, thì phải có đơn của người mắc nợ trình lên tòa-án.

Điều thứ 96. — Tòa-án có thể vì có gì hệ-trọng mà khiến tạm tha người mắc nợ, hay là khiến đổi nhà giam này sang nhà giam kia. Khi ấy tòa-án sẽ định cách thi-hành thế nào.

TIẾT THỨ V

Tổng-tắc

Điều thứ 97. — Phiên-tòa các tòa-án xử về việc An-nam thì phải mở trước mặt công-chúng, trừ khi có sự ngại đến việc trị-an hay là phong-tục thì tòa-án có thể sức không cho thiên-hạ đến nghe. Sự ấy cũng phải nói ở trong án-văn.

Dù thế nào, sự tuyên án cũng phải làm trước mặt công-chúng, mà án-văn thì phải chép rõ những lý-do phán-quyết ra làm sao, không thế thì cho là vô-hiệu.

Bản chính những án văn phải có quan chánh tòa-án ký tên. Hễ có phòng-Lục-sự, thì quan Lục-sự cũng phải ký tên.

Trước khi chưa ký tên thì cấm không được sao hay là trích-lục.

Lại phải biên tên các quan án cùng quan bồi-thăm vào. Khi nào có quan Biện-lý dự vào nữa, thì cũng phải biên tên.

Điều thứ 98. — Trước tòa Thượng-thăm, hai bên nguyên bị có thể tùy ý mà trình những tờ thuyết-minh cần-dùng, và lại được mượn thay kiện để thay mặt mà cãi lẽ.

Điều thứ 99. — Chánh phó-tổng, và đương-thứ-hương-chức phải khuyên bảo cho dân sở-tại mình được hiểu rõ những quyền-lợi và bản-phận, và lại có phép được hòa-giải những việc dân đã thưa đến mình.

Nhưng mà người nào muốn đến ngay tòa-án có quyền thăm-phán mà thưa-kiện việc gì, thì cũng không cần phải trình với tổng-lý.

Art. 100. — Chaque tribunal tiendra un registre mentionnant, pour chaque audience, l'indication sommaire des jugements rendus, les noms des parties, la nature de l'affaire, la décision intervenue avec les noms des juges et assesseurs y ayant participé. Ce registre sera visé par le Président de l'audience.

Un extrait de ce registre, certifié conforme par le Président et le Greffier, sera transmis chaque mois au Chef du Service de la Justice indigène à Hanoi.

Art. 101. — Aucun village du Tonkin ne pourra ester en justice comme demandeur, devant une juridiction quelconque annamite ou française, judiciaire ou administrative, sans y avoir été préalablement autorisé par le Résident chef de province, si l'action doit être portée devant un tribunal du 1^{er} ou 2^{ème} degré ou un tribunal de 1^{ère} instance et par le Résident Supérieur, si l'action doit être portée devant le tribunal du 3^{ème} degré ou devant le tribunal du contentieux administratif.

Art. 102. — Quiconque voudra intenter une action contre un village sera tenu d'adresser, préalablement, au Résident chef de province un mémoire exposant l'objet et les motifs de sa réclamation. Il lui en sera donné récépissé. La présentation du mémoire interrompra toute prescription ou déchéance. Sur le vu du mémoire le Résident autorisera le village à se défendre, s'il n'y a conciliation ou transaction.

Art. 103. — Toute décision du Résident chef de province rendue sur l'avis des mandarins provinciaux et portant refus d'autorisation d'intenter une action en justice devra être motivée. Il en pourra être fait appel par le Lý-trông, après avis conforme des notables majeurs devant le Résident Supérieur; cet appel sera formé par voie de requête remise ou adressée à la Résidence Supérieure. La décision du Résident Supérieur sera en dernier ressort.

Art. 104. — Le délai, dans lequel, soit le Résident sur l'avis des mandarins provinciaux, soit le Résident Supérieur devront statuer, est fixé à 2 mois à partir du jour où ils seront saisis de la demande.

Art. 105. — Toute transaction, consentie par le village ne pourra être exécutée qu'après son homologation par le Résident Supérieur.

Art. 106. — Les contestations de terrains entre communes annamites seront jugées administrativement par l'autorité provinciale et en dernier ressort par le Résident Supérieur.

Điều thứ 100. — Mỗi một tòa-án thì phải có một cái bạ nhật-ký, biên lược những án đã phát ra, họ tên bên nguyên, bên bị, việc án thế nào và lời phán-định, cùng là họ tên quan tòa, quan bồi-thăm.

Bạ nhật-ký ấy quan Chánh tòa-án cho chữ vào.

Mỗi một tháng sẽ lấy cái trích-lục sổ nhật-ký ấy gửi trình quan Nam-án-thủ-hiến ở Hà-nội, cái trích-lục ấy, do quan Chánh tòa-án và quan lục-sự cho chữ nhận thực.

Điều thứ 101. — Khi nào dân cả một làng ở xứ Bắc-kỳ muốn thưa-kiện một việc gì ở tòa-án Sơ-thăm nào (hoặc tại tòa-án tư-pháp hoặc tại tòa-án hành-chính), thì trước hết phải có quan Công-sứ bản tỉnh chuẩn cho ; còn muốn thưa kiện ở tòa Thượng-thăm, hay là tòa hành-chính thì trước hết phải có quan Thống-sứ chuẩn cho, nếu không thì không được phép.

Điều thứ 102. — Người nào muốn thưa kiện một xã-thôn nào, thì trước hết phải làm một cái giấy thuyết-minh, kể rõ những sự thỉnh-cầu cùng các duyên cớ, đem đến trình quan Công-sứ bản tỉnh, quan Công-sứ cấp cho một cái giấy nhận. Từ khi đã trình giấy rồi, thì không thuộc vào lệ tiêu-duyet-thời-hiệu và lệ thất-quyền nữa.

Quan Công-sứ khi đã tiếp nhận giấy thuyết-minh ấy rồi, hễ không thể điều-đinh hay là hòa-giải thì sẽ chuẩn cho xã-thôn bị kiện được ra tòa mà chống-cãi.

Điều thứ 103. — Khi nào quan công-sứ chiếu theo ý-kiến của quan tỉnh, mà không chuẩn cho làng nào được có quyền thưa-kiện thì trong nhời nghĩ-định của quan Công-sứ, phải nói rõ vì nhẽ gì. Nếu dân làng không phục tờ nghĩ-định ấy thì người lý-trưởng có thể hiệp đồng-ý những kỳ-dịch trong làng, làm đơn lên quan Thống-sứ, đề kháng-cáo. Đến khi quan Thống-sứ đã phán-định tức cho là chung-thăm.

Điều thứ 104. — Phạm quan Công-sứ y theo ý-kiến quan tỉnh mà đoán-định, hay là quan Thống-sứ phán-định về việc thượng-cáo, thì cái kỳ-hạn là hai tháng, kể bắt đầu từ ngày chấp đơn.

Điều thứ 105. — Phạm sự điều-đinh, mà dân-xã đã thuận-nguyện cả, nhưng trước khi quan Thống-sứ chưa chuẩn cho, thì cũng chưa được thi-hành.

Điều thứ 106. — Phạm làng này với làng kia tranh-tụng về sự công-diền, công-thờ, thì thuộc về quyền cai-trị xử-đoán. Sơ-thăm là quan Công-sứ, chung-thăm là quan Thống-sứ.

Art. 107. — L'exécution des jugements sera poursuivie en matière personnelle et mobilière sur la production d'un extrait du jugement; en toute autre matière, sur la production d'une expédition. — En matière personnelle et mobilière, la délivrance de l'expédition devra cependant être faite si elle est requise, mais en ce cas le débiteur contre lequel est exécuté le jugement ne sera tenu que du coût afférent à la délivrance de l'extrait, qu'il suffisait d'exiger au lieu et place de l'expédition.

Art. 108. — Aucune signification ni exécution ne pourra être faite après six heures du soir, ni les jours de fête nationale ou de fêtes légales selon la loi française, ni les dimanches, ni les sept premiers jours du premier mois annamite ni le 5^{ème} jour du 5^{ème} mois, ni le 15^{ème} jour du 7^{ème} mois, ni le 15^{ème} jour du 8^{ème} mois, ni les trois derniers jours du 12^{ème} mois, non plus que le jour anniversaire de la naissance du Roi d'Annam, si ce n'est en vertu de permission du juge, dans le cas où il y aurait péril en la demeure.

Art. 109. — Le Chef du Service de la Justice Indigène au Tonkin a la surveillance de l'exécution des décisions de justice de la compétence des Tribunaux appelés à connaître des affaires indigènes au Tonkin et peut saisir, d'office et sans frais, ces tribunaux des difficultés d'exécution, qui lui seront signalées ou qu'il constatera.

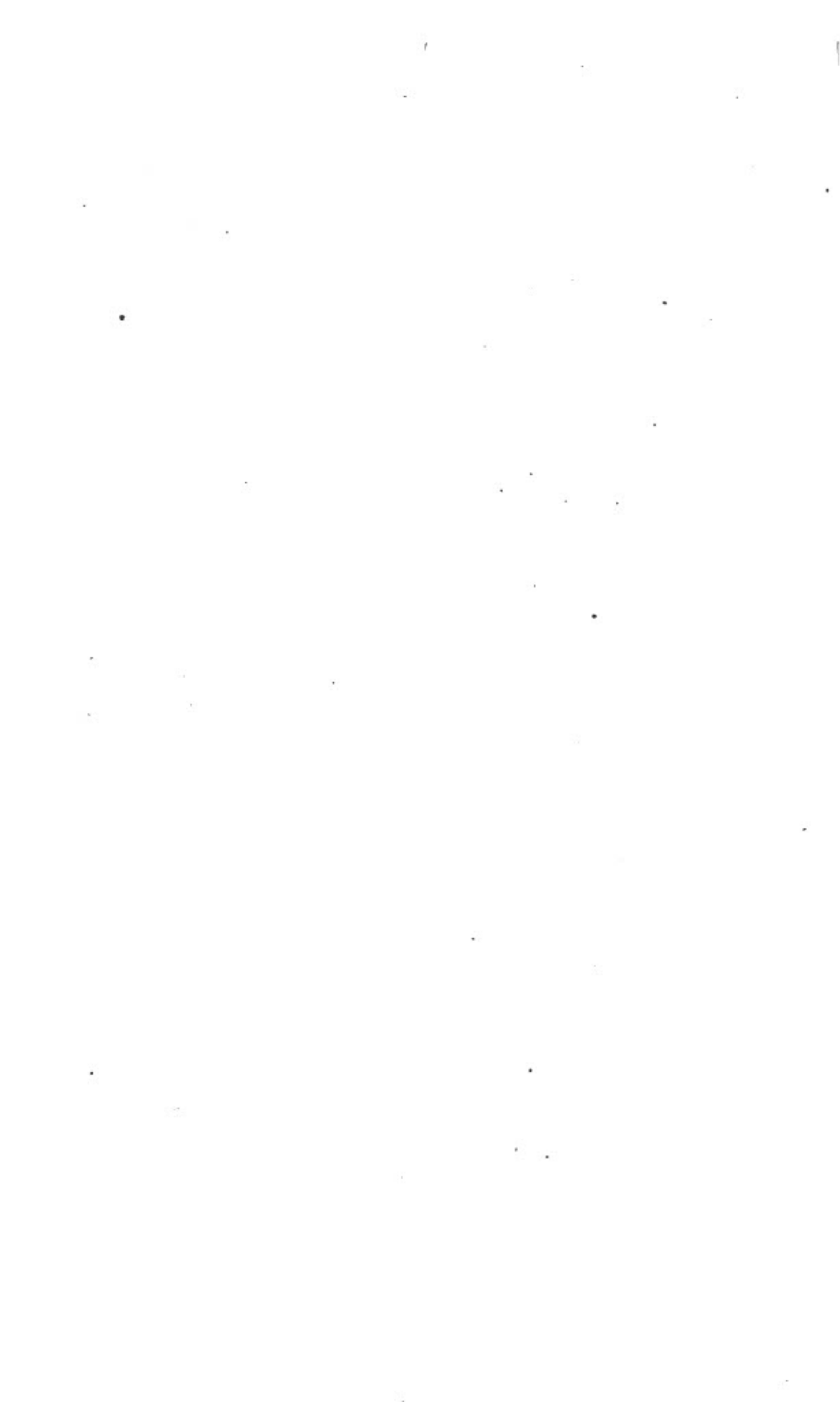
Art. 110. — Seront nuls et non avenus tous actes de procédure accomplis en dehors des règles édictées par le présent Code, ou qui n'y seraient pas rigoureusement conformes.

Điều thứ 107. — Những án thuộc về người, hay là động-sản, thì lấy trích-lục án-văn mà thi-hành, còn thuộc về hạng khác, thì lấy một bản sao mà thi-hành, nhưng khi nào có ai muốn xin lấy bản-sao trong án thuộc về người hay là động-sản, thì cũng có thể cho được, nhưng mà khi xin lấy thì người mắc nợ chỉ giả tiền phi-tồn tờ trích-lục mà thôi.

Điều thứ 108. — Những ngày giờ như sau này thì không có thể tống-đạt và thi-hành việc án được: mỗi ngày từ sáu giờ chiều giờ đi, ngày kỷ-niệm của nhà nước, và ngày lễ-tết theo luật Đại-Pháp đã nhận, ngày chủ-nhật; theo lịch An-nam thì những ngày đầu năm từ mồng một đến mồng bảy, mồng năm tháng năm, rằm tháng bảy, rằm tháng tám, ba ngày cuối cùng tháng chạp, ngày lễ vạn thọ nước Nam. Trừ khi nào có việc cần kíp nguy-hiểm do quan tòa chuẩn cho thi-hành, thì không phải theo lệ ấy.

Điều thứ 109. — Quan Nam-án thủ-hiến xem xét tất cả những sự thi-hành thuộc về các án đã kết ở các tòa-án xứ Bắc-kỳ, và nếu có điều gì ngăn-trở sự thi-hành, thì có đặc-quyền tự mình được thỉnh-cầu các tòa-án xét đoán.

Điều thứ 110. — Phạm những sự gì làm trái hoặc làm sai điều-lệ trong luật này đã định ra, thì cho là vô-hiệu.



C O D E

DE

PROCÉDURE PÉNALE ANNAMITE

APPLICABLE PAR

les Tribunaux indigènes du Tonkin

CODE
DE
PROCÉDURE PÉNALE ANNAMITE
applicable par les tribunaux indigènes au Tonkin

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

Affaires de simple police

CHAPITRE II

Affaires criminelles et correctionnelles

- SECTION I** — De la recherche des crimes et délits.
SECTION II — Des arrestations et de la détention préventive.
SECTION III — De l'instruction.
SECTION IV — Des preuves par écrit et des pièces à conviction.
SECTION V — Jugement.
SECTION VI — Jugement de défaut et opposition.

CHAPITRE III

Recours contre les jugements

- SECTION I** — De l'appel.
SECTION II — De l'annulation.

- CHAPITRE IV** — Exécution des jugements
CHAPITRE V — Revision
CHAPITRE VI — Liberté provisoire
CHAPITRE VII — Réhabilitation
CHAPITRE VIII — Prisons
CHAPITRE IX — Dispositions générales
-

LUẬT TỔ-TỤNG
THUỘC VỀ HÌNH-SỰ
Thi-hành ở Bắc-Kỳ

MỤC - LỤC

CHƯƠNG THỨ I

Nói về việc vi-cảnh

CHƯƠNG THỨ II

Nói về việc trọng-tội và khinh-tội

- TIẾT THỨ I** — Thám-sách những kẻ phạm trọng-tội và khinh-tội.
- TIẾT THỨ II** — Trát-nã và giam-cứu.
- TIẾT THỨ III** — Dự-thăm.
- TIẾT THỨ IV** — Giấy-má và đồ vật làm tang-chứng.
- TIẾT THỨ V** — Vụng-án.
- TIẾT THỨ VI** — Án khuyết-tịch (thiếu-mặt).

CHƯƠNG THỨ III

Thượng-cáo

- TIẾT THỨ I** — Kháng-cáo.
- TIẾT THỨ II** — Tiêu-án.

CHƯƠNG THỨ IV — Cách thi-hành

CHƯƠNG THỨ V — Tái-thăm

CHƯƠNG THỨ VI — Tha-tạm

CHƯƠNG THỨ VII — Phục-quyền

CHƯƠNG THỨ VIII — Ngục-thất

CHƯƠNG THỨ IX — Tổng-tác

PROCÉDURE PÉNALE

devant les juridictions annamites au Tonkin

CHAPITRE PREMIER

Des affaires de simple police

Art. 1^{er}. — Les autorités administratives provinciales, les agents commissionnés des polices provinciales et rurales, les chefs et sous-chefs de canton, les maires et leurs adjoints auront qualité pour rechercher et constater les contraventions de police ; ils recevront les rapports, dénonciations et plaintes, qui sont relatifs aux contraventions de police.

Ils consigneront dans des procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, les temps et lieu où elles auront été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables et les déclarations.

Le Juge du 1^{er} degré de juridiction sera saisi par les procès-verbaux dont il est question au paragraphe ci-dessus, par plainte de la partie lésée ou par le flagrant délit qui se produira devant lui.

Art. 2. — En aucun cas et sous aucun prétexte, il ne pourra être procédé à l'arrestation de l'auteur d'une contravention de simple police, tant que le jugement le condamnant à une peine d'emprisonnement ne sera pas devenu définitif.

Art. 3. — Les contraventions de simple police seront prouvées soit par les procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de procès-verbaux.

Les procès-verbaux peuvent être combattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre.

Art. 4. — Les citations à comparaître devant le Juge de simple police seront faites par simple avis écrit (*trát*) ou verbalement.

Avant le jour de l'audience, le Juge pourra estimer ou faire estimer les dommages, dresser ou faire dresser tous procès-verbaux qu'il estimera utiles.

Art. 5. — L'instruction de chaque affaire sera publique à peine de nullité. Elle se fera dans l'ordre suivant :

Les procès-verbaux, s'il y en a, seront lus aux parties.

LUẬT TỔ-TỤNG VỀ HÌNH-SỰ

thi-hành trong các tòa-án Bắc-kỳ

CHƯƠNG THỨ I

Nói về việc vi-cảnh

Điều thứ 1. — Phạm những việc vi-cảnh, thì các quan cai-trị ở trong tỉnh, phủ, huyện, các viên có chức-trách riêng về việc cảnh-sát trong địa-hạt hay là trong làng, các tổng-lý, đều có thể thám-sách, khám-nghiệm, và nhận-thu những tờ báo-cáo, cáo giác cùng khống-trạng.

Các viên ấy làm biên-bản kê rõ tình-trạng việc vi-cảnh, cùng là bằng-cứ hay là chứng-tích mà tình-nghi người can-phạm.

Quan tòa-án sơ-cấp thụ-lý hỏi tiếp được những biên-bản như đoạn trên đã nói, hay là khống-trạng của người bị-hại, hay là đương-đường bắt được người phạm tội vi-cảnh.

Điều thứ 2. — Hễ án vi-cảnh chưa quyết-định, thì không bao giờ, không được lấy cứ gì mà nã-giam người phạm được.

Điều thứ 3. — Những tội vi-cảnh chiếu trong biên-bản hay là tờ báo-cáo để làm bằng-cứ, nếu không có biên-bản, thì lấy người chứng làm bằng-cứ.

Biên-bản ấy cũng có thể lấy phản-chứng khác mà đối lại, phản-chứng ấy hoặc bằng giấy hoặc bằng miệng, nhưng mà phải do quan tòa-án có chuẩn cho mới được.

Điều thứ 4. — Phạm đòi người nào đến trước mặt quan tòa-án sơ-cấp thì dùng một cái trát thưởng, hay là truyền miệng cũng được.

Trước khi phiên-tòa, quan tòa-án thân-bản đánh-giá hay là sai người đánh-giá các khoản tổn-hại, lại viết lấy hay là sai người viết các thứ biên-bản cần-dùng.

Điều thứ 5. — Phạm thăm-cứ những việc vi-cảnh, phải mở phiên tòa công, bẽ không thể, thì vô-hiệu. Thăm-cứ theo thứ-tự như sau này :

a) Nếu có biên-bản thì đọc cho người đương-sự nghe.

Les témoins, s'il y en a, seront entendus.

La partie civile, s'il y en a, prendra ses conclusions.

La personne citée proposera sa défense, fera entendre ses témoins si elle en a amené.

Le Juge prononcera le jugement dans l'audience où l'instruction aura été faite ou, au plus tard, à l'audience suivante.

Art. 6. — Tous les jugements de simple police seront transcrits sur un registre à ce destiné, conservé aux archives de la juridiction.

Tous les mois, les Juges de simple police adresseront au Président du tribunal provincial le relevé des affaires jugées par eux durant le mois écoulé, avec l'indication des condamnations à l'emprisonnement et à l'amende ainsi qu'un état des frais de justice. Le Juge provincial transmettra ces états après contrôle au Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin.

Les jugements de simple police, qui ne prononcent pas une peine d'emprisonnement sont en dernier ressort et ne peuvent être attaqués que par la voie du recours en annulation, tel qu'il est prévu aux articles 54 et suivants.

Le Chef de la Justice indigène au Tonkin indiquera par voie de règlement la forme dans laquelle doivent être rendus les jugements de simple police.

CHAPITRE II

Affaires Criminelles et Correctionnelles

SECTION I

Recherches des crimes et délits

Art. 7. — Tout particulier témoin d'un crime ou d'un délit est tenu d'empêcher l'auteur de le commettre et doit porter secours à la victime.

Si, malgré ou avant son intervention, le crime ou le délit a été commis, il est tenu de le révéler immédiatement à l'autorité la plus voisine, et de concourir à l'arrestation du coupable pris sur le fait, lequel devra être livré sans retard aux autorités communales du village sur le territoire duquel s'est accomplie l'arrestation ou, si c'est possible, au Juge de l'arrondissement.

Art. 8. — Toute personne, victime d'un acte délictueux ou criminel a le droit d'en obtenir justice.

Elle pourra porter plainte verbalement ou par écrit devant l'autorité administrative ou judiciaire.

b) Nếu có người làm chứng thì phải hỏi.

c) Nếu có người bị-hại, phải nghe người ta thỉnh-cầu thế nào.

d) Cho người bị đòi cãi lẽ, nếu có chỉ-dẫn người làm chứng, thì phải hỏi.

Thẩm-cứu xong rồi, quan tòa-án phải định án trong ngày phiên tòa ấy, rít chậm nữa đến phiên-tòa sau là cùng.

Điều thứ 6. — Phàm những án vi-cảnh, phải biên vào một quyển-sổ riêng, để ở phòng công-văn trong tòa.

Mỗi tháng quan tòa-án sơ-cấp phải làm một tờ liệt các án đã xử trong tháng ấy, cùng những khoản phạt-giam, phạt-bạc và bồi-lệ-phi trình lên quan-án tỉnh, quan án tỉnh xét rồi, chuyển trình quan Nam-án-thủ-hiến Bắc Kỳ.

Án vi-cảnh không có phạt-giam tức là án chung-thầm không được kháng-cáo, chỉ có thể xin tiêu-án như đã định trong các điều thứ 51 giở xuống ở sau này.

Các mẫu án-văn thuộc về án vi-cảnh thì sẽ bởi quan Nam-án-thủ-hiến chỉ-định.

CHƯƠNG THỨ II

Nói về việc trọng-tội và khinh-tội.

TIẾT THỨ I

Tham-sách những kẻ phạm trọng tội và khinh-tội.

Điều thứ 7. — Không cứ người nào, hề trông thấy người đương làm trọng-tội hay là khinh-tội, đều phải ngăn-trở đi, và phải cứu-hộ người bị-hại, nếu việc trọng-tội hay là khinh-tội đã từng phạm rồi, thì người trông thấy việc ấy phải lập tức đi cáo với người chức-dịch ở gần đấy, và giúp người chức-dịch đi bắt kẻ phạm-tội, giải nộp cho người hương-chức hay là quan tòa-án sở-tại.

Điều thứ 8. — Phàm người bị-hại về trọng-tội và khinh-tội được có quyền xin quan xét-xử, người bị-hại ấy có thể đến tòa-án hay là sở cai-trị mà kêu miệng hay là đầu đơn, trong đơn kê rõ tên,

Toute plainte écrite devra contenir clairement énoncés les noms, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et demeure de son auteur, l'indication détaillée des faits dont il se plaint et, en cas de vol, la liste des objets soustraits.

Si ces objets sont en très grande quantité et que le plaignant ne puisse se souvenir de tous à la fois, il lui est permis de faire une nouvelle déclaration au cours de l'instruction de l'affaire.

S'il s'agit d'adultère, le plaignant doit joindre à sa plainte la preuve qu'il y a eu légitime mariage.

Lors du dépôt de sa plainte, le plaignant doit faire connaître le nom des témoins dont il entend invoquer le témoignage.

Art. 9. — Les agents commissionnés des polices provinciales et rurales, les chefs et sous-chefs de canton, les lý-trưởng et leurs adjoints qui, par une plainte de la victime ou par tout autre moyen, auront connaissance d'un crime ou d'un délit commis sur le territoire soumis à leur surveillance, devront immédiatement en rendre compte au Juge de l'arrondissement et se mettre à en rechercher les auteurs et à rassembler les preuves du fait.

Ils consigneront sur un procès-verbal qu'ils rédigeront à cet effet, les faits portés à leur connaissance et ils adresseront ce procès-verbal dans le plus bref délai au Juge de l'arrondissement, en y joignant, s'il en existe une, la plainte écrite de la victime et les pièces à conviction, qui seraient déjà parvenues en leur possession.

Ils feront conduire en même temps devant le Juge les individus pris en flagrant délit ou formellement dénoncés comme étant les auteurs de l'infraction.

Art. 10. — Dès qu'ils sont saisis d'une affaire criminelle ou correctionnelle, les Juges du 1^{er} degré de juridiction doivent dans le plus bref délai aviser le Président du tribunal provincial, et ils doivent d'office et sans retard procéder à une information, dont le but est de vérifier la réalité du crime ou du délit et de réunir sans perte de temps des éléments utiles à la manifestation de la vérité. En cas de meurtre ou homicide, ils devront se transporter immédiatement en personne sur les lieux du crime et veiller à ce que l'état de ces lieux ne soit pas modifié jusqu'à l'accomplissement parfait des constatations légales prescrites par la loi, sauf toutefois le cas où il serait nécessaire de porter secours à la victime encore vivante.

Ils adresseront les résultats de cette information et des constatations qu'ils auront faites au Président du Tribunal provincial en un rapport circonstancié.

Art. 11. — Le Juge du 2^{ème} degré de juridiction, seul compétent pour *diriger* l'instruction des affaires criminelles et correctionnelles, est saisi des crimes et délits commis dans le ressort de sa juridiction :

tuổi, nghề-nghiệp, sinh-quán, trú-quán, và nói rõ kêu việc gì. Nếu bị mất trộm, phải kê rõ những đồ-vật đã mất. Nếu mất nhiều đồ-vật, một lúc bấy giờ không nhớ hết được, có thể tục-khai trong hạn dự-thăm.

Nếu kiện về việc thông-gian, thì trong đơn kiện phải đính theo cái giấy hôn-thú-chứng-thư.

Ngay lúc đầu-đơn, người chủ-đơn phải khai tên những người nào mình muốn viện làm chứng.

Điều thứ 9. — Những viên có chức-trách riêng về việc canh-sát trong địa-hạt hay là tổng-lý nhân vì người bị-hại đến kêu hay là nhân cơ khác, mà biết trong địa-hạt mình có người phạm trọng-tội hay là khinh-tội, phải lập-tức trình với tòa-án sở-tại, và phải hết sức đi thám-sách người phạm ấy và lấy các tang-chứng nữa.

Những người ấy đi thám-sách được tình-trạng gì hay là lấy được tang-chứng gì, phải làm một tờ biên-bản gửi lên quan tòa-án sở-tại đính theo đơn kiện và những đồ-vật làm chứng.

Hễ có người phạm bị bắt đương-trường hay là bắt vì người khác cáo-giác đoan-chắc, thì người có chức-trách ấy phải lo sự giải-nộp ngay cho quan tòa-án.

Điều thứ 10. — Quan tòa-án sơ-cấp đã thụ-lý một việc gì thuộc về khinh-tội, trọng-tội, phải lập-tức trình quan tòa-án tỉnh, và thân-hành xét hỏi, việc trọng-tội hay là khinh-tội ấy có thực không và thu lại các chứng-cớ nên biết cho rõ ra sự-thực.

Lúc nào có việc nhân-mạng, thì quan-án sơ-cấp phải thân-hành ngay đến chỗ trí-mệnh mà chăm-lo về việc giữ-gìn nguyên-tích, không cho di-dịch, đợi đến khi sự khám-nghiệm đúng phép đã làm biên-bản xong rồi ; trừ ra khi nào cần phải cứu người bị-thương chưa chết thì không kể.

Phạm những việc quan-án sơ-cấp đã xét hỏi trong khi đi khám-nghiệm lấy thì phải làm biên-bản nói rõ từng điều một mà trình với quan-án tỉnh.

Điều thứ 11. — Cái trách-nhiệm đốc-biện việc dự-thăm về trọng-tội và khinh-tội ở trong tỉnh-hạt, thì duy quan-án tỉnh mà thôi, mà quan-án ấy thụ-lý, bởi mấy cớ như sau này :

Soit directement par une plainte de la personne intéressée ;

Soit par la dénonciation d'un tiers ;

Soit par l'autorité provinciale ;

Soit par le juge du 1^{er} degré de juridiction, comme il est dit à l'article 10 ci-dessus ;

Soit par le Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin.

Le Juge peut être aussi saisi par le flagrant délit qui se produit devant lui.

Dès qu'il est saisi d'un crime ou d'un délit, le Juge du 2^{ème} degré de juridiction doit immédiatement procéder par délégué aux constatations nécessaires, ou requérir les autorités locales d'y procéder et de rechercher les auteurs du crime ou du délit, si elles ne l'ont déjà fait. En cas de meurtre ou homicide, il pourra ordonner que les lieux de crime seront laissés en l'état jusqu'à ce qu'il ait procédé par lui-même aux constatations.

Art. 12. — Les agents de la police rurale commissionnés, les chefs et sous-chefs de canton, les maires et leurs adjoints ont qualité, lorsqu'ils sont mandés par un juge de procéder à des constatations, pour se transporter au domicile du prévenu et pour y faire la perquisition et la saisie des objets qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité.

Les objets saisis seront emballés avec soin ; si faire se peut, ils seront mis dans une boîte, vase ou sac, sur lequel l'autorité ayant procédé à la saisie attachera une bande de papier scellée de son sceau.

Les Juges et leurs délégués ont toujours le droit, dans l'exercice de leurs fonctions, de requérir directement le concours de la force publique.

SECTION II

Des arrestations et de la détention préventive

Art. 13. — Hors les cas de crime ou de délit flagrant où tout particulier peut et doit même arrêter les inculpés et les conduire à l'autorité, et de dénonciation formelle ainsi qu'il est prévu à l'article 9 ci-dessus, aucune arrestation ne peut être opérée sans un ordre écrit du Juge.

L'ordre indiquera, s'il est déjà connu, le nom de la personne à appréhender et tous les renseignements permettant de la retrouver et de la reconnaître.

Il énoncera les motifs pour lesquels l'arrestation doit avoir lieu. Il sera daté et signé du Juge qui le délivre et revêtu de son sceau.

Art. 14. — Lorsque le ou les inculpés désignés dans l'ordre d'arrestation seront supposés être dans un autre arrondissement que celui où le crime ou le délit a été commis, le Juge provincial transmettra, sans délai, l'ordre d'arrestation au juge de cet arrondissement. Celui-ci fera faire immédiatement toutes les recherches nécessaires.

- 1^o là có đơn kiện của người đương-sự ;
- 2^o là có người khác cáo-giác ;
- 3^o là có tờ tư của quan tỉnh ;
- 4^o là có tờ trình của quan-án sơ-cấp như điều thứ mười đã nói ;
- 5^o là có tờ tư của quan Nam-án-thủ-hiến Bắc-kỳ ;
- 6^o là quan-án tỉnh cũng được thụ lý những việc phạm-tội mà mắt mình trông thấy.

Quan-án tỉnh đã thụ-ly một việc trọng-tội hay là khinh-tội rồi, phải thân-hành hay là phái-ủy làm các việc khám-nghiệm hay là sức cho chức-dịch sở-tại khám-biện và thám-sách người phạm.

Lúc nào có việc nhân-mạng quan-án tỉnh có thể sức cho làng sở tại chỗ trị-mệnh phải giữ chỗ ấy nguyên như lúc xảy ra việc phạm-tội không được di-dịch, đợi đến khi quan-án tỉnh đến khám-nghiệm.

Điều thứ 12. — Khi nào những viên có chức-frách về việc canh-sát trong địa-hạt, chánh phó tổng-ly, có lệnh-quan tòa-án sức đi khám-biện, có thể thân-hành đến chỗ người phạm ở mà tìm-kiếm tịch-thu những vật-kiện thuộc về việc án.

Phạm những đồ-vật đã tịch-thu rồi, phải gói cho kỹ, hoặc để ở trong cháp, trong bình, hay là trong bao, ngoài niêm phong một mảnh giấy, những người chức-dịch đi tịch-thu phải đóng triện vào.

Quan tòa-án hay là quan đại-ly của quan tòa-án có quyền được gọi binh-lực để làm giúp việc bản-chức mình.

TIẾT THỨ 2

Trát-nã và giam-cửu

Điều thứ 13. — Trừ ra khi nào người phạm bị bắt đương-trường hay là bị bắt vì có người cáo-giác đơan-chắc mà có thể nã-giải, như điều thứ 9 đã nói, thì không kể, còn không có lệnh quan án sức-nã thì không được bắt.

Trong trát-nã nếu có biết tên người phạm, thì phải viết rõ vào và kê hình-giạng người ấy, để tìm nhận cho dễ; trong trát lại phải nói qua cái duyên-cớ bị nã, và viết đủ niên-nguyệt-nhật, quan án ký tên và đóng dấu.

Điều thứ 14. — Khi nào người bị-nã đã có tên ở trong trát-nã, mà nghi rằng trốn đi hạt khác, thì phải chuyển-tư cho quan-án hạt ấy lập-tức sai người đi nã.

Si le ou les inculpés désignés dans l'ordre d'arrestation se sont réfugiés en territoire français (Hanoi, Haiphong), cet ordre devra toujours être transmis au Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin, qui prendra les dispositions nécessaires pour la recherche et, le cas échéant, la conduite du ou des inculpés au Juge chargé de l'instruction de l'affaire.

Si le ou les inculpés désignés dans l'ordre d'arrestation se trouvent sur la concession ou la propriété d'un Européen, l'ordre d'arrestation sera remis à l'Administrateur Chef de la province, ou à son Délégué, et sera exécuté à sa diligence.

Art. 15. — Après son exécution, l'ordre d'arrestation doit être retourné au Juge qui l'a délivré, en même temps que lui sont conduits les prévenus arrêtés. Il doit y être fait mention de la date et de l'heure de l'arrestation. Dans le cas où les prévenus n'auraient pu être arrêtés, mention en sera faite sur l'ordre d'arrestation, qui sera retourné au Juge.

Lorsqu'un prévenu sera conduit au Juge avant la délivrance de l'ordre d'arrestation, le Juge devra établir immédiatement cet ordre pour justifier l'état de détention préventive, si cette détention est maintenue.

SECTION III

De l'Instruction

Art. 16. — Toute personne arrêtée doit être interrogée dans les 24 heures qui suivront son arrestation par le Juge du 1^{er} ou du 2^{ème} degré devant lequel elle a été conduite et avertie de la prévention, dont elle est l'objet.

Cet interrogatoire et tous autres ultérieurs devront être consignés par écrit.

Lecture en sera ensuite donnée au prévenu qui signera avec le Juge qui a procédé à l'interrogatoire.

Mention sera faite s'il ne sait ou ne veut signer.

Art. 17. — Le Président du Tribunal provincial peut toujours charger le Juge de l'arrondissement dans lequel le crime ou le délit a été commis, de procéder à l'instruction de l'affaire.

Il pourra aussi déléguer pour procéder aux instructions son propre suppléant, s'il en existe un auprès de lui.

Mais dans tous les cas il demeurera responsable de la conduite de l'instruction

Art. 18. — Les témoins indiqués dans la plainte et toute personne que le Juge croirait utile d'entendre au cours de l'instruction seront convoqués.

Nếu người bị-nã trốn vào nhượng-địa nước Pháp, như thành phố Hà-nội Hải-phòng, phải tư trình quan Nam-án-Thủ-hiến Bắc-kỳ sức nã, nếu nã được, sẽ sức gửi giao cho quan án nguyên-thâm nhận xét.

Nếu người phạm trốn vào chỗ đồn-điền người Pháp, thì phải tư trình với quan Công-sứ hay là quan Đại-lý sức nã.

Điều thứ 15. — Cái trát nã đã thi hành rồi, phải giả lại quan tòa-án nguyên-thâm, và phải nộp luôn những người đã nã được. Nã được ngày nào hay là không nã được cũng phải biên vào trong trát.

Khi nào người phạm đã giải lên ở tòa-án trước khi có trát-nã, quan tòa định giam-cứu người phạm ấy, thì phải làm ngay một cái trát-nã cho phải phép.

TIẾT THỨ 3

•Dự-thâm

Điều thứ 16. — Những người bị-nã, sau khi bắt được trong 24 giờ đồng hồ, phải do quan-án sơ-cấp hay là quan-án đệ-nhi-cấp đương-đường xét hỏi, và hiểu-thị cái cơ bị-nã.

Những việc xét hỏi, phải chép ra một cái biên-bản.

Cái biên-bản ấy lại phải đọc cho người bị-nã biết. Người ấy cùng với quan tòa-án đều ký tên, nếu người ấy không biết ký hay là không muốn ký, trong tờ biên-bản cũng phải nói rõ.

Điều thứ 17. — Quan tòa-án tỉnh có thể ủy-thác cho quan án sơ-cấp ở chỗ có việc khinh-tội hay là trọng-tội sinh ra, để dự-thâm thay cho mình, được tiện việc xét-hỏi.

Nếu tòa-án tỉnh nào có quan trợ-biện, cũng có thể ủy-thác việc dự-thâm cho quan trợ-biện.

Nhưng dù thế nào quan-án tỉnh cũng phải giữ trách-nhiệm đốc-biện việc dự-thâm.

Điều thứ 18 — Phạm những người làm chứng đã kê rõ ở trong khống-trạng và những người mà quan tòa-án định cần phải hỏi đến, sẽ bị đòi.

Les citations à comparaître consistent dans un avertissement par écrit mentionnant sommairement les motifs de la convocation et la date de la comparution. Elles doivent être datées, signées par le Juge ou le Greffier, revêtues du sceau de la juridiction et adressées directement à l'intéressé ou bien au lý-trưởng de sa résidence.

La citation doit être rapportée au Juge par celui à qui elle était destinée et qui l'a reçue.

Si la personne citée n'a pu être trouvée, le lý-trưởng devra la mentionner sur la citation et la retourner au Juge.

Dans tous les cas, la citation doit être jointe au dossier de l'affaire.

Lorsque la personne citée est détenue, la citation lui est notifiée par le Gardien de la prison.

Art. 19. — Il est accordé aux témoins pour se présenter devant le Juge des délais suffisants en rapport avec leurs occupations habituelles et l'éloignement de leur domicile.

Après avoir été entendus et confrontés avec les prévenus et les parties, s'il y a lieu, ils seront congédiés immédiatement.

Art. 20. — Tout témoin régulièrement cité, qui s'abstient de comparaître sans motifs légitimes, peut y être contraint et encourt pour sa non comparution une amende d'une piastre à dix piastres et un emprisonnement d'un jour à 5 jours ou l'une de ces deux peines seulement.

Art. 21. — Dans le cas où une des parties, ou certains témoins ou prévenus résideraient dans une autre circonscription, les citations seront transmises au Juge de la circonscription où résident les personnes citées.

Art. 22. — Le Président du Tribunal provincial saisi peut aussi, pour toutes mesures d'information ou d'instruction qu'il estime utiles (enquêtes, expertises, perquisitions, saisies, constatations, visites des lieux, etc.) soit déléguer un des Juges du ressort de sa juridiction, soit commettre un chef de canton ou les autorités communales de la province, soit commettre rogatoirement un Juge d'un autre ressort.

Dans ce dernier cas, si le Juge délégué est un Juge provincial, il peut, à son tour subdéléguer un des Juges de son ressort ou commettre un chef de canton ou les autorités communales du lieu où la délégation doit recevoir son exécution.

Art. 23. — Toute délégation ou commission rogatoire doit être donnée par écrit.

Elle doit indiquer clairement l'objet qui la motive, et les actes à accomplir ou les questions à poser aux personnes à entendre.

Elle doit être datée, signée du Juge et revêtue de son sceau.

Hễ có đòi người nào phải dùng cái truyền-phiếu, nói qua vì có gì phải đòi và định ngày phải đến tòa, trong truyền-phiếu phải biên niên-nguyệt-nhật, và có chữ ký tên của quan tòa-án hay là quan lục-sự cùng đóng dấu tòa-án gửi ngay cho người bị đòi hay là giao cho lý-trưởng chỗ sở tại cũng được.

Người bị đòi đã nhận được cái truyền-phiếu ấy, phải thân-hành nộp giả quan tòa-án; còn như lý-trưởng nếu không gặp người bị-đòi thì phải biên rõ vào trong phiếu mà gửi về quan tòa-án.

Dù thế nào, cái truyền-phiếu ấy cũng phải dính vào trong án-bản-bút-lục.

Nếu người bị đòi là người đã phải giam, thì do người giám ngục tổng-đặt cái truyền-phiếu cho người ấy.

Điều thứ 19. — Đều cho tiện người làm chứng đến hầu, thì phải tùy theo nghề-nghiệp những người ấy và chỗ ở xa gần mà định cho cái kỳ hạn vừa-phải.

Sau khi người làm chứng đã khai hay là đã dối chất với người phạm cùng tại bên nguyên bị thì phải cho về ngay.

Điều thứ 20. — Phạm người làm chứng đã chiêu luật bị đòi, không có duyên cớ gì chính-đáng, mà cố ý không chịu xuất tịch, có thể bắt ép phải đến, và bắt phạt từ 1 đồng đến 10 đồng, phạt giam từ 1 ngày đến 5 ngày, hay là hai thứ phạt ấy chỉ chịu một thứ.

Điều thứ 21. — Nếu có người dương-sự hay là người làm chứng lay là người bị-cáo ở hạt khác, thì cái truyền-phiếu sẽ giao cho quan-tòa-án sở-tại những người ấy.

Điều thứ 22. — Phạm những việc dự-thăm như là: giám-định, sưu-sách, tịch-thu, kiểm-chứng, lý-khám, thì quan án-tỉnh đã thụ-lý có thể uỷ cho một quan tòa-án trong hạt mình hay là sức cho chánh-tổng lý-dịch làm thay, nếu những việc ấy phải cần làm ở hạt khác, thì uỷ cho quan án hạt khác làm.

Nếu quan án nhận sự uỷ-thác ấy là quan án tỉnh, thì có thể lại uỷ cho quan tòa-án thuộc-hạt hay là tổng-lý sở-tại làm.

Điều thứ 23. — Phạm uỷ-thác, phải bằng giấy trong giấy nói rõ cái duyên-cớ sự uỷ-thác, uỷ-thác việc gì, và các vấn-đề nên hỏi.

Trong giấy cũng phải biên niên-nguyệt-nhật, có quan tòa-án ký tên đóng dấu.

Art. 24. — Celui qui reçoit une commission rogatoire doit l'exécuter scrupuleusement et le plus rapidement possible.

Il peut être rendu disciplinairement responsable de sa négligence ou de son refus d'agir.

Art. 25. — Le Juge instructeur doit consigner par écrit les déclarations des parties et des témoins.

Art. 26. — La déclaration de chaque témoin et l'interrogatoire de chaque prévenu devront être écrits sur une feuille séparée. Chaque déclaration ou interrogatoire devra mentionner les noms, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et demeure du déclarant ou du prévenu, s'il est parent, ou allié et à quel degré, ou domestique de l'une des parties, reproduire exactement et complètement ses dires.

Art. 27. — La déposition devra mentionner également, lorsqu'il s'agit de témoin, que le témoin, de ce interpellé, a déclaré accepter la responsabilité des faits qu'il a articulés.

Lecture de la déclaration ou de l'interrogatoire sera ensuite faite au déposant, qui signera avec le Juge et l'écrivain si le Juge n'a pas écrit lui-même.

Si le témoin ou prévenu ne sait ou ne veut signer, il en sera fait mention.

Art. 28. — Toutes les déclarations et tous les interrogatoires sont joints en originaux au dossier de l'affaire.

Art. 29. — Les visites des lieux, l'analyse des matières suspectes ou l'expertise médico-légale, la confrontation des prévenus et des témoins, la désignation des experts, les réquisitions aux interprètes, médecins, sages-femmes, artisans, ouvriers, gardes et, d'une façon générale, toutes les vérifications et toutes les mesures propres à éclairer la cause, donneront lieu à procès-verbal dressé par celui qui aura instruit. Ce procès verbal sera joint au dossier.

Le Juge devra rechercher aussi les condamnations antérieures qu'auraient encourues les prévenus.

Art. 30. — Lorsqu'il aura été procédé à l'instruction par un Juge du 1^{er} degré à ce délégué, celui-ci au moment où il aura terminé sa mission, devra envoyer le dossier complet de l'affaire au Juge du 2^{ème} degré avec un rapport contenant l'exposé de l'affaire et ses conclusions.

Art. 31. — Du moment qu'il y aura charges ou présomptions suffisantes, le Président du Tribunal provincial déclarera par écrit que le ou les prévenus doivent être jugés, et il indiquera dans son ordonnance la prévention sous le coup de laquelle ils se trouvent placés.

Il fixera par la même ordonnance le jour de l'audience.

Điều thứ 24. — Phạm người nhận uỷ-thác phải làm cho cẩn-thận, chóng xong, nếu có sơ-xuất hay không chịu làm, thì chiếu theo quan-kỷ phải chịu trách-nhiệm.

Điều thứ 25. — Những khẩu-cung của người đương-sự và người làm chứng, quan án dự-thăm phải biên vào trong biên-bản.

Điều thứ 26. — Nời cung-khai của mỗi người làm chứng cùng nời chất vấn mỗi người bị cáo phải biên riêng ra từng tờ, lại biên rõ tên, tuổi, nghề-nghiệp, sinh-quán, trú-quán của các người ấy, nếu người làm chứng là thân-thuộc với người đương-sự hay là hôn-nhân hay là nô bộc, cũng phải nói rõ. Những nời cung-khai phải sao cho thật và cho đủ, không được khuyết-lược.

Điều thứ 27. — Cái tờ khẩu-cung của người làm chứng, phải nói rõ rằng người làm chứng ấy đã đoan-nhận cái trách-nhiệm đứng khai.

Những tờ khẩu-cung sẽ đọc cho người đứng khai biết, người ấy và quan tòa-án cùng ký tên. Nếu không phải quan tòa-án viết lấy thì người viết thay cũng phải ký-tên. Nếu người làm chứng hay là người đương-sự không biết ký-tên hay là không muốn ký-tên trong tờ cũng phải nói rõ.

Điều thứ 28. — Phạm những bản chính biên-bản và tờ lấy khẩu-cung, thì phải dính vào bút-lục việc ấy.

Điều thứ 29. — Những việc khám-xét, phải cần đến như là : lý-khám, sát-nghiệm, hay là dùng y-thuật mà xét, hay là bắt người bị-cáo đối-chất với người làm chứng, hay là bắt người giám-định, hay là phải lấy những người thông-ngôn, y-sinh, ôn-bà, công-tượng, thú-tốt, người nào làm việc gì, phải mỗi người làm một biên-bản, phụ dính vào án-kiện-bút-lục

Quan tòa-án lại phải xét xem người bị cáo khi trước đã có can án gì không.

Điều thứ 30 — Khi nào quan-án sơ-cấp đại-lý về việc dự-thăm đã làm xong rồi, phải đem các thứ bút-lục nộp lại quan-án tỉnh, và làm một tờ trình kể lại tình-trạng việc ấy và ý kiến của mình.

Điều thứ 31. — Khi nào có chứng-cớ đích-sắc hay là suy-trắc đủ lẽ rồi, thì quan-án tỉnh phải ra một cái giấy lệnh-chỉ, nói rõ người ấy đáng nghĩ-xử về tội nào.

Trong giấy lệnh-chỉ ấy thì cũng phải định ngày phiên tòa.

Art. 32. — Les ordonnances de non-lieu devront être communiquées au Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin qui dans les huit jours de leur réception pourra notifier qu'il fait opposition à l'ordonnance et faire citer le prévenu devant le tribunal pour y être jugé à sa requête.

Art. 33. — Lorsque l'affaire sera de la compétence d'une autre juridiction, le Juge ordonnera le renvoi de l'affaire devant la juridiction compétente, à laquelle il transmettra le dossier complet de l'affaire.

SECTION IV

Des preuves par écrit et des pièces à conviction

Art. 34. — Le plaignant ou dénonciateur, qui prétend faire la preuve par écrit, doit déposer l'original de la pièce devant faire preuve entre les mains du Juge en même temps qu'il formule sa plainte.

Toute pièce qui sera présentée après coup pourra être refusée.

Art. 35. — Les pièces à conviction remises par les parties ou saisies par l'autorité ayant constaté le crime ou le délit doivent être conservées par le Juge pour être mises à la disposition de la juridiction supérieure d'appel.

Les objets périssables et les animaux, qui ne pourront être conservés jusqu'à la décision de la juridiction supérieure, seront mis en garde ou vendus sur l'ordre du Juge, qui devra les décrire soigneusement dans un procès-verbal annexé au dossier.

SECTION V

Jugement

Art. 36. — Le jour et l'heure de l'audience publique du Tribunal jugeant en matière criminelle sont fixés par le Président du Tribunal provincial.

Les audiences correctionnelles des tribunaux provinciaux sont tenues à jour fixe une ou plusieurs fois par semaine.

Art. 37. — Le prévenu non détenu préventivement et les témoins que le Président du Tribunal jugera nécessaire faire déposer à l'audience seront convoqués dans la forme indiquée à l'article 18.

Điều thứ 32. — Người nào đáng được miễn-tố thì quan tòa-án có thể ra một cái lệnh-chỉ miễn-tố tha người ấy ngay, lại phải lấy cái bản sao lệnh-chỉ ấy trình với quan Nam-án-thủ-hiến.

Quan Nam-án-thủ-hiến được quyền kháng-cáo cái lệnh-chỉ ấy trong hạn tám ngày sau khi tiếp-nhận, mà xin tòa án đòi lại người miễn-tố để thẩm-cứu.

Điều thứ 33. — Khi nào việc án thuộc về quyền thẩm-phán một tòa án khác, thì quan án sẽ giao việc cho tòa-án có quyền ấy cùng với các thứ bút-lục.

TIẾT THỨ IV

Giấy-mả và đồ-vật làm tang-chứng.

Điều thứ 34. — Người nguyên-cáo hay là người cáo-giác, nếu nắm được giấy mả gì làm tang-chứng, thì phải đem nộp cho quan-án cùng với tờ khống-trạng.

Những giấy nộp về sau, quan tòa-án có thể bác đi.

Điều thứ 35. — Quan tòa-án phải giữ những tang-vật của người đương-sự đã nộp hay là của các viên-chức tịch-thu cho đến khi tòa Thượng-thẩm xét xử xong rồi.

Những vật gì không thể để lâu được và những súc-vật không nuôi được, thì có thể gửi-giữ hay là phát-mãi, nhưng phải biên cho kỹ từng thứ một vào trong biên-bản, phụ đính vào án-kiện-bút-lục.

TIẾT THỨ V

Vưng-an

Điều thứ 36. — Quan-án tỉnh sẽ định ngày giờ phiên-tòa để xử việc trọng tội.

Ngày giờ phiên tòa để xử việc khinh-tội thì có định-ký mỗi tuần lễ một lần hay là mấy lần.

Điều thứ 37. — Phạm những người bị-cáo không bị giam-cứu cùng những người làm chứng cần phải hỏi ngày phiên-tòa, thì chiếu theo điều thứ 18 đã nói mà đòi hỏi.

Il y aura au moins un délai de 3 jours entre la remise de la citation au prévenu et sa comparution devant la juridiction de jugement. Ce délai sera augmenté à raison d'un jour par trois myriamètres de distance.

Art. 38. — A l'audience, le Président du Tribunal procédera lui-même aux interrogatoires et confrontations entre les prévenus et les plaignants ou dénonciateurs, et les témoins dont la convocation aura été jugée utile. représentera les pièces à conviction et, s'il y a lieu, fera donner aux prévenus et aux parties lecture des procès-verbaux et pièces du dossier qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité.

Art. 39. — Il sera tenu des notes d'audience signées par le Président et relatant en détail les interrogatoires des prévenus, les déclarations des parties et des témoins entendus, ainsi que les confrontations et indiquant les pièces à conviction versées aux débats.

Après les débats, le prévenu sera invité par le Président du Tribunal à développer les moyens à l'appui de sa défense.

Art. 40. — La cause entendue, le Président du Tribunal prononcera la sentence dans la forme suivante :

PROTECTORAT DE L'ANNAM-TONKIN

« Au nom du Protectorat français et de Sa Majesté l'Empereur d'Annam

« Jugement du Tribunal de

« Aujourd'hui (date des jours, mois et an du calendrier français en toutes lettres et du calendrier annamite),

« Par devant nous (nom, prénoms du juge et des assesseurs) siégeant en audience publique,

« A comparu le nommé (nom, prénoms, âge, profession, domicile, « indiquer le village, le huyên, le phũ et la province d'origine du prévenu, s'il est marié, veuf ou célibataire, les noms de ses père et mère, « s'il a déjà été condamné, combien de fois et à quelles peines),

« Prévenu de (résumer clairement les faits reprochés au prévenu).

« Le prévenu a été interrogé et a présenté ses moyens de défense.

« Le plaignant (s'il y en a) et les témoins « (indiquer les noms, prénoms, âge, profession et domicile de chaque « témoin) ont été entendus dans leurs déclarations après avoir affirmé « qu'ils acceptaient la responsabilité de leur déclaration.

« Le prévenu a été confronté avec les témoins et a eu la parole « le dernier,

« Attendu que (exposer les charges de l'accusation) ;

Kể từ ngày giao truyền-phiếu cho người bị cáo ấy đến ngày đến hầu, ít ra cũng phải cho một cái hạn ba ngày, những người nào ở xa, cứ chiếu theo 30 ki-lô-mét, thì được thêm một ngày nữa.

Điều thứ 38. — Đương lúc phiên-tòa, quan-án tỉnh phải thành-hành tấn vấn và đối-chất những người can-phạm, người khống-tố hay là người cáo-giác và những người làm chứng nên đòi hỏi, lại bày ra những tang-vật, cũng có khi phải đọc những biên-bản và bút-lục, nên công-bố đề phát ra sự-thực.

Điều thứ 39. — Sẽ làm một cái biện-luận-biên-bản của quan chánh tòa-án ký tên vào, chép những nhời khẩu-cung của người đương-sự và người làm chứng hay là việc đối chất, lại chép số hiệu những tờ giấy đã tuyên-đọc và những tang-vật đã bày ra. Công-phán xong rồi, thì quan-chánh tòa-án truyền cho người can-phạm được viện lẽ mà chống cãi.

Điều thứ 40. — Việc thẩm-cứu xong rồi, quan-chánh tòa-án tỉnh chiếu theo cái mẫu ở sau này mà vưng án.

ĐẠI NAM QUỐC BẢO HỘ CHÁNH-PHỦ

« Thay quyền Chánh-phủ Bảo-hộ Đại-Pháp cùng đức Hoàng-Thượng
« Đại-Nam.

« Tòa-án tỉnh..... vưng-án

« Ngày.....tháng.....năm (biên theo lịch tây cùng lịch
« an-nam..... (những chữ số niên-nguyệt-nhật phải viết cả chữ,
« không được biên bằng số), ở trước bản-chức (biên tên quan-án và
« quan bồi-thẩm) mở phiên-tòa công ;

« Hiện có tên..... (chỉ rõ tên, tuổi, nghề-nghiệp, trú-quán,
« nguyên-quán, ở tỉnh, phủ, huyện, tổng xã nào, đã lấy vợ hay chưa
« vợ, vợ còn sống hay chết, tên bố mẹ là gì, còn hay chết, gia-sản thế
« nào, trước có can-án hay không, can-án mấy thứ và can về tội gì).

« Nay can về tội..... (nói qua tội người can-phạm) ;

« Người phạm ấy đã đem ra tra-hỏi, và nó đã bày tỏ các lẽ
« chống cãi ;

« Người nguyên-cáo (hoặc có thì biên) và những người làm
« chứng (chỉ rõ tên, tuổi, nghề nghiệp, trú-quán từng người một) đã
« đoan-nhận cái trách-nhiệm đứng khai ;

« Người phạm đã đối-chất với người làm chứng, và được nói
« sau cùng ;

« Xét ra (nói về tội người bị cáo) ;

« Attendu que (exposer les moyens de défense du prévenu);
« Attendu qu'il en résulte preuves suffisantes que X..... s'est
« rendu coupable d'avoir à.....(lieu du crime ou délit) le..... (date),
«(indication du fait poursuivi);
« Que ce fait est prévu et puni par l'article ou les
« articles (reproduire exactement le texte visé)
« (s'il existe des circonstances atténuantes, les mentionner);

« Par ces motifs,

« Condamne X..... à.....(peine prononcée) par applica-
« tion du texte précité ;
« Ordonne la restitution au légitime propriétaire des objets saisis
« ou ordonne la confiscation des objets saisis (les énumérer).
« Le présent jugement a été rendu le..... (date).
« Le condamné a été mis en état d'arrestation le (date de l'arres-
« tation). »

En cas d'acquiescement :

« Attendu qu'il ne résulte pas de preuves suffisantes que X.....
« se soit rendu coupable d'avoir à (lieu du crime ou délit) le.... (date,
« heure),.....(indication du fait poursuivi) ;

« Par ces motifs,

« L'acquiesce, ordonne sa mise en liberté immédiate (s'il n'est retenu
« pour autre cause).
« Immédiatement après le prononcé du jugement, les parties ont
« été avisées qu'elles avaient un délai de jours pour en
« interjeter appel ».

Art. 41. — Le jugement doit être l'œuvre personnelle du Président du Tribunal qui le prononce.

L'original doit être daté et signé de sa main, et revêtu de son sceau.

En toutes matières, le Juge peut condamner la partie qui succombe à payer de justes indemnités aux personnes auxquelles a été causé un préjudice quelconque par l'infraction ou la poursuite.

Les frais de la poursuite sont aussi mis à la charge du condamné : en cas d'acquiescement ils pourront être mis à la charge du plaignant ou dénonciateur calomnieux.

« Xét ra (nói các người phạm chống-cãi);

« Xét ra các lẽ nói ở trên, chứng-cớ đã đủ, do tên.....ngày....
« tháng.....năm..... ở xử.....can-phạm về tội.....

« Xét ra tội ấy thuộc về điều thứ. (phải lục hết những
điều luật đã dẫn ra, nếu có tình-trạng nên giảm nhẹ, cũng phải nói
rõ);

« Vì các lẽ ấy :

« Chiều các điều luật đã kê ở trên, bản-chức kết án cho tên.....
« bị phạt.....;

« Sức giao giả hay là sức tịch-một những đồ-vật áp-thu (kê tên
« những đồ-vật ấy).

« Án này đã hoàn-kết tại ngày..... tháng..... năm.....

« Người can-phạm đã tống-giam từ ngày.... tháng.... năm.... »

Nếu xét ra vô-can thì chiếu như mẫu này :

« Xét ra các lẽ ở trên, chứng-cớ không đủ, do tên.....ngày....
« tháng..... năm..... ở xử..... không can về việc.....

« Vì lẽ ấy :

« Chuẩn cho tên..... miễn nghị và được tha ngay, trừ ra nếu có
« bị-giam tại tình-tiết khác không thuộc về án này.

« Sau khi đọc án bản-chức lập-tức hiệu-nghị các người đương-
« sự đề cho các người ấy biết rằng được hạn..... ngày tròn đề
« kháng-cáo ».

∴

Điều thứ 41. — Án văn thì quan-án phải tự mình làm lấy.

Cái bản-chính án-văn thì phải có quan-chánh-tòa-án ký tên và đóng
dấu.

Không cứ án tội bực nào, quan án có thể bắt người bị-tội phải
bồi phí-tồn sừng đáng cho người tổn-hại.

Các khoản lệ-phí về việc thăm-cứu, cũng bắt người bị-tội phải
chịu, nếu người bị-cáo vô-can, thì những khoản lệ-phí ấy, có thể
bắt người nguyên-cáo hay là người vu-cáo phải chịu.

SECTION VI

Jugement de défaut et opposition

Art. 42. — Lorsque le prévenu ne comparaitra pas dans les délais de la citation devant la juridiction saisie en première instance ou en appel, il sera jugé par défaut.

La condamnation par défaut sera non avenue si, dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par trois myriamètres, celui-ci forme opposition par déclaration au Président de la juridiction qui aura prononcé le jugement. Elle devra toujours être transcrite immédiatement sur un registre à ce destiné déposé au Greffe.

Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement ou de l'arrêt que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine.

A défaut de domicile actuel connu, la signification sera faite à la maison commune de la dernière résidence du prévenu.

Art. 43. — L'opposition emportera de droit citation à la première audience de la juridiction qui aura prononcé la décision de défaut. Si l'opposant ne comparait pas, la décision rendue sur l'opposition ne pourra plus être attaquée par la partie qui l'aura formée que par l'appel.

CHAPITRE III

Recours contre les jugements

SECTION I

Appel

Art. 44. — Après avoir prononcé le jugement, le Juge avertit les parties ou le prévenu de la faculté qui leur est accordée de faire appel et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit. Mention de l'accomplissement de cette formalité est faite dans le jugement à peine de nullité.

Appel peut être formé :

- 1^o contre les jugements des tribunaux du 1^{er} degré prononçant une peine d'emprisonnement ;
- 2^o contre les jugements en premier ressort des tribunaux du 2^{me} degré.

TIẾT THỨ VI

Về án khuyết-tịch (Thiếu-mặt)

Điều thứ 42. — Khi người cáo-phạm trong hạn thời-cứu, không đến trình diện tòa sơ-thẩm hay là tòa thượng-thẩm mà đã thụ-lý việc mình, sẽ chiếu lệ khuyết-tịch mà kết án.

Sau khi lục tổng cái án ấy cho chính-thân hay là trú-quán người bị-tội trong hạn năm ngày và cứ chiếu đường xa 30 ki-lô-met gia thêm một ngày, mà người ấy đã trình với quan-án xin kháng án, thì án khuyết-tịch ấy vô-hiệu.

Sự thỉnh-cầu kháng-án ấy thì phải biên ngay vào sổ riêng ở phòng lục-sự.

Nhưng khi nào cái giấy lục-tổng ấy không giao cho chính thân người bị tội, hay là không có một việc thi-hành gì, để làm chứng-cớ rằng người ấy đã biết cái án đó, thì cho người ấy được cái quyền kháng án đến khi thời-hiệu thi-hành đã tiêu-duyet.

Nếu không biết trú-quán hiện-tại của người bị tội thì giao cái giấy lục-tổng ấy cho nhà hương-hội chỗ người ấy ở sau cùng.

Điều thứ 43. — Sự khai chống-án tức cho như là sự thời-cứu về phiên-tòa kế đó, nếu đến phiên ấy mà không xuất-tịch, thì sự kháng-án ấy vô-hiệu.

Cái án lập ra sau khi kháng-án khuyết-tịch rồi, thì người ấy không được xin kháng-án nữa, chỉ được kháng-cáo mà thôi.

CHƯƠNG THỨ III

Thượng cáo

TIẾT THỨ I

Kháng-cáo

Điều thứ 44. — Sau khi quan chánh tòa-án đã tuyên-án rồi, phải hiểu-thị cho người đương-sự biết cái kỳ-hạn có quyền kháng-cáo, sự hiểu-thị ấy phải chép vào trong án văn, nếu không thì án ấy vô-hiệu.

Có thể xin kháng-cáo những án như sau này :

1. Những án vi-canh phạt-giam của tòa án sơ-cấp ;
2. Những án sơ-thẩm của tòa án tỉnh ;

Art. 45. — L'appel d'un jugement de simple police prononçant une peine d'emprisonnement doit être formé par déclaration au Juge ou au greffier de la juridiction du 1^{er} degré dans les trois jours qui suivent le prononcé du jugement.

Cet appel est porté devant le tribunal provincial, qui peut juger sur pièces, et dont le jugement sera en dernier ressort.

Art. 46. — En ce qui concerne les parties, l'appel des jugements du tribunal du 2^{ème} degré doit être formé par déclaration au Président ou au Greffier de cette juridiction dans un délai de trois jours après le prononcé du jugement.

L'appel formé par le Chef du Service de la Justice indigène est notifié aux prévenus dans le mois de la réception à son Parquet à Hanoi de l'extrait du registre des jugements, dont l'envoi est prescrit à l'article 93.

Tout condamné qui demande à former appel doit être immédiatement conduit devant le Président du tribunal qui l'a condamné.

Art. 47. — L'appel des jugements des tribunaux du 2^{ème} degré sera jugé sur le rapport d'un membre du tribunal du 3^{ème} degré dans le mois à compter du jour de la réception du dossier au Greffe de cette juridiction ou au Parquet du Chef du Service de la Justice indigène à Hanoi.

Art. 48. — Les dossiers qui seront soumis à la juridiction du 3^{ème} degré devront contenir avec une expédition du jugement les pièces de l'information, les pièces et documents produits.

Art. 49. — Pendant les délais d'appel et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement ; toutefois la détention préventive régulièrement ordonnée sera maintenue.

Art. 50. — La juridiction du 3^{ème} degré statue sur pièces, sauf lorsque les parties ou les prévenus auront demandé à comparaître devant elle, ou lorsqu'elle aura estimé leur comparution utile.

En matière criminelle, l'accusé devra toujours être convoqué devant la juridiction du 3^{ème} degré pour être entendu en ses moyens de défense.

SECTION II

De l'annulation

Art. 51. — Le délai de pourvoi en annulation contre les jugements des juridictions du 1^{er} et du 2^{ème} degré rendus en dernier ressort sera pour les parties de trois jours francs après celui où le jugement aura été prononcé.

Điều thứ 45. — Kháng-cáo về án vi-cảnh phạt-giam, thì phải trình khai quan-án hay là quan lục-sự tòa án sơ-cấp trong hạn ba ngày sau khi tuyên-án. Quyền phúc-thăm thì thuộc về tòa án tỉnh. Tòa-án tỉnh có thể xét bằng bút-lục. Sự phúc-thăm của tòa-án tỉnh tức cho là chung-thăm.

Điều thứ 46. — Kháng-cáo về án sơ-thăm của tòa-án tỉnh thì người đương-sự phải trình-khai quan-án hay là quan lục-sự tòa ấy trong hạn ba ngày sau khi tuyên-án.

Khi nào quan Nam-án-thủ-hiến đứng kháng-cáo, thì trong một tháng phải lục-tổng cho người bị-cáo hay là người bị tội biết, kể bắt đầu từ ngày phòng giấy quan Nam-án-thủ-hiến tiếp nhận tờ án-bản trích-lục ấy chiếu theo điều thứ 93 nói ở sau này. Người bị-tội ở tù mà xin kháng-cáo, thì phải đưa đến trước quan chánh tòa-án đã kết-án.

Điều thứ 47. — Kháng-cáo các án của tòa án tỉnh thì tòa Thượng-thăm ủy một viên xét trước bút-lục, rồi đệ tờ trình, bấy giờ tòa mới thăm xét, cả thấy hạn một tháng sau khi tòa Thượng-thăm hay là buồng giấy quan Nam-án-thủ-hiến tiếp được bút-lục về việc án ấy.

Điều thứ 48. — Trong bút-lục đệ lên tòa Thượng-thăm phải có một bản sao cái án, các giấy mà về việc xét án, cùng những chứng-thư đã trình trong khi xét án.

Điều thứ 49. — Trong hạn kháng-cáo và đương lúc xét việc kháng-cáo, trừ ra sự giam-cửu thì không kể, còn sự thị-hành cái án ấy sẽ đình-hoãn.

Điều thứ 50. — Tòa Thượng-thăm thường xét bằng bút-lục, trừ khi người đương-sự và người can-phạm xin lên tòa trịnh-diện hay là tòa thượng-thăm xét nên đòi hỏi thì không kể. Nhưng mà thuộc về trọng-tội, bao giờ cũng phải đòi người can-phạm đến để cho được viện-lý chống-cãi.

TIẾT THỨ II

Sự tiêu-án

Điều thứ 51. — Cái kỳ-hạn chuẩn cho người đương-sự được xin tiêu những án tòa sơ-cấp hay là tòa đệ-nhi-cấp đã chung-thăm, thì được ba ngày tròn kể bắt đầu từ ngày tuyên-án.

Art. 52. — Pendant ce délai, et s'il y a eu recours jusqu'à la réception de l'arrêt du Tribunal supérieur, il sera sursis à l'exécution du jugement sauf, toutefois, en matière de simple police.

Art. 53. — Le délai imparti au Chef du Service de la Justice indigène pour se pourvoir en annulation contre les jugements en dernier ressort est de 2 mois à dater du jugement.

Art. 54. — Le recours en annulation du Chef du Service de la Justice indigène devra être notifié au prévenu.

Art. 55. — La déclaration de recours sera faite par les parties au Juge du Tribunal qui aura prononcé le jugement attaqué.

Art. 56. — Le recours en annulation ne peut être exercé que pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Art. 57. — La partie qui succombera dans son recours en annulation sera condamnée à une amende de 30 piastres. Le Chef du Service de la Justice indigène est dispensé de l'amende.

Art. 58. — Les recours en annulation seront examinés et délibérés en Chambre du Conseil par le Tribunal suprême à Hanoï qui jugera et statuera sur pièces.

Art. 59. — A dater du pourvoi, les parties ou prévenus, par eux-mêmes ou par un avocat-défenseur, pourront fournir au Tribunal suprême tous mémoires qu'ils estimeront convenables sans que, cependant, l'arrêt puisse être retardé.

Art. 60. — Le pourvoi en annulation dans l'intérêt de la loi du Chef du Service de la Justice indigène pourra être formé en dehors des délais spécifiés ci-dessus, mais l'annulation, si elle est prononcée, le sera sans renvoi et ne pourra profiter aux parties.

Art. 61. — Lorsque le Tribunal Suprême annulera un jugement, il renverra les pièces devant la première juridiction, qui devra se conformer à sa décision sur le point de droit jugé par lui.

Art. 62. — Si le jugement de la juridiction de renvoi est conforme à la décision du Tribunal Suprême, le pourvoi qui sera formé contre jugement sera déclaré irrecevable.

Điều thứ 52. — Trong hạn ấy như có xin tiêu-án, thì có thể đình hoãn việc thi-hành đến khi có cái thăm-định của tòa Thượng-thẩm, trừ ra thuộc về việc vi-cảnh không theo lệ này.

Điều thứ 53. — Quan Nam-án-thủ-hiến xin tiêu-án chung-thăm, thì được hạn trọng hai tháng, kể từ ngày tuyên-án.

Điều thứ 54. — Sự xin tiêu-án của quan Nam-án-thủ-hiến thì phải cho người can-phạm biết.

Điều thứ 55. — Người đương-sự xin tiêu-án thì phải ra trình với quan chánh tòa-án đã kết cái án ấy.

Điều thứ 56. — Chỉ có vi lạm-quyền hay là vi việť-quyền hay là vi vi-luật thì mới được xin tiêu-án.

Điều thứ 57. — Người xin tiêu-án mà thua kiện, thì phải phạt bạc 30 đồng, nếu người xin tiêu-án ấy là quan Nam-án-thủ-hiến thì không có lệ phạt.

Điều thứ 58. — Sự xin tiêu-án thì do tòa Thượng-thẩm ở Hà-nội chỉ xét bằng bút-lục mà xử trông buồng nghị-sự.

Điều thứ 59. — Từ ngày xin tiêu-án, những người đương-sự có thể thân-hành hay là mượn thầy kiện trình ra các giấy thuyết-minh cho tòa Thượng-thẩm xét, nhưng mà không được nhân đó mà hoãn lại sự thăm-định.

Điều thứ 60. — Quan Nam-án-thủ-hiến muốn giữ gìn cho pháp-luật mà xin tiêu-án, thì có thể xin ngoài hạn trên kia cũng được, nhưng nếu đã được tiêu-án thì không được giao cho một tòa án khác xét lại, người đương-sự cũng không được lợi-dụng sự tiêu-án ấy.

Điều thứ 61. — Tòa Thượng-thẩm đã tiêu-án rồi, thì những án-bản-bút-lục sẽ giao lại tòa án nguyên-thăm.

Tòa-án nguyên-thăm phải tuân-chiếu trong luật-ý của tòa Thượng-thẩm đã định và xử.

Điều thứ 62. — Nếu án giao cho một tòa khác xử mà hợp với luật-ý của tòa Thượng-thẩm, thì không được phép chống án nữa.

CHAPITRE IV

Exécution des jugements

Art. 63. — La minute de chacune des décisions de justice relative aux affaires indigènes du Tonkin sera signée par les Juges et le Greffier. Il ne pourra être délivré expédition ou extrait d'un jugement avant qu'il n'ait été signé.

Art. 64. — Les extraits de jugements définitifs en matière de simple police et en matière correctionnelle ou criminelle sont visés pour exécution par le Juge qui les a prononcés.

Les extraits des jugements du tribunal du 3^{ème} degré sont visés pour exécution par le Chef du Service de la Justice indigène.

Art. 65. — Sauf le cas de l'article 91 ci-après, l'exécution des décisions de justice indigène en matière de simple police, correctionnelle ou criminelle aura lieu dans les 24 heures qui suivront l'expiration des délais de pourvoi.

Tout condamné à une peine privative de la liberté devra être élargi lorsque la peine prononcée se trouvera absorbée par la détention préventive avant la décision du tribunal du 3^{ème} degré.

Art. 66. — Tout condamné ayant à subir une ou plusieurs peines privatives de la liberté, pourra, après avoir accompli la moitié de sa peine être mis conditionnellement en liberté. Cette disposition ne sera pas applicable aux récidivistes.

La mise en liberté conditionnelle pourra être révoquée en cas d'inconduite habituelle ou publique ou d'infraction aux conditions spécialement exprimées dans le permis de libération. La réintégration du libéré aura lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération.

Les décisions portant libération conditionnelle ou révocation de cette mesure bienveillante seront prises par le Résident Supérieur sur la proposition du Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin.

Art. 67. — Tout individu acquitté par un tribunal indigène devra être mis immédiatement en liberté, sans qu'il soit nécessaire que le délai, qui est donné au Chef du Service de la Justice indigène pour interjeter appel, soit expiré.

Art. 68. — Les extraits des jugements portant condamnation à l'amende seront adressés pour exécution à l'autorité provinciale.

CHƯƠNG THỨ IV

Sự thi-hành.

Điều thứ 63. — Những án-bản thi phải có quan chánh tòa-án và quan lục-sự ký tên vào. Khi chưa ký tên, không được sao hay là trích-lục.

Điều thứ 64. — Cái trích-lục những án chung-thầm thuộc về việc vi-cảnh hay là khinh-tội trọng-tội thì do quan-án đứng kết án ấy phê-chuẩn cho được thi-hành.

Cái trích-lục thuộc về thãm-định tòa Thượng-thầm, thì do quan Nam-án-thủ-hiến phê-chuẩn cho được thi-hành.

Điều thứ 65. — Những án vi-cảnh hay là khinh-tội, trọng-tội thì trong hai mươi bốn giờ đồng-hồ sau khi hạn chống-án đã mãn, phải thi-hành ngay, trừ ra thuộc về cái lệ ở trong điều thứ 91 sau này không kể.

Phạm tội phạt giam, nếu trước khi tòa Thượng-thầm phán-quyết mà chịu giam-cứu đã đủ hạn phạt, thì phải tha ngay.

Điều thứ 66. — Nếu người bị phạt-giam đã chịu được một nửa hạn phạt, có thể tha tạm, nhưng mà cái lệ ấy không thi-hành cho người tái-phạm.

Phạm người được tha tạm, nếu công-nhiên làm sự bất-thiện hay là làm trái điều-lệ đã định trong lệnh tha-tạm ấy, thì cứ chiếu trong hạn phạt chưa chịu đủ, lại đem giam nữa.

Phạm sự tha-tạm hay là sự đìph-bãi cái lệnh tha-tạm ấy, do quan Thống-sứ chiếu nhờ xin quan Nam-án-thủ-hiến mà định.

Điều thứ 67. — Người nào mà tòa-án đã kết án vô-can thì phải tha ngay, không phải đợi đủ hạn quan Nam-án-thủ-hiến kháng-cáo.

Điều thứ 68. — Phạm trích-lục những án-kiện phạt bạc, phải tư-giao cho quan tỉnh thi-hành.

La partie au profit de laquelle le prévenu aura été condamné à payer des dommages et intérêts ou à opérer des restitutions, en cas de non-paiement ou de non restitution volontaires de la part du condamné, fera exécuter la décision rendue à son profit, ainsi qu'il est spécifié au Code de procédure civile et commerciale applicable devant les juridictions indigènes du Tonkin.

Art. 69. — Lorsqu'il y aura lieu de recourir à la contrainte par corps pour le paiement de l'amende, des frais de justice et des dommages et intérêts et restitutions, seront observées les prescriptions sur la matière inscrites dans le Code Pénal applicable devant les juridictions indigènes du Tonkin.

CHAPITRE V

De la Revision

Art. 70. — La revision d'un procès pourra être demandée, en matière criminelle et correctionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée, dans chacun des cas suivants :

1^o Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

2^o Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit un nouveau jugement aura condamné, pour le même fait, un autre accusé ou prévenu, et que les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné ;

3^o Lorsqu'un des témoins entendus aura été postérieurement à la condamnation poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu.

Le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux délats.

4^o Lorsque, après une condamnation, un fait nouveau viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné.

Art. 71. — Le droit de demander la revision appartiendra dans les trois premiers cas :

1^o au Chef du Service de la Justice indigène ;

2^o au condamné ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal ;

Khi nào trong án bắt người can-phạm bởi tòn-phí hay là đồ-vật cho người được kiện, mà cố ý không chịu bồi thì người được kiện ấy được chiếu theo phép dân-sự tố-tụng mà xin thi-hành.

Điều thứ 69. — Sự bắt bỏ tù nợ vì không giả các khoản bạc-phạt, lệ-phí, tòn-phí, thường-hoàn, thì chiếu trong hình-luật mà thi-hành.

CHƯƠNG THỨ V

Tái-thăm

Điều thứ 70. — Những án trọng-tội, khinh-tội không cứ là của tòa-án nào xử và phạt về hình-mục gì, đều có thể xin tái-thăm trong những khi như sau này :

1° là sau khi án nhân-mạng đã kết, mà có các thứ chứng-chỉ đủ làm chứng rằng người ấy chưa chết ;

2° là sau khi án trọng-tội hay là khinh-tội đã kết, lại có cái án kết người phạm khác mà cũng một việc ấy, thế thời đủ chứng rằng có một người bị-oan ;

3° là sau khi án đã kết rồi mà có một người làm chứng về cái án ấy bị xử tội giả-chứng để làm-hại người bị cáo.

Khi tái-thăm, người làm chứng ấy không được lại làm chứng nữa.

4° là sau khi án đã kết rồi, mà phát ra một việc hay là tìm ra được cái giấy gì mà khi trước chưa biết, đủ làm chứng rằng người phạm bị-oan.

Điều thứ 71. — Từ khoản thứ 1 đến khoản thứ 3 thuộc về điều trên đã nói, người có quyền xin tái-thăm, kê ra sau này :

1° là quan Nam-án-thủ-hiến Bắc-Kỳ ;

2° là người bị-tội. Nếu người bị-tội ấy không thể tự xin được thì người thay mặt theo pháp-luật đứng xin cho cũng được ;

3^o après la mort ou en cas d'absence du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses héritiers ou légataires, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse;

Dans le 4^e cas au Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin seul qui statuera après avoir pris l'avis d'une commission composée de deux magistrats français de la Cour d'Appel et d'un Avocat-défenseur désignés par lui au commencement de chaque année.

Des suppléants pourront être désignés dans les mêmes conditions ou au cours de l'année pour remplacer les membres de la Commission absents ou empêchés. Ils pourront, à défaut de membres de la Cour d'Appel, être choisis parmi les magistrats des tribunaux du ressort.

Art. 72. — Les avis de la commission sont secrets et ne peuvent être donnés qu'au Chef du Service de la Justice indigène.

Art. 73. — Le Tribunal du 3^{ème} degré sera saisi par le Chef du Service de la Justice indigène soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas.

La demande sera non recevable si le Tribunal du 3^{ème} degré n'en a pas été saisi dans le délai d'un an à dater du jour où le Chef du Service de la Justice indigène ou les parties auront connu le fait donnant ouverture à revision.

Si le jugement n'a pas été exécuté l'exécution sera suspendue de plein droit à partir de la transmission de la demande au Tribunal du 3^{ème} degré.

Si le condamné est en état de détention, l'exécution peut être suspendue sur l'ordre du Chef du Service de la Justice indigène, jusqu'à ce que le Tribunal du 3^{ème} degré ait statué.

Art. 74. — En cas de recevabilité, si l'affaire n'est pas en état, le Tribunal du 3^{ème} degré procédera directement ou par commission rogatoire à toutes enquêtes sur le fond, confrontation, reconnaissance d'identité, interrogatoire et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

Lorsque l'affaire sera en état, si le Tribunal du 3^{ème} degré reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, il annulera les jugements et tous actes qui feraient obstacle à la revision; il fixera les questions qui devront être posées et renverra les accusés ou prévenus devant un Tribunal autre que celui qui a primitivement connu de l'affaire.

3^o Nếu người bị-tội đã chết thì quyền ấy thuộc về vợ hay là chồng, con, cha, mẹ, người thừa-tự, người thụ-gi của người ấy, hay là người nào đã được người ấy ủy-thác phân-minh cho việc ấy.

Còn khoản thứ tư thuộc về điều trên đã nói, chỉ có quan Nam-án-thủ-hiến có quyền xin tái-thăm, nhưng mà quan Nam-án-thủ-hiến phải hỏi ý một hội-đồng đặt ra về việc ấy, mới có thể quyết-định được. Hội-đồng ấy có hai viên quan-án Pháp ở tòa Thượng-thăm, và một viên thầy kiện, cứ đến đầu năm, do quan Nam-án-thủ-hiến cử để lập hội-đồng.

Đầu năm hay là trong năm, cũng có thể chọn đặt viên dự-bị, để thay các viên trong hội-đồng có viên nào đi vắng hay là bận việc. Nếu tòa Thượng-thăm thiếu người, thì có thể chọn những viên dự-bị ấy ở các tòa-án sơ-thăm.

Điều thứ 72. — Phạm ý-kiến của hội-đồng, phải giữ cho bí-mật, chỉ có thể đạt cho quan Nam-án-thủ-hiến mà thôi.

Điều thứ 73. — Tòa Thượng-thăm thụ-lý là vì quan Nam-án thủ-hiến đứng xin; sự xin ấy hoặc tự mình, hoặc vì người đương-sự mà viện các lý-do ở trong ba khoản đầu thuộc về điều thứ 70 đã nói.

Nếu trong hạn một năm kể từ khi quan Nam-án-thủ-hiến hay người đương-sự phát-giác ra cái việc có thể xin tái-thăm được mà không xin thì tòa Thượng-thăm sẽ không chấp đơn xin nữa.

Nếu án chưa thi-hành, thì từ khi đơn xin tái-thăm đệ lên tòa Thượng-thăm tạm đình thi-hành.

Nếu người can-phạm đương bị-giam, có thể do quan Nam-án-thủ-hiến khiến tạm-đình sự giam cho đến khi tòa Thượng-thăm phán-quyết.

Điều thứ 74. — Nếu thụ-lý rồi mà việc ấy cần nên dự-thăm nữa, thì tòa Thượng-thăm tự mình làm hay là ủy-thác cho tòa khác làm những việc thăm-cứu như là đối-chất, cứu căn-cứ, cứu-vấn và những phương-kế để tìm-tòi lấy sự thực.

Nếu dự-thăm xong rồi mà tòa Thượng-thăm xét ra có thể đối-tịch phán-quyết, thì sẽ tiêu cả các án-vụ cũ có thể ngăn-trở việc tái-thăm, rồi định lại các vấn-đề nên hỏi, và đem những người can-phạm giao cho một tòa-án khác xét lại.

Art. 75. — Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès, ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, le Tribunal du 3^{ème} degré, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond, sans annulation préalable ni renvoi, en présence des parties ou de leurs représentants dûment convoqués.

Dans ce cas, elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement prononcée et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts.

CHAPITRE VI

Liberté provisoire

Art. 76. — Le Juge, au cours de l'instruction ou avant les débats, pourra ordonner que l'inculpé sera mis provisoirement en liberté à charge par lui de prendre l'engagement de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis.

La mise en liberté provisoire pourra être subordonnée au versement, par l'inculpé ou un tiers, d'un cautionnement en espèce. Ce versement sera effectué à la caisse du percepteur de la province sur ordre de recette délivré par le Résident.

Lorsque le jugement sera devenu définitif, le cautionnement sera restitué à la personne qui l'aura versé.

Le cautionnement sera acquis au budget local du moment qu'il aura été constaté dans le jugement que l'inculpé, sans motif légitime d'excuse, ne s'est pas présenté à quelque acte de la procédure ou pour l'exécution du jugement.

Art. 77. — En cause d'appel, la mise en liberté provisoire pourra être accordée par la Juridiction d'appel.

Lorsque celle-ci subordonnera la mise en liberté provisoire au versement, par l'inculpé ou par un tiers, d'un cautionnement en espèce, ce versement sera opéré au Greffe. Le Greffier en fera ensuite la remise au Trésor au compte du budget local si le jugement constate que l'inculpé, sans motif légitime d'excuse, ne s'est pas présenté à quelque acte de la procédure ou pour l'exécution du jugement, et hors ces cas, restitution de son cautionnement sera faite au déposant, lorsque l'arrêt sera devenu définitif.

Art. 78. — En toutes matières, le Chef du Service de la Justice indigène peut autoriser la mise en liberté provisoire avec ou sans caution des justiciables des tribunaux indigènes

Điều thứ 75. — Khi nào một người hay là mấy người can-phạm đã chết rồi, hay là thiếu mặt, hay thời-hiệu đã tiêu-duyet, tòa Thượng-thẩm xét ra không có thể đối-tịch-phán-quyết, thì khi ấy sẽ nghĩ-xử ngay trước mặt người đương-sự hay là người thay mặt người đương-sự, không cần phải thủ-tiêu trước và không cần phải giao cho tòa án khác xét.

Khi ấy, tòa ấy sẽ thủ-tiêu cái oan-án đã kết ngày trước, và tùy xem có pên thì xóa bỏ cái tội-danh của người đã chết.

CHƯƠNG THỨ VI

Tha-tạm

Điều thứ 76. — Quan-án đương khi xét hỏi hay là trước khi chống-cãi, được tạm tha người phạm tại ngoại hậu-cứu, nhưng mà người can-phạm ấy phải cam-đoan rằng: nếu có đòi hỏi về việc xét án hay là lúc hành án thì phải lập tức đến trình-diện.

Việc tha tạm ấy, có thể bắt phải nộp bạc ký-quỹ, hoặc là người can-phạm nộp, hoặc là người khác nộp thay, bạc ấy thì do quan Công-sứ phát một cái dấy lệnh-chỉ nhận-thu, đem nộp tại kho-bạc hàng tỉnh.

Án kết xong rồi, bạc ký-quỹ ấy sẽ giao lại cho người đem nộp.

Nếu xét trong bút-lục làm án có nói người can-phạm không có duyên-cớ gì chính-đáng, mà lúc đòi-hỏi hay là lúc thi-hành, không chịu đến trình-diện, thì bạc ký-quỹ, sung vào sổ chi thu Bắc-kỳ.

Điều thứ 77. — Đương khi kháng-cáo ở tòa Thượng-thẩm, thì việc tha-tạm sẽ do tòa Thượng-thẩm chuẩn cho.

Nếu tòa Thượng-thẩm có bắt người can-phạm hay người thay cho người can-phạm nộp bạc ký-quỹ, mới cho tha tạm, thì bạc ấy sẽ nộp tại phòng lục-sự tòa Thượng-thẩm. Án kết xong rồi, bạc ấy sẽ giao giả cho người đem nộp. Nếu trong bút-lục làm án có nói người can-phạm ấy không có duyên-cớ gì chính-đáng, mà lúc đòi-hỏi đối-chất hoặc lúc thi-hành án-vụ, không chịu đến trình-diện, thì bạc ký-quỹ ấy sẽ do quan lục-sự nộp vào kho-bạc, để sung vào sổ chi-thu Bắc-kỳ.

Điều thứ 78. — Không cứ thuộc về việc gì, quan Nam-án-thủ-hiến có thể chuẩn cho tha tạm người can-phạm ở ngoài hậu-cứu, hoặc bắt nộp bạc ký-quỹ, hoặc cho miễn-nộp.

CHAPITRE VII

De la réhabilitation

Art. 79. — Tout condamné à une peine criminelle, de même que tout condamné à une peine correctionnelle, qui aura été interdit en tout ou en partie de ses droits civiques, civils et de famille peut être réhabilité.

Art. 80. — La demande en réhabilitation, pour les condamnés à une peine criminelle, ne peut être formée que cinq ans après le jour de leur libération.

Ce délai est réduit à 3 ans pour les condamnés à une peine correctionnelle.

Art. 81. — Le condamné adresse sa demande au Chef du Service de la Justice indigène en faisant connaître :

- 1^o la date de la condamnation ;
- 2^o les lieux où il a résidé depuis sa libération.

Il doit, sauf le cas de prescription, justifier du paiement des frais de justice, de l'amende, des dommages-intérêts, des restitutions, ou de la remise qui lui en a été faite.

A défaut de cette justification, il doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'exécution. Néanmoins, si le demandeur justifie qu'il est hors d'état de se libérer des frais de justice, le tribunal du 3^{ème} degré peut accorder la réhabilitation même dans le cas où ces frais n'auraient pas été payés ou ne l'auraient été qu'en partie.

Si la partie lésée ne peut être retrouvée ou si elle refuse de recevoir les dommages-intérêts et les restitutions ordonnées par le jugement, il est fait dépôt de la somme à la Caisse des dépôts et consignations par le Greffier du Tribunal du 3^{ème} degré.

Si la partie lésée ne se présente pas, dans un délai de cinq ans, pour se faire attribuer la somme consignée, cette somme est restituée au déposant sur sa simple demande.

Art. 82 — Le Chef du Service de la Justice indigène provoque les attestations des autorités communales et provinciales sur la conduite, la moralité et les moyens d'existence du demandeur depuis sa libération. Il se fait délivrer :

- 1^o une expédition du jugement ou arrêt de condamnation ;
- 2^o une attestation de l'autorité pénitentiaire du lieu où la peine a été subie constatant quelle a été la conduite du condamné.

Il adresse ensuite ses conclusions motivées au Tribunal du 3^{ème} degré à Hanoï, qui statue sur la demande en Chambre du Conseil.

CHƯƠNG THỨ VII

Phục-quyền

Điều thứ 79: — Người can-phạm về trọng-tội, hay là khinh-tội bị-cấm tất cả hay là một phần công-quyền, dân-quyền, gia-tộc-quyền, có thể khai-phục được.

Điều thứ 80. — Những người phạm trọng-tội mà xin phục-quyền phải đợi sau khi được tha năm năm mới có thể xin được. Còn về những người phạm khinh-tội, thì hạn xin phục-quyền ấy rút lại ba năm sau khi được tha.

Điều thứ 81 — Người can-án đầu đơn xin phục-quyền lên quan Nam-án-thủ hiến, trong đơn phải nói ngày kết-án và chỗ ở của mình sau khi được tha. Trừ ra đã tiêu-duyet-thời-hiệu thì không kể, người can-án phải có chứng-cớ rằng mình đã nộp đủ tiền lệ-phí về việc án, bạc phạt, tiền bồi-tồn-hại, và đã thường-hoàn hay là giao-hoàn các thứ vật-hạng, hay là có chứng-cớ rõ ràng rằng người nguyên cáo đã khoan-miễn cho, nếu không có các chứng-cớ ấy, thì phải có chứng-cớ rằng mình đã chịu bỏ tù-nợ như lệ đã định, hay là người nguyên cáo đã khoan-miễn cho.

Nếu người xin phục-quyền khai rằng nó thật là không có sức giả được tiền lệ-phí việc án, thì không cứ rằng nó chưa nộp hay là nộp mà chưa đủ, tòa Thượng-thẩm cũng có thể cho phục-quyền.

Nếu không tìm được người nguyên-cáo, hay là người nguyên-cáo không muốn nhận bạc bồi-thường, thì giao số bạc ấy cho quan lục-sự tòa Thượng-thẩm, để gửi vào trữ-quĩ.

Nếu ngoài hạn năm năm, mà người nguyên-cáo không đến lĩnh, thì hễ người nộp bạc đầu đơn xin lĩnh, sẽ giao giả.

Điều thứ 82. — Quan Nam-án-thủ-hiến sẽ đòi lấy cái tờ chứng-thư của lý-dịch hay là quan quản-hạt chứng nhận những cách cư-xử phạm-hạnh và việc làm ăn của người xin phục-quyền, lại đòi lấy những tờ kê ra sau này :

1° một bản-án hay là thẩm-định về người can-án ấy.

2° một tờ chứng-thư của viên giám-ngục đã chứng-nhận về phạm-hạnh người xin phục-quyền khi còn đương tại-giam.

Rồi quan Nam-án thủ-hiến làm một tờ kết-nghĩ đưa cho tòa Thượng-thẩm phán-quyết ở phòng nghị-sự.

Art. 83. — En cas de rejet, une nouvelle demande ne peut être formée avant l'expiration d'un délai de deux années.

Art. 84. — Si la réhabilitation est prononcée, un extrait de la décision est adressé par le Chef du Service de la Justice indigène au Tribunal qui a prononcé la condamnation pour être mentionné en marge de la minute du jugement. Mention en est faite au registre du condamné. Le réhabilité peut aussi se faire délivrer une expédition ou un extrait du jugement de réhabilitation et un extrait du registre des condamnés.

Art. 85. — La réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient.

Art. 86. — Les individus en état de récidive légale, ceux qui, après avoir obtenu la réhabilitation, auront encouru une nouvelle condamnation, ceux qui, condamnés contradictoirement ou par défaut à une peine criminelle ont prescrit contre l'exécution de la peine, ne sont admis à demander leur réhabilitation qu'après un délai de dix ans écoulés depuis leur libération ou depuis la prescription.

CHAPITRE VIII

Prisons

Art. 87. — Il sera ouvert, dans les arrondissements (phu, huyèn, chàu), un registre coté et paraphé par le Résident et sur lequel seront écroués les prisonniers avec indication du motif de leur arrestation. Ce registre sera présenté périodiquement au Résident ou à son délégué qui le paraphera. Toutes les mutations concernant les prisonniers devront y être portées à leur date.

En ce qui concerne la prison provinciale, la surveillance en sera confiée à un agent français de la Garde Indigène ou de la Gendarmerie, qui en sera chargé tout spécialement et en sera responsable vis-à-vis du Résident.

Deux registres d'écrou devront être tenus par l'agent chargé de la prison, l'un pour les condamnés de toutes catégories, l'autre pour les prévenus.

Aucun indigène ne pourra être incarcéré par le préposé à la prison que sur un ordre d'écrou visé pour la prison provinciale du Président du Tribunal provincial et pour les prisons des arrondissements que sur un ordre écrit du Juge de l'arrondissement. Les ordres d'écrou délivrés au préposé de la prison seront copiés et visés par lui avant d'être restitués.

Chacune des mutations de détenus devra faire l'objet d'un ordre écrit signé par le Chef de province ou son délégué ou par le Juge compétent.

Điều thứ 83. — Nếu cái đơn xin phục-quyền đã bị bác đi, thì phải đợi hai năm sau mới được đầu đơn xin lại.

Điều thứ 84. — Nếu có thẩm-định chuẩn cho phục-quyền, thì quan Nam-án-thủ-hiến giao cái bản-sao thẩm-định ấy cho tòa kết nguyên-án để biên vào bản thảo nguyên-án và biên vào sổ tên người phạm. Người phục-quyền cũng có thể xin lĩnh bản-sao hay là trích-lục cái thẩm-định cho phục-quyền và cái trích-lục sổ tên người phạm.

Điều thứ 85. — Sự phục-quyền làm cho trắng hết nguyên-án và những việc nhân án ấy mà phải hạn-cấm, cũng bỏ đi hết.

Điều thứ 86. — Phạm người tái-phạm hay là sau khi phục-quyền mà phạm-lội, hay là người can-án không cứ đương-tịch hay là khuyết-tịch mà đã được tiêu-duyệt-thời-hiệu, thì những người ấy sau khi được tha, hay là sau khi tiêu-duyệt-thời-hiệu, mười năm, mới được xin phục-quyền.

CHƯƠNG THỨ VIII

Giám-thất

Điều thứ 87. — Mỗi một phủ, huyện, châu, đều có một quyền sở-tù mỗi trương giấy phải ghi số hiệu, và có quan Công-sứ hay là quan Đại-lý ký tên, trong sổ ấy biên những người tù-phạm đã tổng-giam, và nói qua cái tội bị-giam, hễ đến kỳ đã định, phải đem quyền sở ấy trình quan Công-sứ hay là quan Đại-lý để ký tên, như có thiên-tử người tù-phạm nào, cũng phải biên vào.

Còn như nhà giám-thất ở tỉnh, thì giao cho một viên giám-binh Pháp (quan khố-xanh) lấy là một viên quan cảnh-sát Pháp (lính sen-đằm.)

Viên giám-ngục phải có hai quyền sở tù, một quyền biên tên những người bị-giam-cứu và một quyền biên tên những người bị phạt-giam. Nếu không có quan-án tỉnh phê chiều vào cái phiếu tổng-giam thì viên giám-thủ ở nhà giám-thất của tỉnh không được nhận giam. Nhà giam ở phủ, huyện, nếu không có cái phiếu của quan án sở-tại thì người giám-thủ cũng không được nhận giam.

Cái phiếu tổng-giam ấy, viên giám-thủ sẽ chép lấy, rồi sau biên chữ vào trong cái phiếu ấy mà giao giả lại.

Khi nào thiên-tử người tù-phạm, phải có cái phiếu của quan Công-sứ hay là quan Đại-lý hay là quan tòa-án.

Une fois par semaine, à date fixe, le préposé présentera le registre des prévenus au Juge provincial ou au Juge de l'arrondissement, lequel contrôlera de la sorte le nombre des affaires en instance, et visera le registre, à la date de la présentation.

Art. 88. — Le détenu transféré d'une prison à une autre, même provisoirement, doit toujours être accompagné d'un extrait du jugement de condamnation si c'est un condamné, ou d'un extrait du registre d'écrou si c'est un prévenu, et, d'une manière générale, de toutes indications et des renseignements établissant d'une façon nette et précise sa situation pénale, son identité et son état civil.

Art. 89. — Les Administrateurs, chefs de province, procéderont périodiquement à la visite de tous les lieux de détention de leurs provinces vérifieront les causes de détentions, constateront les abus qui existeraient et feront rapport de leurs constatations au Résident Supérieur.

Le Chef du Service de la Justice indigène pourra aussi par lui-même ou par délégué procéder, lorsqu'il le jugera utile, à la visite des prisons et à la vérification des registres qui doivent être tenus.

Art. 90. — Le Chef du Service de la Justice indigène au Tonkin doit être averti sans retard des décès survenant parmi les prévenus ou les condamnés.

CHAPITRE IX

Dispositions générales

Art. 91. — Aucun condamné à mort ne pourra être exécuté, avant que le Gouverneur Général n'ait pris connaissance du dossier de la procédure qui lui sera communiqué par le Chef du Service de la Justice indigène avec son avis personnel, et qu'il n'ait, après que l'avis de la Cour d'Annam aura été sollicité et fourni, décidé qu'il n'entendait pas user du droit de grâce.

Art. 92. — Les attributions des Tribunaux mixtes institués au Tonkin par ordonnance de la 3^{ème} année de Đông-Khánh sont transférées au tribunal du 2^{ème} degré de juridiction institué par les articles 12 et 13 du code de l'organisation judiciaire.

Art. 93. — Chaque Tribunal tiendra un registre mentionnant pour chaque audience l'indication sommaire des jugements rendus, les noms des parties et des prévenus, la nature de l'affaire, la décision ou peine prononcée avec les noms des juges y ayant participé. Ce registre sera visé par le Juge président de l'audience.

Mỗi một tuần-lễ đến kỳ đã định, viên giám-thủ đem sổ-tù trình với quan-án tỉnh hay là quan-án sở-tại, để kiểm-xét những việc l ấy còn đương thăm-cứu, quan-án phải đề ngày và ký tên vào trong sổ.

Điều thứ 88. — Phạm giải người tù bị giam sang giám-thất khác, dù là đời tạm nữa, cũng phải đem theo cái trích-lục án, mà giải người bị giam cứu thì phải đem theo cái trích-lục sổ-tù, không cứ lúc nào, đều phải có giấy-má chứng về tội-trạng, căn-cước cùng họ-tịch người phạm ấy.

Điều thứ 89. — Các quan Công-sứ phải thời-thường đi khám các nhà giám-thất trong bản-hạt, xét những duyên cớ người bị-giam và xét xem có sự gì lạm phép trình với quan Thống-Sứ.

Quan Nam-án thủ-hiến cũng có thể tùy ý mà thân-hành đi khám các nhà giám-thất. hay là ủy cho một quan Đại-lý, để kiểm-soát các giám-thất và xét sổ tù.

Điều thứ 90. — Những người bị phạt giam hay là giam cứu, nếu có chết ở giám-thất phải lập tức trình cho quan Nam-án thủ-hiến.

CHƯƠNG THỨ IX

Tổng-tác

Điều thứ 91. — Tội tử hình phải do quan Toàn-quyền xét án-bản-bút-lục và tờ ý-kiến của quan Nam-án-thủ-hiến trình lên, rồi chuyển tư cho viện Cơ-mật duyệt-tâu hậu chỉ, quan Toàn-quyền đã quyết định không đặc-xá mới được hành hình.

Điều thứ 92. — Các chức quyền tòa đê-hình đặt ra ở Bắc-Kỳ năm Đồng-Khánh thứ ba thì giao cho tòa án đê-nhi-cấp đã đặt ra ở trong điều 12 và 13 trong luật pháp-viện biên-chế.

Điều thứ 93. — Mỗi một tòa án phải có một quyển sổ nhật-ký, biên rõ họ tên người đương-sự, và phạm về tội gì, cũng nói qua trong án nghĩ-xử thế nào, kê tên quan-tòa và quan bồi-thăm, sổ ấy do quan chánh tòa-án phê-chiều.

Un extrait de ce registre, certifié conforme par le Président du Tribunal et le Greffier, sera transmis chaque semaine au Chef du Service de la Justice indigène, en même temps que le relevé du registre des plaintes, dont les Juges auront été saisis, contenant indication de la suite donnée à chaque plainte.

Art. 94. — Il sera tenu dans les tribunaux provinciaux et d'arrondissement un registre coté et paraphé par le Juge du ressort, et sur lequel seront enregistrées sommairement par ordre de date les plaintes des indigènes; mention sera portée sur ce registre de la suite donnée à chaque plainte et de la date à laquelle cette suite aura été donnée.

Art. 95. — Il sera aussi tenu dans les tribunaux d'arrondissement un registre, coté et paraphé par le Juge du ressort, sur lequel seront enregistrés tous les jugements rendus en matière de simple police.

Art. 96. — Lorsque le tribunal du 3^{ème} degré sera saisi d'un jugement prononçant une peine criminelle :

1^o Le condamné détenu, à son arrivée à Hanoï, sera interpellé au Parquet du Chef du Service de la Justice indigène de déclarer le choix qu'il a fait d'un Conseil parmi les Avocats-défenseurs inscrits au tableau. A défaut de choix, le Chef du Service de la Justice indigène lui en désignera un d'office, en suivant l'ordre du tableau, de façon que chaque avocat-défenseur soit chargé, à tour de rôle, de la défense dans les affaires soumises au tribunal du 3^{ème} degré.

Le condamné non détenu devra formuler sa demande au Chef du Service de la Justice indigène, dès son arrivée à Hanoi, s'il désire qu'un défenseur lui soit désigné d'office.

2^o L'avocat-défenseur d'office, devant être nominativement désigné, ne pourra se faire suppléer ou représenter que par un confrère ou par son secrétaire agréé.

3^o L'avocat-défenseur commis d'office sera aussitôt informé par le Parquet du Service de la Justice indigène de sa désignation, et, ultérieurement, par les soins du Greffe de la date à laquelle l'affaire sera appelée devant le Tribunal Supérieur.

4^o Si l'accusé est détenu, il pourra, aussitôt après son arrivée à Hanoï, communiquer librement avec son conseil

5^o Le dossier de l'affaire sera déposé au Greffe du Tribunal du 3^{ème} degré et tenu à la disposition de l'avocat-défenseur.

Art. 97. — Les pièces, conclusions ou mémoires écrits remis à cette juridiction composée de juges français et d'assesseurs indigènes devront être en langue française et en quôc-ngũ.

Le Président, à l'audience, fera donner verbalement aux assesseurs indigènes par un interprète assermenté la traduction des conclusions orales prises par le Ministère public, les avocats-défenseurs et les

Cái trích-lục sổ ấy đã do quan chánh tòa-án và quan lục-sự phê-đuyệt đặc-thực rồi, mỗi một tuần lễ đệ-trình quan Nam-án thủ-hiến một lần, và cùng khi ấy đệ-trình cả cái trích-lục sổ thu-đơn, trong cái trích lục ấy phải nói mỗi đơn nhận được đã xét định ra làm sao.

Điều thứ 94. — Mỗi một tòa-án sơ-cấp và tòa-án tỉnh, phải có một quyển sổ thu-đơn, mỗi một trương giấy, quan-án phải biên số-hiệu và ký tên, sẽ chiếu theo từng ngày, biên lược những cái đơn đã đầu-nộp thuộc về việc gì cùng mỗi đơn nhận được đã xét-định ra làm sao, ngày nào.

Điều thứ 95. — Mỗi một tòa-án sơ-cấp, cũng phải có một quyển sổ, quan tòa sơ-cấp ấy biên số-hiệu và ký tên. Quyển-sổ ấy biên những án kết thuộc về tội vi cảnh.

Điều thứ 96. — Trong khi tòa Thượng-thẩm thụ-lý mà xét lại trọng-tội, thì phải theo những lối sau này :

1° Là người can-án đã bị giam mà đến Hà-nội, thì do phòng giấy quan Nam án Thủ-hiến phải hỏi tên phạm ấy đã chọn được viên trạng-sư nào có yết tên ở trong bảng không. Nếu không thì quan Nam-án Thủ-hiến phải chọn hộ một viên trạng-sư ở tòa Thượng-thẩm đã có tên trong bảng mà cứ theo thứ-tự đề cho các viên trạng-sư cứ luân-lưu đến tòa mà chiếu-biện.

Còn người chưa bị giam thì khi đến Hà-nội, như muốn xin quan cử trạng-sư cho, phải lập tức làm đơn trình quan Nam án Thủ-hiến.

2° Là phạm viên trạng-sư mà quan đã cử, chỉ có thể được mượn viên trạng-sư khác, hay là giao cho viên chớ-biện-trạng-sư mà quan đã nhận, đề làm thay cho mình.

3° Là phạm viên trạng-sư mà quan đã cử, tức thì do phòng-giấy quan Nam-án thủ-hiến truyền báo biết, rồi sau do phòng lục-sự tòa Thượng-thẩm báo cho biết phiên-tòa.

4° Là nếu người phạm hiện đương bị-giam, sau khi đến Hà-nội rồi, tức thì được tự-do tiếp với trạng-sư của mình.

5° Là án-bản-bút-lục đề ở phòng lục-sự tòa Thượng-thẩm đề viên trạng-sư được xem xét.

Điều thứ 97. — Tòa Thượng-thẩm có quan tòa-án Đại-Pháp và quan bồi-thẩm An-nam, nên các giấy má trình lên dùng chữ Đại-Pháp và chữ Quốc-ngữ.

Đương phiên-tòa, quan chủ-tòa sẽ sai một viên thông-ngôn đã có đoan-kết, dịch các nhời chung-kết của quan Biện-lý, của viên trạng-sư và người đương-sự, cho quan bồi-thẩm An-nam biết. Phạm những

parties et la traduction intégrale des déclarations des témoins, lorsqu'elles n'auront pas été produites en langue annamite.

Art. 98. — Le Parquet du Chef du Service de la Justice indigène fera donner avis, dans tous les cas, aux parties de la date de la fixation de leurs affaires devant le Tribunal du 3^{ème} degré.

Art. 99 — Le Procureur Général Chef du Service judiciaire de l'Indochine est seul appelé à instruire et à présenter au Gouverneur Général les recours en grâce relatifs aux jugements et arrêts rendus par les juridictions indigènes du Tonkin.

Les Chefs de province ou les Directeurs des Colonies pénitentiaires adresseront au Procureur Général par l'intermédiaire du Résident Supérieur au Tonkin, avec leur avis motivé, chaque fois qu'ils le jugeront utile (et notamment dans la première quinzaine des mois de juillet et décembre de chaque année) les propositions de grâce entière et de réduction de peine, qu'ils auront à formuler en faveur des individus condamnés par les juridictions indigènes, qui purgent leurs peines dans les établissements placés sous leur direction.

Les états de propositions indiqueront, pour chaque condamné, la peine prononcée par le Tribunal, les motifs de la condamnation, et le restant de la peine à subir.

Art. 100. — Toutes les poursuites qui seront intentées à dater de la promulgation du présent Code seront instruites et jugées conformément à ses prescriptions. Toutes autres dispositions relatives à la procédure pénale en matière de justice indigène au Tonkin sont abrogées.

nhờ cung của người làm chứng mà chưa dịch ra quốc-ngữ, cũng phải dịch ra mà đọc.

Điều thứ 98. — Không cứ khi nào, phòng giấy quan Nam-án thủ-hiến phải chuyển đạt cho người đương-sự biết cái ngày phiên tòa xử về việc ấy.

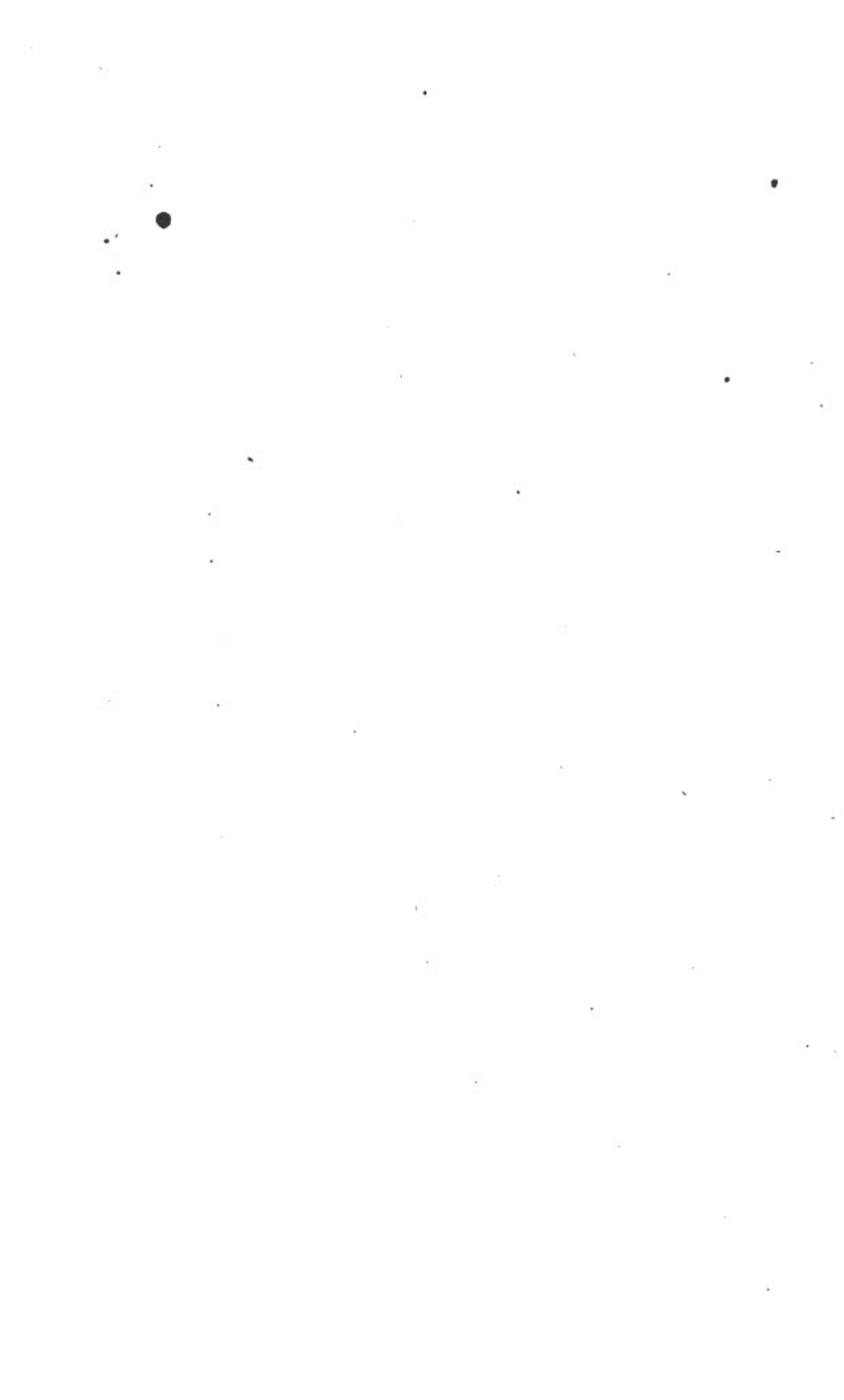
Điều thứ 99. — Chỉ có quan Chưởng-ly kiêm chức Nam-án thủ-hiến ở Bắc-kỳ được trình với quan Toàn-quyền xin đại-xá hay là ân-xá người bị-xử thuộc về các tòa nam-án.

Quan Công-sứ hay các quan Giám-đốc coi các sở trừng-trị ngục-thất giám-thất khi nào xét ra những người đã bị-giam trong địa-hạt đáng ân-xá hay là ân-giảm, thì sẽ làm một tờ-trình, nói phụ thêm ý-kiến của mình, đệ-trình quan Thống-sứ đề tư về quan Nam-án-thủ-hiến (mỗi năm cứ đến thượng-tuần tháng bảy và tháng chạp mà đệ-trình thì là lệ thường).

Tờ trình ấy phải nói rõ người phạm bị-can về tội gì, đã chịu phạt được bao lâu.

Điều thứ 100. — Những sự tố tụng phát-sinh sau khi luật này tuyên-bố rồi thì phải chiếu theo mà thẩm cứu xử đoán.

Phạm những điều-lệ hình-sự tố-tụng thuộc về Nam-án Bắc-kỳ ngày trước thì đều bãi đi cả.



CODE PÉNAL ANNAMITE

applicable au Tonkin

PAR

LES TRIBUNAUX INDIGÈNES

LUẬT-HÌNH ANNAM THI-HÀNH
Ở BẮC-KỲ

CODE PÉNAL ANNAMITE

applicable au Tonkin

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE	I.	—	Des peines (art. 2 à 4).
CHAPITRE	II.	—	Des peines en matière criminelle (art. 5 à 16).
CHAPITRE	III.	—	Des peines en matière correctionnelle (art. 17 à 19).
CHAPITRE	IV.	—	Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes, délits et contraventions (art. 20 à 37).
CHAPITRE	V.	—	Prescription (art. 38 à 43).
CHAPITRE	VI.	—	Récidive (art. 44).
CHAPITRE	VII.	—	Des peines en cas de conviction de plusieurs infractions et de la tentative de crime ou de délit (art. 45 à 46).
CHAPITRE	VIII.	—	De la complicité (art. 47 à 51).
CHAPITRE	IX.	—	Des personnes excusables ou responsables pour infraction en matière pénale (art. 52 à 61).
CHAPITRE	X.	—	Crimes et délits contre la Sûreté de l'Etat (art. 62 à 70).
CHAPITRE	XI.	—	Infractions commises par les fonctionnaires (art. 71 à 82).
CHAPITRE	XII.	—	Du faux (art. 83 à 89).
CHAPITRE	XIII.	—	Evasion de détenus ; Négligence des gardiens (art. 90 à 97).
CHAPITRE	XIV.	—	Vagabondage (art. 98 à 100).
CHAPITRE	XV.	—	Des associations illicites, (art 101 à 107).
CHAPITRE	XVI.	—	Crimes et délits contre les personnes (art. 108 à 120).

LUẬT-HÌNH AN-NAM

thi-hành ở Bắc-kỳ

MỤC - LỤC

- | | | | |
|------------|-------|---|--|
| CHƯƠNG THỨ | I. | — | Danh-mục hình phạt. |
| CHƯƠNG THỨ | II. | — | Hình trọng-tội. |
| CHƯƠNG THỨ | III. | — | Hình khinh-tội và vi-cảnh. |
| CHƯƠNG THỨ | IV. | — | Phụ-hình. |
| CHƯƠNG THỨ | V. | — | Tiêu-duyet-thời-hiệu. |
| CHƯƠNG THỨ | VI. | — | Tái-phạm. |
| CHƯƠNG THỨ | VII. | — | Câu-phát. — Tương-hành-vị-toại. |
| CHƯƠNG THỨ | VIII. | — | Cộng-phạm. |
| CHƯƠNG THỨ | IX. | — | Những người phạm tội mà được miễn-nghị và người bị can liên. |
| CHƯƠNG THỨ | X. | — | Những trọng-tội và khinh-tội ngại đến sự yên-đón của Nhà-nước. |
| CHƯƠNG THỨ | XI. | — | Những người chức-dịch phạm-tội. |
| CHƯƠNG THỨ | XII. | — | Giả mạo. |
| CHƯƠNG THỨ | XIII. | — | Tù trốn — Người canh giữ không cẩn-thận. |
| CHƯƠNG THỨ | XIV. | — | Người du-dăng. |
| CHƯƠNG THỨ | XV. | — | Lập đảng-hội trái phép Nhà-nước. |
| CHƯƠNG THỨ | XVI. | — | Trọng-tội và khinh-tội phạm đến thân-thể người ta. |

CHAPITRE	XVII.	—	Armes et munitions (art. 121 à 123).
CHAPITRE	XVIII.	—	Homicide, blessures et empoisonnement involontaire (art. 124 à 126).
CHAPITRE	XIX.	—	Légitime défense et excuses légales (art. 127).
CHAPITRE	XX.	—	Adultère, viol, relations coupables avec des jeunes filles ou femmes (art. 128 à 135).
CHAPITRE	XXI.	—	Arrestations illégales et séquestration de personnes (art. 136 à 142).
CHAPITRE	XXII.	—	Accusation calomnieuse, lettres anonymes, faux témoignage (art. 143 à 148).
CHAPITRE	XXIII.	—	Infractions aux règlements sur les inhumations (art. 149).
CHAPITRE	XXIV.	—	De la violation des tombes (art. 150 à 151).
CHAPITRE	XXV.	—	De l'introduction la nuit et sans motifs dans l'habitation d'autrui (art. 152).
CHAPITRE	XXVI.	—	Outrages et injures (art. 153 à 155)
CHAPITRE	XXVII.	—	Des vols (art. 156 à 170).
CHAPITRE	XXVIII.	—	Escroqueries et autres espèces de fraudes (art. 171 à 172).
CHAPITRE	XXIX.	—	Des détournements (art. 173).
CHAPITRE	XXX.	—	Jeux et loteries, maisons de prêts sur gages (art. 174 à 176).
CHAPITRE	XXXI.	—	Des infractions relatives au commerce et à l'industrie (art. 177 à 179).
CHAPITRE	XXXII.	—	Fraudes dans les examens et concours (art. 180 à 181).
CHAPITRE	XXXIII.	—	Incendie volontaire ou involontaire, destruction (art. 182 à 200).

- CHƯƠNG THỨ XVII. — Binh-khí và quân-hỏa (súng, thuốc đạn).
- CHƯƠNG THỨ XVIII. — Không phải là cố-ý giết người làm cho người ta bị-chết, bị thương hay là đầu độc.
- CHƯƠNG THỨ XIX. — Nói về những cố-nhề làm cho sự giết người, làm bị thương người, đánh người, không thành tội
- CHƯƠNG THỨ XX. — Thông-gian và cưỡng-gian.
- CHƯƠNG THỨ XXI. — Trái phép bắt giam người ta.
- CHƯƠNG THỨ XXII. — Vu-cáo, nặc danh-đầu-thư, giả-chứng.
- CHƯƠNG THỨ XXIII. — Trái phép mai-táng.
- CHƯƠNG THỨ XXIV. — Hủy-hoại phần-mộ.
- CHƯƠNG THỨ XXV. — Đương-đêm vô cố vào nhà người ta.
- CHƯƠNG THỨ XXVI. — Hủy-báng mạ-lị.
- CHƯƠNG THỨ XXVII. — Thiết đạo.
- CHƯƠNG THỨ XXVIII. — Biền-thủ cùng những sự trá-ngụy khác.
- CHƯƠNG THỨ XXIX. — Tự tiện lấy của người ta.
- CHƯƠNG THỨ XXX. — Đánh bạc, đánh số và cầm-đồ.
- CHƯƠNG THỨ XXXI. — Tội thuộc về việc thương-mãi và công-nghệ.
- CHƯƠNG THỨ XXXII. — Sự trá-ngụy về việc khảo-thí.
- CHƯƠNG THỨ XXXIII. — Cố ý hay là vô-ý mà phóng-hỏa.
— Phá-hủy.

CHAPITRE	XXXIV. — Dommages, dégradations (art. 201 à 212).
CHAPITRE	XXXV. — Suicide provoqué (art. 213).
CHAPITRE	XXXVI. — Provocations dirigées contre l'autorité publique ou contre l'exercice d'un culte (art. 214 à 221).
CHAPITRE	XXXVII. — Contravention aux décisions des autorités supérieures ; Refus de payer l'impôt (art. 222).
CHAPITRE	XXXVIII. — Réduction de peine, circonstances atténuantes (art. 223 à 224).
CHAPITRE	XXXIX. — Contraventions de police (art. 227 à 232).
CHAPITRE	XL. — Dispositions générales.

CHƯƠNG THỨ XXXIV. — Hủy-hại.

CHƯƠNG THỨ XXXV. — Bức-tử.

CHƯƠNG THỨ XXXVI. — Khiêu-khích để chống với công-quyền hay là chống với tôn-giáo.

CHƯƠNG THỨ XXXVII. — Vi-bội thượng-lệnh. — Cường không nộp thuế.

CHƯƠNG THỨ XXXVIII. — Giảm-tội và tình-trạng nên giảm.

CHƯƠNG THỨ XXXIX. — Vi-cảnh.

CHƯƠNG THỨ XL. — Tổng-tắc.

CODE PÉNAL ANNAMITE

APPLICABLE AU TONKIN

Art. 1^{er}. — Les dispositions du présent Code sont applicables aux justiciables des tribunaux indigènes du Tonkin, en ce qui concerne les crimes, délits et contraventions commis depuis sa promulgation.

L'infraction que les lois punissent des peines de police est une contravention ;

L'infraction que les lois punissent des peines correctionnelles est un délit ;

L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est un crime.

CHAPITRE PREMIER

Des peines

Art. 2. — Les peines en matière criminelle sont :

- 1^o — La mort ;
- 2^o — Les travaux forcés à perpétuité ;
- 3^o — La déportation ;
- 4^o — Les travaux forcés à temps ;
- 5^o — La détention ;
- 6^o — La réclusion ;
- 7^o — Le bannissement.

Art. 3. — Les peines en matière correctionnelle et de simple police sont :

- 1^o — L'emprisonnement à temps ;
- 2^o — L'amende.

Art. 4. — La confiscation, le renvoi sous la surveillance administrative, la privation des droits civiques sont des peines accessoires.

LUẬT-HÌNH AN-NAM

thi-hành ở Bắc-kỳ

Điều thứ 1. — Luật này làm ra để cho các tòa-án An-nam ở Bắc-kỳ dùng theo mà xử những trọng-tội, khinh-tội và tội vi-cảnh, từ sau khi luật này đã tuyên-bố rồi.

Những tội phạt về luật cảnh-sát gọi là tội vi-cảnh.

Những tội phạt về luật trừng-trị gọi là khinh-tội.

Những tội phạt về thân-thể và gia nhục gọi là trọng-tội.

CHƯƠNG THỨ I

Danh-mục hình-phạt

Điều thứ 2. — Thuộc về trọng-tội :

- 1° Tử-hình,
- 2° Khô-sai chung-thân,
- 3° Phạt-lưu,
- 4° Khô-sai có kỳ-hạn,
- 5° Cấm-cố,
- 6° Tội đồ,
- 7° Phóng-trục.

Điều thứ 3. — Thuộc về khinh-tội và tội vi-cảnh :

- 1° Phạt-giam có kỳ-hạn,
- 2° Phạt-bạc.

Điều thứ 4. — Sự tịch-một, sự giao cho quyền cai-trị quản-thúc và sự cấm quyền công-dân, đều là phụ-hình.

CHAPITRE II

Des peines en matière criminelle

Art. 5. — Tout condamné à mort aura la tête tranchée sur l'une des places publiques du lieu, qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation ou par le Chef de la Justice indigène à défaut d'indication dans l'arrêt de condamnation.

Si une femme condamnée à mort se déclare, et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subira la peine qu'après sa délivrance.

Art. 6. — Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution en vêtements blancs, nu-pieds et la tête couverte d'un voile blanc.

Il sera exposé sur la place publique, pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation et il sera immédiatement exécuté à mort.

Art. 7. — Les corps des suppliciés seront remis à leurs familles si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun apparat.

Art. 8. — Aucune condamnation à la peine capitale ne pourra être exécutée les jours de fête nationale et les jours fériés légaux suivant la loi française, ni les dimanches, les sept premiers jours du premier mois, le cinquième jour du cinquième mois, le quinze du septième et du huitième mois, les trois derniers jours du douzième mois annamite, le jour anniversaire de la naissance du Roi d'Annam.

Art. 9. — Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles dans les endroits qui seront déterminés par arrêté du Gouverneur Général.

Art. 10. — Les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés n'y seront employées que dans l'intérieur d'une maison de détention.

Art. 11. — La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu isolé sur le territoire ou hors du territoire de l'Indochine, déterminé par arrêté du Gouverneur Général pris en commission permanente du Conseil du Gouvernement.

Si le déporté est trouvé hors de ce lieu sur le territoire de l'Indochine, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité.

CHƯƠNG THỨ II

Hình trọng-tội

Điều thứ 5. — Tử-hình thì sẽ bị chém ở chỗ công-chúng đều biết, chỗ ấy thì do trong án chỉ ra, nếu trong-án chưa có chỉ ra, thì sẽ do quan Nam-án thủ hiến chỉ-định.

Phạm đàn-bá con-gái bị xử tử-hình, mà tự xưng rằng có thai, hễ xét ra quả thật, thì đợi đến khi sinh-đẻ rồi mới thụ-hình.

Điều thứ 6. — Người nào vì tội giết cha mẹ mà bị tử-hình, thì cho mặc áo bằng vải trắng, đi chân không, đầu bịt vải trắng, rồi giải đến chỗ hình-trường.

Đem người phạm đề chỗ hình-trường rồi, người thừa-phái lại đem án ra đọc trước mặt công-chúng. Khi đọc xong rồi thì hành-hình ngay.

Điều thứ 7. — Cái xác người bị tử-hình, nếu có người gia-thuộc đứng xin, sẽ cho nhận lấy mà mai táng, nhưng mà không cho phô-trương.

Điều thứ 8. — Phạm gặp ngày kỷ-niệm Đại-Pháp và những ngày lễ mà luật Đại-Pháp đã nhận, ngày chủ-nhật, và theo lịch An-nam, đầu năm từ mồng một đến mồng bảy, ngày mồng năm tháng năm, ngày rằm tháng bảy, ngày rằm tháng tám, ba ngày cuối cùng tháng chạp, ngày vạn-thọ nước Nam, thì không được hành-hình.

Điều thứ 9. — Phạm người bị tội khổ sai, thì phải làm những việc rất là khó nhọc, mà chỗ thụ-dịch đó sẽ do trong nghị-định quan Toàn-Quyền chỉ-định.

Điều thứ 10. — Đàn-bà con-gái bị tội khổ sai thì chỉ thụ-dịch trong ngục thất mà thôi.

Điều thứ 11. — Phát-lưu nghĩa là đem người phạm đi đày, bắt vĩnh-viễn ở một chỗ trong địa phận Đông-dương. Chỗ ấy sẽ do nghị-định của quan Toàn-quyền chiếu ý-kiến của « Chính-sự-hội-nghị đường » (Conseil du Gouvernement) mà chỉ-định.

Nếu người bị tội lưu bỏ chỗ phát-phối trốn đi, mà bị bắt ở trong địa-phận Đông-dương, thì chỉ xét chắc là người nguyên-phạm, rồi kết ngay khổ-sai chung-thân.

Le déporté qui sera saisi dans les pays occupés par les armées françaises, sera conduit dans le lieu de sa déportation.

Tant qu'il n'aura pas été établi un lieu de déportation, les condamnés subiront à perpétuité la peine de la détention soit dans une prison de l'Indochine, soit dans une prison située hors du territoire de l'Indochine.

Art. 12. — La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour cinq ans au moins et vingt ans au plus.

Art. 13. — Quiconque aura été condamné à la détention sera enfermé dans l'un des établissements de l'Indochine déterminés par arrêté du Gouverneur Général en commission permanente du Conseil du Gouvernement de l'Indochine. Il devra être séparé absolument des autres condamnés de droit commun.

Il communiquera avec les personnes placées dans l'intérieur du lieu de détention ou avec celles du dehors conformément aux règlements de police établis par un arrêté du Gouverneur Général.

La détention ne peut être prononcée pour moins de cinq ans ni pour plus de 20 ans sauf dans le cas prévu par l'article 16.

Art. 14. — Tout individu de l'un ou de l'autre sexe condamné à la peine de la réclusion sera renfermé dans une maison de force et employé à des travaux, dont le produit pourra être appliqué à son profit, ainsi qu'il sera réglé par le Gouverneur Général.

La durée de cette peine sera de cinq années au moins et de dix ans au plus.

Art. 15. — La durée de toute peine privative de la liberté compte du jour où le condamné a été détenu préventivement.

Art. 16. — Quiconque aura été condamné au bannissement sera transporté, suivant décision du Gouverneur Général sur un territoire français hors de l'Indochine, ou seulement hors d'un des pays de l'Indochine, et astreint à résider dans le pays où il sera transporté.

La durée du bannissement sera au moins de cinq années et de dix ans au plus.

Si le banni avant l'expiration de sa peine, rentre sur le territoire dont il a été expulsé, ou sort sans l'autorisation du Gouvernement du pays où il a été transporté, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la détention pour un temps au moins égal à celui qui resterait à courir jusqu'à l'expiration du bannissement et qui ne pourra excéder le double de ce temps.

Người bị tội lưu mà bị bắt ở chỗ binh lực nước Đại-Pháp chiếm cứ, thì giao về chỗ phát-phối khi trước.

Nếu chỗ phát-phối chưa định, thì người bị tội lưu phải vĩnh-viễn cấm-cố ở ngục-thất trong địa-phận Đông-dương, hay là ngoài địa-phận Đông-dương.

Điều thứ 12. — Khô-sai có kộ-hạn thì hạn từ năm năm cho đến hai mươi năm.

Điều thứ 13. — Người bị tội cấm-cố, thì sẽ giam tại ngục-thất trong xứ Đông-dương, chỗ ngục-thất ấy sẽ do nghị-định quan Toàn-Quyền chiếu ý-kiến của « Chính-sự-hội-nghị-đường » mà chỉ định, người phạm ấy thì không được giam chung với các người bị tội thường phạm-khác.

Còn như sự người phạm được thông tin-tức với người ở trong ngục-thất hay là ngoài ngục-thất, sẽ tuân theo chương-trình trong nghị-định của quan Toàn-Quyền.

Những kỳ-hạn cấm-cố, trừ ra khoản thuộc về điều thứ 16 thì không kể, còn thì không được xử nhẹ dưới năm năm và nặng quá hai mươi năm.

Điều thứ 14. — Không cứ đàn-ông đàn-bà, bị tội đồ thì bị giam và phục-dịch ở trong ngục-thất, những vật gì của người tù làm ra mà bán được tiền, thì người tù có thể hưởng lợi được, do chương-trình trong nghị-định của quan Toàn-Quyền chỉ-định.

Kỳ-hạn tội đồ thì từ năm năm cho đến mười năm.

Điều thứ 15. — Kỳ-hạn các tội giam-cấm thì tính bắt đầu từ ngày người phạm bị giam-cứu.

Điều thứ 16. — Hễ người nào bị phóng-trục, thì phải bị thiên-tử ra chỗ thuộc-địa Đại-Pháp ngoài địa-phận Đông-dương, hay là ngoài địa-phận một xứ nào trong hạt Đông-dương. Chỗ ấy thì tuân theo nghị-định quan Toàn-Quyền chỉ-định.

Kỳ-hạn tội phóng-trục, thì tự năm năm cho đến mười năm.

Nếu người nào bị tội phóng-trục, đương khi chưa mãn-hạn, mà tự-tiện đi về nơi mình bị phóng-trục, hay là không do Chính-phủ địa-phương chuẩn cho mà tự-tiện bỏ đi ra khỏi nơi thiên-tử, chỉ xét chắc là người nguyên-phạm, rồi kết ngay án cấm-cố, án ấy ít ra phải bằng kỳ-hạn trước chưa mãn, có gia thêm không được gia gấp hai.

CHAPITRE III

Des peines en matière correctionnelle et de simple police

Art. 17. — Quiconque aura été condamné à la peine d'emprisonnement sera renfermé dans une maison de correction. Il y sera employé à l'un des travaux établis dans cette maison.

La durée de cette peine sera, en matière correctionnelle, de six jours au moins et de cinq années au plus, sauf les cas de récidive ou autres, où la loi aura déterminé d'autres limites.

L'emprisonnement pour contravention de police sera d'un à cinq jours. Cette peine pourra être également purgée dans un local servant de violon pour la localité où l'infraction est commise.

La peine à un jour d'emprisonnement est de 24 heures.

Celle à un mois est de 30 jours.

Art. 18. — Les produits du travail de chaque détenu, condamné à l'emprisonnement, seront appliqués : partie aux dépenses communes de la maison, partie à lui procurer quelques adoucissements s'il le mérite, partie à former pour lui, au temps de sa sortie, un fonds de réserve, le tout ainsi qu'il sera ordonné par arrêté du Gouverneur Général.

Art. 19. — L'amende est une peine pécuniaire obligeant un condamné à payer une certaine somme d'argent au Trésor.

Son quantum sera, en matière correctionnelle, de une piastre au moins à deux mille piastres au plus, sauf les cas où la loi aura déterminé d'autres limites et, en matière de simple police, de vingt cents à six piastres.

CHAPITRE IV

Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes, délits et contraventions

Surveillance administrative

Art. 20. — L'effet du renvoi sous la surveillance administrative sera de donner à l'autorité locale le droit de déterminer certains lieux, dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître, après qu'il aura subi sa peine ou de lui fixer le lieu où il devra résider.

CHƯƠNG THỨ III

Hình khinh-tội và vi-cảnh.

Điều thứ 17. — Tội phạt giam thì giam ở chỗ trù-ông-trị-trường (giám-thất) và lại bắt phục-dịch ở chỗ giám-thất.

Phạt-giam mà thuộc về khinh-tội, thì kỳ-hạn ấy tự 6 ngày cho đến năm năm. Trừ ra tội tái-phạm, hay là tội nào mà pháp-luật có định ra kỳ-hạn riêng thì không kể.

Phạt-giam thuộc về tội vi-cảnh thì hạn tự một ngày cho đến năm ngày mà thường thường bỏ tù ở trong câu-lưu-sở.

Phạt-giam một ngày là hai mươi bốn giờ đồng-hồ, một tháng là ba mươi ngày.

Điều thứ 18. — Những người bị phạt-giam, trong khi phục-dịch làm ra vật gì mà có sinh lợi, thì lấy một-phần làm phí dụng trong chỗ giám-thất, lấy một phần tùy theo khi nào đáng cho thì cho để làm cho vui lòng người có tội, còn một phần để dành lại đến khi nào người có tội được tha thì cho, nhưng phải tuân theo chương-trình trong nghị-định qnan Toàn-Quyền.

Điều thứ 19. — Phạt bạc tức là nộp tiền, bắt người phạm phải nộp tiền vào công-khố.

Số tiền nộp ấy, thuộc về khinh-tội, thì phải phạt từ một đồng bạc cho đến hai nghìn đồng bạc, trừ ra khi nào trong luật đã định riêng ngạch-số thì khác; thuộc về tội vi-cảnh, thì phạt tự hai hào bạc cho đến sáu đồng bạc.

CHƯƠNG THỨ IV

Phụ - hình

Quản-thúc

Điều thứ 20. — « Quản-thúc » nghĩa là sau khi người phạm đã mãn hạn rồi, thì quyền cai-trị định chỗ nào là chỗ người phạm ấy không được đến, hay là chỗ người phạm ấy phải ở.

Le condamné à la surveillance ne pourra quitter la résidence qui lui aura été assignée, ni pénétrer sur le territoire où il lui a été interdit de paraître, sans l'autorisation du Résident Supérieur donnée après avis du Chef du Service de la Justice indigène.

Néanmoins l'autorité provinciale pourra aussi accorder cette autorisation :

1^o — Dans les cas de simples déplacements dans les limites mêmes de la province ;

2^o — Dans les cas urgents, mais à titre provisoire seulement.

En cas de désobéissance aux dispositions ci-dessus, l'individu renvoyé sous la surveillance administrative, sera condamné par le Tribunal provincial à un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq années.

Art. 21. — En aucun cas la durée de surveillance ne pourra excéder 20 années.

Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention, à la réclusion et au bannissement seront placés de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant 20 années, sous la surveillance administrative.

Néanmoins, l'arrêt ou le jugement de condamnation pourra réduire la durée de la surveillance, ou même déclarer que les condamnés n'y seront pas soumis.

Tout condamné à des peines perpétuelles, qui obtiendra commutation ou remise de sa peine, sera, s'il n'en est autrement disposé par la décision gracieuse, de plein droit placé sous la surveillance administrative pendant 20 ans.

Devront être renvoyés sous la même surveillance ceux qui seront condamnés pour crimes ou délits intéressant la sûreté de l'Etat.

Art. 22. — Hors les cas déterminés par les articles précédents, les condamnés ne seront placés sous la surveillance administrative que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis.

Art. 23. — La surveillance pourra être remise ou réduite par voie de grâce.

Confiscation des biens

Art. 24. — En matière criminelle, la confiscation générale de tous les biens appartenant en propre à un condamné ne sera prononcée, qu'autant qu'elle sera ordonnée par une disposition spéciale de la loi.

Người bị quản-thúc, nếu không do quan Thống-sứ đã thương với quan Nam-án-Thủ-hiến ý-hợp mà chuẩn cho, thì không được tự-tiện bỏ chỗ quan đã định cho mình ở, và không được tự-tiện đến chỗ quan đã cấm mình.

Nhưng mà quan Công-sứ sở tại cũng có thể chuẩn cho người bị quản-thúc về những khi sau này :

1^o Là khi người phạm ấy muốn đi lại ở trong hạt ;

2^o Là khi người phạm có việc cần mà xin, nhưng mà chỉ cho tạm mà thôi.

Nếu người bị quản thúc ấy, không tuân theo điều lệ này, thì tòa-án sẽ xử tội phạt-giam, nhưng mà không được xử quá năm năm.

Điều thứ 21. — Kỳ-hạn quản-thúc không khi nào hơn hai mươi năm.

Cứ theo phép luật, thì những tội khỗ-sai có hạn, tội cấm-cố, tội-đồ, và tội phóng-trục, sau khi mãn hạn rồi phải chịu quản-thúc về quyền cai-trị hai mươi năm.

Nhưng mà trong thăm-định hay là án-kiện có thể giảm nhẹ hay là tha hẳn khỏi quản thúc.

Cứ theo phép luật, tội khỗ-sai chung-thân, sau khi được giảm hay là được tha, nếu không có án-chuẩn, thì phải chịu quản-thúc về quyền cai-trị hai mươi năm.

Những người vì phòng-ngại đến sự yên-ôn của Nhà-nước mà phạm trọng-tội thì phải quản thúc cả.

Điều thứ 22. — Ngoài những khoản đã định ở điều trên mà không có điều-lệ định riêng, thì không được quản-thúc người có tội.

Điều thứ 23. — Tội bị quản-thúc, có thể được ân-miễn hay là ân-giảm.

Sự tịch một

Điều thứ 24. — Phạm thuộc về trọng-tội và khinh-tội mà tịch-một tất cả tài-sản của người có tội, thì phải có điều-lệ riêng trong phép nói rõ, mới được thi hành.

Art. 25. — En matière criminelle et correctionnelle, la confiscation spéciale du corps du délit, quand la propriété en appartient au condamné, soit des choses produites par l'infraction, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre devra toujours être prononcée.

Art. 26. — La confiscation générale et la confiscation spéciale attribuent au Trésor la pleine et entière propriété des objets saisis.

Art. 27. — Le Juge pourra ainsi, en matière de simple police, prononcer la confiscation soit des choses saisies en contravention, soit des choses produites par la contravention, soit des matières ou des instruments qui ont servi ou étaient destinés à la commettre.

Art. 28. — Le condamné sera toujours tenu aux frais du procès, il sera également tenu quand il y aura lieu, des restitutions et des dommages-intérêts en partie lésée si elle le requiert.

Privation des droits civiques

Art. 29. — Les tribunaux jugeant correctionnellement pourront interdire en tout ou en partie l'exercice des droits civiques suivants :

1^o — de vote,

2^o — d'éligibilité,

3^o — d'être appelé ou nommé aux fonctions d'assesseur, ou autres fonctions publiques ou aux emplois de l'Administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois,

4^o — de port d'armes,

5^o — de vote et suffrage dans les délibérations de famille,

6^o — d'être tuteur, ou curateur si ce n'est de ses enfants,

7^o — d'être expert ou employé comme témoin dans les actes,

8^o — de témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations.

Art. 30. — Les condamnations à des peines criminelles emporteront de plein droit l'interdiction de tous les droits mentionnés à l'article précédent.

Contrainte par corps

Art. 31. — L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux frais et aux dommages-intérêts pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps.

Điều thứ 25. — Phạm thuộc về trọng-tội và khinh-tội thì đồ vật trái phép của người phạm, như là đồ xuất bởi tội ấy, hay là đồ dùng hoặc là đồ ý muốn dùng mà phạm tội thì đều cần phải tịch-một cả.

Điều thứ 26. — Đồ-vật tài-sản bị tịch-một rồi bỏ vào công-khố.

Điều thứ 27. — Phạm thuộc về tội vi-cảnh, thì những đồ vật trái phép mà đã bị bắt, như là cái vật gì vi trái phép mà làm ra, hay là cái vật-chất gì và đồ dùng gì mà đã dùng hay là sắp dùng làm sự trái phép, đều phải tịch-một.

Điều thứ 28. — Người bị phạt phải chịu tiền lệ-phi trong sự kiện và những khoản gì đáng thương-hoàn và đáng bồi-tồn-hại mà người bị thiệt hại có xin.

Cấm quyền công-dân

Điều thứ 29. — Các tòa-án kết án thuộc về khinh-tội, có thể cấm tất cả, hay là ít nhiều quyền công-dân của người có tội như sau này :

- 1° Là quyền được bỏ vé bầu cử ;
- 2° Là quyền được người ta bầu cử mình ;
- 3° Là quyền được dùng làm chức Bồi-thẩm, hay là làm chức gì ở các công-nha, hay là làm việc ở các sở cai-trị, hay là đương làm chức-dịch ấy mà được làm luôn ;
- 4° Là quyền được sắm và được dùng đồ binh-khí ;
- 5° Là quyền ăn nói ở trong hội-nghị thành-tộc ;
- 6° Là quyền được làm người giám-hộ hay là làm người quản-tài cho người khác (trừ ra khi nào đối với đứa con của mình sinh ra thì không kể) ;
- 7° Là quyền làm người giám-định, và làm chứng ở trong các chứng-thư ;
- 8° Là quyền được làm một người yếu-chứng ở trước tòa-án (trừ ra những sự khai thường thì không kể).

Điều thứ 30. — Phạm người bị trọng-tội, đều phải bị cấm những quyền như điều trước đã kể.

Bỏ tù nợ

Điều thứ 31. — Phạm thi-hành những án phạt bạc, thương-hoàn, bồi-lệ-phi, và bồi-tồn-hại, đều có thể thay làm sự bỏ tù nợ.

Le condamné qui subira la contrainte par corps sera renfermé dans une maison de correction et employé à des travaux ou à des corvées intérieures ou extérieures réglementées par l'Administration.

Art. 32. — Dans le cas où les biens du condamné sont insuffisants, les condamnations sont payées dans l'ordre suivant :

- 1^o — la restitution ;
- 2^o — l'amende ;
- 3^o — les frais de justice ;
- 4^o — les dommages-intérêts.

Art. 33. — Les individus condamnés pour une même infraction ne seront tenus des restitutions, de l'amende, des frais de justice et des dommages-intérêts que pour leur part qui devra être fixée par le jugement.

Art. 34. — Les condamnés resteront en prison jusqu'à parfait paiement ou, à défaut de paiement, jusqu'à expiration de la durée de la contrainte. Si le condamné a commencé sa 60^{ème} année, la contrainte par corps est réduite à la moitié de la durée fixée par le jugement.

La contrainte par corps ne peut être exercée contre les condamnés qui sont âgés de 70 ans et plus.

Elle ne peut être exercée simultanément contre le mari et la femme pour des dettes différentes.

Art. 35. — La durée de la contrainte par corps est réglée ainsi qu'il suit :

- 1^o — de deux à vingt jours pour toute somme n'excédant pas 20 piastres ;
- 2^o — de 20 à 40 jours pour une somme supérieure à 20 piastres mais n'excédant pas 40 piastres ;
- 3^o — de 40 jours à 60 jours pour une somme supérieure à 40 piastres mais n'excédant pas 80 piastres ;
- 4^o — de 2 à 4 mois pour une somme supérieure à 80 piastres mais n'excédant pas 200 piastres ;
- 5^o — de 4 à 8 mois lorsqu'elles sont supérieures à 200 piastres et qu'elles n'excéderont pas 800 piastres ;
- 6^o — de neuf mois à deux ans lorsqu'elles s'élèveront à plus de 800 piastres.

Art. 36. — La contrainte par corps sera fixée séparément pour les sommes dues au Trésor, et pour celles dues aux victimes des infractions, lesquelles conserveront le droit de renoncer à requérir l'incarcération de leur débiteur, ou de le faire sortir de prison à tout moment. Dans tous les cas, elles devront faire connaître leurs intentions par une déclaration écrite remise soit au Tribunal, soit au gardien de la prison.

Người bị bỏ tù ấy phải giam ở giám-thất, bắt làm việc trong hay là việc ngoài, cứ theo chương-trình Nhà-nước định.

Điều thứ 32. — Khi nào tài-sản của người có tội không đủ giả các khoản, thì chiếu theo thứ tự sau này mà giả :

- 1° Thường-hoàn (restitution) ;
- 2° Phạt bạc (amende) ;
- 3° Bồi lệ-phi (paiement des frais) ;
- 4° Bồi tổn-hại (paiement des dommages-intérêts).

Điều thứ 33. — Những người cùng phạm một tội, thì những khoản thường-hoàn, phạt bạc, bồi lệ-phi, bồi tổn-hại, mỗi người phải chịu bao nhiêu, do trong án định rõ.

Điều thứ 34. — Những người bỏ tù nợ, thì bị giam cho đến khi giả xong những khoản mình phải giả, nếu không thể giả được, thì bị giam đến khi hết hạn bỏ tù nợ. Nếu người phạm tội đã đến sáu-mươi tuổi, thì hạn bỏ tù nợ bớt đi một nửa.

Sự bỏ tù nợ không được thi-hành cho người bảy mươi tuổi.

Không được cùng một lúc mà bỏ tù cả chồng và vợ, dẫu có khoản nợ khác cũng mặc lòng.

Điều thứ 35. — Kỳ-hạn bỏ tù nợ, chiếu lệ như sau này ;

1° Nợ hai-mươi đồng giở xuống, thì bỏ tù trong hạn hai ngày đến hai mươi ngày ;

2° Nợ từ hai-mươi đồng bạc, đến bốn-mươi đồng-bạc, thì bỏ tù trong hạn hai-mươi ngày đến bốn-mươi ngày ;

3° Nợ bốn-mươi đồng bạc đến tám-mươi đồng bạc, thì bỏ tù trong hạn bốn-mươi ngày đến sáu-mươi ngày ;

4° Nợ từ tám-mươi đồng bạc đến hai trăm đồng bạc, thì bỏ tù trong hạn hai tháng đến bốn tháng ;

5° Nợ từ hai trăm đồng bạc đến tám trăm đồng bạc, thì bỏ tù trong hạn bốn tháng đến tám tháng ;

6° Nợ từ tám trăm đồng bạc giở lên, thì bỏ tù trong hạn chín tháng đến hai năm.

Điều thứ 36. — Kỳ hạn bỏ tù nợ thuộc về thiếu của công-khố và thiếu của người bị thiệt-hại, thì phân-biệt mà định ra. Những người bị thiệt-hại thường có quyền được làm đơn nộp cho quan tòa-án hay là người giám-thủ mà xin tha người bị bỏ tù.

Art. 37. — Nulle contravention, nul délit, nul crime, ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas édictées par la loi avant qu'ils fussent commis.

CHAPITRE V

Prescription

Art. 38. — L'action résultant d'un crime ou d'un délit se prescrit après dix années révolues à compter du jour où le délit a été commis, si son auteur ne s'est pas soustrait aux poursuites.

Si l'auteur du crime ou du délit a pu se soustraire aux poursuites, l'action ne sera prescrite que par 15 ans.

Art. 39. — L'action pour une contravention de police se prescrit après une année révolue après qu'elle aura été commise ou constatée.

Art. 40. — On ne peut faire condamner après sa mort l'auteur d'un crime ou d'un délit.

L'action civile en restitution en dommages-intérêts pour la réparation du préjudice peut être exercée après le décès de l'auteur du crime ou du délit contre ses héritiers.

Art. 41. — Les peines portées par les arrêts et jugements en matière criminelle se prescrivent par 20 années révolues à compter de la date des arrêts ou jugements.

Néanmoins le condamné ne pourra résider dans la province ou le pays où demeureraient, soit celui sur lequel ou contre la propriété duquel le crime aurait été commis soit ses héritiers directs. Le Gouverneur Général pourra assigner un lieu de résidence au condamné en matière criminelle, dont la peine aura été prescrite.

Art. 42. — Les peines portées par les arrêts et jugements rendus en matière correctionnelle se prescrivent par 5 années révolues à compter de la date de l'arrêt ou jugement rendu en dernier ressort.

Art. 43. — Les peines portées par les jugements rendus pour contraventions de police seront prescrites deux années après la promulgation du jugement.

CHAPITRE VI

Récidive

Art. 44. — Quiconque ayant été antérieurement condamné pour un crime ou un délit se rend coupable de la même infraction dans le délai de cinq ans, après avoir purgé sa première peine, pourra être condamné au maximum de la peine prévue par le code et même cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Điều thứ 37. — Phạm trọng-tội, khinh-tội và tội vi-cảnh, thì không có thể đem những hình phạt mới mà xử những tội án phát ra thuộc về trước khi chưa có hình-phạt ấy.

CHƯƠNG THỨ V

Tiêu-duyet thời-hiệu

Điều thứ 38. — Phạm thuộc về trọng-tội hay là khinh-tội mà người phạm không trốn, thì quyền kết án hạn trong mười năm thì hết, kể bắt đầu từ ngày phạm tội.

Nếu người phạm trốn, thì quyền kết án, đến mười lăm năm hết.

Điều thứ 39. — Phạm thuộc về tội vi-cảnh, thì quyền kết-án hạn trong một năm, kể bắt đầu từ ngày bị phát giác.

Điều thứ 40. — Phạm người phạm trọng-tội hay là khinh-tội, mà đã chết rồi, thì không được trị tội, chỉ có những khoản thưởng-hoàn hay là bồi-tồn-hại, thì người bị thiệt-hại có thể đi kiện người thừa-tự của người phạm ấy mà trách bồi.

Điều thứ 41. — Sự thi-hành các hình trọng-tội, kể bắt đầu từ ngày tuyên-án, quá hai mươi năm thì thành ra tiêu-duyet thời-hiệu nhưng mà người phạm ấy không được cùng ở một địa-hạt với người bị thiệt-hại hay là người thừa-tự của người bị thiệt-hại thuộc về thân-mạch hay là tài-sản.

Chỗ người phạm ấy ở, thì do quan Toàn-Quyền chỉ định.

Điều thứ 42. — Sự thi-hành các hình thuộc về khinh-tội, kể bắt đầu từ ngày tuyên-án chung-thâm, quá năm năm thì thành ra tiêu-duyet thời-hiệu.

Điều thứ 43. — Sự thi-hành hình vi-cảnh, kể bắt đầu từ ngày tuyên-án, quá hai năm thì thành ra tiêu-duyet thời-hiệu.

CHƯƠNG THỨ VI

Tái-phạm

Điều thứ 44. — Phạm người nào đã chịu hình trọng-tội hay là khinh-tội, sau khi mãn hạn rồi, trong năm năm mà lại phạm tội cũng như thế, thì phải chiếu theo cái hạn mãn-lệ ở trong luật đã định mà xử hay là có thể gia lên gấp hai.

Il y a récidive en matière de contravention de police, lorsque le contrevenant a été condamné en matière de simple police dans les 12 mois qui précèdent la nouvelle infraction constatée.

CHAPITRE VII

Des peines en cas de conviction de plusieurs infractions et de la tentative de crime ou de délit

Art. 45. — Dans le cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte sera seule prononcée, mais le condamné restera tenu de l'intégrité des restitutions et des dommages-intérêts accordés aux parties lésées.

Art. 46. — Toute tentative de crime ou de délit, qui aura été manifestée par un acte préparatoire en vue de l'exécution de ce crime, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur est considérée comme le crime ou le délit même, sauf dispositions contraires.

CHAPITRE VIII

De la complicité

Art. 47. — Les complices d'un crime ou d'un délit sont punis des mêmes peines que les auteurs principaux de ce crime ou délit, sauf dans le cas où il en est disposé autrement.

Art. 48. — Sera puni comme complice :

1° celui qui a donné des instructions pour commettre l'infraction ;

2° celui qui aura procuré des instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'infraction, sachant qu'ils devaient y servir ;

3° celui qui aura aidé ou assisté avec connaissance l'auteur ou les auteurs de l'infraction dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'ont consommée.

Art. 49. — Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur auront, sans contrainte, fourni logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.

Art. 50. — Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit seront aussi punis comme complices de ce crime ou de ce délit.

Phạm người nào đã phạm tội vi-cảnh mà trong mười hai tháng lại phạm tội vi-cảnh nữa, thì cũng cho là tái phạm.

CHƯƠNG THỨ VII

Câu-phát — Tương-hành-vị-toại

Điều thứ 45. — Phạm một người mà phạm mấy tội về trọng-tội và khinh-tội, xét ra quả thật, thì cứ tội nặng mà xử, nhưng mà người phạm phải chịu tất cả những khoản thưởng-hoàn hay là bồi-tồn-hại cho những người thiệt-hại.

Điều thứ 46. — Sắp phạm trọng-tội hay là khinh-tội, mà đã có chứng cứ rõ ràng là dự-bị-thực-hành, thì nếu người phạm vì có sự gì không ngờ mà phải trung-chỉ hay là làm không xong, cũng xử như tội đã làm rồi, chỉ trừ ra có điều khác đã định thì không kể.

CHƯƠNG THỨ VIII

Cộng-phạm

Điều thứ 47. — Những người từng-phạm về trọng tội hay là khinh-tội, thì phải chịu tội cũng như thủ-phạm, trừ ra những khi có định riêng thì không kể.

Điều thứ 48. — Những tội xử cho là cộng-phạm như sau này:

- 1° Là xui giục chỉ bảo cho phạm tội;
- 2° Là biết rằng người phạm tất dùng làm sự phạm pháp mà cấp cho binh-khi, khí-cụ, hay là phương kế gì khác;
- 3° Là biết là làm việc phạm-pháp, mà giúp sức cho người thủ-phạm hay là vì nó mà lo-liệu cho dễ làm, và làm cho được việc.

Điều thứ 49. — Phạm đã biết việc người đó làm là việc ác, như là ăn-cướp, hay là ngại đến sự yên-ôn của Nhà-nước, sự hòa-bình của công-chúng, và hại đến thân-thể hay là tài-sản người ta, nếu không phải bị thế cưỡng-bách mà cho người đó mượn một chỗ, để mà cư-trú, hay là tàng-nặc, hay là tụ-hội, thì cho là từng-phạm.

Điều thứ 50. — Phạm đã biết vật đó là vật ăn cướp hay là trộm cắp hay là vật ấy lấy được là bởi vì phạm trọng-tội hay là khinh-tội, mà cố-ý oa-tàng tất cả hay là một ít, cũng cho là từng-phạm.

Art. 51. — Néanmoins, la peine de mort lorsqu'elle sera applicable aux auteurs des crimes sera remplacée à l'égard des recéleurs par celle des travaux forcés à perpétuité.

CHAPITRE IX

Des personnes excusables ou responsables pour infraction en matière pénale

Art. 52. — Il n'y a pas d'infraction, quand le prévenu était en état de démence au moment de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.

Nul crime ou délit ne peut être excusé ni la peine mitigée que dans les cas ou les circonstances, où la loi déclare le fait excusable ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse.

Art. 53. — Le mineur, au regard de la loi pénale, est l'individu âgé de moins de 16 ans.

Art. 54. — Dans le cas où un individu âgé de moins de 16 ans, commettra un crime ou délit, si les juges reconnaissent qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire ;

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention, de la réclusion ou du bannissement, il sera condamné à être renfermé d'un an à dix ans dans une colonie pénitentiaire.

Art. 55. — Lorsque le prévenu âgé de moins de 16 ans sera reconnu avoir agi sans discernement, les juges l'acquitteront, mais ils seront tenus de le condamner au paiement des justes indemnités réclamées par les victimes de l'infraction.

Ils pourront également, selon les circonstances, le remettre à ses parents ou ordonner qu'il sera élevé dans une colonie pénitentiaire pendant le nombre d'années qu'ils détermineront dans leur jugement sans que la détention puisse excéder l'époque où il aura 21 ans accomplis. Ils pourront aussi le faire remettre pendant le même temps, à la garde d'une famille honorable ou d'une institution charitable.

Art. 56. — Si le coupable d'un crime ou d'un délit, qu'il soit ou non mineur habite avec ses parents, ceux-ci seront responsables des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais auxquels il aura été condamné.

Điều thứ 51. — Nếu người thủ-phạm bị tử-hình, thì người tòng-phạm oa-tàng được cải làm tội khổ-sai chung-thân.

CHƯƠNG THỨ IX

Những người phạm-tội mà được miễn-nghị cùng người bị can-liên

Điều thứ 52. — Đương khi phạm phép mà người phạm có chứng điên-cuồng hay là nhân thể cưỡng-bách mà không thể giữ được, đều không luận tội.

Ngoài những khi trong pháp-luật đã định cho là đáng khoan-miễn hay là khinh-giảm thì không có thể được khoan-miễn và khinh-giảm.

Điều thứ 53. — Cứ trong luật-hình, thì người vị-thành-nhân là người chưa đầy 16 tuổi.

Điều thứ 54. — Nếu người phạm trọng-tội hay là khinh-tội chưa đầy 16 tuổi, mà quan tòa-án xét ra cái tội của nó làm là cố-ý, thì xử phạt như sau này :

Nếu đáng phải tử-hình, hay là khổ-sai chung-thân hay là phát-lưu, thì đời làm giam ở chỗ trừng-giới, từ mười năm đến hai mươi năm ;

Nếu đáng phải khổ-sai có kỳ-hạn, hay là cấm-cố, hay là tội-dờ, hay là phóng-lược, thì đời làm giam ở chỗ trừng-giới từ một năm đến mười năm.

Điều thứ 55. — Nếu người phạm từ 16 tuổi trở xuống, mà quan tòa-án xét ra việc của nó làm là không cố-ý thì được tha, nhưng phải bắt bồi tòn-hại cho người bị-hại.

Quan tòa-án lại có thể tùy theo tình-trạng giao tên phạm ấy cho cha mẹ nó, hay là đem nuôi ở chỗ trừng-giới. Cái kỳ-hạn ở nơi trừng-giới thì định ở trong án, nhưng không được quá tuổi 21.

Trong hạn ấy, quan tòa-án cũng có thể giao tên phạm ấy cho một nhà lương-thiện hay là một hội làm phúc trông nom.

Điều thứ 56. — Nếu người phạm tội, bất cứ là người vị-thành-nhân hay không, ở chung với cha mẹ nó, thì cha mẹ nó phải chịu phạt bạc, thường-hoàn, bồi tòn-hại và bồi lệ-phi về phần đứa trẻ-con bị phạt ấy.

Art. 57. — Le père et la mère naturels, adoptifs, le grand-père ou la grand-mère, sous l'autorité duquel se trouve placé le mineur sont recevables à provoquer son incarcération dans une Colonie pénitentiaire jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis pour manquement grave au respect à un parent ou pour mauvaise conduite habituelle. Le parent, qui requerra l'incarcération s'adressera au Juge provincial qui délivrera ou refusera l'ordre d'arrestation, à charge de recours devant le Chef du Service de la Justice indigène. Celui qui aura obtenu l'incarcération pourra toujours faire mettre l'enfant en liberté avant l'expiration du temps fixé.

Art. 58. — Le maître ne sera responsable des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais que si l'infraction commise par son domestique se rattache à son service et a été accomplie à l'occasion de l'exécution de ce service.

Art. 59. — Le Conseil des notables sera responsable des vols commis en bande, des assassinats, meurtres, des blessures ou des actes de violences commis au préjudice des personnes étrangères à la commune séjournant sur son territoire, s'il est convaincu de ne leur avoir prêté, le pouvant, le secours dont il était requis.

Si le séjour de l'étranger dans le village dépasse une durée de 20 jours, cette responsabilité exceptionnelle n'aura plus lieu.

En cas de meurtre, le Conseil des notables aura à subvenir aux frais d'inhumation de cet étranger, si le coupable n'a pu être mis en état d'arrestation.

Lorsque le Conseil des notables se déclare responsable, il devra être condamné à rembourser :

1^o — à la victime du vol, la valeur des objets qui lui ont été soustraits ;

2^o — à l'individu atteint de blessures suivies d'infirmités permanentes ou de blessures simples, ou à la famille de la personne homicide, une indemnité qui sera arbitrée par le Juge.

Cette responsabilité du Conseil des notables n'aura pas lieu si la victime n'a pas prévenu le lý-trưởng de son séjour dans le village.

Art. 60. — Les lý-trưởng devront, dès qu'ils en seront expressément requis, prêter ou faire prêter aide et assistance à tout propriétaire qui, en suivant les traces d'un animal volé, a pénétré sur le territoire de leur commune.

S'il est établi qu'ils se sont abstenus intentionnellement d'intervenir sur la réquisition formelle du propriétaire ou de son mandataire, le Conseil des notables sera tenu de rembourser au propriétaire la valeur de l'animal soustrait.

Điều thứ 57. — Phạm đũa vị-thành-nhân mà đại-bất-kính với tôn-trưởng thân-thuộc, hay là không có hạnh-kiềm, thì người có quyền coi nó là cha mẹ đẻ, hay là cha mẹ nuôi, hay là ông bà, có thể cáo quan mà xin giam nó ở chỗ trù-giới cho đến ngày nó 21 tuổi.

Ông bà cha mẹ xin giam nó phải làm đơn trình quan tòa-án tỉnh, quan tòa-án sai bắt giam hay là bác cái đơn ấy đi cũng được, nhưng mà khi bác cái đơn ấy, thì ông bà cha mẹ nó có thể thưa lên quan Nam-án-thủ-hiến.

Người xin giam con, đương trong hạn giam, cũng có thể xin thả ra được.

Điều thứ 58. — Chỉ khi nào người chủ nhà sai đầy-tớ làm việc gì, nhân khi làm việc mà nó phạm tội, thì người chủ mới phải chịu những khoản phạt bạc, thường-hoàn, bồi-tồn-hại, và bồi-lệ-phí về phần đũa đầy-tớ phải chịu mà thôi.

Điều thứ 59. — Phạm những người kỳ-dịch, khi nào có người làng khác đến ngụ trong địa phận làng mình, mà bị những sự trộm cướp, bị chết, bị thương, bị thiệt-hại về những việc dữ khác, nếu người ấy cầu-cứu mà không chịu cứu, xét ra thực chứng, thì những người kỳ-dịch ấy phải can-cửu.

Nếu người-ấy đến ngụ đã được hai-mươi ngày rồi, thì kỳ-dịch không phải cái tội can-cửa ấy nữa.

Nếu xảy ra việc nhân-mạng, mà không bắt được người phạm, thì những người kỳ-dịch ấy phải chịu phí-tồn chôn người hàng-xứ bị chết ấy.

Khi nào những người kỳ-dịch can-cửu, thì phải bồi thường như sau này :

1° Là phải đền những vật-giá bị mất cho người mất trộm ;

2° Là phải đền cho người bị-thương mà thành cố-tật hay là bị thương-tích hoặc cho gia-thuộc người bị chết, cái tiền phải đền ấy, do quan Tòa-án xét định.

Nếu người bị hại ấy khi đến ngụ không trình với lý-trưởng, thì người kỳ-dịch không phải can-cửu.

Điều thứ 60. — Phạm những người mất trộm thú-vật, đi theo dấu chân, biết rằng nó vào làng nào, nếu người ấy có trình minh-bạch với lý-trưởng thì lý-trưởng phải lập tức thân-hành đi tìm, hay là sai người đi tìm giúp.

Nếu người mất trộm đã thân-hành đi trình lý-trưởng hay là mượn người đi trình thay, mà những người kỳ-dịch thực là cố-ý bỏ mặc mà không chịu tìm giúp, thì phải chiếu theo những vật-giá bị mất mà đền cho người mất trộm.

Art. 61. — Le Conseil des notables n'encourra aucune responsabilité, s'il est prouvé que le lý-trưởng a fait son possible pour retrouver ou faire retrouver l'animal volé et rechercher l'auteur du vol.

CHAPITRE X

Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat

Art. 62. — Toute personne qui aura porté les armes contre la France sera punie de mort.

Art. 63. — Sera aussi puni de la peine de mort quiconque aura pratiqué des machinations ayant pour but de renverser le Gouvernement ou de changer l'ordre de successibilité au Trône d'Annam ou d'exciter les habitants à se soulever contre l'autorité, ou aura attenté contre la vie ou la personne du Roi.

La même peine sera appliquée à l'auteur de l'attentat contre la vie d'une reine ou de ses enfants.

Art. 64. — L'exécution ou la tentative constituent seule l'attentat.

Art. 65. — Sera puni de la peine de la déportation :

1° — Quiconque aura doigné asile dans sa maison à des émissaires venant de l'étranger dans le but de créer des troubles intérieurs ;

2° — Quiconque aura pratiqué des manœuvres ayant pour but de détruire les temples et tombeaux des ancêtres du souverain ou les palais royaux ;

3° — Quiconque aura colporté des fausses nouvelles de nature à compromettre la sécurité publique ou à jeter le trouble dans la population, ou à provoquer l'exode des habitants d'un village en pays étranger ; ou aura tenté de détourner des fonctionnaires ou des militaires de leurs devoirs.

Art. 66. — Toute offense commise publiquement envers la personne du Roi, d'une Reine ou d'un enfant du Roi sera puni de la détention.

Art. 67. — Tout complot formé dans le but de parvenir aux crimes mentionnés dans les articles 62 et 63 sera puni de la peine du bannissement. Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée entre deux personnes au moins.

Art. 68. — Les autres manœuvres susceptibles de compromettre la sécurité publique ou d'occasionner des troubles politiques graves seront punies d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

Điều thứ 61. — Nếu người lý-trưởng quả thực hết sức tìm vật bị mất cùng đũa ăn trộm, mà không thấy, thì những người ký-dịch không phải can-cửu.

CHƯƠNG THỨ X

Những trọng-tội và khinh-tội ngoại đến sự yên-ổn của Nhà-nước

Điều thứ 62 — Người nào dùng đồ binh khí chống lại nước Đại-Pháp thì phải xử tử.

Điều thứ 63. — Người nào bày đặt cơ-mưu cố-ý phá đổ Chính-phủ hay là đổi ngôi Hoàng-thống bản quốc, hay là khích dân khởi-loạn, hay là xâm phạm đến tính-mệnh Hoàng-đế, đều phải xử-tử.

Người nào xâm phạm đến tính-mệnh Hoàng-hậu và Hoàng-tử, cũng phải xử-tử.

Điều thứ 64. — Đã khởi-hành hay là sắp khởi-hành mà chưa xong, đều cho là xâm-phạm.

Điều thứ 65. — Những tội phải phát-lưu như sau này:

1^o Là trong nhà mình chứa những người gián-điệp ở ngoại-quốc đến có ý khởi nổi-loạn ;

2^o Là bày đặt cơ-mưu mà chủ ý để hủy-hoại nhà Tôn-miếu và lăng-tăm hay là cung-diện của Quốc-triều ;

3^o Là đặt ra nhời đồn bậy để hại sự yên-ổn của nhân-dân hay là khích cho dân làm loạn, hay là dỗ dãn đi ngoại-quốc, hay là xui người có chức-dịch cùng binh-linh làm trái bản-phận.

Điều thứ 66. — Người nào công-nhiên làm sự bất-kính với đức Hoàng-đế, Hoàng-hậu hay là Hoàng-tử thì phải tội cấm-cổ.

Điều thứ 67. — Phạm bày đặt âm-mưu đề phạm những trọng-tội trong điều 62, 63, thì phải xử phóng-trục.

* Âm-mưu * là kể từ hai người giở lên cùng bàn nhau để làm việc xấu.

Điều thứ 68. — Còn những sự vận-động khác có thể làm hại đến sự yên-ổn của công-chúng, hay là làm cho sinh đại-loạn đến chính-trị thì phải giam từ một năm đến năm năm.

Art. 69. — La confiscation générale des biens pourra être prononcée, en outre, contre les coupables des crimes prévus dans le présent chapitre.

Art. 70. — Pourront être déclarés excusés et exempts des peines prononcées contre les auteurs des crimes et délits prévus aux articles 61 à 68 ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces crimes ou délits et avant toutes poursuites commencées, auront les premiers donné, au Gouvernement ou aux autorités administratives ou judiciaires, connaissance de ces crimes ou délits et de leurs auteurs ou complices ou qui, même depuis le commencement des poursuites, auront procuré l'arrestation des dits auteurs ou complices. Les coupables qui auront donné ces connaissances pourront néanmoins être placés sous la surveillance administrative pendant dix ans au plus.

CHAPITRE XI

Infractions commises par les fonctionnaires

Art. 71. — Tout fonctionnaire qui sera convaincu d'avoir agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour accomplir un acte de sa fonction non sujet à salaire, ou pour s'abstenir d'un acte rentrant dans ces attributions, sera puni d'un an à cinq ans de prison et d'une amende de 80 piastres à 1.200 piastres et de l'interdiction prévue à l'article 29.

Art. 72. — Tout fonctionnaire ou délégué de fonctionnaire ou préposé à une perception pour le compte de l'autorité administrative ou pour le compte du fermier d'un marché consenti par l'autorité administrative, qui se sera rendu coupable de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou en recevant ce qu'il savait n'être pas dû ou excéder ce qui était dû, à quelque titre que ce soit, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus et d'une amende égale au double de la valeur des choses exigées ou reçues.

Il sera condamné, en outre, à restituer à la victime de l'infraction, ce qu'il a illégalement perçu, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Art. 73. — Tout juge qui sera convaincu d'avoir méchamment refusé de procéder dans l'intérêt d'un prévenu, à une vérification réclamée par ce prévenu et indispensable au jugement du procès sera puni d'une amende de dix piastres à 60 piastres, sans préjudice des sanctions administratives susceptibles d'intervenir.

Điều thứ 69. — Phạm phạm đến các trọng-tội kể trong chương này cũng có thể tịch một cả gia-sản nữa.

Điều thứ 70. — Phạm người phạm trọng-tội, khinh-tội trong điều từ 61 đến 68, mà trước khi tội đã khởi-hành hay là sắp khởi-hành, hay là trước khi quan tra bắt, ra thú với Chính-phủ, với quan cai-trị hay là quan tòa-án, để cho quan trên biết những trọng-tội, khinh-tội, cùng thủ-phạm, tòng-phạm, hay là sau khi tra bắt, mà đi bắt giúp người thủ-phạm, tòng-phạm, thì những người phạm ấy có thể tha tội được, nhưng cũng có thể giao quản-thúc mười năm giờ xuống.

CHƯƠNG THỨ XI

Những người chức-dịch phạm tội

Điều thứ 71. — Những người chức-dịch nhận những của lót hay là nhận nhờ hứa người ta, hay là đồ tặng lễ-trình, để làm những việc thuộc về chức-phận mình phải làm, mà việc ấy chiếu lệ không được lấy tiền, hay là nhận tiền, nhận nhờ để bỏ không làm phận-sự mình phải làm, xét ra quả có chứng-cớ thì phải phạt giam từ một năm cho đến năm năm, và phạt bạc từ tám mươi đồng cho đến một nghìn hai trăm đồng, lại phải chịu cấm quyền công-dân như điều thứ 29 đã nói.

Điều thứ 72 — Những người chức-dịch hay là người đại-ly cho người chức-dịch, hay là người thừa-sai thu tiền cho nhà nước hay là thu cho người lĩnh chung, mà tự-mình phạm-tang, như là sai người đi lấy, hay là đòi lấy, hay là nhận lấy những của mà mình đã biết rằng không nên lấy, không cứ thế nào, phải giam từ hai năm cho đến năm năm, và phải phạt bạc, cái số bạc phạt gấp hai số tiền phạm-tang. Lại phải giả lại cái số lấy lạm cho người bị-hại, nếu có tổn hại thì cũng phải bồi.

Điều thứ 73. — Khi nào người bị-cáo xin quan-tòa kiểm-tra một việc có quan-hệ đến cái án của mình mà quan tòa-án thật có lòng riêng không chịu kiểm-tra, thì phải phạt bạc từ mười đồng đến sáu-mươi đồng, không kể những tội khiên-trách khác thuộc về quan-kỹ nữa.

Art. 74. — Tout fonctionnaire qui, de mauvaise foi, se sera immiscé dans des affaires étrangères à son service sera puni d'une amende de 6 piastres à 60 piastres.

Art. 75. — Tout fonctionnaire, qui, rendant compte d'un fait aux autorités supérieures, sera convaincu d'avoir établi son rapport avec fausseté, sera puni, qu'il y ait eu ou non remise d'argent, de la peine de l'emprisonnement d'un an à 3 ans et d'une amende de 20 piastres à 1.000 piastres, lorsqu'il n'y aura pas lieu d'appliquer l'article 63.

Art. 76. — Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et d'une amende de 10 piastres à 1.200 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement :

1^o — Tout fonctionnaire qui, connaissant la présence de malfaiteurs sur son territoire, ne les aura pas signalés aux autorités ou les aura présentés comme étant des personnes d'une conduite honnête ;

2^o — Tout fonctionnaire, qui dissimulera à ses supérieurs les troubles qui se seront produits dans la région où il exerce ses fonctions.

Art. 77. — Tout fonctionnaire, qui sera convaincu d'avoir molesté les habitants ou d'avoir examiné avec négligence les plaintes qui lui ont été remises, sera puni d'une amende de 5 piastres à 200 piastres.

Art. 78. — Tout fonctionnaire qui, sans motifs légitimes, aura fait mettre un habitant en état d'arrestation ou qui, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, aura usé ou fait user de violence envers une personne, sera puni d'un emprisonnement de six jours à 2 ans et d'une amende de 10 piastres à 500 piastres sans préjudice des pénalités encourues pour complicité dans les dites violences.

Art. 79. — Tout fonctionnaire, qui sera convaincu d'avoir dissimulé le nombre des habitants de sa circonscription pour leur éviter le paiement des impôts, sera puni d'un emprisonnement de six jours à 2 ans et d'une amende égale au double de la somme dont il aura empêché le recouvrement.

Art. 80. — Tout fonctionnaire qui, sans motifs légitimes, refusera d'exécuter un ordre de ses supérieurs ou un mandat de justice sera puni d'une amende d'une piastre à 500 piastres.

Art. 81. — Tout fonctionnaire qui, étant chargé dans un scrutin, du dépouillement des billets contenant les suffrages des électeurs, sera surpris falsifiant des billets ou en soustrayant de la masse, ou en y ajoutant, ou inscrivant sur les billets des votants non lettrés des noms autres que ceux qui lui auraient été déclarés, sera puni de la peine d'emprisonnement de 6 mois à 2 ans.

Điều thứ 74. — Phạm người chức-dịch có lòng riêng mà can-thiệp đến việc ngoài chức-phận mình. phải phạt bạc từ sáu đồng đến sáu-mươi đồng.

Điều thứ 75. — Phạm những người chức-dịch có trình-báo việc gì với quan trên, xét ra là cáo gian, không cứ rằng có lấy tiền của ai hay không, cũng đều bị phạt giam từ một năm đến ba năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến một nghìn đồng, trừ ra khi nào phạm vào điều 63 nói ở trên thì không kể.

Điều thứ 76. — Phạm người chức-dịch phạm hai tội kể sau này, thì phải phạt-giam từ sáu ngày đến ba năm, và phạt bạc từ mười đồng đến một nghìn hai trăm đồng, (hay là hai thứ phạt ấy chỉ phạt một thứ thôi) :

1° Là biết có kẻ-gian ở trong địa-hạt mình mà không báo quan hay là lại bênh dữa gian ấy bảo là người lương-thiện ;

2° Là dấu không trình quan trên những việc rối loạn phát ra ở trong hạt mình.

Điều thứ 77. — Những người chức-dịch xét ra thật là những-nhiều dân-sự hay là nhận đọn kiện của dân mà xét xử không được cần-thận, thì phải phạt bạc từ năm đồng đến hai trăm đồng.

Điều thứ 78. — Những người chức-dịch không có cơ gì phải phép mà đi bắt bậy người ta, hoặc nhân làm việc công-mà tự mình hay là sai người hành-hạ dân-sự, thì phải phạt-giam từ sáu ngày đến hai năm, và phạt bạc từ mười đồng đến năm trăm đồng. Không kể khi thuộc về tội cộng-phạm trong sự hành-hạ ấy, thì còn phải phạt riêng nữa.

Điều thứ 79. — Những người chức-dịch ăn-lậu số đinh trong hạt mình để trốn thuế Nhà-nước, phải phạt-giam từ sáu ngày cho đến hai năm, và phạt bạc gấp hai cái số thuế lậu.

Điều thứ 80. — Những người chức-dịch không có cơ gì phải phép, mà dám không tuân lệnh quan trên hay là lệnh quan tòa-án, thì phải phạt bạc từ một đồng đến năm trăm đồng.

Điều thứ 81. — Những người chức-dịch đứng làm người mở vé trong lúc bầu-cử, mà làm cái vé giả, hay là thêm bớt số vé, hay là nhân vì người đi bầu không biết chữ mà viết tên người khác vào vé, phải phạt-giam từ sáu tháng đến hai năm.

Art. 82. — Sont compris dans le mot fonctionnaire au présent Code tous les représentants de l'autorité supérieure ou de l'autorité provinciale, cantonale ou communale, qu'ils soient chargés d'attributions administratives ou judiciaires.

CHAPITRE XII

Du faux

Art. 83. — Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux en altérant les registres ou autres actes publics ou qui, en rédigeant des actes de ses fonctions, en aura frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité lorsque le préjudice possible excèdera 2.000 piastres.

La peine sera celle des travaux forcés à temps lorsque le faux n'aura pu occasionner qu'un préjudice de 1.200 piastres à 2.000 piastres. Elle sera d'un emprisonnement d'un an à 5 ans lorsque le préjudice sera inférieur à 1.200 piastres ou d'une valeur indéterminée.

Art. 84. — Tout individu qui aura commis un faux en altérant les écritures ou signatures des reconnaissances de dette ou autres conventions, sera puni, s'il en pouvait résulter un préjudice, d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

Art. 85. — Sera puni des travaux forcés à perpétuité quiconque aura fabriqué ou mis en circulation de la fausse monnaie, quel qu'en soit le métal ou des faux billets de banque légalement autorisés.

La peine des travaux forcés à temps sera appliquée à ceux qui auront fabriqué, vendu, colporté ou distribué tous imprimés ou formules simulant des billets de Banque ou autres valeurs au porteur attribués à des Gouvernements ou Sociétés existantes ou non.

Quiconque aura contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité ou aura fait usage d'un sceau contrefait sera puni des travaux forcés à temps.

Celui qui aura contrefait un timbre-poste ou un timbre quelconque apposé pour l'acquit des droits, taxes, ou fait sciemment usage des dits timbres ainsi contrefaits, ou qui aura modifié ou imité les surcharges apposées sur les dits timbres sera puni d'un emprisonnement de 2 ans au moins et de 5 ans au plus.

Art. 86. — Tout individu qui aura fait sciemment usage d'un acte faux sera puni de la peine encourue par l'auteur de ce faux.

Điều thứ 82. — Trong luật này gọi người chức-dịch, là nói cả những người quan lại thuộc về việc cai-trị hay là việc án cùng các quan tỉnh, phủ, huyện, tổng, lý.

CHƯƠNG THỨ XII

Giả mạo

Điều thứ 83. — Những người chức-dịch lúc đương làm việc mà gian giới sửa lại sổ-sách hay là công-văn, hoặc là biên chép những tờ giấy thuộc về chức-vụ mình mà thay đổi chỗ cốt-tử hay là nơi tinh-trạng, là phạm tội giả mạo. Nếu nhân sự giả mạo ấy mà sinh ra tổn-hại đến quá hai nghìn đồng bạc, thì phải tội khờ-sai chung-thân, sinh ra tổn-hại từ một nghìn hai trăm đồng bạc đến hai nghìn đồng bạc, thì phải tội khờ-sai có kỳ-hạn, sinh ra tổn-hại kém số một nghìn hai trăm đồng hay là số tổn-hại không định được là bao nhiêu, thì phải phạt-giam từ một năm đến năm năm.

Điều thứ 84. — Người nào gian-giới sửa lại chữ trong văn-tự nợ hay là văn-tự khác, hay là chỗ ký-tên, mà sinh ra sự tổn-hại, thì phải phạt-giam từ một năm đến năm năm.

Điều thứ 85. — Người nào tự tiện chế-tạo hay là phát-hành những tiền vàng bạc giả, hay là giấy bạc giả, phải tội khờ-sai chung-thân.

Người nào chế ra hay là đem bán, hay là mang đi, hay là phát ra giấy in giả mạo mẫu giấy-bạc, hay là giấy cở phần không có tên, những giấy ấy hoặc là lấy tên Chính-phủ hay là tên công-ti thật hay là công-ti giả, đều phải tội khờ-sai có kỳ-hạn.

Người nào làm giả dấu-tín của quan hay là đóng dấu giả, phải tội khờ-sai có kỳ-hạn.

Người nào làm giả cái tem nhà giầy-thép hay là cái tem biên-nhận, hoặc biết mà cứ dùng cái tem giả, hoặc chữa đời hay là bắt-chước chữ số-thêm trong tem, hay là dấu đóng tem, phải phạt-giam từ hai năm đến năm năm.

Điều thứ 86. — Người nào biết mà cứ dùng những văn-thư giả, thì phải phạt như tội người làm giả.

Art. 87. — Quiconque fabriquera un faux passeport, un faux permis d'armes, un faux permis de séjour, un faux livret de domestique ou d'ouvrier, une fausse carte d'identité, un faux reçu d'impôt ou falsifiera un passeport, un permis d'armes ou de séjour, un livret de domestique ou d'ouvrier, une carte d'identité, un reçu d'impôt originellement véritable, ou fera usage d'un passeport, d'un permis d'armes, d'un permis de séjour, d'un livret de domestique ou d'ouvrier, d'une carte d'identité, d'un reçu d'impôt falsifié ou fabriqué sera puni d'un emprisonnement de 6 mois au moins et de 3 ans au plus.

Art. 88. — Quiconque prendra ou inscrira dans un passeport, un permis d'armes, un permis de séjour, un livret d'ouvrier ou de domestique, une carte d'identité ou un reçu d'impôt, un nom supposé ou aura concouru comme témoin à faire délivrer le passeport, le permis d'armes, le permis de séjour, le livret d'ouvrier ou de domestique, la carte d'identité ou le reçu d'impôt sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage d'un passeport, d'un permis d'armes, d'un permis de séjour, d'un livret d'ouvrier ou de domestique, d'une carte d'identité, d'un reçu d'impôt délivré sous un autre nom que le sien.

Art. 89. — Quiconque, n'étant pas fonctionnaire, se sera immiscé dans une fonction publique, ou aura employé des manœuvres pour faire croire qu'il est investi de cette fonction et qu'il en avait le pouvoir, ou qui aura publiquement porté un costume, un uniforme, des insignes ou une décoration ne lui appartenant pas, qu'il y ait eu ou non remisé de fonds, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans.

S'il y a eu remise de fonds, il sera condamné, en outre, à une amende égale au double des sommes reçues.

CHAPITRE XIII

Evasion de détenus. - Négligence des gardiens

Art. 90. — Toutes les fois qu'un individu prévenu d'un crime ou d'un délit se sera évadé avant d'avoir été jugé, la personne préposée à sa conduite ou à sa garde qui sera reconnue de connivence dans l'évasion, sera punie de la peine encourue par l'évadé.

Art. 91. — En cas d'évasion d'un condamné, la personne préposée à sa garde ou à sa conduite, reconnue responsable de l'évasion par négligence, sera punie de la peine restant à accomplir par le condamné évadé; en cas de connivence cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Điều thứ 87. — Người nào làm giả hay là tự-tiện chữa giấy thông-hành, giấy cho phép sắm binh-khí, giấy cho phép cư-lưu, sổ biên công thợ, hay là giấy tùy-thân, giấy biên-lai nộp thuế, hoặc người nào biết mà cứ dùng những thứ giấy ấy, đều phải phạt-giam từ sáu tháng đến ba năm.

Điều thứ 88. — Người nào đi lĩnh giấy thông-hành, giấy cho phép sắm binh-khí, giấy cho phép cư-lưu, sổ biên công thợ hay là giấy tùy-thân, giấy biên-lai nộp thuế, mà khai tên giả hay là mượn tên khác, để lĩnh cho mình hay là làm chứng lĩnh hộ cho người khác, phải phạt-giam từ ba tháng đến một năm.

Phạm người nào dùng những thứ giấy ấy không phải là họ tên mình cũng phải tội như thế.

Điều thứ 89. — Những người không có chức-dịch mà can-thiệp vào việc quan, hay là giả quan giảng, công-nhiên dùng đồ phục-sức của quan, và đeo những huy-chương không phải của mình, không cứ rằng có lấy tiền của ai hay không, phải phạt-giam từ sáu tháng đến hai năm.

Nếu có lấy tiền của người ta, lại phải phạt bạc bằng hai số tiền ấy.

CHƯƠNG THỨ XIII

Tù trốn. — Những người canh giữ không cẩn thận

Điều thứ 90. — Những người phạm trọng-tội, khinh-tội, khi chưa thành-án mà trốn đi, xét ra người áp-giải hay là giám-thủ đồng tình với người phạm mà để cho nó trốn, cứ chiếu cái tội người tù trốn ấy mà bắt phạt.

Điều thứ 91. — Khi người phạm đã thành-án mà trốn đi, xét ra người áp-giải hay là giám-thủ lỗi tại sơ-suất, thì chiếu cái kỳ-hạn chưa đủ của người phạm trốn ấy mà phạt, nếu là đồng tình với người phạm ấy, thì chiếu cái kỳ-hạn chưa đủ của người phạm ấy mà có thể phạt đến gấp hai.

Art. 92. — Si la peine encourue par le prévenu ou la peine prononcée contre le condamné était la mort, les juges ne pourront appliquer à la personne responsable de l'évasion que la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps.

Art. 93. — L'arrestation et la réintégration à la prison du prévenu ou du condamné évadé, ou son décès, aura pour résultat d'arrêter l'effet de la condamnation prononcée contre la personne reconnue légalement responsable, qui sera immédiatement remise en liberté. Si la condamnation n'a pas encore été prononcée, elle ne pourra être poursuivie.

Art. 94. — A l'égard du condamné qui se sera évadé avant l'expiration de sa peine, il sera pour ce fait, condamné à subir l'exécution intégrale de la peine qu'avait prononcée contre lui le premier jugement, sans qu'on puisse imputer sur la durée de cette peine, le temps écoulé depuis le jour de sa détention préventive jusqu'au jour de sa réincarcération.

Art. 95. — A l'égard du prévenu, la détention préventive subie entre sa première arrestation et son évasion, ne pourra être déduite de la durée de la peine que prononcera le jugement de condamnation.

Art. 96. — Les dispositions contenues aux articles 90 à 93 seront applicables aux tiers qui auront facilité l'évasion.

Art. 97. — Les préposés à la garde ou à la conduite des prévenus ou condamnés évadés ne pourront être poursuivis s'il est prouvé qu'il leur a été impossible de s'opposer à l'évasion, y ayant été contraints par une force à laquelle ils n'ont pu résister ou s'ils ont été l'objet de violences graves.

CHAPITRE XIV

Vagabondage

Art. 98. — Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont pas de moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession.

Ceux qui auront été déclarés vagabonds seront punis d'un emprisonnement de 3 à six mois. Ils pourront être renvoyés, après avoir subi leur peine, sous la surveillance administrative.

Art. 99. — Toutefois, sur une première poursuite, ils seront exempts de peine et remis en liberté si devant le juge, ils sont réclamés par un répondant présentant des garanties suffisantes ou par l'autorité communale de leur village d'origine ou de leur domicile.

Điều thứ 92. — Nếu người tù trốn là phạm tội tử-hình, thì người đánh mất tù chỉ bị phạt khổ-sai chung-thận hay là khổ-sai có kỳ-hạn.

Điều thứ 93. — Người tù trốn, nếu lại bị bắt, lại bị giam hay là đã chết, thì người đánh mất tù mà bị phạt ấy được tha ngay, nếu chưa tuyên-án thì thôi không kết-án nữa.

Điều thứ 94. — Những người tù khi chưa mãn hạn mà trốn đi, phải chiếu nguyên-án mà bắt lại phải chịu tội cho đủ hạn, không trừ những ngày đã bị giam khi trước.

Điều thứ 95. — Những người phạm chưa thành án trốn đi, những ngày bị giam-cửu từ lúc bắt đến lúc trốn, đến sau có án, không được trừ vào cái hạn phạt-giam ở trong án ấy.

Điều thứ 96. — Phạm người ngoài mà giúp cho tù trốn, cũng chiếu theo các khoản từ điều 90 đến 93 mà xử.

Điều thứ 97. — Người giám-thủ hay là người áp-giải về tù trốn, xét ra vì thế cưỡng bách hay là gặp sự bạo-hành mà sức mình không chống lại được, thì được miễn-nghị.

CHƯƠNG THỨ. XIV

Người du-đăng

Điều thứ 98. — Du-đăng hay là vô-lại, nghĩa là người không lo sự làm ăn, và không có nghề-nghiệp thường.

Phạm người nào đã xét ra thật là du-đăng, phải phạt-giam từ ba tháng đến sáu tháng, sau khi mãn hạn, giao cho quyền cai-trị quản-thúc.

Điều thứ 99. — Những người du-đăng bị bắt lần thứ nhất nếu có người chắc đáng hay là người hương-chức ở nguyên-quán hay là trú-quán, đến xin quan Tòa-án mà bảo-lĩnh, thì được miễn-nghị.

Art. 100. — Les dispositions des articles 98-99 pourront être appliquées à tout individu qui, voyageant hors du lieu de son domicile et étant requis par un représentant de l'autorité publique pour ce qualifié, de justifier de son identité, refusera ou sera incapable de faire cette justification en exhibant une pièce suffisante ou par tout autre moyen de preuve qu'il appartiendra.

CHAPITRE XV

Des associations illicites

Art. 101. — Tout groupement clandestin cherchant à dérober sciemment ses réunions et leur but aux autorités administratives ou judiciaires est une société secrète. Les sociétés secrètes sont interdites. Ceux qui seront convaincus d'avoir fait partie d'une société secrète seront punis d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 40 piastres à 200 piastres.

Ces peines pourront être portées au double contre les chefs ou fondateurs de la société. Il pourra aussi être fait application des dispositions des articles 20-21.

Ces peines seront prononcées sans préjudice de celles qui pourraient être encourues pour d'autres infractions pénales.

Art. 102. — Nulle association de plus de 20 personnes dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour traiter et s'occuper d'objets religieux, littéraires, ou politiques ne pourra se former qu'avec l'agrément de l'Administration du Protectorat et sous les conditions qu'il lui plaira d'imposer à l'association.

Ne sont pas comprises dans le nombre des personnes indiquées par le présent article, celles qui sont domiciliées dans la maison où l'association se réunit.

Art. 103. — Toute association de la nature ci-dessus exprimée qui se sera formée sans autorisation ou qui, après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elle imposées, sera dissoute par jugement.

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association, seront punis de six jours à un an de prison et d'une amende de 5 piastres à 100 piastres. La surveillance administrative pourra aussi être prononcée jusqu'à 10 ans.

Les simples associés seront punis de la peine d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de deux piastres à 80 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Điều thứ 100. — Người hành-khách ở chỗ không phải là chỗ trú-quán mình mà gặp một viên có quyền xét về căn-cước người đi đường, hỏi đến căn-cước mình, nếu người hành-khách ấy không muốn hay là không có thể trình cái giấy gì làm chứng hay là chỉ-dẫn chứng-cớ nào khác để tỏ ra mình là người nào, thì cũng có thể bị phạt theo điều 98 và 99.

CHƯƠNG THỨ XV

Lập đảng-hội trái phép Nhà-nước

Điều thứ 101. — Phạm ăn-lậu mà tụ-hợp nhau lại, có ý giấu không cho quan cai-trị hoặc quan tòa-án biết những khi họp-tập cùng cái mục-dịch của mình, thì cho là lập hội bí-mật. Hội bí-mật đều cấm cả.

Xét ra người nào thật dự vào hội bí-mật, phải phạt-giam từ sáu tháng đến hai năm, lại phạt bạc từ bốn-mươi đồng đến hai trăm đồng. Người hội-trưởng hay là người lập hội phải phạt gấp hai, lại có thể chiếu theo điều 20 và điều 21 mà phạt nữa.

Như có phạm tội khác nữa, lại chiếu phép mà xử.

Điều thứ 102. — Phạm họp một hội đến hai mươi người giở lên, ngày nào cũng họp hay là đình ngày mà họp, mà mục-dịch để bàn-biện sự tôn-giáo, văn-học hoặc 'chính-trị, nếu không được phép Chính-phủ bảo-hộ chuẩn cho, và không y theo chương-trình của Chính-phủ bảo-hộ đã định, thì không được lập hội.

Số người họp hội nói ở trên, không kể những người ở chung trong nhà hội.

Điều thứ 103. — Những hội nói ở điều trên, nếu không được phép quan mà lập hay là sau khi được phép lập lại trái chương-trình Nhà-nước, thì tòa-án làm án mà giải-tán đi. Người hội-trưởng, người cán-biện hay là người quản-lý đều phải phạt giam sáu ngày cho đến một năm, và phạt bạc từ năm đồng đến một trăm đồng, cũng có thể bị quản-thúc đến mười năm.

Còn như những người trong hội đều phải phạt-giam từ sáu ngày đến ba tháng, và phạt bạc từ hai đồng đến tám-mươi đồng, hay là hai thứ phạt ấy, chỉ phải chịu một thứ.

Art. 104. — Tout individu qui, sans la permission de l'autorité, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association même autorisée, sera puni d'une amende de 5 piastres à 80 piastres et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois.

Art. 105. — Toute association formée, quelle que soit sa durée ou le nombre de ses membres, toute entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés constitue un crime.

Art. 106. — Sera puni des travaux forcés à temps quiconque sera affilié à une association ou aura participé à une entente établie dans le but spécifié à l'article précédent.

Les personnes qui se seront rendues coupables du crime mentionné dans le présent article pourront être excusées et exemptées de peines si, avant toute poursuite, elles ont révélé aux autorités l'entente établie ou fait connaître l'existence de l'association.

Art. 107. — Sera puni de la réclusion quiconque aura sciemment et volontairement favorisé les auteurs des crimes prévus à l'art. 105 en leur fournissant des instruments de crime, moyens de correspondance, logement ou lieu de réunion.

Sont toutefois applicables au coupable des faits prévus par le présent article les dispositions du paragraphe 2 de l'article 106.

CHAPITRE XVI

Crimes et délits contre les personnes

Art. 108. — L'homicide volontaire est qualifié meurtre.

Est qualifié empoisonnement l'attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort. La personne qui aura vendu le poison, en connaissance de l'usage qui devait en être fait, sera considéré comme complice de l'empoisonnement.

Art. 109. — Tout coupable de meurtre sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Art. 110. — Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime, lorsqu'il aura été commis avec préméditation ou guet-apens ou lorsqu'il aura pour objet de préparer, faciliter ou exécuter un délit ou de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit.

Điều thứ 104 — Người nào không xin phép quan mà cho người ta lập hội vào cả một cái nhà hay là một phần nhà của mình, dẫu hội ấy đã có phép quan nữa, người chủ-nhà cũng phải phạt bạc từ năm đồng đến tám-mươi đồng và phạt-giam từ sáu ngày đến ba tháng.

Điều thứ 105. — Phạm lập-hội hay là hiệp-ước, không cứ kỳ-hạn thế nào, số người bao nhiêu, hễ xét xem mục-đích là để dự-hành hay là thực hành những sự hại đến thân-thể hay là tài-sản người ta, thì cho là trọng-tội cả.

Điều thứ 106. — Người nào dự vào hội vào ước mà mục-đích như điều 105 ở trên đã nói, phải phạt khổ sai có kỳ-hạn.

Người nào phạm vào trọng-tội trong điều này nếu trước khi phát giác, đi cáo cho quan biết việc hội hay là việc ước ấy, thì được miễn-nghị.

Điều thứ 107. — Người nào tri-tình mà thuận-nguyên giúp người phạm vào điều 105, như là cấp cho khí-cụ, cho phương-kế để thông tin, giúp cho chỗ ở, hay là chỗ họp hội, thì phải tội đồ.

Nhưng mà những người phạm tội như điều này đã nói, cũng có thể miễn-nghị theo như khoản thứ 2 trong điều 106.

CHƯƠNG THỨ XII

Trọng-tội và khinh-tội về sự phạm thân-thể của người

Điều thứ 108. — Hễ cố-ý giết người thì là tội sát-nhân.

Dùng chất độc có thể làm chết người để xâm-phạm tinh-mạng của người, thì gọi là độc-sát.

Người nào tri-tình mà bán thuốc-độc cho kẻ phạm, thì phải xử tội tùng-phạm.

Điều thứ 109. — Hễ phạm tội sát-nhân thì phải phạt khổ-sai chung-thân.

Điều thứ 110. — Giết người trong những khi như sau này thì bị xử-tử:

Trước khi giết người, trong khi giết người, hay là sau khi giết người, còn phạm trọng-tội khác; hay là dự-mưu mà giết người, ăn-phục mà giết người; hay là mục-đích muốn dự-hành, hay là thực-hành tội khác; hay là giúp cho kẻ thủ-phạm, tùng-phạm trốn, hay là làm cho những kẻ ấy khỏi tội.

La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins longtemps dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence.

Art. 111. — Sera puni de mort :

1^o — Le meurtre commis volontairement sur la personne du mari ou de la femme, du père ou de la mère, du beau-père ou de la belle-mère, du grand-père ou de la grand-mère, du frère aîné, de la sœur aînée, de l'oncle paternel, frère aîné du père, de la tante paternelle.

2^o — Le meurtre commis sur trois personnes appartenant à une même famille.

3^o — Le meurtre commis par le serviteur à gages sur la personne de son maître ou par l'élève ou l'étudiant sur la personne de son professeur.

4^o — Tout coupable de castration ou d'empoisonnement.

5^o — Toute personne coupable de mutilations pratiquées sur une personne vivante dans le but de préparer des poisons ou des maléfices.

Art. 112. — Sera puni de la peine des travaux forcés à temps quiconque aura fait avorter une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, en lui administrant une substance toxique ou par tout autre moyen.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura fait usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi. Si l'avortement n'a pas eu lieu la peine encourue sera la réclusion.

Art. 113. — Le meurtre des enfants et des petits-enfants par les père et mère, grand-père ou grand-mère sera puni de la peine de la réclusion.

Si la mort des enfants et des petits-enfants a été occasionnée par des coups et blessures portés par les père, mère, grand-père ou grand-mère, mais sans intention homicide, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un an ou 5 ans et d'une amende de 20 piastres à 1 000 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 114. — Le meurtre de l'épouse ou de la concubine par le mari ne sera puni que d'un emprisonnement d'un an à 5 ans s'il est prouvé que la mort est le résultat de violences faites volontairement mais sans intention homicide.

Dự-mưu nghĩa là trước khi làm đã có quyết định giết người nào, hay là quyết định bất-cứ người nào hễ tìm được hay là bắt gặp thì giết, dự-mưu ấy dù không chủ một sự hại người mà thuộc về tình-thế cơ-hội gì cũng mặc lòng.

Ăn phục nghĩa là đọi người nào trong một chỗ hay là nhiều chỗ đề mà giết hay là bạo-hành, không cứ đọi lâu hay là đọi chóng.

Điều thứ 111. — Phạm những tội nói ở sau, thì xử tử-hình:

1^o — Là cố-sát chồng, vợ, bố-đẻ, mẹ-đẻ, bố-chồng, mẹ-chồng, bố-vợ, mẹ-vợ, ông, bà, anh, chị, chú, bác, cô;

2^o là giết ba mạng trong một nhà;

3^o là đầy-tớ giết chủ-nhà, hay là học-trò giết thầy;

4^o là đánh thuốc-độc hay là cắt ngoại-thân người ta;

5^o là hủy cắt thân-thể người ta có ý đề làm thuốc mê hay là làm yèu-thuật.

Điều thứ 112. — Phạm dùng các chất độc hay là dùng phương-pháp khác, làm cho đàn-bà trụy-thai, không cứ rằng người đàn-bà ấy có thuận tình hay không, phải xử tội khờ-sai có kỳ-hạn.

Phạm đàn-bà con-gái tự mình làm lấy, hay là dùng phép của người khác bảo, đề phá-thai, mà thành trụy-thai thật thì cũng phải xử tội như trên.

Nếu không thành trụy-thai, thì phải tội đồ.

Điều thứ 113. — Phạm cha, mẹ, ông, bà mà giết con, cháu phải xử tội đồ.

Cha, mẹ, ông, bà, đánh con, cháu, nhân đó mà con cháu đến chết, xét ra không phải là có ý cố-sát, phải phạt-giam từ một năm đến năm năm và phạt bạc từ hai-mươi đồng đến một nghìn đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Điều thứ 114. — Người chồng giết vợ hay là vợ-lẽ, xét ra là bởi sự bạo-hành, chớ không có ý cố-sát, chỉ phải phạt-giam từ một năm đến năm năm.

Art. 115. — Tout individu qui, volontairement, aura fait des blessures ou porté des coups ou commis toute autre violence ou voie de fait sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 2 ans et d'une amende de 50 piastres à 80 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement, lorsque ces blessures n'ont pas occasionné la mort ou des infirmités permanentes.

Art. 116. — Toute personne qui aura frappé un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 20 piastres à 1.000 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 117. — Lorsque les coups portés ou les blessures faites volontairement sans intention de donner la mort l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps, sauf les cas prévus aux articles 113 et 114.

La peine de la réclusion sera appliquée au coupable de violences qui auront été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes.

Art. 118. — Tout individu qui, la nuit, réussit à arrêter un voleur non armé dans sa maison et le tue sans nécessité de légitime défense au lieu de le livrer aux autorités sera puni de la peine d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

Art. 119. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 60 piastres à 400 piastres quiconque aura menacé verbalement ou par écrit une personne de meurtre.

S'il n'y a eu que menace de voies de fait ou violences non prévue par le paragraphe précédent, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à un an et d'une amende de 5 piastres à 200 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 120. — Quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à son mari, à son père, à sa mère, à son beau-père, à sa belle-mère, aux père et mère de l'épouse ou à ses autres ascendants ainsi qu'aux ascendants de son épouse, à l'oncle paternel, à la tante paternelle, au frère aîné, à la sœur aînée sera puni de la réclusion. La poursuite n'aura lieu toutefois que sur la plainte de la partie lésée.

Điều thứ 115. — Phạm cố-ý làm cho người ta bị-thương hay là đánh người ta hay là làm sự bạo-hành khác, nhưng mà người bị-thương không đến chết, mà không thành cố-tật, thì phải phạt-giam từ sáu ngày đến hai năm, phạt bạc từ năm-mươi đồng đến tám-mươi đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Điều thứ 116. — Người nào đánh người chức-dịch đương làm việc quan, phải phạt-giam từ một năm đến năm năm và phạt bạc từ hai-mươi đồng đến một nghìn đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Điều thứ 117. — Người nào có ý đánh cho người ta bị-thương, nhưng mà không có ý cố-sát, rồi người ta nhân bị đánh mà đến chết, phải tội khờ-sai có ký-hạn, trừ ra điều 113, 114 đã nói.

Bởi sự bạo-hành mà làm cho người ta bị-thương, như là què một tay hay là một chân, mù hai mắt hay là một mắt, hay là thành ra cố-tật gì khác, thì phải tội dờ.

Điều thứ 118. — Đương đêm bắt được kẻ trộm không có khí-giới ở trong nhà mình không cần phải vì có giữ mình mà giết đi không đem nộp quan, phải phạt-giam từ một năm đến năm năm.

Điều thứ 119. — Lấy nhời nói hay là tờ chữ dọa giết người ta, phải phạt-giam từ một tháng đến ba năm, và phạt bạc từ sáu-mươi đồng đến bốn-trăm đồng.

Nhưng chỉ dọa đánh hay là dọa làm sự bạo-hành gì, thì phạt-giam từ sáu ngày đến một năm và phạt bạc từ năm đồng đến hai trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Điều thứ 120. — Người nào cố-tình đánh chồng, cha mẹ đẻ, cha mẹ chồng, cha mẹ vợ, họ vai trên chồng, họ vai trên vợ, bác, chú, cô, anh và chị đến bị-thương, thì phải xử tội dờ. Nhưng bên bị hại có đi cáo thì mới xử tội.

CHAPITRE XVII

Armes et munitions

Art. 121. — Tout individu qui aura fabriqué, débité, distribué, détenu, ou porté sans autorisation des lances, des baïonnettes, fusils, pistolets, revolvers de poche ou autres, de guerre ou de chasse, sabres, épées, stylets, tromblons ou quelque espèce que ce soit d'armes prohibées par l'autorité, sera puni de la peine d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 5 piastres à 100 piastres.

Art. 122. — Quiconque aura clandestinement fabriqué ou vendu de la poudre ou d'autres munitions sera puni d'un emprisonnement d'un mois à 3 ans et d'une amende de 10 piastres à 200 piastres.

Art. 123. — Dans le cas des articles 121 et 122 la peine de la surveillance administrative pourra être prononcée pour cinq ans au moins et 10 ans au plus.

CHAPITRE XVIII

Homicide, blessures et empoisonnement involontaires

Art. 124. — Sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 20 piastres à 200 piastres, quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements de l'autorité, aura commis involontairement un homicide ou en aura été involontairement la cause.

Art. 125. — Le coupable sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois et d'une amende de 2 piastres à 40 piastres s'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou des coups.

Art. 126. — Quiconque administrera de quelque manière que ce soit une substance qui, sans être de nature à donner la mort, est nuisible à la santé, sera puni d'un mois à cinq ans de prison.

Si la maladie ainsi occasionnée a duré plus de 20 jours, ou si la victime est un ascendant, le coupable encourra la réclusion.

CHƯƠNG THỨ XVII

Bình-khí và quân-hỏa (súng, thuốc-dạn)

Điều thứ 121. — Không có phép quan cho mà tạo-tác, phát-mại, cấp phát, lưu-trữ, huê-đái những giáo, lưởi-lê, súng dài, súng ngắn, súng nhỏ, súng đi săn, gươm dài, gươm ngắn, súng to miệng, cùng đại-đề các thứ khí-giới nhà-nước cấm, phải phạt-giam từ một tháng đến một năm, và phạt bạc từ năm đồng đến một trăm đồng.

Điều thứ 122. — Không có phép quan cho mà chế-tạo hay là phát-mại thuốc súng hoặc là các thứ quân-hỏa, phải phạt-giam từ một tháng đến ba năm và phạt bạc từ mười đồng đến hai trăm đồng.

Điều thứ 123. — Người nào phạm vào tội trong điều 121-122 đã nói, phải giao quyền cai-trị quân-thúc từ năm năm đến mười năm.

CHƯƠNG THỨ XVIII

Không phải là cố-ý và làm cho người ta bị-chết bị-thương hay là đầu-độc

Điều thứ 124. — Người nào nhân vì sơ-suất bất-cần, hay là không tuân-giữ phép của quan, không phải là cố ý, mà đến nỗi giết người, hay là sự giết người bởi đày mà sinh ra, phải phạt-giam từ ba tháng đến hai năm và phạt bạc từ hai-mươi đồng đến hai trăm đồng

Điều thứ 125. — Bởi vì sơ-suất bất-cần, mà chỉ làm cho người ta bị-thương, hay là đánh phải người ta, phải phạt-giam từ sáu ngày đến hai tháng và phạt bạc từ hai đồng đến bốn-mươi đồng.

Điều thứ 126. — Người nào cho người ta uống phải một thứ thuốc, đầu thứ ấy không đến nỗi chết người, nhưng mà hại mất sức-mạnh, phải phạt-giam từ một tháng đến năm năm.

Nếu người ta nhân uống thuốc ấy mà bị bệnh đến hai-mươi ngày giở lên, hay là người bị-hại ấy là người tôn-trưởng trong họ, thì người phạm phải tội đồ.

CHAPITRE XIX

Légitime défense et excuses légales

Art. 127. — N'encourt aucune peine :

1^o — Quiconque commet un homicide ou porte des coups et blessures, lorsque cet homicide et ces coups et blessures étaient commandés par nécessité absolue de la légitime défense de soi-même ou d'autrui.

2^o — Tout mari qui, au moment même où il surprend sa femme en flagrant délit d'adultère, la tue sur place ainsi que son complice ;

3^o — Toute femme mariée ou toute jeune fille qui tue sur place un individu qui la viole ou tente de la violer ;

4^o — Quiconque tue un malfaiteur, au moment où il repousse pendant la nuit l'escalade ou l'effraction des murs ou des clôtures de sa maison ;

5^o — Celui qui commet un homicide ou exerce des violences ou des voies de fait ordonnées par la loi ou commandées par l'autorité légitime.

CHAPITRE XX

Adultère, viol, relations coupables avec des jeunes filles ou femmes

Art. 128. — Toute femme de premier ou de second rang mariée suivant les formes légales, qui sera convaincue d'adultère, sera punie d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 40 piastres à 400 piastres.

Le complice de la femme adultère sera puni de la même peine.

L'adultère de la femme ne pourra être poursuivi devant les Tribunaux que sur la plainte du mari.

Le mari aura également le droit de se désister de sa plainte jusqu'au jugement ; ce désistement ne profitera pas au complice.

Quiconque sera convaincu d'avoir servi d'entremetteur pour faciliter l'adultère d'une femme mariée, ou pour favoriser la débauche de femmes ou de filles sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à un an et d'une amende de 40 piastres à 400 piastres.

CHƯƠNG THỨ XIX

Nói về những có nhẽ làm cho sự giết người, làm bị-thương người, hay là đánh người mà không thành tội.

Điều thứ 127. — Trong những khi như sau này thì không phải tội :

1^o Là cần phải giữ lấy mình hay là giữ hộ cho người khác mà phải giết người hay là đánh người bị-thương ;

2^o Là bản-phu đương-trường bắt được vợ mình thông gian, mà tức-thì giết ngay gian-phù và gian-phụ ấy ;

3^o Là đàn-bà con-gái đương-trường giết đứa cưỡng-gian hay là đứa sắp cưỡng-gian mình ;

4^o Là đương đèm vì cơ phòng-giữ kẻ gian trèo tường hay là đục tường nhà mình, mà đương-trường giết kẻ gian ấy ;

5^o Là nhân vì tuân phép luật mà làm hay là tuân lệnh quan mà phải giết người ta, đánh người ta hay là làm sự bạo-hành.

CHƯƠNG THỨ XX

Thông-gian và cưỡng-gian

Điều thứ 128. — Người vợ hay là vợ-lẽ hiện đương có chồng mà phạm tội thông gian, xét ra quả-thực, phải phạt-giam từ ba tháng đến hai năm và phạt bạc từ bốn-mươi đồng đến bốn-trăm đồng, người gian-phu bị phạt cũng thế.

Người đàn-bà phạm tội thông-gian, phải có người bản-phu đầu đơn ở tòa-án, thì mới bị đòi hỏi, từ ngày bắt đầu đi thưa đến ngày xét xử, người bản-phu có quyền rút đơn, song dầu rút đơn rồi, nhưng mà người gian-phu cũng không được miễn-nghị.

Người nào mới lái đi lại làm cho người đàn-bà có chồng dễ phạm tội thông-gian, hay là giúp cho đàn-bà con-gái dễ làm những sự dâm-dã, xét ra quả thực, phải phạt-giam từ sáu tháng đến một năm và phạt bạc từ bốn-mươi đồng đến bốn trăm đồng.

Art. 129. — Quiconque aura commis le crime de viol sera puni des travaux forcés à temps.

Si le viol n'a pas été consommé, le coupable sera seulement condamné à la peine de la réclusion.

Art. 130. — Quiconque aura commis un acte de fornication sur une fille âgée de moins de quinze ans sera puni de la réclusion.

Si l'acte n'a pas été consommé, la peine sera d'un emprisonnement de 3 mois à 4 ans.

Art. 131. — Tout mari qui sera convaincu d'avoir facilité et toléré les relations adultères de son épouse de premier ou de second rang sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans.

Art. 132. — Seront punis de la peine de la réclusion tout père de famille qui aura eu des rapports incestueux avec sa fille et tout frère qui aura eu des relations coupables avec sa sœur.

Art. 133. — Sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité tout individu qui aura eu des relations coupables avec une épouse de premier ou de second rang de son père, de son grand-père, de son frère aîné ou cadet, de son oncle, frère aîné ou cadet du père. La femme subira la même peine.

Art. 134. — Quiconque se sera rendu coupable de fornication avec une femme veuve pendant la période de deuil ou une jeune fille de moins de 18 ans, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans.

Art. 135. — Toute épouse de premier ou de second rang qui aura contracté un autre mariage avant la dissolution du précédent sera punie d'un emprisonnement d'un an à 5 ans et pourra l'être aussi d'une amende de 5 piastres à 200 piastres.

L'époux, engagé dans les liens d'un mariage du 1^{er} degré qui en contractera un autre avant la dissolution du précédent sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à un an et pourra l'être aussi d'une amende de 2 piastres à 100 piastres.

CHAPITRE XXI

Arrestations illégales et séquestrations de personnes

Art 136. — Sera puni d'un emprisonnement d'un an à 3 ans et d'une amende de 40 piastres à 600 piastres tout individu qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, aura arrêté ou ligoté avec des liens ou détenu, ou séquestré des personnes quelconques.

Điều thứ 129. — Phạm tội cưỡng-gian, phải phạt khổ-sai có kỳ-hạn.

Nếu cưỡng-gian mà chưa thành, chỉ phải tội đồ.

Điều thứ 130. — Phạm thông-gian người con gái chưa đủ 15 tuổi, thì phải tội đồ, nếu gian chưa thành, phải phạt-giam từ ba tháng đến bốn năm.

Điều thứ 131. — Người bản-phu dong túng vợ-cả hay là vợ-lẽ thông-gian với người ta, xét ra quả-thực, phải phạt-giam từ sáu tháng đến ba năm.

Điều thứ 132. — Bố thông-gian với con, anh em thông-gian với chị em thì phải tội đồ.

Điều thứ 133. — Phạm thông-gian với vợ hay là vợ-lẽ của cha, ông, anh, em, chú và bác, thì phải xử tội khổ sai chung-thân, người gian-phụ chịu phạt cũng thế.

Điều thứ 134. — Phạm thông-gian với đàn-bà hóa đương lúc có tang chồng hay là thông-gian với người con-gái mười tám tuổi giở xuống, thì người phạm tội phải phạt-giam từ ba tháng đến ba năm.

Điều thứ 135. — Người vợ cả hay là vợ-lẽ hiện đương có chồng, chưa tiêu-hôn, mà đi lấy chồng khác, phải phạt-giam từ một năm đến năm năm, và phạt bạc từ năm đồng đến hai trăm đồng.

Người chồng nếu có vợ-cả chưa tiêu-hôn mà đi lấy vợ khác, phải phạt-giam từ ba tháng đến một năm, và phạt bạc từ hai đồng đến một trăm đồng.

CHƯƠNG THỨ XXI

Trái phép bắt giam người ta

Điều thứ 136. — Trừ ra trong pháp luật cho đi bắt người phạm thì không kê, còn không có lệnh quan mà bắt-trói, cấm-cố hay là câu-lưu người ta, phải phạt-giam từ một năm đến ba năm và phạt bạc từ bốn mươi đồng đến sáu trăm đồng.

Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration subira la même peine.

Art. 137. — Si la détention a duré plus d'un mois, la peine sera un emprisonnement d'un an à 5 ans et une amende de 200 piastres à 1 200 piastres.

La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité si les personnes arrêtées, détenues ou séquestrées ont été soumises à des tortures corporelles, quelle qu'ait été la durée de la détention.

Art. 138. — Tout individu qui, par fraude ou par des actes de violence, aura enlevé ou fait enlever une femme ou fille ou un enfant mineur du lieu où ils habitaient sera puni d'un emprisonnement d'un an à 5 ans.

La peine prononcée contre les complices sera de la moitié de celle qui sera prononcée contre le ravisseur.

Art. 139. — Sera puni des travaux forcés à temps quiconque sera convaincu d'avoir vendu un membre de sa propre famille.

Art. 140. — Sera puni de 6 mois à 2 ans de prison quiconque aura vendu, ou cédé, ou mis en gage ou en location, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, une tierce personne.

Art. 141. — Quiconque fera sortir clandestinement du Tonkin des mineurs de l'un ou de l'autre sexe sans l'autorisation de leurs parents ou celle des autorités compétentes sera puni de 6 mois à 3 ans de prison et d'une amende de 20 piastres à 1 000 piastres.

Art. 142. — Dans les cas prévus par les articles 139 et 140 les valeurs reçues ou stipulées seront toujours confisquées.

CHAPITRE XXII

Accusation calomnieuse

Lettres anonymes — Faux témoignages

Art. 143. — Quiconque aura fausement et de mauvaise foi accusé un individu d'avoir commis une infraction pénale sera puni de la peine prévue par l'infraction calomnieusement imputée, si cette peine est celle de la mort, des travaux forcés à perpétuité ou à temps, de la déportation, de la détention, de la réclusion ou du bannissement. Toutefois, si la victime de l'accusation condamnée à mort n'a pas encore été exécutée, le dénonciateur ne sera puni que de la peine des travaux forcés à perpétuité.

Si la peine est celle de l'emprisonnement, le Juge appliquera à l'accusateur calomnieux la peine de la réclusion.

Người nào cho mượn chỗ để người phạm lấy làm chỗ cấm-cố hay là câu-lưu người ta, thì cũng đồng tội.

Điều thứ 137. — Nếu vi-pháp cấm-cố người ta lâu quá một tháng, phạt-giam từ một năm đến năm năm, và phạt bạc từ hai trăm đồng đến một nghìn hai trăm đồng.

Nếu đã vi-pháp bắt người ta để cấm-cố, câu-lưu mà lại còn đánh khảo nữa, không cứ rằng cấm-cố người ta lâu hay là chóng, phải xử tội khờ-sai chung-thân.

Điều thứ 138. — Dùng cách trá-ngụy hay là bạo-hành để bắt hay sai người bắt đàn-bà, con gái hay là trẻ-con, đem đi xứ khác, phải phạt-giam từ một năm đến năm năm.

Còn tòng-phạm thì phải tội một nửa.

Điều thứ 139. — Người nào đem bán kẻ thân-thuộc của mình xét ra quả thực, phải phạt khờ-sai chung-thân.

Điều thứ 140. — Phạm đem người đi bán, hay là cầm hay là cho thuê, không cứ rằng có lấy được tiền hay không, phải phạt-giam từ sáu tháng đến hai năm.

Điều thứ 141. — Phạm âm-dẫn kẻ vị-thành-nhân hoặc giai hoặc gái ra ngoài xứ Bắc-kỳ, mà không có phép quan cho, hay là cha mẹ nó không thuận, phải phạt-giam từ sáu tháng đến ba năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến một nghìn đồng.

Điều thứ 142. — Phạm cái số tiền mua bán thuộc về điều 139, 140 đã nói, đều tịch-một cả.

CHƯƠNG THỨ XXII

Vu-cáo, nặc-danh-đầu-thư, giả-chứng

Điều thứ 143. — Kẻ nào vu-cáo cho người ta, để người ta phải chịu tội tử-hình, khờ-sai chung-thân, khờ-sai có kỳ-hạn phát-lưu, cấm-cố, tội đồ và phóng-trục, thì chiếu tội người bị-vu mà bắt người vu-cáo phản-tọa. Nhưng mà khi người bị-vu phải xử tội tử-hình mà chưa thi-hành, thì người vu-cáo chỉ phải tội khờ-sai chung-thân.

Nếu người bị-vu phải tội phạt-giam, thì quan tòa-án phải xử tội đồ cho người vu-cáo.

Si la peine est celle de l'amende, le Juge appliquera la peine de l'emprisonnement.

Art. 144. — Toute accusation portée contre l'aïeul, l'aïeule, son père ou sa mère, l'aïeul ou l'aïeule, le père ou la mère de l'époux constitue un manque de piété filiale et sera punie de la peine de la réclusion.

Art. 145. — Quiconque aura affiché ou adressé aux autorités une dénonciation calomnieuse écrite contre un ou plusieurs individus, en dissimulant son nom sera puni de la réclusion.

Art. 146. — Quiconque sera convaincu de faux témoignage en justice, en matière pénale, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni, quel que soit son degré de parenté avec les parties en cause, de la même peine que celle qui est applicable à l'auteur de l'infraction.

Si le faux témoignage a eu lieu en matière civile, soit contre une partie, soit en sa faveur, le coupable sera puni d'un emprisonnement de 2 ans à 5 ans et d'une amende de 20 piastres à 800 piastres.

Dans les cas exprimés aux deux paragraphes précédents, il ne sera tenu aucun compte de la fausse déposition.

Art. 147. — Dans les cas des articles 143, 144 et 145 la peine encourue par l'auteur de la dénonciation ou accusation sera appliquée au rédacteur qui aura omis de mentionner sur la pièce son nom de famille et son nom personnel ou les aura dissimulés, et cela au cas même où il aurait ignoré le caractère calomnieux de la dénonciation.

Art. 148. — Tout individu qui, de mauvaise foi, aura saisi un tribunal d'une requête tendant à faire prononcer une nouvelle décision de justice sur une affaire qui a été antérieurement l'objet d'un jugement définitif, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de cinq piastres à vingt piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

CHAPITRE XXIII

Infractions aux règlements sur les inhumations

Art. 149. — Tout décès devra être signalé dans les douze heures à l'autorité communale qualifiée, laquelle devra se transporter aussitôt qu'elle aura été prévenue auprès de la personne décédée pour s'assurer du décès et donner le permis d'inhumer. L'inhumation ne pourra être faite, que douze heures après le décès, hors les cas où l'autorité autoriserait une inhumation précipitée.

Nếu người bị-vụ phải tội phạt bạc, thì quan tòa-án phải xử tội phạt-giam cho người vu-cáo.

Điều thứ 144. — Phạm thừa-kiện ông, bà, cha, mẹ, hay là ông, bà, cha, mẹ của chồng, đều là bất hiếu, phải chịu tội đồ.

Điều thứ 145. — Người nào nặc danh mà yết-tờ hay là bỏ tờ đề vu-cáo một người hay là nhiều người, phải phạt tội đồ.

Điều thứ 146. — Trước tòa án xử về hình-sự người nào làm chứng giả-giối đề hãm-hại hay là bình-vực người phạm tội, không cứ người làm chứng ấy là thân-thuộc với người phạm thế nào, phải chịu tội như người phạm.

Về dân-sự, mà làm chứng giả-giối đề hãm-hại hay là bình-vực một bên, thì người làm chứng ấy phải phạt-giam từ hai năm đến năm năm, và phạt bạc từ hai-mươi đồng đến tám trăm đồng.

Chiếu như hai khoản trước đã nói, phạm những nhời khai của người làm chứng giả, bỏ đi không cần xét.

Điều thứ 147. — Chiếu như điều thứ 143, 144 và 145 đã nói, thì người viết hộ tờ vu-cáo, quên đi hay là giấu đi mà không ký họ tên mình, cũng đồng-tội với người phạm, dầu không tri-tình mà viết hộ cũng phải tội.

Điều thứ 148. — Người nào cố-ý làm cho quan tòa-án xử lại một cái án cũ, mà đưa một cái đơn kiện thừa về việc trước đã chung-thâm rồi, thì phải phạt-giam từ sáu ngày đến hai tháng, và phạt bạc từ năm đồng đến hai-mươi đồng, hay là hai thứ phạt ấy phải chịu một thứ.

CHƯƠNG THỨ XXIII

Vi-pháp mai-táng

Điều thứ 149. — Phạm người chết, hạn trong mười hai giờ đồng-hồ phải trình với người chức-dịch trong làng đến khám-nghiệm cho phép mai-táng; người chức-dịch ấy gặp có người trình phải đi ngay. Sau khi chết mười-hai giờ đồng-hồ mới được mai-táng, trừ ra khi nào quan cho cấp-táng không kể.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent, sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois et d'une amende de 5 piastres à 20 piastres sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit pourront être prévenus dans cette circonstance.

Toute personne décédée devra être inhumée. Quiconque jettera dans les fleuves ou dans un autre cours d'eau ou abandonnera le corps d'une personne décédée sans l'inhumer, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans.

CHAPITRE XXIV

De la violation des tombes

Art. 150. — Sera puni des travaux forcés à temps quiconque aura commis sciemment une violation de tombe ou pour en enlever des ossements.

La peine sera les travaux forcés à temps même si les ossements ont été rendus intacts.

Art. 151. — Toute autre violation de tombe dans le but de soustraire des valeurs mais sans toucher aux ossements sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 piastres à 2.000 piastres.

CHAPITRE XXV

De l'introduction la nuit et sans motifs dans l'habitation d'autrui

Art. 152. — Quiconque, sans ordre des autorités, se sera introduit la nuit et sans motifs, dans l'habitation d'autrui, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois.

CHAPITRE XXVI

Outrages et injures

Art. 153. — Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de celui auquel le fait est imputé, est une diffamation. Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure.

Hễ làm trái phép, thì phải phạt-giam từ sáu ngày đến hai tháng và phạt bạc từ hai đồng đến hai-mươi đồng, nếu có phạm trọng-tội nữa, sẽ xử phạt riêng.

Phạm người chết thì phải chôn ở dưới đất. Người nào đem bỏ xác người xuống sông hay là bỏ mà không chôn, phải phạt-giam từ một tháng đến ba năm.

CHƯƠNG THỨ XXIV

Hủy-hoại phần-mộ

Điều thứ 150. — Hễ biết là phần-mộ người ta mà xâm-phạm để lấy hài-cốt, phải tội khổ-sai có kỳ-hạn.

Dù đã đem nguyên cả hài-cốt mà giả lại rồi, cũng phải phạt như thế.

Điều thứ 151. — Phạm xâm-phạm phần-mộ mà mục-đích chỉ định lấy đồ quý ở trong mộ mà thôi, không phạm đến hài cốt, phải phạt-giam từ một năm đến năm năm và phạt bạc từ một trăm đồng đến hai nghìn đồng.

CHƯƠNG THỨ XXV

Đương đêm vô-cố mà vào nhà người ta

Điều thứ 152. — Không có lệnh quan mà đương đêm vô-cố vào nhà người ta, phải phạt-giam từ sáu ngày đến ba tháng.

CHƯƠNG THỨ XXVI

Hủy-báng mạ-lị

Điều-thứ 153. — Phạm lấy một việc gì mà nói phao cho người ta, làm cho mất danh-dự và giá-trị của người, thì gọi là hủy-báng. Riếc người ta những nhời vũ-nhục, khinh-mạn và thô-bỉ, thì gọi là mạ-lị

Art. 154. — Lorsqu'un fonctionnaire ou officier public aura reçu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions quelque outrage par discours, par paroles, par écrits, par imprimés, par gestes ou par menaces tendant à jenculper son honneur ou sa délicatesse, celui qui l'aura outragé sera puni d'un emprisonnement d'un mois à 2 ans et d'une amende de 20 piastres à 200 piastres.

La diffamation commise par les mêmes moyens envers un fonctionnaire ou officier public, si elle a été publique et si la preuve des allégations diffamatoires n'est pas rapportée, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 10 piastres à 100 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

La diffamation commise par les mêmes moyens envers les particuliers sera punie d'un emprisonnement d'un jour à un an et d'une amende de 10 piastres à 200 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'injure commise par les mêmes moyens envers les fonctionnaires et officiers publics, si elle a été publique, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 50 piastres à 100 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'injure publique envers les particuliers sera punie de 6 jours à 3 mois de prison et d'une amende de 2 piastres à 60 piastres.

Art. 155. — Si la diffamation, l'outrage et l'injure est adressée par un descendant ou une femme de second rang à l'aïeul, à l'aïeule, au père ou à la mère du mari, ou de l'épouse de premier rang, par un serviteur à l'aïeul ou à l'aïeule, au père ou à la mère de l'un de ses maîtres, la peine sera un emprisonnement de 3 mois à 5 ans et une amende de 10 piastres à 500 piastres ou l'une de ces deux peines seulement, que ces parents soient vivants ou décédés.

A l'égard des autres parents vivants, les paroles outrageantes ne donneront lieu qu'à une amende de 10 à 200 piastres.

CHAPITRE XXVII

Des vols

Art. 156. — Se rend coupable de vol quiconque soustrait de mauvaise foi une chose qui ne lui appartient pas.

Art. 157. — Sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité quiconque se sera rendu coupable d'un vol perpétré dans une des circonstances suivantes :

Điều thứ 154. — Trong khi quan-lại hay người chức-dịch đương làm chức-vụ, người nào lấy ngôn-ngữ, văn-từ, thư-chỉ hay là làm trò gi, dọa điều gi, mà cố ý làm cho người ta nghi đến cái danh-dự hay sự công-liêm của viên quan-lại ấy, thì phải phạt-giam từ một tháng đến hai năm, và phạt bạc từ hai-mươi đồng đến hai-trăm đồng.

Người nào dùng những cách như đã nói ở trên, công-nhiên hủy-báng các quan-lại mà không dẫn được sự-thực để làm chứng, phải phạt-giam từ một tháng đến hai năm và phạt bạc từ mười đồng đến một trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Nếu dùng những cách như đã nói ở trên, để hủy-báng người thường thì phải phạt-giam từ một ngày đến một năm và phạt bạc từ mười đồng đến hai trăm đồng hay là hai thứ phạt ấy chỉ chịu một thứ.

Người nào dùng những cách như đã nói ở trên, công-nhiên mạ-lị các quan-lại, phải phạt-giam từ sáu ngày đến sáu tháng và phạt bạc từ năm mươi đồng đến một trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ chịu một thứ.

Nếu công-nhiên mạ-lị người thường thì phải phạt giam từ sáu ngày đến ba tháng và phạt bạc từ hai đồng đến sáu mươi đồng.

Điều thứ 155. — Phạm con cháu, hay là vợ lẽ hủy-báng, vũ nhục hay là mạ-lị ông, bà, cha, mẹ, của mình hay là của chồng; đày tớ hủy-báng, vũ-nhục hay là mạ-lị ông, bà, cha, mẹ chủ nhà, không cứ rằng những người tôn-trưởng ấy chết rồi hay là còn sống, phải phạt-giam từ ba tháng đến năm năm và phạt bạc từ mười đồng đến năm trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ chịu một thứ.

Còn như mạ-lị những người thân-thuộc khác còn sống, chỉ phải phạt bạc từ mười đồng đến hai trăm đồng.

CHƯƠNG THỨ XXVII

Thiêt-đạo

Điều thứ 156. — Hễ có bụng xấu tự-tiện lấy cắp những vật gì không phải là của mình, là phạm vào tội thiêt-đạo.

Điều thứ 157. — Hễ phạm vào một tội trong các khoản nói ở dưới này thì phải xử tội khờ-sai chung-thân :

1^o — Si les valeurs soustraites sont des tentures, des draperies, des pierres ou des étoffes précieuses, des offrandes rituelles, des objets et instruments servant au culte impérial (culte du ciel et de la terre) et consacrés à l'usage des esprits impériaux ou nationaux ;

2^o — Si le vol a été commis la nuit par deux ou plusieurs personnes armées ou avec effraction d'un meuble ou usage de fausses clefs ;

3^o — Si le coupable a enivré la victime ou employé des substances narcotiques ou stupéfiantes pour consommer le vol, ou a pris le titre ou le costume d'un fonctionnaire civil ou militaire ou d'un officier public ;

4^o — Si le vol a été commis avec violence ou par un domestique ;

5^o — Si le coupable a commis le vol, la nuit, en s'introduisant dans la maison à l'aide d'effraction des murs, des clôtures ou des portes, ou d'escalade ;

6^o — Si le vol a été commis à main armée sur les chemins publics, sur les fleuves, rivières, canaux, rachs ou autres ;

7^o — S'il a été soustrait des deniers publics qui étaient entre les mains de la victime en vertu de ses fonctions.

Dans les cas prévus au présent article, toutes les fois que les auteurs du vol n'auront pu obtenir de valeurs, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

Art. 158. — Sera puni d'un an à cinq ans d'emprisonnement quiconque aura soustrait frauduleusement des objets de culte dans un établissement consacré à la célébration des rites d'une religion.

Art. 159. — Quiconque aura volé ou tenté de voler dans les champs des chevaux ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, ou des instruments d'agriculture, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de cinq piastres à cinq cents piastres.

Tous les autres vols, non prévus au paragraphe précédent et dans les articles 157 et 158, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à 5 ans et d'une amende de 5 piastres à 200 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 160. — Tout créancier qui s'empare des biens de son débiteur sans décision de justice sera, sur la plainte du débiteur, puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 5 piastres à 100 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

1° Là ăn trộm những đồ màn-trướng ngọc-bạch, sinh-lao, soạn-cụ của Bản-triều dùng để tế Giao-xã, Tôn-miếu ;

2° Là hai người hay là nhiều người đương đêm đi ăn trộm, có mang khí giới, phá phách hòm tủ các đồ, hay là dùng thìa-khóa giả ;

3° Là dùng thuốc mê để đánh mê người bị trộm hay là mạo-xưng hoặc ăn-mặc giả làm quan văn quan võ để vào nhà người ta ;

4° Là dùng sự bạo-hành mà ăn trộm, hay là đẩy tờ ăn trộm của chủ nhà ;

5° Là đương đêm khoét vách chèo tường hay là phá cửa mà vào ăn trộm ;

6° Là ăn cướp ở giữa đường, giữa sông hay là các thủy-đạo, mà có mang khí giới ;

7° Là ăn trộm những tài-vật công về phần người bị trộm coi giữ.

Những khoản trong điều này nếu ăn trộm mà chưa được của phải xử tội khở-sai có kỳ-hạn.

Điều thứ 158. — Ăn trộm những đồ tế-khi phạm-vật ở trong các nơi thần-từ phật-tự giáo-đường thì phải phạt giam từ một năm đến năm năm.

Điều thứ 159. — Người nào ăn trộm ngoài đồng những ngựa, loài vật dùng để chở đồ kéo xe hay là dùng để cưỡi, những trâu, bò, cừ, dê v. v., những đồ vật làm ruộng, làm vườn, hoặc đã ăn trộm xong hay là sắp ăn trộm mà chưa xong, đều phải phạt giam từ một năm đến năm năm và phạt bạc từ năm đồng đến năm trăm đồng.

Phạm những sự thiết-đạo khác mà trong điều này và điều 157, 158 không có nói đến, phải phạt-giam từ một tháng đến năm năm và phạt bạc từ năm đồng đến hai trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Điều thứ 160. — Phạm người trái-chủ không có án chuẩn cho mà tự-tiện bắt lấy sản-vật của người mắc nợ, nếu người mắc-nợ có đi thưa, phải phạt-giam từ ba tháng đến hai năm và phạt bạc từ năm đồng đến một trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ chịu một thứ.

Art. 161. — Quiconque sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se fait remettre des objets ou des valeurs en promettant d'en verser le prix à un terme convenu, sera puni, s'il ne tient pas sa promesse, des peines prévues à l'article 159, paragraphe 2.

Art. 162. — La peine de la surveillance administrative pendant un an au moins et 5 ans au plus pourra aussi être prononcée contre les individus condamnés par application des articles 159 et 161.

Art. 163. — Les vols commis par les enfants au préjudice de leurs père et mère, par l'épouse de premier ou de second rang au préjudice du mari, par des petits-enfants au préjudice de leurs grands-parents, par les frères ou sœurs plus jeunes au préjudice du frère ou de la sœur aînée, seront punis d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 20 piastres à 50 piastres ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 164. — Les vols commis par les père et mère au préjudice de leurs enfants, par des maris au préjudice de leur épouse, par les grands-parents au préjudice de leurs petits-enfants, par le frère ou la sœur aînée au préjudice des frères et sœurs plus jeunes ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.

Art. 165. — Il y a exemption de peine au profit de tout individu qui, poussé par la faim et n'étant pas un malfaiteur de profession, aura accidentellement cueilli et mangé sur le lieu même, des légumes ou des fruits.

Art. 166. — Quiconque trouvera, en faisant des fouilles, de l'or ou de l'argent travaillé, des cloches, trépieds, sceaux ou autres objets rares et curieux devra, quelqu'en soit le propriétaire, les remettre dans un délai de 5 jours aux autorités, qui devront délivrer au déclarant un récépissé.

Sera puni des peines de l'article 159, paragraphe 2, tout individu qui n'aura pas effectué cette remise dans le délai ci-dessus fixé.

Art. 167. — Quiconque, par force, violence, contrainte ou intimidation ou à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou imputations diffamatoires ou injurieuses, aura extorqué soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou la remise d'un écrit; d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni d'un emprisonnement d'un an à 5 ans et d'une amende de 20 piastres à 1.000 piastres.

Điều thứ 161. — Người nào cố-ý nói dối người ta, để người ta giao cho mình cái vật-hạng có giá, biết chắc rằng mình không có thể giả được tiền, mà cứ hẹn ngày giả, nếu mà sai hẹn, phải chiếu theo điều thứ 159 đoạn thứ hai mà xử.

Điều thứ 162. — Phạm người nào bị tội như trong điều 159, 161 đã định, cũng có thể bị quản-thúc từ một năm đến năm năm.

Điều thứ 163. — Con ăn trộm tài-vật của bố-mẹ, vợ hay là vợ-lẽ ăn trộm tài-vật của chồng, em ăn trộm tài-vật của anh-chị, phải phạt-giam từ ba tháng đến hai năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến năm mươi đồng, hay là hai thứ phạt ấy phải chịu một thứ.

Điều thứ 164 — Bố-mẹ ăn trộm tài-vật của con, chồng ăn trộm tài-vật của vợ hay là vợ lẽ, ông bà ăn trộm tài-vật của cháu, anh-chị ăn trộm tài-vật của em, chỉ bắt phải bồi-thường mà thôi.

Điều thứ 165. — Không phải là đũa dĩ-nghề ăn trộm, chỉ vì đói phải lấy trộm rau quả của người ta mà ăn ngay ở đấy để đỡ đói, thì được miễn-nghị.

Điều thứ 166. — Người nào đào được đồ vàng bạc hay là cái chuông, cái đỉnh, cái ấn và những đồ quý lạ khác, không cứ là của người chủ nào, hạn năm ngày phải đem nộp quan, mà lĩnh cái giấy biên nhận.

Nếu trong hạn ấy mà không nộp quan, phải chiếu điều thứ 159 đoạn thứ hai mà xử.

Điều thứ 167. — Người nào lấy cường-lực bạo-hành mà bắt ép hay là dọa người ta, hoặc lấy thơ từ hay là nhời nói mà đe người ta rằng sẽ phát-giác việc kín, hoặc làm mất danh-dự, đề đòi lấy tiền của, hoặc bắt ký tên, hoặc bắt giao những trái-khoán, ước-khoán hay là đơn nhả-khoán và những tờ giấy gì khác nữa, thì phải phạt-giam từ một năm đến năm năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến một nghìn đồng.

Art. 168. — Sera puni d'un emprisonnement de 2 mois au moins, de 2 ans au plus et d'une amende de 10 piastres à 200 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement le saisi qui aura détruit ou détourné des objets saisis sur lui et confiés à sa garde ou à celle d'un tiers.

Art. 169. — Les peines de l'article 168 seront également applicables à tout débiteur, emprunteur, ou tiers donneur de gages qui aura détruit ou détourné des objets donnés par lui à titre de gage.

Art. 170. — Ceux qui auront sciemment recélé les objets détournés, le conjoint, la femme de second rang, les ascendants et descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur ou du tiers donneur de gages qui l'auront aidé dans la destruction, le détournement ou dans la tentative de destruction ou de détournement de ces objets seront punis d'une peine égale à celle que l'auteur principal aura encourue.

CHAPITRE XXVIII

Escroqueries et autres espèces de fraudes

Art. 171. — Quiconque à l'aide de ruse ou d'allégations mensongères, se sera fait remettre des valeurs, des billets, titres, promesses, quittances ou décharges, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins, de 5 ans au plus et d'une amende de 20 piastres à 1.200 piastres.

Art. 172. — Quiconque à l'aide d'incantations ou de pratiques superstitieuses fera croire qu'il possède des pouvoirs surnaturels ou propagera des doctrines susceptibles de troubler la population sera puni de la peine de la réclusion, s'il y a eu remise de valeurs

La peine sera un emprisonnement d'un à 5 ans s'il n'y a pas eu remise de valeurs. La peine de la surveillance administrative pourra être appliquée au coupable des faits prévus au présent article.

CHAPITRE XXIX

Des détournements

Art. 173. — Quiconque aura détourné ou dissipé les valeurs qui lui avaient été remises à la charge de les rendre ou d'en faire un emploi déterminé sera puni d'un emprisonnement de 2 mois au moins, de 2 ans au plus et d'une amende de 10 piastres à 1.200 piastres.

Sera puni des mêmes peines, tout individu lié au service d'une autre personne par un contrat de travail librement consenti, qui détournera ou dissipera les avances de salaires qui lui auront été remises en espèces, effets, denrées, marchandises, instruments agricoles ou industriels ou bétail, en n'exécutant pas volontairement le travail auquel il se sera engagé pour recevoir des avances.

Điều thứ 168. — Phạm người bị tịch-ký, mà phá-phách hay là lấy trộm những đồ tịch-ký mà người ta đã giao cho mình giữ hay là đã giao cho người khác giữ, phải phạt-giam từ hai tháng đến hai năm và phạt bạc từ mười đồng đến hai trăm đồng.

Điều thứ 169. — Người nào vay nợ mà gán đồ cho người ta, hay là thay người khác gán đồ cho người ta, mà phá-phách hay là lấy trộm những đồ mình đã gán, phải chiếu điều 168 mà xử.

Điều thứ 170. — Vợ hay là vợ-lẽ, hay là người họ vai-trên, họ vai-dưới với người bị tịch-ký, người vay nợ hay là người gán, đồ ấy, chí-tình mà oa-trữ những đồ đã gán ấy, và chí-tình mà giúp cho những người ấy phá-phách hay là lấy trộm những đồ đã gán, không cứ rằng đã làm hay là mới bắt đầu làm mà chưa xong, cũng cùng với người thủ-phạm tội-dồng.

CHƯƠNG THỨ XXVIII

Biến-thủ cùng những sự trá-ngụy khác

Điều thứ 171. — Người nào dùng kế dối hay là nói dối để người ta giao cho mình những vàng bạc, giấy-bạc, tờ khế-uớc, tờ biên-lai hay là đơn nhả-khoản, phải phạt-giam từ một năm đến năm năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến một nghìn hai trăm đồng.

Điều thứ 172. — Người nào dùng phù-chú hay là yêu-thuật làm cho người ta tin mình hoặc có khi truyền-bá đạo-giáo lạ mà có thể làm loạn-hoặc lòng dân, nếu có lấy của, thì xử tội đồ, bằng không lấy của, thì phải phạt-giam từ một năm đến năm năm.

Phạm những người phạm tội về điều này, cũng có thể giao quyền cai-trị quản-thúc.

CHƯƠNG THỨ XXIX

Tự-tiện lấy của người ta

Điều thứ 173. — Người nào nhận những tiền của của người ta gửi cho mình để giữ hay là để làm việc gì, mà tự-tiện lấy đi tiêu riêng, phải phạt-giam từ hai tháng đến hai năm và phạt bạc từ mười đồng đến một nghìn hai trăm đồng.

Người nào đã nhận làm việc gì cho người ta, không y-ước thực-hành cho xong việc mình đã nhận, đến nỗi làm mất những tiền-bạc, đồ dùng, đồ ăn, hóa-hạng, nông-công-khi-cụ hay là gia-súc đã chiếu số công-tiền mà lĩnh trước, phải phạt như tội khoản trên.

CHAPITRE XXX

Jeux et loteries — Maisons de prêts sur gages

Art. 174. — Ceux qui sans autorisation de l'autorité supérieure auront tenu ou fait tenir pour leur compte ou pour celui d'autrui, en quelque endroit que ce soit, une maison de jeux de hasard ou de paris et y auront laissé entrer le public, les tenanciers de ce jeu, tous ceux qui auront établi des loteries non autorisées par le Gouvernement, tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement de 6 mois au moins, de 2 ans au plus et d'une amende de 40 piastres à 1.400 piastres.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement devra toujours être portée au double.

Dans tous les cas, seront confisqués toutes les valeurs qui seront trouvées exposées au jeu ou mises à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils destinés ou employés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés

Toute personne convaincue d'avoir joué dans un des établissements désignés ci-dessus sera punie d'un emprisonnement de 5 jours au moins et de 1 an au plus et d'une amende de 10 piastres à 100 piastres.

En cas de récidive, la peine devra toujours être portée au double.

Art. 175. — Les individus condamnés en vertu des articles 171, 172 et 174, pourront être également renvoyés sous la surveillance administrative.

Art. 176. — Quiconque aura établi ou tenu une maison de prêt sur gage ou nantissement, sans autorisation de l'autorité supérieure ou qui, ayant une autorisation, n'aura pas tenu un registre conforme aux règlements, sera puni d'un emprisonnement de 15 jours au moins, de 3 mois au plus et d'une amende de 40 piastres à 800 piastres.

CHAPITRE XXXI

Des infractions relatives au commerce et à l'industrie

Art. 177. — Quiconque aura trompé un acheteur de matière d'or ou d'argent, de pierres précieuses ou de marchandises quelconques, donnant lieu à une transaction, sur la qualité ou la nature des choses vendues, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de 20 piastres à 1.000 piastres

CHƯƠNG THỨ XXX

Đánh-bạc đánh-số và cầm-đồ

Điều thứ 174. — Người nào không có phép quan cho mà làm cho mình hay là làm cho người khác, tự mình lập ra hay là sai người khác lập ra trường đồ-bạc, cuộc đánh-số mà Nhà-nước đã cấm, không cứ lập tại chỗ nào mà mở cho thiên-hạ vào đánh, thì các người chủ và người quản-lý, người trị-sự trong trường đồ-bạc và cuộc đánh-số, phải phạt-giam từ sáu tháng đến hai năm và phạt bạc từ bốn-mươi đồng đến một nghìn bốn trăm đồng.

Nếu có tái-phạm, phải phạt-giam đến gấp hai.

Không cứ khi nào, hễ bắt được những tiền-bạc đồ đạc quần áo bày ra để đánh hay là đặc đề ở chỗ đánh bạc, đều tịch-một cả.

Phạm những người xét ra quả thực là vào các cuộc ấy mà du-đồ, phải phạt-giam từ năm ngày đến một năm và phạt bạc từ mười đồng đến một trăm đồng.

Nếu có tái-phạm thì phạt đến gấp hai.

Điều thứ 175. — Phạm người nào phạm vào tội trong điều 171, 172 và 174 đã nói, lại có thể bị quản-thúc.

Điều thứ 176. — Người nào không có phép quan cho mà mở nhà cầm-đồ, hay là dẫu có phép quan cho mà không làm sớ sách tuân theo mẫu mực quan đã định, phải phạt-giam từ mười lăm ngày đến ba tháng và phạt bạc từ bốn-mươi đồng đến một trăm đồng.

CHƯƠNG THỨ XXXI

Tội vi-pháp thuộc về việc thương-mại và công-nghệ

Điều thứ 177. — Người nào bán vàng-bạc, châu-báu và những hóa-vật khác mà lấy của xấu hay là của giả đánh lừa người mua, phải phạt-giam từ ba tháng đến một năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến một nghìn đồng.

Sera puni des mêmes peines quiconque, en faisant usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues et réalisé, par ce moyen, un bénéfice illicite.

Les objets falsifiés, dans le cas des deux paragraphes ci-dessus, seront confisqués ainsi que les faux poids et les fausses mesures.

Art. 178. — Quiconque aura exposé et mis en vente de la viande de bœuf, de buffle ou de porc en état de corruption et impropre à l'alimentation ou des denrées, boissons ou substances médicamenteuses falsifiées, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 1 an et d'une amende de 2 piastres à 100 piastres.

Si la mort est résultée de la consommation de la viande corrompue, le coupable sera puni de la peine de la réclusion. Dans tous les cas, la viande corrompue sera confisquée et enfouie.

Art. 179. — Tous ceux qui, par des bruits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui par des moyens frauduleux quelconques auront opéré la hausse ou la baisse des prix des denrées ou marchandises au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de 20 piastres à 4.000 piastres. Les coupables pourront aussi être placés sous la surveillance administrative pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus.

Seront punis des mêmes peines tous ceux qui, à l'aide de violences, menaces ou excitations auront amené, maintenu ou tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

CHAPITRE XXXII

Fraudes dans les examens et concours

Art. 180. — Sera puni de la réclusion :

Quiconque communiquera ou livrera sciemment, avant l'examen ou le concours, le texte ou le sujet de la composition soit à quelqu'une des personnes intéressées, soit à un tiers.

Quiconque substituera une tierce personne au véritable candidat dans un concours ou un examen. La personne substituée sera condamnée à la même peine.

Tout étudiant qui fera usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extraits de naissance.

Người nào dùng cái thước, cái dẫu, cái cân không đúng phép để bán thiếu cho người ta mà lấy lợi quá đáng, phải tội cũng như đoạn trên.

Thuộc về hai khoản nói ở trên, phạm những vật-giả và những dẫu, cân, không đúng phép, đều tịch-một cả.

Điều thứ 178. — Người nào đi bán dong hay là bày hàng những thịt trâu thịt bò thịt lợn đã hủ-lạn hay là đồ ăn, đồ uống và thuốc chữa bệnh giả-dối, phải phạt-giam từ sáu ngày đến một năm và phạt bạc từ hai đồng đến một trăm đồng.

Nếu người ta ăn thứ thịt ấy mà chết, người phạm phải xử tội đồ, dù thế nào nữa cũng phải tịch-một những thứ thịt ấy mà chôn đi.

Điều thứ 179. — Những người nào cố-ý dùng cách phao-ngôn hoặc là giữ riêng một thứ hàng gì mà kết đảng với nhau để không bán hay là định giá riêng mà bán, hay là tăng giá quá, hay là hạ giá quá để ngăn-trở sự buôn bán tự do, phải phạt giam từ một tháng đến một năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến bốn nghìn đồng, lại có thể giao quản-thúc từ hai năm đến năm năm.

Phạm bạo-hành, hách ngôn, ấu-đả hay là xui-giục làm cho người ta phải bĩ-công, để muốn thêm tiền công hay là bớt tiền công, hoặc làm trở-ngại cho sự công-nghệ không được tự-do, không cứ rằng đã làm hay là mới bắt đầu làm mà chưa xong, phải xử tội như đoạn trên.

CHƯƠNG THỨ XXXII

Sự trá-ngụy về việc khảo-thí

Điều thứ 180. — Trước khi khảo-thí, người nào dụng-tình thông-báo, hay là đưa bài hoặc đưa đầu bài cho người đi thi hay là người khác, phải xử tội đồ.

Người nào đi khảo-thí mà mượn người khác đời tên mình vào thi, thì người mượn và người làm hộ, đều phải xử tội như đoạn trên.

Phạm học-trò làm giả những văn-băng, chứng-thư để đi khảo-thí, cũng phải xử tội như đoạn trên.

Art. 181. — Tout étudiant qui sera trouvé porteur, dans l'enceinte où a lieu le concours ou l'examen, de textes écrits sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 20 piastres à 300 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

CHAPITRE XXXIII

Incendie volontaire ou involontaire. — Destruction

Art. 182. — Quiconque aura volontairement et méchamment mis le feu à des édifices habités ou servant à l'habitation, ou à des bateaux ou embarcations habités, qu'il en soit ou non propriétaire, sera puni de mort.

Art. 183. — Quiconque aura volontairement et méchamment mis le feu à des édifices, bateaux, embarcations, lorsqu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation, à des forêts, récoltes sur pied, en tas ou en meule qu'il en soit ou non propriétaire, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Art. 184. — Sera punie des travaux forcés à temps toute personne qui, pour communiquer l'incendie aux objets énumérés dans les articles 182 et 183, aura mis volontairement le feu à des objets quelconques appartenant soit à lui soit à autrui et les aura placés de manière à communiquer ledit incendie.

Art. 185. — Dans tous les cas où l'incendie volontaire aura occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où éclate l'incendie, la peine sera la mort.

Art. 186. — Seront punis de mort ceux qui auront détruit volontairement, en tout ou en partie, ou tenté de détruire par l'effet d'une mine ou de toute substance explosible tous lieux habités ou servant à l'habitation, des édifices, des ponts, des voies publiques et privées et généralement tous objets mobiliers ou immobiliers de quelque autre nature qu'ils soient.

Art. 187. — Tout individu qui fabrique ou détient sans autorisation de l'autorité, des machines ou engins meurtriers ou incendiaires agissant par explosion ou autrement, ou un explosif quelle que soit sa composition, sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

Art. 188. — Le dépôt dans une intention criminelle sur une voie publique ou privée ou dans un lieu habité ou servant à l'habitation d'un des engins spécifiés dans l'article précédent, sera puni de mort.

Điều thứ 181. — Phạm học-trò ở trong trường khảo thí mà có mang sách chữ, phải phạt giam từ một tháng đến một năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến ba trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ chịu một thứ.

CHƯƠNG THỨ XXXIII

Cố-ý hay là vô-ý mà phóng-hỏa. — Phá-hủy

Điều thứ 182. — Người nào cố-ý và có ác-tâm đốt nhà người ta đương ở, hay là nhà dùng để người ở, hoặc thuyền-bè hiện có người ở, không cứ nhà và thuyền-bè ấy của mình hay không, phải xử tử-hình.

Điều thứ 183. — Người nào cố-ý và có ác-tâm đốt nhà hay là thuyền không có người ở, hay là không phải dùng để cho người ở, cây trong rừng, thóc lúa chưa gặt, thóc lúa đã gặt mà chất đống, không cứ những của bị đốt có phải là của mình hay không, phải xử tội khờ-sai có kỳ-hạn.

Điều thứ 184. — Người nào muốn đốt những thứ như điều thứ 182, 183 đã nói, mà cố-ý đốt một vật gì của mình hay là của người ta, để vào chỗ phụ-cận, cho nó có thể cháy lan ra được, không cứ rằng đã cháy hay là chưa cháy, phải xử tội khờ-sai có kỳ-hạn.

Điều thứ 185. — Không cứ khi nào hễ vì sự cố-ý phóng-hỏa mà có một người hay là nhiều người bị chết, thì người phạm phải xử tử-hình.

Điều thứ 186. — Phạm cố-ý dùng địa-lôi hay là những vật tạc-liệt khác, để phá-hoại nhà có người ở hay là nhà dùng để người ở, và đình-vũ, kiêu-lương, đạo-lộ, tất cả động-sản hay là bất-động-sản, không cứ rằng đã làm hay mới bắt đầu làm mà chưa xong, phá-hoại cả hay là một phần, người phạm cũng phải xử tử-hình.

Điều thứ 187. — Người nào không có phép quan cho mà chế-tạo hay là tàng-trữ những máy và đồ tạc-liệt, để dùng làm sự thiêu-sát, không cứ thuốc tạc-liệt ấy chế những chất gì, người phạm phải xử tội khờ-sai chung-thân.

Điều thứ 188. — Phạm dùng một vật ở điều thứ 187 đã nói đặt vào đường-công đường-tư hay là nhà người ta, mà chủ-ý làm thiệt-hại người ta, phải xử tử-hình.

Art. 189. — Les personnes coupables des infractions mentionnées dans les articles 186, 187, 188 ne seront condamnées qu'à la peine de la surveillance administrative pendant 10 ans au plus, si avant la consommation de ces infractions et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Art. 190. — Quiconque menacera par écrit ou verbalement d'incendier ou de détruire par l'effet d'une mine ou de toute substance explosive, les objets compris dans l'énumération de l'article 186 sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 5 ans et d'une amende de 20 piastres à 1.000 piastres. Il pourra aussi être placé sous la surveillance administrative.

Art. 191. — Quiconque aura volontairement détruit, renversé, détérioré ou abimé par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, une aire consacrée aux Grands sacrifices, des objets consacrés aux esprits honorés dans les Grands sacrifices, des édifices, des ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui ou causé l'explosion d'une machine à vapeur ou d'un moteur sera puni de la peine de la réclusion.

Art. 192. — Tout individu qui, par des voies de fait se sera opposé à la confection de travaux autorisés par le Gouvernement sera puni d'un emprisonnement d'un an à 5 ans.

Art. 193. — Quiconque aura volontairement brûlé ou détruit d'une manière quelconque, des registres ou autres actes de l'autorité publique, des titres, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge sera puni de la peine de la réclusion.

Art. 194. — Tout pillage, tout dégât de grains, substances alimentaires, boissons ou de marchandises, effets, propriétés mobilières commis en réunion ou bande de dix personnes ou plus et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à temps.

Art. 195. — Ceux qui prouveront avoir été entraînés par des provocations ou des sollicitations à prendre part au crime prévu par l'article précédent pourront n'être punis que de la réclusion

Art. 196. — Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen aura volontairement détérioré des marchandises, matières ou instruments agricoles ou industriels sera puni d'un emprisonnement d'un mois à 2 ans et d'une amende de 100 piastres à 1.000 piastres.

Điều thứ 189. — Người nào phạm vào tội ở điều 186, 187 và 188 đã nói, nếu trước khi sự phát hay là trước khi sức-nã, mà đi báo quan hay là sau khi sức-nã mà chỗ bắt được người phạm khác nữa, thì chỉ bị quản-thức mười năm giở xuống.

Điều thứ 190. — Người nào dùng thư-trát hay là ngôn-từ dọa người ta rằng sẽ dùng địa-lôi hay là vật tạc-liệt khác để phá hủy những vật trong điều thứ 186 đã nói, phải phạt giam từ ba tháng đến năm năm và phạt bạc từ hai-mươi đồng đến một nghìn đồng, cũng có thể bị quản-thức.

Điều thứ 191. — Người nào cố-ý phá-hủy tổn-hại kiều-lương đê-bồi, đại-tự đàn, đại-tự khí, đình-vũ cùng tất cả những vật gì của người ta dựng đắp lên, không cứ dùng phương-pháp nào và phá-hủy toàn-bộ hay là một phần hay là dùng cách gì mà làm cho các thứ máy nổ ra, đều bị phạt-giam có kỳ-hạn.

Điều thứ 192. — Người nào ra tay làm trở-hạn sự công-tác của Nhà-nước, phải phạt giam từ một năm cho đến năm năm.

Điều thứ 193 — Không cứ dùng cách gì, phạm đốt cháy sổ-sách văn-thư của quan và khoán-phiếu khế-ước của nhà buôn-bán hay là nhà ngân-hàng, phải xử tội đồ.

Điều thứ 194. — Hễ kết-đảng từ 10 người trở lên, cướp phá những hạt-giống, đồ-ăn, đồ-uống, hóa-vật và động-sản, phải tội khổ-sai có kỳ-hạn.

Điều thứ 195. — Người nào phạm vào trọng-tội nói trong điều thứ 194, mà có chứng cứ đích-sắc rằng bị người ta bách-dụ nhập-đảng, chỉ phải tội đồ mà thôi.

Điều thứ 196. — Người nào cố-ý dùng thứ nước có chất tiêu-hóa, hay là dùng cách gì khác, để biến-hủy những hóa-vật và khí-cụ tài-liệu về nghề làm ruộng, làm thợ, phải phạt-giam từ một tháng đến hai năm và phạt bạc từ một trăm đồng đến một nghìn đồng.

Art. 197. — Quiconque par imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements, aura, en incendiant des biens mobiliers lui appartenant, occasionné l'incendie des biens mobiliers voisins, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à un an.

Le coupable sera, en outre, condamné à payer la valeur des biens détruits.

Art. 198. — Quiconque aura détruit des églises, des pagodes ou autres monuments affectés au culte sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Art. 199. — Quiconque aura volontairement détruit, incendié dans une rizière ou un terrain, une cabane de gardien ou un autel ayant un caractère religieux, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans.

Il sera condamné, en outre, à payer au propriétaire à titre de réparation, une indemnité égale au double de la valeur de la construction détruite.

La même peine sera appliquée à tout incendie, toute rupture, toute destruction de maisons à toits de chaume ou de paillettes hors des agglomérations urbaines ou rurales.

Art. 200. — Toute rupture d'une clôture d'habitation ou d'un talus de rizière sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 5 piastres à 100 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

CHAPITRE XXXIV

Dommmages — Dégradations

Art. 201. — Quiconque aura détourné, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, l'eau qui se trouve dans les rizières labourées d'autrui sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois.

Il sera condamné, en outre, à remettre les lieux en état.

Art. 202. — Quiconque, dans le but d'accaparer le bien d'autrui, aura en tout ou en partie, détruit ou déplacé des talus ou des clôtures ou bornes quelconques servant de séparation aux propriétés, sera condamné à un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 20 piastres à 200 piastres. Il sera, en outre, condamné à remettre les lieux en état.

Điều thứ 197. — Người nào bắt cần hay là không theo phép quan mà đốt cháy khí-vật của mình lây sang khí-vật của láng giềng, phải phạt giam từ ba tháng đến một năm, lại phạt đền những vật-giá bị hại.

Điều thứ 198. — Người nào phá-hoại chùa miếu hay là tượng-pháp, lễ-đường của các tôn-giáo phải tội khờ-sai có kỳ-hạn.

Điều thứ 199. — Người nào cố-ý đốt hay là phá-hủy những điểm canh hay là nền tế ở ngoài đồng, phải phạt-giam từ ba tháng đến hai năm và phải đền tiền tu-bồ đến gấp hai.

Phạm phá đốt những lều ranh nhà lá rải rác ở ngoài đồng, cũng phải phạt như đoạn trên.

Điều thứ 200. — Phạm phá-hoại tường chung-quanh nhà người ta và bờ ruộng, phải phạt-giam từ sáu ngày đến sáu tháng và phạt bạc từ năm đồng đến một trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

CHƯƠNG THỨ XXXIV

Hủy-hại

Điều thứ 201. — Người nào tháo trộm nước ở ruộng đã cày, không cứ dùng cách gì và lấy nhiều hay ít, phải phạt-giam từ sáu ngày đến sáu tháng và phải đền mà chữa cái chỗ tháo nước ấy.

Điều thứ 202. — Người nào chủ-ý xâm-chiếm sản-vật người ta, mà phá-hoại hay là di-dịch những giới-hạn, vi-tường hay là giới-kê dùng để phân-hạn sản-nghiệp của người ta, phải phạt-giam từ một tháng đến một năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến hai trăm đồng và bắt phải đền lại y-nguyên.

Art. 203. — Quiconque aura jeté des pierres ou d'autres corps durs, ou des immondices, contre les maisons ou clôtures d'autrui ou dans les jardins enclos ou contre des voitures, charrettes, wagons de chemins de fer, embarcations et véhicules de toutes sortes ou aura jeté des matières quelconques ou immondices sur une personne sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 20 cents à 20 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 204. — Quiconque aura méchamment dévasté par un moyen quelconque des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de 2 ans au moins et de 5 ans au plus. Les coupables pourront aussi être placés pendant 5 ans au plus sous la surveillance administrative.

Art. 205. — Quiconque aura coupé des palmiers, des aréquiers, des cocotiers, des bananiers, lataniers, des pieds de thé, de café, de piment, de bétel, de bambou, et d'une façon générale tout arbre, arbuste ou plant qu'il savait appartenir à autrui sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de deux piastres à dix piastres ou de l'une de ces deux peines seulement à raison de chaque arbre ou arbuste sans que l'emprisonnement puisse toutefois excéder cinq ans.

La peine sera la même à raison de chaque arbre, arbuste ou plant mutilé, coupé ou écorcé de façon à le faire périr.

Art. 206. — Sera puni d'une amende de 20 cents à 50 piastres tout propriétaire d'éléphant, de bœuf, buffle, cheval ou autre animal domestique qui sera passé, hors le cas de force majeure, sur le terrain d'autrui repiqué ou chargé d'une récolte, ou avant l'enlèvement de la récolte.

Art. 207. — Dans le cas prévu à l'article précédent, si les animaux étaient sous la surveillance de leur propriétaire ou d'un gardien, celui-ci sera puni, en outre de l'amende indiquée audit article, d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 208. — Quiconque, sans ordre des autorités ou du propriétaire, aura coupé un arbre ou ramassé du bois de chauffage autour des tombeaux des Rois ou dans les forêts réservées par le Gouvernement, sera puni de la peine de 6 jours à 6 mois de prison.

La même peine sera appliquée à tout individu coupable d'avoir cultivé, ou fait paître des troupeaux sur les tombeaux.

Điều thứ 203. — Người nào ném đá, hay là thứ gạch-chất khác hay là thứ dơ-bẩn vào nhà, tường, sân, vườn, xe ngồi, xe chở, xe hỏa, thuyền, tàu, hay là thân-thể người ta, phải phạt-giam từ sáu ngày đến ba tháng và phạt bạc từ hai hào đến hai-mươi đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Điều thứ 204. — Người nào có ác-tâm phá-hại lúa chưa gặt, cây giời sinh hay là người giồng, không cứ dùng cách nào, phải phạt-giam từ hai năm đến năm năm và có thể bị quản-thúc trong năm năm nữa.

Điều thứ 205. — Người nào tự-tiện đốn những cây móc, cau, chuối, lá-gồi, cà-phê, hồ-tiêu, dầu không, các loài tre và các thứ cây khác, mà mình đã biết chắc rằng của người ta, phải phạt-giam từ sáu ngày đến một tháng và phạt bạc từ hai đồng đến mười đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ, nhưng cứ tính gốc cây mà xử tội, phạt-giam thì không được quá năm năm.

Nếu chém vào thân hay là tước da cây, làm cho cây chết khô, cũng tính gốc cây mà xử tội như đoạn trên.

Điều thứ 206. — Trừ ra những khi nào sức ngoài cưỡng-bách thì không kể, còn người nào coi ngựa, trâu, bò, hay là súc-vật khác, mà để xéo giẫm vào ruộng của người ta hiện có cấy, có lúa, hay là lúa chín mà chưa gặt, phải phạt bạc từ hai hào đến năm mươi đồng.

Điều thứ 207 — Như khi thuộc về điều trên đã nói, nếu có người chủ hay là người đi chăn không coi những súc-vật ấy, thì người chủ hay là người đi chăn phải chịu phạt như điều trên đã nói, và bị phạt-giam từ sáu ngày đến ba tháng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Điều thứ 208. — Người nào không được phép quan cho, mà tự-tiện đốn cây kiếm củi ở bên lăng Đế-Vương hay là ở rừng của Nhà-nước để trừ-bị, phải phạt-giam từ sáu ngày đến sáu tháng.

Người nào tự-tiện cây-cấy hay là chăn súc-vật ở trên phần-mộ người ta, phải phạt như đoạn trên đã nói.

Art. 209. — Quiconque, propriétaire ou locataire aura tué ou blessé sans nécessité, dans sa maison, enclos et dépendances ou dans son terrain ensemencé ou chargé d'une récolte ou avant l'enlèvement de la récolte, des éléphants, des chevaux, bœufs, buffles ou autres animaux domestiques ou des animaux de basse-cour appartenant à autrui, sera puni de 6 jours à un mois de prison et de 2 piastres à 10 piastres d'amende et à payer de justes indemnités au propriétaire de l'animal tué ou blessé.

Art. 210. — Quiconque aura, sans nécessité, tué un éléphant, un cheval, un buffle, un bœuf ou tout autre animal domestique ou leur aura fait des blessures dans un lieu dont il n'est pas propriétaire ou locataire, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à 6 mois et à payer de justes indemnités au propriétaire de l'animal tué ou blessé.

Art. 211. — Quiconque aura fait subir sans nécessité une mutilation à un animal domestique sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 4 mois et d'une amende de 5 piastres à 20 piastres.

Art. 212. — Sera puni des peines de l'article 159, paragraphe 2 quiconque, après avoir arrêté sur son terrain un animal domestique ou après s'être emparé d'un animal de basse-cour, n'aura pu le restituer après une mise en demeure des autorités, du propriétaire ou du locataire.

CHAPITRE XXXV

Suicide provoqué

Art. 213. — Quiconque causera le suicide d'une personne par abus de puissance ou oppression tyrannique sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 20 piastres à 1.000 piastres.

La peine sera celle de la réclusion quand l'auteur de l'infraction sera un descendant de la victime, ou un fonctionnaire.

Le descendant ou le fonctionnaire coupable sera, en outre, condamné à payer les frais des funérailles.

CHAPITRE XXXVI

Provocations dirigées contre l'autorité publique, ou contre l'exercice d'un culte

Art. 214. — Quiconque par discours ou écrits tend à soulever ou armer une partie des habitants contre les autres, sera puni d'un

Điều thứ 209. — Người chủ nhà hay là người ở thuê, không có sự cần-thiết gì mà giết hay là đánh bị thương những voi, ngựa, trâu, bò và giống cầm-thú của người ta ở trong nhà, vườn, sân, và ruộng đất của mình, thì phải phạt-giam từ sáu ngày đến một tháng và phạt bạc từ hai đồng đến mười đồng, lại phải bồi thường tổn-hại tương-đương về những vật sát-thương ấy cho người nghiệp-chủ.

Điều thứ 210. — Người nào không có sự cần-thiết mà giết hay là làm bị-thương những voi, ngựa, trâu, bò và giống thú-vật của người ta ở chỗ không phải nơi mình ở hay nơi mình thuê thì phải phạt-giam từ hai tháng đến sáu tháng, lại phải bồi-thường tổn-hại tương-đương về những việc sát-thương ấy cho người nghiệp-chủ.

Điều thứ 211. — Người nào không có sự cần-thiết gì mà làm què gãy bị-thương những giống thú-vật của người ta nuôi, phải phạt-giam từ sáu ngày đến bốn tháng, và phạt bạc từ năm đồng đến hai trăm đồng.

Điều thứ 212. — Người nào bắt được những cầm-thú người ta nuôi, mà bắt tại trong địa phận mình, đã có lệnh quan hay là có nghiệp-chủ hay là lô-chủ đòi mà không giao giả, phải chiếu theo điều thứ 159 đoạn thứ hai mà xử.

CHƯƠNG THỨ XXXV

Bức-tử

Điều thứ 213. — Người nào dùng cường-quyền để tàn-bạo ức chế, làm cho người ta phải tự-tử, phải phạt-giam từ sáu tháng đến năm năm và phạt bạc từ hai mươi đồng đến một nghìn đồng.

Nếu người phạm tội là họ vai dưới hay là người chức-dịch thì phải xử tội đồ, và phải chịu tiền mai-táng.

CHƯƠNG THỨ XXXVI

Khiêu-khích để chống với công-quyền hay là chống với tôn-giáo

Điều thứ 214. — Người nào lấy ngôn-từ hay là thư-trát để xui-giục một đảng này trong làng chống nhau với đảng kia, hoặc cầm

emprisonnement de 2 à 5 ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun effet, et du bannissement si elle a donné lieu à une désobéissance, autre que celle qui aurait dégénéré en sédition ou révolte.

Lorsque la provocation aura été suivie d'une sédition ou révolte, dont la nature donnera lieu contre un ou plusieurs coupables à une peine plus forte que celle du bannissement, cette peine sera appliquée au coupable de la provocation.

Art. 215. — Toute exposition, expédition, publication ou distribution d'ouvrages, d'écrits, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques ou autres manuscrits ou imprimés, dessins, gravures, peintures, photographies sur lesquels ne se trouve pas l'indication vraie des noms, profession et demeure de l'auteur, de l'écrivain ou de l'imprimeur sera, pour ce seul fait, puni d'un emprisonnement de 6 jours à deux mois. Celui qui a sciemment contribué à l'expédition, l'exposition, la publication ou la distribution sachant que l'écrit ou imprimé, gravure, dessin, photographie, ou peinture, ne contenait pas ces indications sera puni de la même peine.

Si les écrit, imprimé, gravure, dessin, photographie ou peinture contiennent provocation à des crimes ou délits, les crieurs, afficheurs, vendeurs, distributeurs ou porteurs seront punis comme complices des provocations, à moins qu'ils n'aient fait connaître ceux dont ils tenaient l'exemplaire contenant la provocation.

Dans ce cas ils n'encourront qu'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois.

Aucun journal ou écrit périodique ne peut être publié sans autorisation préalable du Gouvernement du Protectorat, qui pourra exiger le dépôt d'un cautionnement de nature à garantir le paiement des condamnations pécuniaires prononcées contre le directeur ou gérant de la publication périodique.

Toute infraction sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 5 piastres à 500 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 216. — Toute exposition, distribution ou expédition de chansons, pamphlets, dessins, gravures ou peintures contraires aux bonnes mœurs ou au respect dû aux représentants de l'autorité publique sera puni d'une amende de 5 piastres à 200 piastres, et d'un emprisonnement de 6 jours à 8 mois. La même peine sera appliquée aux crieurs, distributeurs, vendeurs, ou porteurs, à moins qu'ils ne fassent connaître la personne qui leur a remis l'objet du délit, auquel cas la peine sera réduite de moitié.

khí-giới mà đánh nhau, nếu việc khiêu khích ấy không thành hiệu, phải phạt-giam từ hai năm đến năm năm.

Nếu sự khiêu-khích ấy có thành-hiệu mà chưa đến phản-loạn, phải xử tội phóng-trục.

Nếu sinh ra phản-loạn, làm cho một người hay là nhiều người phải tội nặng hơn tội phóng-trục, thì người khiêu-khích ấy cũng phải tội-đồng.

Điều thứ 215. — Người nào phô-trần, đê-tố, đả-bố hay là phân-phát những thư-tịch, yết-thị, cáo-bạch, nhật-báo, kỳ-báo hay là tự-chỉ, ấn-chỉ, họa-chỉ, ấn-ảnh khác, mà trong những thứ giấy ấy không có tên người làm, người viết và người in, thì phải phạt-giam từ sáu ngày đến hai tháng. Người nào biết rằng những thứ giấy ấy không có tên người làm hay là người in, mà đi phát-hành giúp, cũng tội-đồng với người phát-hành.

Nếu trong những thư-họa đã nói ở trên, mà khiêu-khích đê người ta phạm trọng-tội, thì người bán giông, niêm-yết, phát-mại, phân-phát và huê-đái, hễ không trở được người làm, phải xử tội là tùng-phạm, nếu trở được người làm, chỉ phải phạt-giam từ sáu ngày đến ba tháng.

Phạm nhật-báo hay là kỳ-báo, nếu không có phép Chánh-phủ Bảo-bộ chuẩn cho, thì không được xuất-bản, mà Chánh-phủ có thể bắt nộp trước bạc ký-quĩ, để phòng khi viên chủ-bút hay là viên quản-lý phải phạt-bạc, nếu trái lệ ấy, phải phạt-giam từ sáu ngày đến ba tháng và phạt bạc từ năm đồng đến năm trăm đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ chịu một thứ.

Điều thứ 216. — Người nào phô-trần, hay là đê-tố những ca-từ, phúng-thư, họa-lản, điều-bản và hội-bản, mà làm bại-hoại phong-tục luân-lý, hay là báng bở người đại-biểu của Nhà-nước, phải phạt bạc từ năm đồng đến hai trăm đồng, và phạt giam từ sáu ngày đến tám tháng. Còn người truyền đạt phân-phát, phát-mại hay là huê-đái, tội cũng như thế, nếu trở được người giao-phó cho mình, thì được giảm nửa tội.

Art. 217. — Toute apologie, par paroles, écrits imprimés, gravures, peintures, photographies ou dessins, d'un crime ou d'un délit et tout cri ou chant séditieux, proféré dans des lieux ou réunions publics, seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à un an, et d'une amende de 2 piastres à 2000 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 218. — Aucune réunion publique ne pourra avoir lieu sans autorisation préalable de l'autorité provinciale, sous peine d'un emprisonnement de 2 jours à un mois et d'une amende de 2 piastres à 50 piastres contre ceux qui auront pris part à la réunion. L'emprisonnement encouru sera de 15 jours à 3 mois et l'amende de 5 piastres à 80 piastres contre les organisateurs de la réunion et ceux qui auront consenti l'usage du local pour la réunion.

Art. 219. — Celui qui, par des voies de fait ou menaces aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer un culte ou d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos et, en conséquence, d'ouvrir ou de fermer des ateliers, boutiques ou magasins et de faire quitter certains travaux, sera puni pour ce seul fait d'une amende de 6 piastres à 80 piastres et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois.

Art. 220. — Ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le temple ou la pagode ou autre lieu destiné ou servant actuellement à ces exercices, seront punis d'une amende de 5 piastres à 120 piastres et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois.

Art. 221. — Toute personne qui aura, par gestes, ou paroles, outragé les objets d'un culte dans les lieux destinés ou servant actuellement à son service, ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions, sera puni d'une amende de 6 piastres à 200 piastres et d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois.

CHAPITRE XXXVII

Contravention aux décisions des autorités supérieures

Refus de payer l'impôt

Art. 222. — Celui qui aura contrevenu à un décret, à une ordonnance royale ou à une décision du Gouverneur Général ou du Résident Supérieur au Tonkin sera puni d'un emprisonnement d'un jour à dix mois et d'une amende de 20 cents à 50 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.

Điều thứ 217. — Người nào lấy ngôn-từ, thư-chỉ, ấn-chỉ, điều-bản, hội-bản, nhiếp-ảnh-bản, hay là họa-bản, tán khen những việc làm ra trọng-tội, khinh-tội, và ở chỗ đông người mà kêu-la hát-xướng về sự phân-loạn, phải phạt-giam từ sáu ngày đến một năm và phạt bạc từ hai đồng đến hai nghìn đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ chịu một thứ.

Điều thứ 218. — Không được phép quản-tỉnh cho, mà tự-tiện hội-hợp công-đồng thì những người dự-hội phạt-giam từ hai ngày đến một tháng và phạt bạc từ hai đồng đến năm mươi đồng. Người khởi-xướng ra sự họp-tập ấy cùng người có nhà cho mượn để làm nơi họp-tập thì phạt-giam từ mười-lăm ngày đến ba tháng và phạt bạc từ năm đồng đến tám-mươi đồng.

Điều thứ 219. — Người nào lấy sự bạo-hành hay là hách-ngôn mà hãm-trở một người, hay là nhiều người làm cho người ta không được tế-tự, không được dự vào việc tế-tự, không được làm lễ gì, không được tuân theo ngày được nghỉ, và bắt mở xưởng-quán, đóng xưởng-quán, làm công-dịch, đình công-dịch, thì phải phạt bạc từ sáu đồng đến tám-mươi đồng và phạt-giam từ sáu ngày đến hai tháng.

Điều thứ 220. — Người nào làm nhiễu-loạn để ngăn-trở, chậm-trễ hay là trung-chỉ việc tế-tự ở trong chùa, trong miếu, hay là nhà thờ các tôn-giáo thì phải phạt bạc từ năm đồng đến một trăm hai-mươi đồng và phạt-giam từ sáu ngày đến ba tháng.

Điều thứ 221. — Người nào ở chỗ tế-tự mà dùng cử-động hay là ngôn-từ để vũ-nhục đồ-tể-phẩm và người tể-viên, thì phải phạt bạc từ sáu đồng đến hai-trăm đồng và phạt-giam từ mười lăm ngày đến sáu tháng.

CHƯƠNG THỨ XXXVII

Vi-bội thượng-lệnh. — Cường không đóng thuế

Điều thứ 222. — Người nào trái dụ-chỉ Vua hay là mệnh-lệnh quan Toàn Quyền, quan Thống-Sứ, phải phạt-giam từ một ngày đến mười tháng và phạt bạc từ hai hào đến năm-mươi đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

Quiconque n'étant pas exempté aura refusé de payer son impôt personnel ou de faire ou de racheter les prestations auxquelles il est régulièrement assujéti ou qui aura dissimulé la contenance imposable de ses propriétés immobilières, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende égale au double de la somme dont il aura frustré le Trésor.

CHAPITRE XXXVIII

Réduction de peine — Circonstances atténuantes

Art. 223. — Tout fonctionnaire qui aura rendu de grands services au Gouvernement :

1° — En procurant l'arrestation des auteurs de complots contre la sûreté de l'Etat ou de prévenus de crimes ;

2° — En administrant avec talent sa circonscription ;

3° — En rendant la justice avec impartialité, intégrité et en conformité des lois et règlements en vigueur ;

Bénéficiera de la diminution de peine suivante, s'il vient à commettre une infraction pénale :

Si la peine prononcée est celle des travaux forcés à perpétuité ou à temps, le juge appliquera la peine de la réclusion ;

Si la peine prononcée est la réclusion, le juge appliquera la peine de l'emprisonnement jusqu'à 5 ans ;

Si la peine est celle de l'emprisonnement, le juge pourra appliquer celle de l'amende qui, dans ce cas, pourra être portée jusqu'au double de celle encourue.

Art. 224. — Les diminutions de peines établies par l'article précédent seront aussi appliquées aux personnes âgées de 70 ans et au-dessus et à celles atteintes de maladies incurables ou d'infirmités graves.

Art. 225. — Dans tous les cas où la peine de mort sera encourue contre le prévenu reconnu coupable, si les circonstances paraissent atténuantes, le juge appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps.

Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, le juge appliquera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion.

Si la peine est celle de la déportation, le juge appliquera celle de la détention.

Si la peine est celle des travaux forcés à temps, le juge appliquera la peine de la réclusion ou celle de l'emprisonnement, sans toutefois, pouvoir réduire l'emprisonnement au-dessous de trois ans.

Người nào không phải là hạng miễn-sai miễn-giao, mà không chịu nộp thân-thuế và không chịu đi giao-dịch, hay là ân-lậu thuế điền-thổ, phải phạt-giam từ sáu ngày cho đến hai năm, và phạt bạc gấp hai cái số tiền thuế ân-lậu.

CHƯƠNG THỨ XXXVIII

Giảm-tội và tình-trạng nên giảm

Điều thứ 223. — Phạm người chức-dịch nào mà có công lớn với Nhà-nước :

1^o Là trở bất kể mưu-phạm hay là kẻ phạm trọng-tội ;

2^o Là cai-trị trong hạt mình có tài năng ;

3^o Là xử-đoán việc gì cũng giữ nét công-liêm và tuân-cứ pháp luật ;

Hễ người nào trong ba hạng ấy phạm tội về hình-luật, được giảm như sau này :

Hễ phạm tội vô-kỳ khờ-sai, hữu-kỳ khờ-sai, quan tòa-án có thể giảm cho tội đồ ;

Hễ phạm tội đồ, quan tòa án có thể giảm cho phạt-giam đến năm năm ;

Hễ phạm tội phạt-giam, quan tòa-án có thể giảm cho phạt-bạc, nhưng phạt-bạc có thể gia đến gấp hai.

Điều thứ 224. — Những người già 70 tuổi và 70 giở lên, và người có cố-lật cũng được theo lệ giảm như điều trên.

Điều thứ 225. — Nếu người phạm tội tử-hình mà xét ra có tình-trạng nên giảm thì quan tòa-án có thể xử cho tội khờ-sai chung-thân hay là khờ-sai có kỳ-hạn.

Nếu phạm tội khờ-sai chung-thân, quan tòa-án có thể xử cho-tội khờ-sai có kỳ-hạn hay là tội đồ.

Nếu phạm tội phát-lưu, quan tòa-án có thể xử cho tội cấm-cố.

Nếu phạm tội khờ-sai có kỳ-hạn, quan tòa-án có thể xử cho tội đồ, hay là tội phạt-giam, nhưng mà hạn phạt-giam rất ít cũng phải đến ba năm.

Si la peine est celle de la réclusion, de la détention ou du bannissement, le juge appliquera celle de l'emprisonnement sans toutefois pouvoir la réduire au-dessous de deux ans.

Si la peine est celle de l'emprisonnement, le juge pourra la réduire même au-dessous de 6 jours ; si c'est celle de l'amende il pourra la réduire même au-dessous d'une piastre. — Il pourra aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines et même substituer l'amende à l'emprisonnement sans qu'en aucun cas l'amende puisse être au-dessous de 20 cents.

Art. 226. — Lorsqu'un individu n'a pas encore été condamné et qu'il est prononcé pour la première fois contre lui pour un délit une condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, le Juge peut, par sa décision, le dispenser de subir immédiatement la peine. Le juge avertira, dans ce cas, le condamné que si, durant le délai de 5 ans pendant lequel la suspension est accordée, il est de nouveau poursuivi et condamné, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde, et que la peine sera effacée s'il n'est pas condamné dans les cinq ans.

CHAPITRE XXXIX

Contraventions de police

Art. 227. — Seront punis d'emprisonnement d'un jour à cinq jours et d'une amende de vingt cents à six piastres ou de l'une de ces deux peines seulement :

1° — Ceux qui auront violé la défense de tirer, en certains lieux, des pièces d'artifice, ou des armes à feu ;

2° — Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages dans les communes, où ce soin est laissé à la charge des habitants ;

3° — Ceux qui auront embarrassé la voie publique en y déposant ou y laissant, sans nécessité, des matériaux ou des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage ; ceux qui auront négligé d'éclairer les matériaux par eux entreposés ou les excavations par eux faites dans les rues et places et les véhicules de toutes sortes circulant la nuit sur la voie publique ;

4° — Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie ; ou d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative, de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine ;

5° — Ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres ;

Nếu phạm tội đồ, tội cấm-cố, hay là tội phóng-trục, quan tòa-án có thể xử cho tội phạt-giam, nhưng hạn phạt-giam rất ít là cũng đến hai-năm.

Nếu phạm tội phạt-giam, quan tòa-án cũng có thể giảm đến sáu ngày giờ xuống. Nếu phạm tội vừa phạt-giam và phạt-bạc, quan tòa-án có thể phân-biệt, chỉ xử phạt giam hay là phạt-bạc, và có thể lấy phạt-bạc thay phạt-giam, nhưng mà không được giảm đến hai hào giờ xuống.

Điều thứ 226. — Người nào trước không can-án, mà lần đầu phạm khinh-tội phải phạt-giam hay là phạt-bạc, quan tòa-án có thể huyền-án, chuẩn cho khỏi tội, nhưng mà phải sức cho người phạm được biết rằng án nó còn huyền, nếu trong năm năm có tái-phạm, thì cứ chiếu cả tội trước tội sau mà xử phạt, nếu trong hạn năm năm mà không tái-phạm, thì cái án ấy cho tiêu đi.

CHƯƠNG THỨ XXXIX

Vi-cảnh

Điều thứ 227. — Phạm những tội nói ở sau này phải phạt-giam từ một ngày đến năm ngày, và phạt bạc từ hai hào đến sáu đồng, hay là hai thứ phạt ấy chỉ phải chịu một thứ.

1^o Là đốt pháo hay là bắn súng ở chỗ đã yết-thị cấm ;

2^o Là những các đường ngõ đã sức cho dân trông nom mà lười biếng không chịu quét dọn ;

3^o Là không có sự cần thiết, mà bỏ phóng những vật-liệu vật-kiện ra ngoài đường, để làm khó cho người đi lại, hay là ban đêm không thắp đèn ở chỗ để vật-liệu, và chỗ đào đất thành hố, và các thứ xe đi đêm không thắp đèn ;

4^o Là không tuân theo điều lệ sở lục-lộ về đường-sá phải chỉnh-đốn, hay là không theo lệnh quan bắt phải cữa lại hay là phá đi những cái nhà gần đồ ;

5^o Là bỏ phóng ra ngoài cửa những vật có khí độc hay là vật gì có thể sinh ra nguy-hiểm ;

6° — Ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux ou autres machines, ou instruments, ou armes, dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs ;

7° — Celui qui aura proféré contre quelqu'un des injures, autres que celles prévues aux articles 154 et 155 ci-dessus ;

8° — Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli ou mangé, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui ;

9° — Ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, râtelé, ou grapillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil ;

10° — Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fermiers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui n'étant ni agents ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain, ou sur une partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé ou chargé de grains ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité ;

11° — Ceux qui auront contrevenu aux prescriptions et règlements de police légalement édictées par l'autorité provinciale ou communale ;

12° — Les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons ; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre, aux époques déterminées par les règlements, ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux autorités ou à ceux commis régulièrement à cet effet par les autorités ;

13° — Les rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui auraient contrevenu aux règlements par lesquels ils sont obligés de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charge et de leurs voitures, et en état de les guider et conduire, d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques, de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et, à leur approche, de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins ;

14° — Ceux qui auront fait ou laissé courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, dans l'intérieur d'un lieu habité, ou violé les règlements contre le chargement, la rapidité ou la mauvaise direction des voitures ;

6° Là bỏ phóng ra ngoài đường-sá, chỗ trường-sở công, hay là ngoài đồng-điền những lưỡi-cày, răng bừa, kim-sắt, dồng rào sắt hay là những đồ sắt khác, hay là binh-khí, mà kẻ gian-nhân có thể dùng làm bậy được ;

7° Là chữ rửa người ta ngoài những điều thứ 154, 155 đã nói ;

8° Là không có tình-trạng gì khác như trong luật đã nói, mà tự-tiện bẻ hái loài quả của người ta mà ăn ;

9° Là không có tình-trạng gì khác, mà trước khi mặt giới mọc và sau khi mặt giới lặn, tự-tiện lấy những thóc lúa bỏ sót ở ruộng người ta gặt chưa xong ;

10° Là không phải người nghiệp-chủ, người chiêm-lợi, người tô-chủ, người lĩnh-canh, người có quyền lợi thổ địa, người có quyền lợi đi lại, người đại-lý và người ủy-nhiệm của các người ấy, mà tự-tiện qua lại hay là đi vào chỗ ruộng đất người ta giồng cấy, trong khi những loài quả, loài hạt sắp thành quả và đã thành quả, sắp chín và đã chín ;

11° Là trái mệnh lệnh và điều-lệ về cảnh-sát của quan tỉnh hay là hương-chức đã tuân pháp-luật mà phát ra ;

12° Là người chủ chứa chợ, hay là người cho thuê nhà có giường ghế mà không biên rõ họ-tên, nghề-nghiệp, chỗ-ở và lúc đến lúc đi của người khách vào trong sổ khách ; hay là đến định-kỳ hoặc làm-thời sơ-sốt không trình sổ khách ấy với viên nào có chức-trách về việc xét sổ-sách ấy ;

13° Là những người đánh các thứ xe người ngồi, xe chở đồ và dùng những loài lừa, ngựa, trâu, bò kéo xe mà trái qui-tắc Nhà-nước đã định. Cứ trong qui-tắc ấy, người đánh xe phải ở bên xe và bên súc-vật kéo xe, và lại lúc đánh xe phải đi bên đường, và lúc gặp xe khác phải nhường đường ;

14° Là người nào thả những lừa, ngựa, trâu, bò chạy vào chỗ người ở, hay là trái qui-tắc đã định về sự trang-tải-hóa-hạng, hay là xe đi vội quá, hay là đánh xe không khéo ;

Ceux qui contreviendront aux dispositions des ordonnances et règlements ayant pour objet :

La solidité des voitures publiques ;

Leur poids ;

Le mode de leur chargement ;

Le nombre et la sûreté des voyageurs ;

L'indication, dans l'intérieur des voitures, des places qu'elles contiennent et du prix des places ;

L'indication, à l'intérieur, du nom du propriétaire ;

15° — Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard ;

16° — Ceux qui auront laissé divaguer des fous et des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisants ou féroces ; ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommages ;

17° — Ceux qui auront refusé de recevoir les billets de banque et monnaies ayant cours légal et non faux ni altérés selon la valeur pour laquelle ils ont cours ;

18° — Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire ;

19° — Ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;

20° — Ceux qui auront occasionné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes, sans précaution ou avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ;

21° — Ceux qui auront causé les mêmes accidents par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres, dans les chemins, rues, places ou voies publiques, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage ;

22° — Ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce ou dans les halles, foires ou marchés, sans préjudice des peines encourues par ceux qui auraient fait usage de ces faux poids ou de ces fausses mesures ;

Là những người trái điều-lệ Nhà-nước trong những điều như sau này :

Xe cho thuê phải bèn-chặt ;

Xe chở nặng phải hợp phép ;

Cách-thức trang-tải thế nào ;

Số khách đi xe bao nhiêu ;

Sự giữ gìn cho khách đi xe phải thế nào, trong xe phải yết rõ số người ;

Ngoài xe phải yết rõ danh-hiệu người chủ ;

15° Là mở cuộc đánh số hay là cuộc đồ-bác khác ở ngoài đường hay là chỗ trường-sở công ;

16° Là kẻ coi người điên-cuồng, hay là thú-vật hại người và thú dữ, mà để cho chạy dông ; người rào huýt chó xông vào người ta, hay là chó của mình nuôi đuổi người ta, mà mình không đi bắt lại, dầu chó chưa xâm-phạm đến thân-thể hay là tổn-hại người, cũng phải can-trách ;

17° Là không chịu lấy đúng giá những giấy bạc, đồng bạc, hào bạc và xu đã chiều theo phép luật mà thông-dụng, không phải là làm giả hay là làm khác mẫu ;

18° Là phạm những lúc gặp có tai-nạn như là chết-đuối, thủy-lao, hỏa-tai ; hoặc tai-biến khác, và lúc có cướp-trộm, hay là đương-trường bắt được kẻ gian-nhân, hay là lúc nhiều người hô-hoán, mà không chịu phó-cứu, hay là lúc thi-hành lệnh tư-pháp đã thôi-sức rồi, sức có thể làm được mà không chịu ứng-dịch ;

19° Là bởi tại thả người điên-cuồng hay là thú-vật hại người và thú-vật dữ, hay là tại xe ngựa đi vội quá, hay là đánh xe không khéo, hay là trang tải quá lệ, đến nỗi bị-thương hay là chết thú-vật của người ta ;

20° Là bởi tại không khéo dùng đồ binh-khí hay là tại quăng ném gạch, đá và thứ ngạnh-chất khác, đến nỗi sinh ra tổn-hại như đã nói ở khoản thứ 19 trên ;

21° Là không chữa những nhà cũ nát hay là để những vật chướng-ngại, đào những hố rãnh ở giữa hoặc ở bên đường-sá và chỗ trường-sở công, mà không theo lệ thường cấm nêu cho người ta biết, đến nỗi sinh ra sự tổn-hại như đã nói ở trên ;

22° Là những chỗ nhà hàng, thương-điểm, doanh-nghiệp-gia, thương-xưởng và chỗ thị-trường mà có để cái dấu cái thước, cái cân giả-dối không đúng phép ; còn tội người dùng cái dấu, cái thước, cái cân giả-dối ấy thì không kể đây ;

23° — Les auteurs ou complices de bruits ou tapages nocturnes troublant la tranquillité des habitants ;

24° — Ceux qui auront dégradé les canaux navigables ou d'irrigation ou usurpé sur leur largeur ;

25° — Ceux qui auront omis de déclarer à la justice les cadavres découverts dans les fleuves ou autres endroits ;

26° — Ceux qui seront surpris en état d'ivresse publique.

Art. 228. — La peine d'emprisonnement sera toujours prononcée en cas de récidive au sujet des infractions prévues à l'article 227.

Art. 229. — Les fonctionnaires chefs de province et les chefs de circonscription administrative ainsi que les chefs de canton pourront consigner à la maison commune du lieu de leur résidence officielle ou du lieu de la résidence des contrevenants, pendant un jour au plus, ceux de leurs administrés qui causeront du scandale ou se querelleront dans les lieux publics ou qui manqueront au respect dû aux fonctions qu'ils remplissent ou de déférence envers les autorités communales.

Art. 230. — Des arrêtés du Gouverneur général pris sur la proposition du Résident supérieur au Tonkin détermineront lorsqu'il y aura lieu, les autres infractions de police non prévues et punies par le présent code.

CHAPITRE XL

Dispositions générales

Art. 231. — Après son insertion au Journal Officiel de l'Indochine et au Bulletin officiel du Tonkin, un exemplaire du présent Code sera déposé au Chef-lieu de chaque province et de chaque circonscription administrative du Tonkin avec sa traduction.

Art. 232. — Toutes les dispositions des lois annamites contraires à celles contenues dans le présent Code sont expressément abrogées.

Toutes les peines autres que celles édictées par le présent Code sont supprimées.

FIN

23° Là đương đêm làm huyền-náo tao-động, để phương-ngại sự yên-tĩnh người ta, kẻ chính-phạm và tòng-phạm đều phải can-trách ;

24° Là người nào mà xâm-chiếm hay là hủy-hại những thủy-đạo đương chảy hay là lấn bờ những thủy-đạo ấy ;

25° Là thấy có xác người chết ở sông hay là ở chỗ nào khác mà không đi báo quan ;

26° Là ở tại giữa đường mà say rượu cuồng lên.

Điều thứ 228. — Phạm tái-phạm về tội kể ra từng khoản trong điều 227 phải xử phạt-giam.

Điều thứ 229. — Phạm kẻ bình-dân cãi nhau ở chỗ trường-sở-công hay là không kính người có quan-chức, hay là thất-lễ với những người hương-chức, thì quan tỉnh, phủ, huyện, chánh-tổng có thể câu-lưu trong hạn một ngày ở chỗ hương-hội công-sở làng sở-tại, hay là chỗ hương-hội-công-sở làng người phạm ấy hiện ở.

Điều thứ 230. — Tội vi-cảnh khác luật này chưa có điều nào nói đến thì sẽ do quan Toàn-quyền chiếu nhờ xin quan Thống-sứ mà nghị định.

CHƯƠNG THỨ XL

Tổng-tắc

Điều thứ 231. — Luật này sau khi đã đăng-lục vào Đông-duong-quan-báo, phải giao cho các tỉnh-đường và các sở cai-trị ở Bắc-kỳ mỗi chỗ một bản chính cùng bản dịch.

Điều thứ 232. — Phạm những luật hình An-nam có điều nào không hợp với luật này, thì bãi đi cả.

Phạm những thứ hình-phạt mà luật này không nói đến, cấm không được thi-hành.

CHUNG



TABLES ANALYTIQUES

Code de l'organisation des Tribunaux

A

- Ân (quan) : — faisant fonctions de juge d'instruction au tribunal du 2^e degré, art. 12.
Appel : Jurisdiction spéciale d' —, art. 15.
Arrondissements : Tribunal d' —, art. 2.
Attribution : — du tribunal du 1^{er} degré en matière civile et commerciale, art. 6 et suivants.
Audiences publiques : — des tribunaux du 1^{er} degré, art. 11.
Audiences foraines, art. 11.

C

- Châu (quan) : — faisant fonctions de juge du 1^{er} degré, art. 3.
Modification de la compétence du tribunal du 1^{er} degré dans certains —, art. 10.
Compétence : — du tribunal du 1^{er} degré (contraventions de simple police), art. 4.
Compétence : — du tribunal du 1^{er} degré (en matière civile et commerciale), art. 6 et suivants.
Compétence : — du tribunal du 2^e degré, art. 13.
Compétence : — du tribunal du 3^e degré, art. 15.
Complices : Tribunal compétent pour jugement des —, art. 20.
Conciliation : Enregistrement des actes de —, art. 6.
Transcription des actes de —, art. 6.
Authenticité des actes de —, art. 6.

Tentative de — par les tribunaux du 1^{er} degré, art. 9.

- Contestation : — au sujet d'immeuble : choix du tribunal juge, art. 21.
Contestation : — au sujet d'un meuble : choix du tribunal juge, art. 21.
Contestation : — dont l'objet est mixte : choix du tribunal juge, art. 21.
Contestation : — au sujet d'une succession : choix du tribunal juge, art. 21.

G

- Greffiers : Désignation des — au tribunal du 1^{er} degré, art. 3.
Désignation des — au tribunal du 2^e degré, art. 12.

H

- Huyên (quan) : juge du 1^{er} degré, art. 3.

I

- Incompétence : — du tribunal du 1^{er} degré, art. 8.

J

- Juge suppléant : Désignation d'un — d'un tribunal de 2^e degré, aux fonctions de juge du 1^{er} degré, art. 3.
Désignation d'un — comme membre au tribunal du 2^e degré, art. 12.

P

Procès-verbal : authenticité du —, de conciliation au 1^{er} degré, art. 9.
Phu (quan) — juge du 1^{er} degré, art. 3.
Personnel annamite des juridictions indigènes : mesures disciplinaires. art. 18.

R

Responsabilité : — des juges du 1^{er} degré, art. 5.
Ressort : — du tribunal du 2^e degré, art. 14.

V

Ville : — d'Hanoi, art. 1.
— d'Haiphong, art. 1.

Code de Procédure civile et commerciale

A

Amende : — encourue par les témoins pour absence non justifiée, art. 16.
Amende : — encourue par un appelant ayant succombé, art. 33.
Amende : — encourue par un demandeur de rétractation non admise, art. 39.
Annulation : Conditions prévues, art. 43.
Appel : Dossiers d' —, art. 26.
— Délais d' —, art. 27 et suivants.

C

Citations à comparaitre : Delai minima et comparution légale, art. 10, 15.
Transmission des —, art. 17.
Conciliation : Procès-verbal de —, art. 11.
Contrainte par corps : Conditions pour faire valoir l'exercice de la —, art. 82 et suivant.
Avis au débiteur, dans la — par le notable instrumentaire, art. 86.

Convocation : — des parties devant la juridiction du 3^e degré, art. 29.
Créancier : — vis-à-vis de son débiteur, art. 47 et 48

D

Débiteur : — vis-à-vis du créancier, art. 45.
Déclarations : — des parties, art. 13.
— des témoins, art. 14.
Défaillant : en fuite art. 8.
Défendeur : Jugement prononcé contre le —, art. 7.
Défendeur : Opposition du —, art. 9.
Délégation ou commission rogatoire, art. 19.
Détention : Limite de la —, art. 93.
Demande : Droit de former —, art. 1.
Demandeur : — vis-à-vis du tribunal, art. 6.
Revendication du —, art. 11.
Dommages-intérêts : art. 31 et suiv, art. 39.
— pour réclamation non justifiée dans la saisie mobilière, art. 59.

E

Emprisonnement : — d'adjudicataires insolubles dans la saisie immobilière, art. 72.

Elargissement : art. 80 et suivants, 94, 95.

G

Gardien de prison : Devoir du — pour incarcération d'un débiteur, art. 87.

H

Huissier : art. 49.

Huis-clos : art. 97.

I

Instruction : art. 18

J

Jugement : art. 20 et suiv.

L

Ly-truong : — faisant fonctions d'huissier, art. 49.

N

Notable : — faisant fonctions d'huissier, art. 49.

Parties : Convocation des — devant le tribunal du 3^e degré, art. 29.

R

Requête écrite, art. 2.

Rétractation : Condition de —, art. 34.

Inadmissibilité de pourvoi en —, art. 40.

Rogatoire (commission), art. 19.

S

Saisie mobilière : Interdiction de — art. 46.

Admissibilité de la —, art. 51 et suiv.

Devoirs des fonctionnaires préposés à la —, art. 53 et suiv., 61 et suiv.

Réclamations dans la —, art. 58.

Domages-intérêts pour réclamation non justifiée, dans la — art. 59.

Distribution du produit de la vente dans la —, art. 60, 64.

Saisie immobilière : art. 65.

Devoirs des préposés à la —, art. 66 et suiv., 70, 71, 75.

Arrêt de la vente dans la —, art. 69.

Rétribution des fonctionnaires préposés, dans la —, art. 71.

Emprisonnement d'adjudicataires insolubles dans la —, art. 72.

T

Témoins : Amende encourue par les — pour absence non justifiée, art. 16.

Tribunal du 3^e degré : —, faisant fonctions de Chambre d'annulation, art. 42.

Code de Procédure Pénale Annamite

A

- Acquittement : — par tribunaux indigènes, art. 67.
Amende : Témoins, non comparution, art. 20.
— pour annulation non admise, art. 50.
— Paiement de l' —, art. 69.
Annulation : Délai, art. 45 et suiv.
Appel (faculté de faire) : Terme d'expiration; art. 53.
Arrestation : Ordre unique du Juge, art. 13.
Arrestation (ordre d') : Transmission, 14.

C

- Citations (à comparaître) : Simple police, art. 4.
Citations (à comparaître) : Délais prévus, art. 19. 37.
Condamnation : — à mort, art. 91 et suiv.
— à une peine criminelle, art. 96.
Conviction (pièces à) : Conservation des —, art. 35.
Correctionnelles (audiences) : art. 36.
Crime : Droit et devoirs du témoin, art. 7.
— Devoirs des autorités administratives cumulant des fonctions judiciaires, art. 9 et suiv.
— Convocation d'un accusé de — en cas d'appel, art. 50.
— Vérifications. art. 29.

D

- Délit : Droits et devoirs du témoin, art. 7.
— Droit de la victimes d'un —, art. 8.

- Déclarations : — des témoins, art. 26 et suiv.
— Conservation des —, art. 28.
Délégués : Juges et chefs de canton — à l'instruction, art. 24 et suiv.
Dommages-intérêts : Droit du gagnant aux —, art. 68.
Droits : — du condamné après réhabilitation, art. 85.

G

- Grâce : Droit de —, art. 91. 99.

I

- Instruction : art. 16.
— Responsabilité du Président de tribunal, art. 17.
— Délégation d'assesseurs; art. 22 et suiv.

J

- Jugement : Modèle, art. 40.
— Œuvre du juge, art. 41.
— Cas de sursis à l'exécution du — art. 44, 52.
— Extrait de —, art. 64 et suiv.

M

- Mémoires : — utiles à l'annulation, art. 60 et suiv.

P

- Police (simple) : Recherches et constatations; art. 1.
— : Arrestation des auteurs de contraventions de —, art. 2.

Police (simple) : Preuves, art. 3.
 — : Citations à com-
 paraître, art. 4.
 — : Instruction, art. 5.
 — : Transcription des
 jugements, art. 6.
 Président (tribunal) Interrogations
 par —, art. 38 et suiv.
 Prison (gardien de) : Devoirs du —,
 art. 87.
 Prisons : Visites des — art. 89.
 Prisonniers : Transfert, art. 88.
 — Décès, art. 90.

S

Suspension (de l'exécution d'un ju-
 gement), art. 73.

T

Témoins : Déclarations des — art.
 26.

Tribunal (du 3^e degré) : pièces
 à remettre au —, art. 97.

CODE PÉNAL ANNAMITE

A

Abus d'autorité —, Fonctionnaire,
 art. 77.

Abus de confiance, art. 173.

Accusation (Voir dénonciation).

Adultère de la femme, art. 128 —
 Complicité, art. 128 ; Entremet-
 teur, art. 128 à 131.

Affiche, art. 215.

Amende, définition, détermination,
 art. 19.

Animaux ; Blessures, art. 209.

Mort, art. 210.

Mutilation, art. 211.

Non restitution, art. 212

Passage sur terrain en-
 semencé ou chargé de
 récoltes, art. 206 à
 207.

Animaux de trait ou de monture,
 art. 227, art. 14.

Animaux domestiques :

Mort ou blessures occasionnées
 par la divagation des fous ou
 furieux ou des animaux mal-
 faisants ou féroces, par le char-
 gement excessif ou la mauvaise
 direction des voitures, art.
 227, par. 19.

Mort ou blessures par emploi ou
 usage d'armes sans précaution
 ou maladresse, ou jet de pier-
 res ou autres corps durs, art.
 227, par. 20.

Mort ou blessures occasionnées
 par vétusté, dégradation, dé-
 faut de réparation ou d'entre-
 tien des édifices, excavation,
 encombrement, art. 227, par.
 21.

Animaux malfaisants : Divagation,
 art. 227, par. 16 et 19.

Application du Code pénal anna-
 mite, art. 1.

Apologie d'un crime ou d'un délit,
 art. 217.

Arbre (abattage), art. 205 et 208.

Arbuste (abattage), art. 205.

Armes — contre la France, art. 62

Armes à feu — tir, art. 227, par. 1.

Armes et munitions, art. 121 à 123.

Arrestations arbitraires, fonction-
 naires, art. 78.

Arrestations illégales et arbitraires,
 art. 136 à 137.

Associations de plus de 20 person-
 nes, art. 102, 103, 104.

» de malfaiteurs, art. 105
 à 107.

» sociétés secrètes, art. 101.

Attentat contre la sûreté de l'Etat, art 62 à 70.

- » complot, art. 68
- » confiscation générale des biens art. 69.
- » exécution ou tentatives, art. 64
- » exemption de peine, art. 70.
- » manœuvre ayant pour objet la destruction des temples, tombeaux des ancêtres de souverains ou palais royaux. art. 64.
- » recel d'émissaires, art. 64.

Atténuation: Peines, art. 223 à 224.

Aubergistes: Registres, art 227, par. 12.

Avortement, art 112

B

Bannissement exécution durée, infraction, art. 16

Bestiaux (voir animaux domestiques).

Bigamie, art. 135.

Billet de banque — contrefaçon, art. 85. — Refus de recevoir, art. 227, par. 17.

Bois de chauffage, art. 208.

Bornes: enlèvement, destruction, déplacement de bornes ou clôtures, art. 202.

C

Cadavres — déclaration des cadavres découverts dans les fleuves et rivières, art. 227, par. 25.

Canaux navigables ou d'irrigation, dégradation, usurpation sur la largeur art. par 24.

Castration, art. 111.

Censure — Voir critiques.

Champs: Coutres de charrues, pinces, barres, barreaux ou autres machines ou instruments ou ar-

mes dont puissent abuser les voleurs. laissés dans les champs, art 227, par. 6.

Chansons, art. 216.

Chantage, art 167.

Charrettes — Voir voitures.

Chemins publics — Voir voie publique.

Circonstances atténuantes, art 225.

Clôtures — rupture d'une clôture d'habitation. art 200.

Commerce et industrie — baisse et hausse, art. 179, mise en vente: viande ou denrée corrompue, art. 178 — Tromperie sur la qualité, la quantité et la nature des choses vendues, art. 177.

Complicité: Aide et assistance, art. 48, fourniture d'armes ou d'instruments, art 48, — Instructions énoncées, art. 48, — Peine, art. 47, — Recel, art. 50 à 51, — Recel de malfaiteurs, art. 49.

Complot — Voir attentat.

Concussion, fonctionnaires, art. 72.

Confiscation, art 4, — générale, art 24, 25; spéciale: matières criminelles et correctionnelles, art. 24 et 25; spéciale: matière de simple police, art. 27.

Contravention de police. — Amendes, art. 19; confiscation, art. 228; détermination des infractions non prévues au code pénal art. 230; emprisonnement, art. 34 et 228.

Contrainte par corps, art. 31 — exemption, durée, détermination, art. 34, 35, 36.

Conseil des notables — Responsabilité, aide et assistance, art. 59.

Coups et blessures: aux mari, père, mère, beau père, belle mère ou descendants, art. 120.

Par les pères et mères, grand-père et grand'mère entraînant la mort de l'enfant, art. 113.

D'un voleur non armé surpris en flagrant délit, la nuit, art 118.

Involontaires, art. 125; mutilations ou infirmités permanentes, ayant entraîné la mort, art. 117.

Sur un fonctionnaire, art. 116; volontaires, art. 115.

Corruption (fonctionnaires), art. 71
Critiques ou censures des actes du Gouvernement, lois etc, art. 214.

Culte — Trouble à l'exercice, art. 219 à 221.

D

Déni de justice — fonctionnaires, art. 73

Dénonciation calomnieuse, art. 143 à 145 et 147.

Denrées (voir marchandises, conserves) art. 179.

Dégradation de chemins publics, art. 227, par. 25.

Déportation — exécution, art. 11.

Dessins, art. 215.

Destruction (voir aussi incendie)

Aire des Grands Sacrifices, objets consacrés aux esprits :

De pagodes et autres monuments religieux, art. 198.

De registre ou actes de l'autorité publique, titres, effets de commerce ou de banque art. 193.

Rupture d'une clôture d'habitation ou d'un talus de rizière, art. 200.

Détention; exécution, durée, art. 13.

Détérioration de marchandises, instruments agricoles ou industriels par liqueur corrosive ou autre moyen, art. 196

Détournement, eau de rizières labourées, art. 201.

Diffamation, caractère, art. 153 — envers fonctionnaire ou officier public ou envers particuliers, art. 154 — envers ascendant parent, art. 155.

Distribution (voir publications)

Divagation — Fous ou furieux, art. 227, par. 16. — Animaux mal-faisants ou féroces, art. 227, par. 16.

Domestique — Responsabilité civile du maître, art. 58.

E

Edifices, art. 227, par. 4.

Elections, fonctionnaires, bulletins falsifiés ou ajoutés, art. 81.

Emigration — Passeport, art. 141.

Empoisonnement, art. 108 à 111.

Empoisonnement — définition, durée, art. 17 — pécule des condamnés, art. 18.

Enfant: Correction paternelle, art. 57.

Meurtre des enfants par les père, mère grand-père, grand-mère art. 113; des père, mère, grand-père, grand-mère, par l'enfant, art. 113.

Violence sur les enfants par les père, mère, grand-père, grand-mère, art. 113.

Enlèvement d'un enfant mineur, art. 138.

Minorité, art. 53-56

Enlèvement par fraude ou violence d'une femme, d'une fille ou d'un enfant mineur, art. 138.

Escroquerie, art. 171.

Evasion: de prévenu (connivence du gardien), art. 90 à 92.

de condamné (négligence, connivence du gardien), art. 91 à 92

de détenus (peine, cessation), art. 93.

de détenus (reprise), art. 94 à 95.

de détenus (complice de l'évasion), art. 96.

de détenus (excuse absolutive pour les gardiens), art. 97.

Excuses: absolution, art. 52.

atténuation, art. 54 à 55.

légales (absolution), art. 127.

Exécution : capitale, art. 5.
des peines (contrainte par corps),
art. 34.
Explosifs : fabrication, détention,
art 187 à 189.
Menace de détruire par mine ou
explosif, art. 190.
Mort causée par l'incendie, art.
185.
Destruction par explosif ou par
mine, art 186 à 189.
Dépôt sur la voie publique ou
dans un lieu habité, art. 188-
189.
Exposition — Voir publication.
Expédition — Voir publication.

F

Fausse monnaie. art. 85 — Billet
de banque — Imitation, art. 85.
Faux : Fonctionnaire, Officier pu-
blic — Registres et actes publics,
art. 83.
Sceau, timbre, marque d'une au-
torité, timbre poste, timbre
fiscal, art. 85.
Usage de faux, art 86.
Passeport, permis d'armes. per-
mis de séjour, livret de domes-
tique ou d'ouvrier, carte d'i-
dentité, reçu d'impôt, falsi-
fication, usage, art. 87.
Faux témoignage et faux serment,
art. 146.
Fonctionnaires :
1^o Abus d'autorité, art. 77.
2^o Arrestations arbitraires, art.
78.
3^o Corruption, art. 71.
4^o Concussion, art. 72.
5^o Définition, art. 82.
6^o Déni de justice, art. 73.
7^o Dénonciation de malfaiteurs,
art. 76.
8^o Dénonciation de troubles, art.
76.

9^o Dissimulation du nombre des
habitants pour leur éviter
le paiement de l'impôt,
art. 79.
10^o Election, bulletins falsifiés,
ajoutés, art. 84.
11^o Incompatibilité, art. 74.
12^o Négligence dans l'exercice
des plaintes, art. 77.
13^o Partialité, art. 75.
14^o Refus d'exécution d'un or-
dre de l'autorité, art. 80.
15^o Violences, art. 78.
Fonctions publiques, immixtion
dans des fonctions publiques,
art. 89.
Costume..... }
Distinctions honorifi- } Port illé-
ques..... } gal, art.
Uniforme, insignes.. } 89.
Fornication, art. 130-133-134,
Fous — Divagation, art. 227, par.
16 et 19.
Frais de justice, art. 28.
Fraudes (Voir aussi marchandises.
Dans les examens et concours,
art. 180.
Fruits — Cueillis et mangés sur le
lieu même, art. 227, par. 8.

G

Gage : Destruction ou détourne-
ment, art. 169-170.
Maison de prêts sur gages, art.
176.
Glangage, art 227, par. 9.
Gouvernement .
Attentat pour changer la forme,
art. 63.
Attentat à la vie du Roi, d'une
Reine ou de ses enfants, art.
63.
Grappillage, art. 227, par. 8 et 9.
Grève, entraves à la liberté du tra-
vail, art. 179.
Gravures, art. 215.
Grivèlerie, art. 161.

H

- Homicide : Involontaire, art. 124.
Meurtre, art. 108 et suivants.
Attentat à la vie du Roi, d'une Reine et de ses enfants, art. 63
Hôtelier, registres, art. 227, par. 12

I

- Identité : Justification, art. 100.
Impôt : Dissimulation de propriétés immobilières imposables, art. 100.
Dissimulation du nombre des habitants à imposer, art. 79.
Refus d'acquitter l'impôt personnel ou de faire les prestations régulières, art. 222
Imprimés, art. 214-215.
Incendie : De registres et actes de l'autorité publique, titres, billets, effets de commerce ou de banque, art. 193.
De ses biens mobiliers, communication à ceux du voisin, art. 197.
Edifices, habitations, bateaux, etc. art. 182-183.
Communication, art. 184
Cabane de gardien ou autel consacré aux divinités, art. 199.
Menace d'incendie, art. 190.
Maisons à toit de chaume ou de paillettes, art. 199.
Pagodes ou autres monuments religieux, art. 198.
Inceste, art. 132.
Industrie (voir commerce).
Incompatibilité pour les fonctionnaires, art. 74.
Inhumation, art. 148 à 149 — des corps de condamnés à mort, art. 7.
Injures, caractère, art. 153.
Envers un fonctionnaire ou officier public, art. 154.
Envers un particulier, art. 154.
A un ascendant, art. 155.
A un parent, art. 155.

- Non publiques, art. 227, par. 7.
Instruments agricoles, industriels, destruction, art. 196.
Interdiction des droits civiques, civils et de famille, art. 29 et 30.
Introduction la nuit et sans motifs dans l'habitation d'autrui, art. 152.
Ivresse publique, art. 227, par. 26

J

- Jeu, art. 174 et 175.
Dans les rues, chemins, places, lieux publics, art. 227, par. 15.
Jet : de choses de nature à nuire par leur chute ou leurs exhalaisons, art. 227, par. 5.
de pierre ou d'immondices contre les maisons ou clôtures, art. 203.
Journaux, art. 215.

L

- Législation : application au Tonkin du Code Pénal annamite, art. 231.
Abrogation des textes antérieurs Code Pénal spécial, art. 232.
Contravention à un décret, à une ordonnance royale, à une décision du Gouverneur Général ou du Résident Supérieur, art. 222.
Logeurs : — Registres, art. 227 par 12.

M

- Machines à vapeur, Explosion, art. 191.
Maisons de jeu, art. 174 et 175.
Maisons de prêts sur gages, art. 176.
Maléfices, art. 111.
Marchandises :
Baisse et hausse, art. 179.

Détérioration par substances corrosives ou autres, art. 196.
Mise en vente de viandes ou denrées corrompues, art. 178.
Pillage, art. 194 et 195.
Tromperie sur la quantité des choses vendues, art. 177.
Menaces : de meurtre, de voies de fait et violences, art. 119.
Meurtre, définition, art. 108.
Sanction, art. 109.
Accompagné, précédé ou suivi de crime, art. 110.
Sur ascendants, art. 111.
Sur 3 personnes de la même famille, art. 111.
Par serviteur sur le maître, art. 111.
Par l'élève ou l'étudiant, sur le professeur, art. 111.
D'enfants ou petits enfants par les père et mère, grand-père ou grand-mère, art. 113.
De l'épouse ou de la concubine par le mari, art. 114.
Involontaire, art. 124.
Mine : Destruction par mine, art. 186 à 190.
Menace de destruction par mine, art. 190.
Minorité : Age, art. 53.
Responsabilité des parents, art. 56 ; — Incarcération, art. 56.
Monnaie, refus de recevoir, art. 227, par. 17.
Moteur, explosion, art. 191.
Mutilation : Animaux, art. 211.

N

Nettoyage des rues et passages, art. 227, par. 2.

O

Offense au Roi, à une Reine, à un enfant du Roi, art. 65.
Outrages : A un fonctionnaire, art. 154.

Aux bonnes mœurs, art. 216.
Injures, art. 153 à 155 inclus.

P

Pamphlets, art. 216.
Parricide, art. 6.
Passage, art. 206 à 207 et 227, par. 10.
Passeport, émigration, art. 141.
Pécule des condamnés à l'emprisonnement, art. 18.
Peines :
1^o Atténuation, art. 223-224.
2^o Capitale, art. 5.
3^o Correctionnelles énumération, art. 3.
4^o Condamnations pécuniaires, frais et dépens, classification pour l'exécution, art. 32.
5^o Circonstances atténuantes, art. 223.
6^o Criminelles, énumération, art. 2.
7^o Exécution, jours de fête, art. 8.
8^o Point de départ, art. 15.
9^o Pénalité de plusieurs crimes et délits, art. 45.
10^o Plusieurs personnes, frais et dépens, part de chaque condamné, art. 33.
11^o Non rétroactivité des lois pénales, art. 37.
12^o Sursis, art. 226.
Peinture, art. 215.
Photographie, art. 215.
Plants, abattage, art. 205.
Pièces d'artifices, art. 227 ; par. 1.
Pillage de grains, substances alimentaires, boissons, marchandises, effets propriétés mobilières, art. 194-195.
Prescription :
Action publique, crime ou délit, art. 38-39.
Prévenu décédé, action civile, art. 40.
Peines criminelles, art. 41.

Peines correctionnelles art. 42.
Peines de simple police, art. 43.

Publications :

Critiques ou censures des actes
du Gouvernement des lois,
etc..., art. 214.
Ecrits, ouvrages, avis, bulletin,
affiches, journaux, feuilles
périodiques ou autres manus-
crits ou imprimés, art. 215

R

Râtelage, art. 227, par. 9
Récidive, crimes et délits, contra-
ventions de police, art. 44, 228
Récoltes : Animaux, passage sur
un terrain ensemencé ou chargé
d'une récolte, art. 206-297.
Dévastation de récolte sur pied,
art. 294.
Responsabilité civile :
Maîtres, art. 58.
Parents art. 56.
Conseils des notables, art. 59.
Réunion publique, art. 218.
Rupture de ban, art. 20

S

Saisie, destruction, détournement
recel, art. 168 à 170.
Secours, refus, art. 228, par. 18.
Sortilège (Voir escroquerie).
Suicide — provocation —, art. 213.
Sursis à l'exécution de la peine,
art. 226.
Substances nuisibles — adminis-
tration, art. 126
Surveillance administrative :
Condamnés à peines eriminelles
à temps, art. 21.
Disposition expresse, art. 22.
Définition, durée infraction, art.
20.

Suspension, art. 20.
Remise, réduction, art. 23.

T

Talus de rizières, art. 200 à 202.
Tentative de crime ou délit, art. 46.
Travail, entrave à la liberté, art.
219.
Travaux forcés à temps, durée,
art. 11.
Travaux publics, opposition par vio-
lence, art. 192.
Trésor, art. 166.

V

Vagabondage : Caractère, pénali-
tés, surveillance administra-
tive, art. 98.
Première poursuite, art. 99.
Vente de personnes, art. 139-140-
142.
Viol, art. 129.
Violation de tombes, art. 150 et 151.
Violences, fonctionnaires, art. 78.
Vol, art. 156 et suivants. — Excus-
ses, absolution, art. 165.
Voie publique :
Dégradation de canaux publics,
art. 227, par. 14.
Encombrement, art. 227, par. 3
et 4.
Embarras, excavation, art. 227,
par. 3.
Voirie : Coutre de charrues, pinces,
barres, barreaux ou autres ma-
chines ou instruments ou ar-
mes dont puissent abuser les
voleurs, laissés dans les rues,
places, lieux publics, champs,
art. 227, par. 6.
Inexécution des règlements de
petite voirie, art. 227, par. 4.
Voitures, chargement, conduite,
art. 227, par. 13, 14 et 19.



MỤC LỤC

Tổ-chức các nha-môn Tư-pháp

A

Án (quan) : kiêm chức dự-thẩm ở tòa-án đệ-nhi-cấp, điều thứ 12.

B

Bồi-thẩm : Việc lựa-bổ các viên — ở tòa đệ-nhi-cấp để thẩm-phán các tòa sơ-cấp, điều thứ 3.

Việc lựa-bổ các viên — để thẩm-phán ở các tòa đệ-nhi-cấp điều thứ 12.

C

Châu (quan) : Kiêm chức quan-án ở các tòa sơ-cấp, điều thứ 3.

Nghị-định riêng về chức-quyền các quan-án ở một vài —, điều thứ 10.

Chức-quyền, của tòa-án sơ-cấp (về các việc vi-cảnh).

— Của tòa-án sơ-cấp (về dân-sự và thương-sự, điều thứ 6 và những điều sau... — Của tòa-án đệ-nhi-cấp, điều thứ 13.

Đ

Địa-hạt : Tòa-án, các — điều thứ 2.

H

Hòa-giải : Đăng-ký các tờ — điều thứ 6.

Sao các tờ —, điều thứ 6.

Tờ — dùng làm chứng-thư, điều thứ 6.

Thử —, điều thứ 9.

Huyện (quan) : Kiêm chức quan-án các tòa sơ-cấp, điều thứ 3.

L

Lựa-sự : Việc lựa-bổ các viên — về các tòa-án sơ-cấp, điều thứ 3.

Việc lựa-bổ các viên — về các tòa-án đệ-nhi-cấp, điều thứ 12.

N

Nam-án (viên-chức các tòa) : Hình phạt các —, điều thứ 6.

P

Phiên-tòa-công : ở các tòa sơ-cấp, điều thứ 11.

Phiên-tòa : trong những ngày phiên chợ, điều thứ 11.

Phủ (quan) : Kiêm chức quan-án ở các tòa sơ-cấp, điều thứ 3.

Q

Quản-hạt : các tòa đệ-nhi-cấp, điều thứ 14.

T

Thành-phố : Hanoi, điều thứ 1, Haiphong, điều thứ 1.

Thượng-thẩm : Tòa —, điều thứ 15.

Tổ-tụng : về bất-động-sản, điều thứ 21.

- Về động-sản, điều thứ 21.
- Về vừa động-sản, vừa bất-động-sản, điều thứ 21.

Trách-nhiệm : các quan-án các tòa sơ-cấp, điều thứ 5.
Tòa-án sơ-cấp : vô-quyền của —, điều thứ 8.

Luật Tổ-tụng thuộc về dân-sự và thương-sự

B

- Bị-cáo : điều thứ 7.
- Bổ-tù nợ : Có đề —, điều thứ 82.
Người ký-dịch bảo trước người bị —, điều thứ 86. Hạn —, điều thứ 93.
- Bổ-tù — những người mua đấu-gia bất-động-sản tịch-ký mà không có tư-lực, điều thứ 72.
- Bồi tổn-phí (tiền) : Phạt — những người ngăn-trở tịch-ký động-sản vô-lý, điều thứ 59.

Đ

- Đòi hỏi : — hai bên nguyên, bị — ra Thượng-thẩm, điều thứ 29.
- Đơn : Phép được đứng đầu —, điều thứ 1.
— nguyên-cáo, điều thứ 2.
- Đương-sự : Kết án người —, điều thứ 7.
Người — chống-án, điều thứ 9.

G

- Giám-thủ (người) : Bồn-phận người — lúc hồ tù người vay nợ, điều thứ 87.

H

- Hòa-giải : Tờ —, điều thứ 11.
- Hoa-hồng (tiền) : Cho những người chức-dịch đứng phát-mã những bất-động-sản tịch-ký, điều thứ 71.

K

- Kháng-cáo : Bút-lục —, điều thứ 26
Kỳ-hạn —, điều thứ 27.
- Ký-dịch : Kiểm chức thừa-phái-lại, điều thứ 49.

L

- Lý-trưởng : Kiểm chức thừa-phái lại, điều thứ 49.
- Làm-chứng (người) : Tiền phạt — không đến hầu ở tòa mà không có cơ chính đáng, điều thứ 16.

N

- Nguyên-cáo (người), đối với tòa-án, điều thứ 11.
- Nợ (người chủ) : đối với người vay nợ, điều thứ 47.

Nợ (người vay): đối với người chủ nợ, điều thứ 45.

S

Sử-án kín, điều thứ 97.

T

Tiền-phạt: Người làm chứng không đến hầu kiện mà không có cơ gì chính đáng, điều thứ 16.

— Người kháng-cáo thua kiện, điều thứ 33.

— Người xin tiêu-án bị thua, điều thứ 39.

Tiêu-án: Có đề xin — được, điều thứ 34.

— Không — được, điều thứ 40.

Tờ-khai: hai bên nguyên bị, điều thứ 13.

— Các người làm chứng, điều thứ 14.

Tha tù: điều thứ 89 và sau, 94, 95.

Thừa-phái-lại, điều thứ 49.

Thăm-cứu, điều thứ 18.

Tồn-phi (tiền), điều thứ 39.

— Phạt những người ngăn trở bán bất-động-sản tịch-ký mà vô-lý, điều thứ 59.

Thượng-thẩm (tòa): Kiểm chức tòa tiêu-án, điều thứ 42.

Tịch-ký động-sản: Những động-sản không được —, điều thứ 46.

Được —, điều thứ 31, và những điều sau.

Bồn-phận những người chức-dịch, phải đi —, điều thứ 53, 63.

Đòi động-sản —, điều thứ 58

Phân-phát tiền cho những người chủ nợ, điều thứ 60, 64.

Tịch-ký bất-động-sản: điều thứ 65. Bồn-phận những người chức-dịch phải đi —, điều thứ 70, 71, 75.

Hoãn phát-mãi những bất-động-sản tịch ký, điều thứ 69.

Trát: Hạn và phép làm, điều thứ 10, 15.

Phép giao —, điều thứ 17.

U

Ủy-thác: Quan tòa — viên bồi-thẩm, điều thứ 19.

Luật Tổ-tụng thuộc về Hình-sự

A

Án (tờ tuyên): — mẫu —, điều thứ 40.

Phép làm —, điều thứ 41

Án: Hoãn thi-hành —, điều thứ 49, 52.

Tờ trích-lục —, điều thứ 14

B

Bồi tồn-phi (tiền): Người được kiện được —, điều thứ 68.

C

Chánh tòa án: quan — lấy khẩu cung, điều thứ 38.

D

Dự-thăm, điều thứ 16.
Trách-nhiệm quan chánh tòa án về việc —, điều thứ 57.
Việc ủy-thác các viên bồi-thăm đi —, điều thứ 22.

G

Giám-thủ: Bồn-phận người —, điều thứ 87.
Giám-thất: quan công-sứ đi khám các — bấu-hạt, điều thứ 89.

K

Khai (tờ) các người làm chứng, điều thứ 26.
Việc giữ gìn các —, điều thứ 5.
Kháng-cáo: quyền được —, điều thứ 53.
Khinh-tội: Phiên tòa xử các việc —, điều thứ 36.
Nói về quyền và bồn-phận những người trông thấy kẻ phạm —, điều thứ 7.
Quyền người bị-hại về việc —, điều thứ 8.

L

Làm - chứng (người): Tờ khai của —, điều thứ 26.

Q

Quyền: người bị can lại được phục —, điều thứ 85.

S

Sử-tử: điều thứ 91.

T

Tang-vật: việc giữ gìn các —, điều thứ 35.
Thượng-thăm: Phép làm giấy-má đệ-trình tòa —, điều thứ 27.
Tiền-phạt: những người làm chứng không đến hầu kiện, điều thứ 20.
Những người xin tiêu-án mà lại thua, điều thứ 56.
Về phép phải nộp —, điều thứ 69.
Tiêu-án: Hạn được xin —, điều thứ 45.
Giấy má cần dùng lúc xin —, điều thứ 60.
Tù bị-giam: về việc giải — đi giám-thất khác, điều thứ 88.
— chết, điều thứ 90.
Trát (thường): về việc vi-cảnh, điều thứ 4.
Kỳ-hạn —, điều thứ 19, 37.
Trát-nã: của quan án, điều thứ 13.
Việc chuyển tư —, điều thứ 14.
Trọng-tội: quyền và bồn-phận người trông thấy kẻ phạm —, điều thứ 7.
Bồn-phận những người chức-dịch có quyền về việc án khi có —, điều thứ 8.
Quyền người bị-hại về —, điều thứ 8.

U

Ủy-thác: về việc — các quan-án hay chánh-lí-tổng đi thăm-cứu, điều thứ 24.

V

Vô-can (kết án): Tòa Nam-án —, điều thứ 67.

Vi-cảnh : Thám-sách, khám-nghiệm về các việc —, điều thứ 1.

Nã-giam người phạm việc —, điều thứ 2.

Bằng cứ về việc —, điều thứ 3.

Trát-thường đòi về việc — điều thứ 4.

Biên các án —, điều thứ 29.

X

Xá (đặc): Quyền—, điều thứ 91, 99.

Luật hình An-nam

A

Ăn cheo, điều 226.

Ăn-chỉ, điều thứ 214, 215.

Ăn-hình, điều thứ 215.

Ăn-ảnh, điều thứ 215.

B

Bạc-giã, điều 85, Giấy bạc bắt trước làm giả.

Bán người, điều thứ 139-140-142.

Bắt trái phép, bắt liều, từ điều 136 đến 137.

Bắt liều người chức-dịch, điều 78.

Bắt mang đi, dùng cách trá-ngụy hay là bạo-hành để bắt đàn-bà con-gái hay là trẻ-con đem đi, điều 138

Bầu-cử người chức-dịch, vé già và vé thêm vào, điều 81.

Biên-thủ, điều 171.

Biến-hủy những hoa-vật và khí-cụ về nghề làm ruộng bằng những nước có chất tiêu-hóa, hay dùng các phương pháp khác, điều 196.

Bình-khi chống lại nước Đại-Pháp, điều 62.

Bình-khi và quân-hỏa, điều thứ

121 đến 123.

Bờ-ruộng, từ điều 200 đến 202.

C

Ca-từ, điều 216.

Căn-cước phải xét thực phân-minh, điều 100.

Can-cửu về việc riêng, Chủ-nhà —, điều thứ 58. Cha-mẹ —, điều thứ 56.

Cày to, chặt cây, điều thứ 205 và 208.

Cày nhỏ, chặt cây, điều thứ 205.

Cáo-bạch, điều thứ 215.

Cách-dụng hình-luật, điều thứ 1.

Chạy-giông, người điên-cuồng và người hung-đồ, điều 227, khoản 6; thú-vật hại người và thú dữ, điều 227, khoản 16.

Chủ-chứa chợ, sổ-sách, điều 227, khoản 12.

Chỗ giam, người chữa thành án, (đồng tình với người áp-giải) điều từ 90 đến 92. Người đã thành-án (hoặc người áp-giã sơ-suất hoặc có đồng-tình), điều 91-92. Người áp-giã được tha lúc tên tù chốn đã thấy, điều 93.

Tù chốn lúc bắt được phải thế nào, 94 và 95.

Người thường mà giúp tù chốn, điều 96.

Khi nào người đánh sống tù được miễn-nghị, điều 97.

Chất độc, cách làm cho uống phải thuốc-độc, điều 126.

Chánh-phủ, Cơ-mưu làm hại Chánh-phủ, điều 63. Cơ-mưu hại Hoàng-Đế, Hoàng-hậu và Hoàng-Tử, điều 63.

Cấm-đoán, công-dân quyền, dân tư quyền, gia tộc quyền, điều 29 và 30.

Cộng-phạm, giúp đỡ và mưu-mang, điều thứ 48, cấp binh khí hay là khí-cụ gì điều thứ 48, bày phương-pháp gì, điều 48. Các tội về —, điều 47, chứa đồ phi-pháp, điều 50 và 51, chứa chấp những đũa bất thiện, điều thứ 49.

Công việc, hãm trở sự tự-do của người ta, điều thứ 219.

Công-tác: lấy sự bạo cưỡng mà ngăn trở các sự công tác, điều 192.

Công-hội, điều 218.

Củ đũa, điều 208.

Cười hai vợ, điều 135.

Cướp, cướp phá những hạt-giống đồ-ăn đồ-uống, hoa-vật và động sản, điều thứ 194-195.

Cưỡng-giam điều 129.

D

Dơ-bẩn, dơ bẩn đường-xá, điều 227 khoản 25.

Du-đăng, giải nghĩa, những tội khép phạt quản-thúc, điều 98.

D

Danh-bạc, điều thứ 174 và 175.

Đăng-bố.

Khiêu-kích hay là ban-bố những công-tiệc nhà-nước, những luật-pháp, văn-vân, điều 214;

Dụng những thư-tịch, yết-thị, cáo-bạch, kỳ-báo, tự-chỉ, hay là ấn-chỉ, điều thứ 215.

Đánh đến bị-thương: đánh chồng, cha mẹ chồng, cha mẹ đẻ, họ vai trên chồng, họ vai trên vợ, bác, chú, cô, anh và chị, điều 120.

Đánh thuốc độc, từ điều thứ 188 đến 201.

Đầy-tớ, chủ phải can-cữ riêng, điều 58.

Đe-dọa, đe-dọa giết, đe-dọa làm hại ai, điều 119.

Đi ngoại quốc, giấy thông-hành, điều thứ 141.

Đồng-diên, lưỡi cây, răng bừa, kim sát, dọng rào sát hay là những đồ binh-khí mà kẻ dân có thể dùng bậy được, điều thứ 227, khoản 6.

Đồ tạc-liệt, chế-tạo tang-chữ, điều thứ 187 đến 189.

Dọa phá hủy đồ-đạc của người ta bằng địa-lôi, hay là bằng đồ tạc-liệt điều 190.

Làm người ta chết cháy bằng đồ tạc-liệt, điều 185.

Phá hủy bằng đồ tạc-liệt hay là địa-lôi, điều thứ 186 đến 189. Đẽ đồ tạc-liệt vào đường-công, hay là tại chỗ có người ở, điều 186 đến 189.

Đình-hoãn, hãm trở sự tự-do làm việc, điều thứ 179.

Đường-xá :

Đề lưỡi cày, giăng bừa, kim sát, đóng-giào sát hay là những đồ khác hay là những đồ binh khí kẻ dân có thể đem làm bậy được, điều thứ 227, khoản thứ 6.

Không theo qui-tắc chỉnh-dốn đường-xá, điều 227 khoản thứ 4.

Các thứ xe, sự trang-lải xe, sự giắt xe, điều thứ 227, khoản thứ 13, 14 và 19.

Địa-lôi, phá hủy bằng địa-lôi, từ điều 186 đến 190.

Đường-công.

xâm-chiếm hay là hủy-hoại những thủy-đạo điều 227, kh. 24.

Không có hiệu bảo những chỗ chửa, đào trong phố lúc ban đêm, điều 227.

G

Gán đồ, phá hủy hay là lấy trộm đồ gán, điều 169-190.

Giấy bạc, làm giấy giả, điều thứ 85, không chịu tiêu giấy bạc, điều 227 khoản 17.

Giả-mạo, người chức-dịch, can làm giả sổ-sách, hay là công-văn, điều 83.

Giết người, giết người bởi vì vô ý, điều thứ 124.

Giết cha mẹ, điều thứ 6.

Giới-kệ: lấy đi, hay là di-dịch những giới-kệ hay là vi-trương, điều 202.

Giấy thông-hành, đi ngoại quốc, điều 141.

H

Hàng-hóa :

Hạ-giá hay tăng-giá, điều 179.

Làm hủy-hoại những hàng-hóa bằng những chất tiêu-hóa hay là dùng phương-pháp khác, điều 196.

Bán những thịt-thà hay là thực-liệu đã hỏng, điều thứ 178.

Cướp hàng-hóa, điều thứ 194 và 195.

Bán hàng giả-giối lừa-lạc thứ tốt xấu, điều 177.

Hạng ấu-tiêu, tuổi hạn, điều thứ 53.

Hội-đồng kỳ-dịch, can-cửu, giúp-dỡ và cửu-mang, điều thứ 59.

Hủy-báng, giải-nghĩa, điều thứ 153, hủy-báng người chức-dịch hay là binh-dân, điều thứ 154. hủy báng những người họ-hàng bề trên, điều 155.

Hội-hợp hơn 20 người, điều thứ 102, 103, 104,

K

Khi-biên, điều thứ 173.

Khí-cụ, khí-cụ về nông-nghệ hay là công-nghệ, điều 196.

Kỹ-nghệ, Xem mục về thương-mại.

Kho-bạc, điều 166.

Không chịu kiểm-tra người chức-dịch, điều thứ 73.

L

Lạm-quyền, chức-dịch, điều 77. 78.

Làm chứng giả-giối và thề-bởi giả-giối, điều thứ 146.

Loạn-luân, điều 132.

Làm què-quặt súc-vật, điều 211,
bê thân-thề người ta để làm
yêu-thuật, điều thứ 111.

Lúa-má, súc-vật đi qua chỗ ruộng
có cây, hiện có lúa, hay là lúa
chín mà chưa gặt, điều thứ 206
207.

Lừa-dối, nước ở ruộng cây, điều
thứ 201.

M

Mạ-ly, Giải nghĩa, điều thứ 153.
mạ ly những người chức-dịch,
điều 154.

Mai - táng, điều 148. đến 149,
những thầy người bị-tội xử tử,
điều thứ 7.

Máy hơi nước, làm nổ máy hơi
nước, điều 191.

Miễn-nghị, giảm bớt, điều 54 đến
điều 55.

Một thóc, điều 227, khoản 9.

N

Nhà cửa, điều thứ 227 khoản thứ
4.

Nhà gá bạc, điều thứ 174 và 175.

Nhà cầm đồ, điều 176.

Nhật báo, điều thứ 215.

Ném, ném bỏ ra ngoài đường
những vật có khí độc, điều 27
khoản 5.

Nhờn tán, nhờn phỉnh tán sui làm
khinh-tội hay trọng-tội, điều
217

Người chức-dịch :

1° Lạm-quyền, điều 77

2° Bất-liều, điều 78

3° Những-nhiều, điều thứ 71.

4° Phạm-tang, điều 72.

5° Giải-nghĩa chữ chức-dịch,
điều 82.

6° Không chịu kiểm-tra, điều 73.

7° Tố-cáo kẻ gian, điều 76.

8° Tố-cáo những sự dối-loạn,
điều 76.

9° Ăn-lậu số đinh trong hạt
minh để chôn thuế đinh,
điều thứ 79.

10° Bàu-cử, làm giả phiếu bàu
hay là thêm bớt vào, điều
thứ 81.

11° Phi quyền, điều thứ 74.

12° Xét xử không được cần-
thận những đơn kiện, điều
thứ 77.

13° Tư-tình, điều thứ 75.

14° Không tuân lệnh quan trên,
điều thứ 80,

15° Ngược-đãi, điều thứ 78.

Người điên cuồng, sự chạy rong
điều 127, khoản từ 16 đến 19

Ngược-đãi người chức-dịch, điều
78.

P

Phá-hoại, xem mục về phóng-hỏa.

Phá-hủy, kiều-lương, dè-bối, đại
tự đàn, đại tự khi điều 191.

Phá-hủy những chùa miếu
hay là những tượng-pháp, điều
198

Phá-hủy những sổ-sách văn
thư của quan và khoán-phiếu,
khế-ước của nhà buôn-bán hay
là nhà băng, điều thứ 1. 3.

Phạt-bạc, thích-nghĩa, điều 19.

Phản-đối, phản-đối cùng Hoàng-
Đế, Hoàng-Hậu và Hoàng-Tử,
điều thứ 65.

Phạm-tang người chức-dịch, điều
72.

Phi - quyền, các người chức-dịch —, điều 74.

Phó-cứu, không chịu phó-cứu, điều 227, khoản 18.

Q

Quản-thúc, người phạm trọng-tội có kỳ-hạn, điều 21.

Quét-giọn, phố-xá và đường đi, điều 227, khoản 2.

S

Sác người chết, sự khai những sác người chết thấy chôi ở các sông, điều 227 khoản 25.

Sấp phạm trọng-tội hay là khinh-tội, điều thứ 46.

Say rượu ở ngoài đường, điều 227, khoản 26.

Súc-vật,

Bị thương tích, điều 209,

Chết, điều 210.

Làm que gãy, điều 112.

Không bồi-hoàn, điều 112.

Đi qua nơi đất ruộng hiện có lúa hay là lúa chín, điều 206 đến 207.

Súc-vật dùng để kéo xe và cưỡi, điều 227, khoản 14.

Súc-vật nhà nuôi, làm cho chết vì đề người điên cuồng hay là thú vật hại người, và thú vật dữ, hay là xe ngựa đi vội quá, hay là đánh xe không khéo, điều 227, khoản 21.

Làm cho chết, hoặc tại dùng đồ binh-khí hay là tại quăng ném gạch đá, điều 227, khoản 21.

Súc-vật hại người thả giông ra đường, điều 227, khoản 16 và 19.

Súng ống, bắn súng, điều 227, khoản 1.

T

Tái-phạm, trọng-tội, khinh-tội, tội vi-cảnh, điều 44, 228.

Tội khỗ-sai, có kỳ-hạn, điều 11.

Tội phóng-trục. tội phóng-trục phải nên thế nào, kỳ-hạn tội phóng-trục, không tuân phép chịu tội, điều thứ 16.

Tội vi-cảnh, phạt bạc, tịch-biên, điều 228, các điều phạm tội không có nói ở hình-luật điều 230, phạt-giam, điều 34 và 228

Tội phát-lưu, cách thi-hành, điều 11.

Tội cấm-cố, cách thi-hành, có kỳ-hạn, điều 13.

Tội giết người, giải-nghĩa, điều 108.

Các cách tội.

Trước khi giết người hay là sau khi giết người có phạm trọng-tội, điều 110.

Đầy tớ giết thầy, điều 111.

Học trò giết thầy, điều 111.

Ông bà bố mẹ giết cháu, con, điều 113.

Chồng giết vợ cả và vợ lẽ, điều 114.

Bất cần và không định chỉ giết người.

Tội:

1° Giảm tội, điều 216.

2° Tội chém, điều 5.

3° Tội vi-cảnh, các thứ, điều 3.

4° Phạt tiền. phạt bồi lệ phí, điều 32.

5° Tình-trạng nên giảm, điều 223.

6° Trọng-tội, các thứ. điều 2,
7° Việc hành-bình, mấy ngày
tết, điều 8.
8° Kể tội từ ngày tống-giam,
điều 15.
9° Khi mắc phải nhiều tội,
điều 45.
10° Khi nhiều người cùng nhau
can một việc, phần lệ-phi,
phần mỗi một người phải nộp,
điều 33.
11° Không có thể đem những
hình phạt mới mà xử những
tội án phát ra thuộc về trước
khi có hình phạt, điều 37.

Thủy-đạo, xâm chiếm hay là hủy-
hại những thủy-đạo đương
chầy hay là dùng để tưới cây,
điều 227, khoản 24.

Thương-mại, hạ giá hay là tăng
giá, điều 179.

Bán những thịt-thà hay là
thực-liệu đã hủ-lạn, điều 178.

Bán giả-giối lừa-lọc thứ tốt
thứ xấu, điều 177.

Thực-liệu, xem về mục hàng-hóa.

Thông-gian, điều 130-133-134-128.

Thuế-má, ăn-lậu những bất-động-
sản phải nộp thuế, điều 100.

Ăn-lậu dân đinh không biên
vào sổ đóng thuế, điều 79.

Tịch-biên phá-hoại, lừa dối, dấu
đi, chứa chấp, điều 168 đến 170

Thiết-đạo, điều 156, miễn nghị,
điều 165.

Tình trạng nên giảm, điều 225.

Tịch-một, điều thứ 4, Các cách
tịch-một, điều 24 và 25, khi
người phạm bị về trọng-tội và
khinh-tội, điều 24 và 24. Khi

người phạm bị về tội vi-cảnh,
điều 26.

Tiền bạc, không chịu tiêu bạc
phát, điều 227, khoản 17.

Tiền lệ-phi, điều 28.

Tiêu duyệt thời hiệu :
Trọng-tội hay là khinh-tội,
điều 38-39.
Người phạm tội chết đi, điều
41.
Những tội thuộc về trọng-tội,
điều 42.
Những tội thuộc về khinh-tội
điều 42,
Những tội thuộc về tội vi-cảnh,
điều 43.

Tế-tự, làm ngăn trở việc tế-tự,
điều 219 đến 221.

Trá-ngụy, xem những điều về
hàng-hóa về việc khảo thí, điều
180

Trẻ-con, cách của cha mẹ phạt
để dẫn bảo con, điều 57 Cha
mẹ ông bà giết con cháu, điều
113. Con cháu giết ông bà cha
mẹ, điều 113.

Tù-nợ, điều 31, khi được miễn
giam, kỳ hạn giam, các cách
bỏ tù nợ, điều 34 đến 36.

V

Vi-tường, phá vi-tường nhà người
ta, điều 100.

Vật sản của người phạt-giam làm
ra, điều 118.

Vẽ, điều 215.

X

Xâm-nhập, đương đêm vào nhà
người ta mà không có duyên-
cớ gì, điều 152.

Xâm-phạm, ngại đến sự yên-ôn
của nhà nước, điều 136 đến 137

Muru-phản nhà nước, điều 68.

Về các cách tịch-biên các của
cải, điều 69.

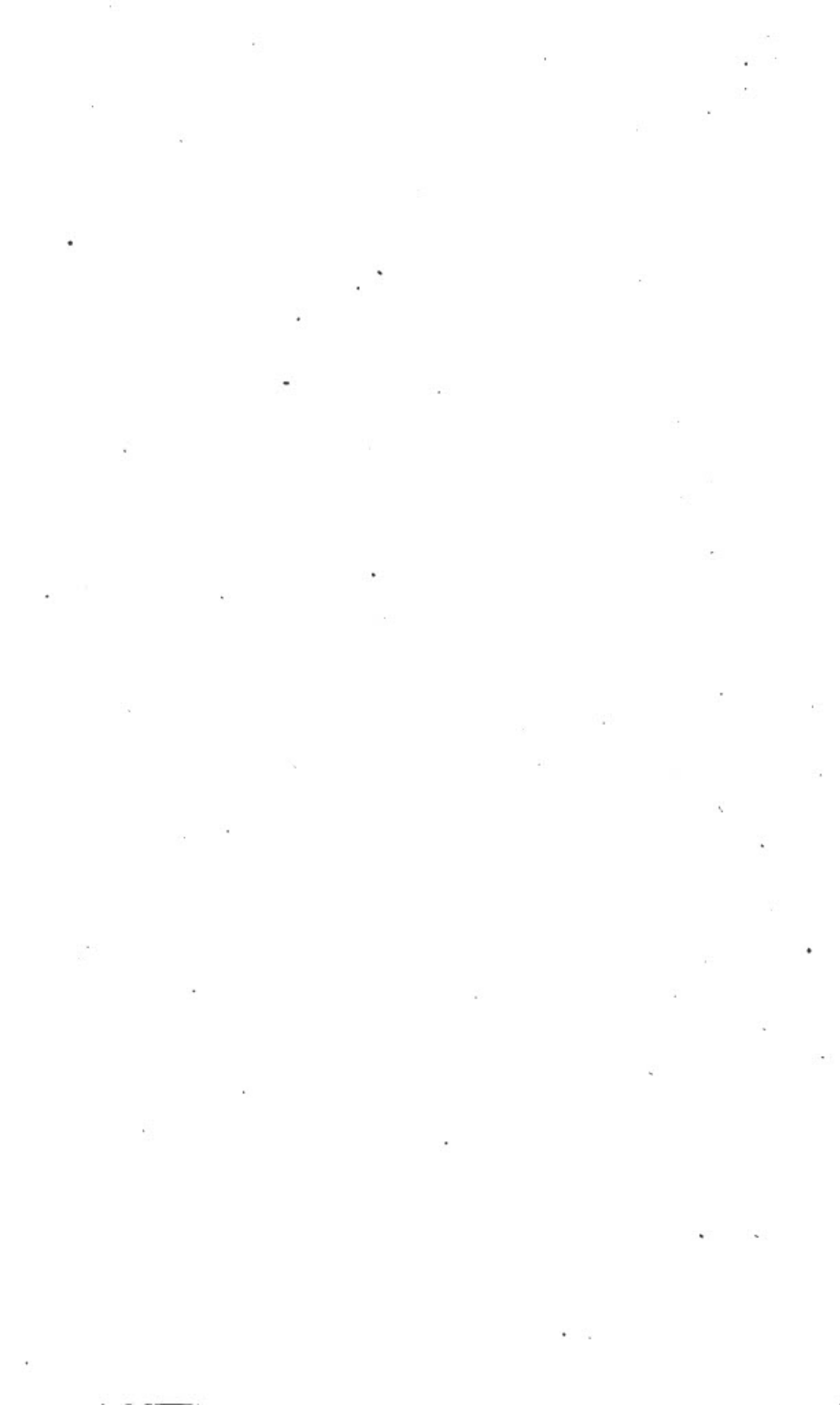
Đã làm rồi hay là sắp làm
điều —, 64.

Miễn-nghị, điều 70.

Cơ-muru mà chủ ý để hủy-hoại
nhà Tôn-miếu và lăng-tẩm hay
cung điện của Quốc-Triều, điều
65.

Dấu những người gián-điệp ở
ngoại quốc về, điều 65;

Xử-tử, cách hành-hình, điều thứ 5,



第二十二 凡在貨棧商店營業家商廠及市場現有置假度量衡者、炤上處罰、除于使用假度量衡罪外、

第二十三 凡夜間喧鬧騷動、妨礙居人安靜者、其正從犯同干責、

第二十四 何係占阻或毀壞通行或灌溉之水道者、

第二十五 凡在江河或他所在、見有死屍而不行報官者、

第二十六 凡在街衢道路上狂醉者、

○第二百二十八條 凡再犯第二百二十七條所叙各款、宜問罰監、

○第二百二十九條 凡轄民於公共場所互相角口、或欠數於官職、或失禮於鄉職者、其總督巡撫按察府縣官、得以拘留在衙門所在之鄉會公所、或犯人住貫之鄉會公所三個日限內、

○第二百三十條 凡有他種違警之罪、而本律未有明條者、另擬奉 旨施行、

第四十章 總規則

○第二百三十一條 本律經已登錄在東洋官報之後、應交北圻各省堂及各該治所各一本及譯本、

○第二百三十二條 凡大南刑罰律例、如有不合於本律者、悉行停罷、凡有各種刑罰、而在本律所不載者、均禁不得施行、

稱重、必須合法、裝載之式、搭客之人數、及保安搭客人之事、車中揭明坐位數及位價、車外揭明主人名號、

第十五 凡於街衢道路、或於公共場所、開抽籤局、及他種賭博局者、

第十六 凡看管顛狂人、或有害人之獸、或惡獸類、而付之肆行者、

何係嚇犬攻人、或已所畜犬逐行人而不行捉阻者、雖未犯體、或未致損害者亦干責、

第十七 凡炤法律通用之銀票及銀元毫仙等、非有假造或變造、而不肯炤價收用者、

第十八 凡遇各種災難之辰、如沉溺、水潦、火災、或他災變、與夫劫盜、或場獲奸人、或公衆共呼之辰、而不肯赴救、或施行司法之令、而已經催飭、力有可爲而不肯應役者、

第十九 由放顛狂人或害人之獸物、及惡獸之肆行、或由車馬之駛行急速、或車行不善引導、或由裝載過例、以致死傷他人獸物者、

第二十 或由不善使用兵器、或由拋擲礮石、及他硬質、以致生出同上之損害者、
第二十一 凡年久家屋舊敗不修、或於道路街衢及公共場所之中之旁、置障礙物件、或開鑿坑塹等類、而無設常例望標、致生同上事變者、

第九 凡無他情狀、而於日出之前、及日沒之後、在於收穫未完之田野、擅自收取所遺果粒者、

第十 凡非業主、非需利人、非租主、非領耕人、非享有土地權利人、非享有往來權利人、非代理人、及非該等人之委任人、而在種植田地於果粒將結已結將熟已熟之後、擅過往、或擅入其間者、

第十一 凡違背省官或鄉職所遵法律發出之命令及規則者、

第十二 凡客棧之主人、或雇有床几房屋之主人、而不詳註留宿客人之姓名職業居處來去辰日於客簿內、或至定期或於臨辰飭問、而率略不呈這簿於特派檢查之員職者、

第十三 凡使用各項坐車運載車類、或運載之驢馬牛牢物類、而違背國家規則者、遵這規則所定、則馭人必在車旁物旁且在使用之辰必由路旁而行、及遇他車必讓路、

第十四 何係放驢馬牛牢物類肆奔於人居之處、或違背所定裝載貨項之規則、或駛行驟速、或不善導者、

何係違背國家所定左列之令、及規則者、即如公共之租車、必須堅固、車之

均炤處罰、倘五年限內無再犯者、這案準行取銷、

第三十九章 違警

○第二百二十七條 犯左列之罪者、應被罰監一日以上五日以下、及受罰金二毫以上

六元以下、或僅受二者之一、

第一 凡放紙砲或射砲於既揭禁地者、

第二 凡各條路既交居民洒掃而懈怠不洒掃者、

第三 凡於街衢道路上、無有切要而放置材料物件以礙往來、或於夜間不點燈於所

置材料之所、及掘地成窠之所、並夜間各式車行、無有點燈者、

第四 凡懈怠或不肯遵守街道整頓之規則者、或不肯遵官飭修葺或毀破近墜

之屋宇者、

第五 凡於門前放置其有毒氣、或可生危險之物者、

第六 凡於街衢道路、公共場所、或郊野外、委置耒耜舌頭、鐵鉗、鐵柵、或他鐵條、或

器具、或兵器、而奸人可濫用者、

第七 何係罵人而非在上第一百五十四、一百五十五等條所叙者、

第八 凡無法律所叙之他情狀、而擅自採取、或當場摘食他人果類者、

係于徒役之刑、審判官得科以罰監至五年、

係于罰監、審判官得科以罰金、仍當此場合、其罰金可加至二倍、

◎ 第二百二十四條

凡七十歲、並七十歲以上之年老、及有痼疾、均得蒙在前條減例、

◎ 第二百二十五條

若犯人應受死刑、而情狀可減者、審判官得科以無期或有期苦差、

若犯無期苦差、審判官得科以有期苦差、或徒役之刑、

若犯發流、審判官得科以禁錮之刑、

若犯有期苦差、審判官得科以徒役之刑、或罰監之刑、仍罰監期限、最少者亦至三年、
若犯徒役之刑、禁錮之刑、或放逐之刑、審判官得處以罰監之刑、仍罰監期限、最少者亦至二年、

若犯罰監、審判官得減至六日以下、若犯罰金、得減至一元以下、若所犯之罪係罰監、並罰金、審判官亦得分別只科以罰監、或罰金、并得以罰金替罰監、但不得減至二毫以下、

◎ 第二百二十六條

何係前無干案、而初次犯輕罪應受罰監或罰金之刑者、審判官得以懸案準免受刑、仍當此場合、應飭犯人得知該案尚懸、若五年內有再犯者、則前後兩罪

◎第二百二十一條 何係於祭祀場內、而以舉動或言辭侮辱祭品或祭員者、應被罰金六元以上二百元以下、及受罰監十五日以上六月以下、

第三十七章 違背上令 拒稅不納

◎第二百二十二條 何係違背

諭旨或全權大憲或統使大憲之命令者、應被罰監一日至十月、及罰金二毫至五十元、凡非免差及免徭項而不肯納身稅及不肯服徭役或隱漏其應受稅若干面積之不助產者、應被罰監六日以上二年以下、及受罰金而其額二倍於隱漏稅課之數、

第三十八章 減罪及應減情狀

◎第二百二十三條 凡職役有大功於政府者、

第一 凡能指捕謀反或重罪之犯者、

第二 凡治轄民著能聲者、

第三 凡處斷公廉並遵依法律者、

向上人等偶有犯屬刑律之罪得減如左、
係干無期或有期苦差、審判官得科以徒役之刑、

◎第二百十六條 凡鋪陳或遞送其歌詞諷書畫本雕本或繪本而有敗壞風俗倫理或慢侮國家之代表者、應被罰金五元以上二百元以下、及受罰監六日以上八月以下、其傳達人分發人發賣人或攜帶人應與罪同、若能指示其交付此等物之人、則應得半減其罪、

◎第二百十七條 以言語書寫印紙雕本繪本攝影本或畫本、贊美重罪輕罪之行爲者、及於廣衆之處、公會之場、作反亂之呼號或歌唱者、應被罰監六日以上一年以下、及受罰金二元以上二千元以下、或僅受兩者之一、

◎第二百十八條 不得省官允許、擅開一演說大會場者、其預會人等應被罰監二日以上一月以下、及受罰金二元以上五十元以下、其組織這會之人、及貸以場所作會之人等、應被罰監十五日以上三月以下、及受罰金五元以上八十元以下、

◎第二百十九條 何係以暴行或嚇言、捍阻一人或多人不得祭祀、或不得預祭祀、不得行某禮會、不得遵守休暇之日、逼使開廠館、或閉廠館、及行工役、或停工役等事者、應被罰金六元以上八十元以下、及受罰監六日以上二月以下、

◎第二百二十條 何係以擾亂之行爲、而抗阻遲誤或中止祭祀之事於廟寺之內、或各尊教祭祀之所者、應被罰金五元以上二十元以下、及罰監六日以上三月以下、

● 第三十六章 挑激抗公權或抗尊教

◎ 第二百十四條 何係以言詞或書札而其意在於囑使一黨人民起抗他黨或執械相爭、若挑激之事不成效者、應罰監二年至五年、

若已成效而未至反亂者、問以放逐之刑、

若生反亂使一人或多人被罪重於放逐之刑、則挑激之人應與罪同、

◎ 第二百十五條 凡鋪陳遞送登布分發書紙揭示紙告白紙日報期報或他字紙印紙及各式書紙並印影等紙、而這紙上無有著作人、勝寫人或印刷人姓名、應被罰監自六日至二月、若知這書畫等類無有著作或印者之姓名、而助發行者、應與發行之人罪同、

若前列書畫等類內、有挑人犯重罪或輕罪者、其傳達人粘揭人發賣人分發人或攜帶人不能指示其著作人、應以從犯論、仍當此場合、其傳達粘揭發賣攜帶人等僅受罰監六日以上三月以下、

凡日報或期報、非得保護政府準許不得出版、而政府可責預納寄櫃銀、以防報館主筆員或管理員干罰金之費、若違此例、應被罰監六日以上三月以下、且受罰金五元以上五百元以下、或僅受二者之一、

林者、應被罰監六日以上六月以下、

何係擅在墳墓上耕種或牧畜者、應受罰以同上之刑、

◎第二百九條

業主(或租主)於自己居住之家屋園庭田土內、非有切要而殺傷他

人之象馬牛牢家獸家禽類者、應被罰監六日以上一月以下、及受罰金二元以上十元以下、且受炤其所殺傷物相當之損害、賠還業主、

◎第二百十條

何係非有切要而於非已產業租業之地、殺傷他人之象馬牛牢家獸者、應被罰監二月以上六月以下、且受炤其所殺傷物相當之損害、賠償業主、

◎第二百十一條

何係無關要事而折傷家獸者、應被罰監六日以上四月以下、並罰金五元以上二百元以下、

◎第二百十二條

何係捉獲家獸或家禽在自己地分內、經有官令或業主租主請求而不交還者、應炤第一百五十九條所敘科擬、

第三十五章

逼死

◎第二百十三條

何係濫用強權殘暴抑制、致人自死者、應罰監六月以上五年以下、及受罰金二十元以上一千元以下、

若犯人係被害者之卑幼親屬、或為職役者、應問以徒役之刑、並責埋葬銀、

責還原、

◎ 第二百三條 何係以石類、或硬體質、或不潔物質、投入他人家屋、或圍牆、或庭園內、或拋入各種人坐車、運貨車、火車、舟船、及人之身體者、應被罰監六日以上三月以下、及受罰金二毫至二十元、或僅受兩者之一、

◎ 第二百四條 何係懷惡心拔毀未穫之禾穀、及天然或人植之花樹、無論何方法、應罰監二年以上五年以下、並可交管束、

◎ 第二百五條 何係知為他人所有、而擅伐其棕樹、檳榔、芭蕉樹、蒲葵樹、茶樹、咖啡胡椒、芙蓉、竹類、及各種樹木者、應罰監六日以上一月以下、及罰金二元以上十元以下、或僅受兩者之一、但計樹本科罪、仍罰監不得過五年、

若斬伐或削皮以致樹木枯死者、應照計樹本科以同上之罪、

◎ 第二百六條 除在人力不能支之場合外、凡象馬牛牢、或他畜物越蹈他人現有下稼、或現有禾穀或未穫之田土者、其業主應被罰金二毫以上五十元以下、

◎ 第二百七條 第二百六條所敘之場合、若有業主或牧人看管畜物、其業主或牧人應受前條所叙之罰金、及被罰監六日以上三月以下、或僅受二者之一、

◎ 第二百八條 何係非得官準、擅伐木或採薪於帝王陵寢之傍、或於國家儲畜之

○第一百九十六條

何係故意用銷性之藥水、或用他方法以變毀貨物及耕農工業之器具材料者、應被罰監一月以上二年以下、及受罰金一百元以上一千元以下、

○第一百九十七條

何係疎拙不謹、或不遵官定規式、因焚燬自己器物、延及隣人器物、應被罰監三月以上一年以下、更被償物價、

○第一百九十八條

何係破壞寺廟或各尊教之像塔禮堂者、應被有期苦差、

○第一百九十九條

何係故意焚燬田間之更店、或祭壇者、應罰監三月以上二年以下、并受償業主二倍於修補之費、

凡破壞或燒燬在野外之零散棧舍者、亦均受同上之刑、

○第二百條

凡破壞人家圍牆及田畔者、應罰監六日以上六月以下、及受罰金五元以上百元以下、或僅受兩者之一、

第三十四章 毀害

○第二百一條

何係竊取已耕田水、不論用何方法、及竊取多少、應被罰監六日以上六月以下、并責還原、

○第二百二條

何係以侵占他人產物爲目的、而破毀或移易其分限產業之界畔圍牆、或界碣者、應被罰監一月以上一年以下、及受罰金二十元以上二百元以下、并

若於事發或飭拿之前、報官發覺、或於飭拿之後、指捕他犯者、僅受該治權管束十年以下、

◎第一百九十條 何係用書札或言詞嚇人另用地雷或其他種炸烈物質以破毀第一百八十六條所列之物者、應被罰監三月以上五年以下、及受罰金二十元以上一千元以下、亦可交管束、

◎第一百九十一條 何係故意破毀顛覆橋梁堤坝、變毀損害大祀壇大祀神器亭宇及人民一切建築之物、無論用何方法、及破壞其全部或一部、或用何方法、使各種汽機爆炸者、均問以罰監之刑、

◎第一百九十二條 何係出手以阻害國家之工作者、應罰監一年以上五年以下、

◎第一百九十三條 不論用何方法、凡焚燬官家之簿册文書、及商家或銀行所之各種券票契約等類者、應問以徒役之刑、

◎第一百九十四條 何係結黨自十人以上、劫破其種粒食物飲料或貨物及動產等類者、問以有期苦差、

◎第一百九十五條 何係犯第一百九十四條之重罪、而有被人迫誘人夥之確證者、僅受徒役之刑、

爲人居之家屋船艘、並林木、與未收穫或已收穫而堆積之粟稻等類、無論這被燒之物是否放火人之產業、犯者應受有期苦差、

○第一百八十四條 何係欲焚燒其一百八十二條及一百八十三條所敘等物、而故意焚其自己所有之一物或他人之一物置於附近以成延燒之勢者、無論已未燒燬、應受有期苦差、

○第一百八十五條 無論如何場合、若故意放火因而至於一人或多人斃命者、其犯人須處以死刑、

○第一百八十六條 凡故意用地雷、或其他種炸烈物質、以破壞有人居之家屋、或用爲人居之家屋、及亭宇、橋梁、公私道路、並一切動產或不動產、無論破壞之事已行或起行而未遂、與夫破燬全部或一部者、犯人應受死刑、

○第一百八十七條 何係無有官準、而擅自製造或藏貯各種炸烈之機器、用爲殺人或焚燒之具、無論如何合質之炸料、應受無期苦差、

○第一百八十八條 凡用第一百八十七條所列之一物、置於公私道路或於人家、而意在害人者、應處死刑、

○第一百八十九條 凡犯第一百八十六條、第一百八十七條及第一百八十八條所敘之罪、

凡暴行、嚇言、或毆打、或教唆、使人罷工、而目的在於加減工錢、或在於阻礙工藝之自由、不論已行或起行而未遂者、應科以同上之刑、

● 第三十一章 考試之詐偽

○ 第一百八十條 何係於考試之先用情通報、或交付原文或題目於當事人或第

三人者、應科以徒役之刑、

何係借人冒已名入試、其借者、與代行者、均受同上之刑、

凡學生用偽文憑證書等類以應考試者、應受同一之刑、

○ 第一百八十一條 凡學生於考試場中、懷挾文字者、應罰監一月以上一年以下、及罰金二十元以上三百元以下、或二者僅受其一、

● 第三十三章 有意或無意放火及破毀

○ 第一百八十二條 何係故意及懷惡心放火焚燒現有人居之家屋、或用爲人居之家屋、或現有人居之船艘、無論這家屋及船艘是否放火人之產業、犯者應被處以死刑、

○ 第一百八十三條 何係故意及懷惡心以放火焚燒現無人居之家屋船艘、並非用

○第一百七十六條 非得官準、而開典舖者、或雖得官準而不設簿冊、遵依官定規式者、應被罰監十五日以上三月以下、及罰金四十元以上八百元以下、

●第三十一章 違法作商賣及工藝

○第一百七十七條 何係賣金銀寶石及貨物、而誤其買者以物質者、應罰監三月以上一年以下、及罰金二十元以上一千元以下、

何係用非法之度量衡、以浮增所賣之物價、收不正當之利者、應受同上之刑、上列二款、凡犯法之物價及非法之度量衡、均行籍沒、

○第一百七十八條 何係行賣或陳列以發賣其已經腐爛之牛牢豬肉、或假偽之食料、或藥材者、應被罰監六日以上一年以下、及罰金二元以上百元以下、若食此等肉因而致死者、其犯人應受徒役之刑、不論如何場合、應籍收此等腐肉而埋之、

○第一百七十九條 凡故意播謠言、或為包買貨物食料、結黨使貨物停滯、或使市價漲落無常、或用詐偽方法、以妨礙商賣之自由者、應罰監一月以上一年以下、及罰金二十元以上四千元以下、又可交管束二年以上五年以下、

●第二十九章 擅取

○第一百七十三條 何係受托銀錢還款、或認行何事、而擅取或私消者、應罰監二月以上二年以下、及受罰金十元以上、一千二百元以下、
凡已結契自願領人工役、而不依約定行、致失先領之工錢、用具、食物、貨項、農工器具、或
炤工錢而認領之家畜等類、應受同上之刑、

●第三十章 賭博抽籤及典舖

○第一百七十四條 何係非由官準而爲己或爲他人設立或囑人設立賭博場、或設政
府所禁之抽籤局、無論在何處所、而招人入局者、其賭博場及抽籤局之各主及管理
值事人等、應被罰監六月以上二年以下、及罰金四十元以上一千四百元以下、
若有再犯應罰監至二倍、

不論如何場合、凡現獲陳列在局之金銀之器具及陳設之几桌等物、均行籍沒、
凡確係預在上敘等局遊賭人等、應被罰監十五日以上三年以下、及罰金四十元以上
一百元以下、若有再犯罰至二倍、

○第一百七十五條 凡受第一百七十一及第一百七十二第一百七十四等條所敘
之刑者、又可交管束、

毀人名譽、以索取錢財、或索取署名、或索取交付其債券約券、或卸款之寫單、書契、及他種之紙片類者、應罰監一年以上、五年以下、及罰金二十元以上、一千元以下、

○第一百六十八條

凡被差押者毀破或竊取該所被差押之物、而這物已交該看守或交他人看守者、應罰監二年以上、二年以下、及罰金十元以上、二百元以下、

○第一百六十九條

凡借債人而付質物、及代人付質物、而自毀破或竊取已經付質之物者、應照一百六十八條問擬、

○第一百七十條

凡被差押人、借債而付質物人、及代付質物人之妻或妾或尊長親屬或卑幼親屬、何係知情而窩貯此質物、並知情而幫助以毀破或竊取此質物、無論已行或起行而未遂者、應與正犯罪同、

第二十八章

騙取及他種詐偽

○第一百七十一條

何係用誦計或詐言、使人以所有金銀紙幣契約編來、或卸款單交付於已者、應被罰監一年以上、五年以下、及罰金二十元以上、一千二百元以下、

○第一百七十二條

何係用符咒或妖術使人迷信、或傳播異教而可亂惑人民者、若有取財、應問以徒役之刑、若無取財、應罰監一年以上、五年以下、凡犯本條之罪人、亦可交管束、

罰監三月以上二年以下、及罰金五元以上一百元以下、或二者僅受其一、

○第一百六十一條 何係自知無力償還、故意飭詐、使人交付有價物項、而約以定期付還其價金、若不克踐約者、應照第一百五十九條第二段所叙問擬、

○第一百六十二條 凡被第一百五十九條及第一百六十一條所定之罪、亦可被管束一年以上五年以下、

○第一百六十三條 子盜取父母之財物、妻妾盜取夫之財物、孫盜取祖父母之財物、弟妹盜取兄姊之財物、應罰監三月以上二年以下、及受罰金二十元以上五十元以下、或二者僅受其一、

○第一百六十四條 父母盜取子之財物、夫盜取妻妾之財物、祖父母盜取孫之財物、兄姊盜取弟妹之財物、僅責賠償而已、

○第一百六十五條 非以竊盜爲業、但臨辰爲饑所迫、摘食他人果菜者免議、

○第一百六十六條 何係開掘而獲金銀器、及鐘鼎印、或他種希奇器皿、無論物主是何人、限五個日必納官、而領編來紙、若於上定限內而不納官、應照第一百五十九條第二段所叙問擬、

○第一百六十七條 何係用強力暴行強迫哄嚇、或用書紙或用言語恫發人隱事、或

○第一百五十七條 凡犯下列各款之一者，應被無期苦差、

●一 若盜○○○郊○○○社○○○尊廟御用祭器之帷帳玉帛牲牢饌具及儀仗者、

●二 若二人或多人於夜間行盜，具有器械或破毀箱櫃等物或用假鑰匙者、

●三 若用藥迷人者、或假作冒用文武官員之名目或服飭者、

●四 若暴行爲盜者、或家僕爲盜者、

●五 若夜間鑿壁踰牆或破門入家而行盜者、

●六 若於路上及江河、或他水道行盜具有器械者、

●七 若盜其苦主所職掌之官財物者、

於本條上敍、若盜未得財者、應處以有期苦差、

○第一百五十八條 凡竊盜各尊教祀所祭器品物、應罰監一年以上五年以下、

○第一百五十九條 何人在野外盜馬、或拖載乘騎之畜物、或牛羊、或治田園之物、無

論已行或將行未遂、均被罰監一年以上五年以下、及罰金五元以上五百元以下、

凡他種竊盜而本條及第一百五十七一百五十八等條無有敍及者、應罰監一月以

上五年以下、及受罰金五元以上二百元以下、或二者僅受其一、

○第一百六十條 凡債主非得案準、而擅自搶取負債者之產物、若有負債者告訴、應

嚇言、而妨害該官吏之名譽或體面者、應被罰監一月以上二年以下、及受罰金二十元以上二百元以下、

用上列之方法、公然毀謗官吏而不能引證其事寔者、應罰監一月以上二年以下、及罰金十元以上百元以下、或二者僅受其一、

用上列之方法、而公然毀謗平民者、應罰監一日以上一年以下、及受罰金一元以上百元以下、或二者僅受其一、

用上列之方法、而公然罵詈官吏者、應罰監六日以上六月以下、及罰金五十元以上一百元以下、或二者僅受其一、

公然罵詈平民者、應罰監六日以上三月以下、及受罰金二元以上六十元以下、

◎第一百五十五條 凡子孫毀謗侮辱或罵詈其祖父母及父母、妾或僕毀謗侮辱或罵詈其夫其主人之祖父母及父母者、不論此等尊長已故或生存、應被罰監三月以上五年以下、及受罰金十元以上五百元以下、或二者僅受其一、
罵詈他等之生存親屬、僅受罰金十元以上二百元以下、

● 第二十七章 竊盜

◎第一百五十六條 何係以奸心自便竊取非己所有之物者、自犯竊盜之罪、

二十元以下若犯重罪另行科擬、

凡死者必葬於地下、何人拋屍於江河、或棄屍不葬者、應罰監一月以上三年以下、

第二十四章 毀壞墳墓

○第一百五十條

何係既知爲他人墳墓、而侵犯以取骸骨者、應問以有期苦差、若還骨全部、亦炤上問擬、

○第一百五十一條

凡侵犯墳墓而目的在於取寶物、應罰監一年以上五年以下、及罰金一百元以上二千元以下、

第二十五章 夜間無故入人居所

○第一百五十二條

非得官令、而夜間無故入人居所、應罰監六日以上三月以下、

第二十六章 毀謗罵詈

○第一百五十三條

凡借事拋言而妨人之名譽或價值者、謂之毀謗、施侮辱輕慢粗鄙之言於人者、謂之罵詈、

○第一百五十四條

於官吏現行職務、而何係以言語文詞書紙印紙及何等舉動或

嚇言、而妨害該官吏之名譽或體面者、應被罰監一月以上二年以下、及受罰金二十元以上二百元以下、

用上列之方法、公然毀謗官吏而不能引證其事寔者、應罰監一月以上二年以下、及罰金十元以上百元以下、或二者僅受其一、

用上列之方法、而公然毀謗平民者、應罰監一日以上一年以下、及受罰金一元以上百元以下、或二者僅受其一、

用上列之方法、而公然罵詈官吏者、應罰監六日以上六月以下、及罰金五十元以上一百元以下、或二者僅受其一、

公然罵詈平民者、應罰監六日以上三月以下、及受罰金二元以上六十元以下、

◎ 第一百五十五條 凡子孫毀謗侮辱或罵詈其祖父母及父母、妾或僕毀謗侮辱或

罵詈其夫其主人之祖父母及父母者、不論此等尊長已故或生存、應被罰監三月以上五年以下、及受罰金十元以上五百元以下、或二者僅受其一、

罵詈他等之生存親屬、僅受罰金十元以上二百元以下、

第二十七章 竊盜

◎ 第一百五十六條 何係以奸心自便竊取非己所有之物者、自犯竊盜之罪、

二十元以下，若犯重罪另行科擬。

凡死者必葬於地下，何人拋屍於江河，或棄屍不葬者，應罰監一月以上三年以下。

第二十四章

毀壞墳墓

○第一百五十條

何係既知爲他人墳墓，而侵犯以取骸骨者，應問以有期苦差，若還骨全部，亦罔上問擬。

○第一百五十一條

凡侵犯墳墓而目的在於取寶物，應罰監一年以上五年以下，及罰金一百元以上二千元以下。

第二十五章

夜間無故入人居所

○第一百五十二條

非得官令，而夜間無故入人居所，應罰監六日以上三月以下。

第二十六章

毀謗罵詈

○第一百五十三條

凡借事拋言而妨人之名譽或價值者，謂之毀謗，施侮辱輕慢粗鄙之言於人者，謂之罵詈。

○第一百五十四條

於官吏現行職務，而何係以言語文詞書紙印紙及何等舉動或

○第一百四十五條 何係隱匿自己姓名、揭書或投書、誣告一人或多人者、應問以徒役之刑。

○第一百四十六條 於法庭前究處屬刑律之事、何係果作假證、以陷害或曲庇犯人、不論與當事兩造何等親屬、應受犯者應得之刑。

若究處屬民法之事、而作假證以陷害或曲庇一造者、應被罰監二年以上五年以下、及受罰金二十元以上八百元以下、

罔前二款所叙、則凡假證所開之辭、無須執究、

○第一百四十七條 罔上第一百四十三、一百四十四、一百四十五等條所叙、則凡誣告書之代寫人、遺忘不署或隱避自己姓名者、亦與犯人罪同、縱不知情亦被罪、

○第一百四十八條 何係故意欺騙審判官使之再審終審案、而投訴係屬處決已清之事、應被罰監六日以上二月以下、及罰金五元以上二十元以下、或二者僅受其一、

第二十三章 違法埋葬

○第一百四十九條 凡人死後於十二點鐘內宜呈於所在有此專責之人、以便勘驗、準許埋葬、其有此專責之人、一遇呈報、宜立即抵勘、無論如何、死後十二點之外、方得埋葬、除官許急葬之辰外、違上規則者、應被罰監六日以上二月以下、及受罰金二元以上

○ 第一百三十九條

何係果賣其親屬者、應問無期苦差、

○ 第一百四十條

何係賣或典賣、或租借人口者、無論有無得價、應被罰監六月以上二年以下、

○ 第一百四十一條

凡陰引幼小男女出外國、而不由官準、或該父母之順許、應被罰監六月以上三年以下、並罰金二十元以上、一千元以下、

○ 第一百四十二條

屬於第一百三十九條及一百四十條所叙者、凡買賣之價額、均行籍沒、

第二十二章

誣告 匿名投書 假證

○ 第一百四十三條

何係誣告他人當受死刑無期苦差有期苦差發流禁錮徒役或放逐之重罪者、應反坐被誣者當受之刑、但被誣者既受科擬死刑仍未施行、其誣告者僅受無期苦差、

若被誣者當受罰監、審判官應處誣告人以徒役之刑、

若被誣者當受罰金、審判官應處誣告者以罰監之刑、

○ 第一百四十四條

告訴其祖父母及父母或其夫之祖父母及父母者均是不孝、當受徒役之刑、

○ 第一百三十四條 凡姦其當居夫喪之孀婦、及十五歲以下之少女、其犯人應受罰監三月以上、三年以下、

○ 第一百三十五條 爲人妻妾未告銷婚而再嫁者、應被罰監一年以上、五年以下、及罰罰金五元以上、二百元以下、
有妻之人未告銷婚、而竟娶妻者、應被罰監三月以上、一年以下、及受罰金二元以上、百元以下、

第二十一章 違法拿監

○ 第一百三十六條 除法律準許拿犯人外、若擅捕縛人、禁錮人、或拘留人、應被罰監一年以上、三年以下、及罰金四十元以上、六百元以下、

何係給借場所、爲禁錮或拘留之所、應受同一之刑、

○ 第一百三十七條 若違法禁錮人、延過一個月者、應受罰監一年以上、五年以下、及罰金二百元以上、一千二百元以下、

若既違法禁錮拘留、而且加拷打者、不論禁錮辰間長短、應處以無期苦差、

○ 第一百三十八條 以詐僞或暴行、略取或囑畧取他人之婦女或童幼、遷往別處者、被罰監一年以上、五年以下、其從犯應得半減、

●五 因奉行法律、或從政府之令、而殺人、或毆擊、或暴行者、

第二十章 通姦 彊姦

○第一百二十八條 有夫之婦、或妾、確犯通姦、應被罰監三月以上、二年以下、及受罰金四十元以上、四百元以下、姦夫應與罪同、

犯姦之婦、必待本夫由審判衙門投狀、方被執問、自起訴至審判之日、其本夫仍有休訟之權、但雖休訟、姦夫亦不得免議、

何係果作中人、使有夫之婦容易犯姦、或庇護婦女淫行、應被罰監六月以上、一年以下、及受罰金四十元以上、四百元以下、

○第一百二十九條 彊姦者、應被有期苦差、姦未成者、僅受徒役之刑、

○第一百三十條 凡彊姦未滿十五歲之女子者、應受徒役之刑、

若姦未成者、罰監三月以上、四年以下、

○第一百三十一條 本夫確果容縱其妻妾與人通姦者、應被罰監六月以上、三年以下、

○第一百三十二條 父與其女通姦、及兄弟與姊妹相通姦者、應問以無期苦差、

○第一百三十三條 凡與父、祖父、兄弟、叔、伯、之妻、或妾、通姦者、應問以無期苦差、姦婦亦

與罪同、

第十八章 非故意殺人傷人並投毒

◎第一百二十四條 何係因疎拙不謹、或不循守官衙之規則、非故意而遂至殺人、或為殺人之原由者、應被罰監三月以上、二年以下、及罰金二十元以上、二百元以下、

◎第一百二十五條 由疎拙不謹、而僅傷人或擊中人、應受罰監六日以上、二月以下、及受罰金二元以上、四十元以下、

◎第一百二十六條 何係順情投以藥料、雖非致死之質、而有礙人之康健者、應被罰監一月以上、五年以下、

若因而受病至二十日以上、或受害者而為尊長親屬、則其犯人應受徒役之刑、

第十九章 殺傷人及毆打人而不可稱為重罪與輕罪者

◎第一百二十七條 凡免議者如左、

- 一 殺人或打傷人、而由理當自衛、或衛他人者、
- 二 本夫場獲其姦婦、即辰殺死其婦及姦夫者、
- 三 婦女當場殺死強姦者、或將強姦者、
- 四 夜間為防止奸人攀登、或穿擊自己家屋之牆垣、而當場殺死奸人者、

◎第一百十八條 夜間捉獲無器械之偷竊人、於已家內、非關自衛之必要、而擅殺之者、應受罰監一年以上、五年以下、

◎第一百十九條 以言詞或書類嚇言殺人者、應被罰監一月以上、三年以下、及罰金六十元以上、四百元以下、仍只嚇言毆打或暴行者、則其犯人應受罰監六日以上、一年以下、及受罰金五元以上、二百元以下、或二者僅受其一、

◎第一百二十條 何係故打傷其夫、其父母、及夫之父母、或婦之父母、夫尊長之親、或婦尊長之親、叔、伯、姑、兄、姊者、若有被害者告訴、應處以徒役之刑、不告者不坐、

第十七章

兵器及軍火(砲藥)

◎第一百二十一條 非得官準、而擅自造作、發賣、給發、留貯、或攜帶、鎗、鎗頭劍、火鎗、手鎗、小手鎗、或他兵械、或獵器、長劍、短劍、及不論如何器械、經在政府禁例者、應被罰監一月以上、一年以下、及罰金五元以上、百元以下、

◎第一百二十二條 不得官準而製造或發賣火藥、或各項軍火者、應被罰監一月以上、三年以下、及罰金十元以上、二百元以下、

◎第一百二十三條 有關於第一百二十一條及一百二十二條所叙者、可交該治權管束五年以上、十年以下、

凡婦女自行破胎之法、或用他人所指教破胎之法、而其胎遂墮者、應被處以同上之刑、

若其胎未墮、僅受徒役之刑、

◎ 第一百三十三條 凡父母、祖父母、而殺其子孫者、應問以徒役之刑、

父母、祖父母、打傷子孫、因而致死者、究無故殺之意、應受罰監一年以上、五年以下、及受罰金二十元以上、一千元以下、或二者僅受其一、

◎ 第一百三十四條 夫殺其妻、或妾、察由暴行所致、而確無故殺之情者、僅受罰監一年以上、五年以下、

◎ 第一百三十五條 故意傷人而毆打或行他暴舉、但傷不致死、或不致成終身疾病者、被罰監六日以上、二年以下、及受罰金五十元以上、八十元以下、或二者僅受其一、

◎ 第一百三十六條 何人毆當行公務之職役者、應被罰監一年以上五年以下、及罰金二十元以上、一千元以下、或二者僅受其一、

◎ 第一百三十七條 有心打傷而無心故殺、但因而致死者、應被有期苦差、除第一百三十三、一百十四條所敘外、

由暴行而致傷人、或折一肢、或失兩眼、或一眼、或成疾病者、應被徒役之刑、

◎第一百九條 犯殺人罪、應受無期苦差、

◎第一百十條 凡殺人而被死刑者、係先辰、或同辰、或後辰、而犯他重罪、或預謀而殺、隱伏而殺、或目的在於預行、或易行、或寔行他罪、或助正犯從犯之逃、或使之脫罪者、(預謀者乃於犯罪之前、已決定殺何人、或決定另遇其人即殺、雖屬何等場合、亦均謂之預謀、隱伏者、乃等待其人於一地點或多地點、而殺之、或暴行之、無論等待遲速、均謂之隱伏、)

◎第一百十一條 犯左列之罪、應處死刑、

●一 故殺其夫、或妻、親父、親母、翁、姑、岳父、岳母、祖父、祖母、親兄、親姊、親伯叔、及親姑者、

●二 殺一家三命者、

●三 僕殺其主、或徒弟殺其受業師者、

●四 毒殺人、或閹割人者、

●五 採生、折割人、而目的在於造毒、或妖術者、

◎第一百十二條 凡用毒質、或以他方法、使孕婦墮胎者、不論這婦有無順情、應被有期苦差、

以上三月以下、及受罰金二元以上、八十元以下、或僅受二者之一、

○第一百四條 不請官準而擅以其家全屋或一部分爲上列之集會所、雖集會已得官準、而屋主亦被罰金五元以上八十元以下、及罰監六、日以上、三月以下、

○第一百五條 凡集會及協約、無論如何期限、如何人數、而目的在於預備或行爲以侵犯人之身命或財產者、均以重罪論、

○第一百六條 何係預入集會或協約、而目的如第一百五條已敘者、應受有期苦楚、

犯本條所叙之重罪者、能於事發前向官告其協約或集會之事者、應得免議、

○第一百七條 何係知情而順願幫助其犯一百五條之人、如給以犯重刑之器具、通信方法、居住之所、或集會之所者、應被徒役之刑、

但本條所述之罪犯等、亦得用第一百六條第二款之規則、

第十六章 犯於人身體之重罪及輕罪

○第一百八條 故意殺人爲殺人之罪、

毒殺者謂侵犯人之生命、由用物質而其效可以殺人者、知情而故賣其毒藥者、應以毒殺從犯論、

◎第一百條

凡異鄉過客、遇有職役盤詰、而不欲開明或不能呈出何等書紙、或不能指出保人以爲該根脚身分之證明者、得罔上第九十八九十九等條所叙科擬、

第十五章

違法集會

◎第一百一條

凡合一團體、不論人數多少、而對於該治權司法權、故意秘隱自己團體或自己目的者、則謂之爲秘密會、

凡秘密集會者皆禁、

察果何人預入秘密會者、應罰監六月以上二年以下、又罰金四十元以上二百元以下、該會長或創立人、可罔此罪加罰至二倍、且可罔第二十條及第二十一條之規則處罰、如有干他罪、并罔律問擬、

◎第一百二條

凡集會至二十人以上、每日集會或定期集會、以構立教道文學政治者、非得保護政府允許、及不依保護政府所定之規條、不得集會、

◎第一百三條

凡上列之會、不由官準而立、或得官準之後、而違背所頒定之規條者、應由審判官立案以解散之、該會長幹辦員管理員應被罰監六日以上一年以下、且受罰金五元以上百元以下、亦可被管束至十年、至如會中人等、應罰監六日

苦差、

◎第九十三條 逃亡囚犯已復捕獲、或復收監、或已死、其干失囚者、即得放釋、若案未宣、不必施行、

◎第九十四條 凡囚徒在刑期未滿之辰、而逃亡者、應炤原案使之復受其刑、不得扣除役過辰候、

◎第九十五條 凡未成案之犯、自逮捕至逃亡、其所被監究辰候、不得扣除案內所定刑期、

◎第九十六條 凡助囚逃脫之第三人者、亦須炤第九十條至第九十三條所叙科擬、

◎第九十七條 監守或押解之人、察係爲勢彊迫、力不能支、或被其暴行、不能捍阻、以致囚犯逃脫者免議、

第十四章 遊蕩

◎第九十八條 遊蕩或無賴子者、謂其人不謀生計、及不行何等常職業者、

凡察果遊蕩、應罰監三月以上、六月以下、且於刑期滿後、可交該治權管束、

◎第九十九條 仍於初次被捉之辰、若有正當之人、或該原貫住貫之鄉職、向審判官保領者、應得免議、

身票紙、納稅編來、或知情而使用此等紙類者、應被罰監六月以上、三年以下、

◎第八十八條 何係就領通行紙、兵器準狀、居留準狀、工業儲業證書、隨身票紙、納稅編來、而開假名或借假名以冒領、或挈助他人以冒領此等紙類者、應被罰監三月以上、一年以下、

凡使用他人之通行紙、兵器準狀、居留準狀、工業儲業證書、隨身票紙、納稅編來者、亦被處同上之刑、

◎第八十九條 非職役人而干涉公務、或裝作官樣、使人誤信、或公然用官服飭、或勳章、而非已所有者、不論有無取財、應被罰監六月以上二年以下、若有取財辰、更被罰金二倍於取財之額、

第十三章

逃囚

監守疎防

◎第九十條 凡重罪或輕罪之犯人、於未成案辰、而逃亡者、其押解或監守之人、察係同情故縱、應以逃犯所犯之罪處罰、

◎第九十一條 於已成案罪人逃亡之辰、其押引或監守之人、察係疎防者、應炤逃犯未滿刑期處罰、若有同情、其刑得以加至二倍、

◎第九十二條 若逃亡囚犯係于死刑、則審判官只得處失囚者以無期苦差或有期

寫文書、而假冒變改其要點或、情狀者、犯假冒之罪、若由此假冒而生損害過二千元者、應問以無期苦差、

若由假冒而生損害自一千二百元至二千元、應問以有期苦差、若生損害遜於一千二百元、或不可定之額、應罰監一年以上、五年以下、

◎ 第八十四條 何係變改債契、或他約契內字、或記名字跡、而可生損害者、應罰監一年以上、五年以下、

◎ 第八十五條 擅自製造或發行其贗造各色金類之貨幣、或國家準許銀行之銀紙者、應受無期苦差、

何係製造、發賣、攜帶、分發其印刷紙、如模倣銀行票、或無人名股票、而借真假政府或公司之名號者、應問有期苦差、

何係贗造官印、鈐、或使用贗造之印章、應被有期苦差、何係贗造郵館粘票、或各項編來之粘票、或知情故用這贗造粘票、或變改或模倣其粘票添字或鈐消之樣跡、應被罰監二年以上五年以下、

◎ 第八十六條 何係知情故用贗造文書、應以贗造人所受之刑處罰、

◎ 第八十七條 何係贗造或自便變改通行紙、兵器準狀、居留準狀、工業備業證書、隨

元以下、

○第七十八條 凡有職役者無合律之故而妄捕人民或當辦公或因辦公而親行或囑人以虐待人民、應罰監六日以上二年以下、及罰金十元以上五百元以下、若有應科共犯之罪者另炤律擬處、

○第七十九條 凡有職役者果有隱漏轄內丁數以避稅課者、應被罰監六日以上二年以下、及受罰金而其額二倍於隱漏稅課之數、

○第八十條 凡有職役者、無合律之故而不遵行本管長官或審判官之令、應被罰金一元以上五百元以下、

○第八十一條 凡有職役者、於選舉期受委爲開票人、而開票辰假冒保舉票、或增或減其票數、或因不識字人而於該保舉票上、擅填他名、以代該所願舉之名者、應被罰監六日以上二年以下、

○第八十二條 本律所謂職役者、總言現任行政或司法之官吏、及省府縣總里各官員職役者、

第十二章 假冒

○第八十三條 凡職役當行其職務辰、而變改簿冊、或他種之公文、或就職務上所繕

所不應收者、無論如何假托、應被罰監二年以上、五年以下、並受罰金而其額相當或二倍於索取或浮收之數、並宜償還其非法收取之數於被害者、若有應賠償損害者、亦宜受之、

◎第七十三條

何辰被告人指出一關要之事、以求檢查、而這檢查事、係有利於被告人、又爲彙案辰不可缺之事、而審判官果有私心、不肯寔辨者、應被罰金十元以上、六十元以下、仍亦可施行屬於官紀之律、

◎第七十四條

凡職役由私心而干涉自己職務外之事、應被罰金六元以上、六十元以下、

◎第七十五條

凡職役確係瞞報上官、無論有無受財、若不屬於上列第六十三條所叙者、應罰監一年以上、三年以下、及罰金二十元以上、一千元以下、

◎第七十六條

凡于左列之咎者、應罰監六日以上、三年以下、及罰金十元以上、一千二百元以下、或二者僅受其一、

●一 凡有職役者、知有奸人在地分內、不以報官、或指爲良善者、

●二 凡有職役者於管轄內有發出紛亂之事、而隱匿不報上司者、

◎第七十七條

凡有職役者察果擾民、或受訟狀而究辨輕率者、應罰金五元以上二百

二人以上商議其行爲、謂之陰謀、

○第六十八條 若設其他計策以妨公衆之安寧、或生政治之大亂、應罰監一年以上、五年以下、

○第六十九條

凡干本章內所敍之重罪、更可處以籍沒財產之全部、

○第七十條

凡犯自第六十二至六十八等條所敍之重罪輕罪、而能於現行辰或預行辰、及飭拿辰之前、先行首告於政府或該治權或司法權、俾知這重罪或輕罪、及正犯或從犯者、或於飭拿之後而助力逮捕其正犯或從犯者、可得準免其罪、仍可交管束十年以下、

第十一章 職役犯罪

○第七十一條

凡職役人等受其獻款、認其預約、或收其贈物、禮呈物、以成就屬已職務上之事、而這事罔例不得取錢、或已認受而拋棄屬已職務上所當行之事、果有證據、應罰監一年以上、五年以下、及罰金八十元以上、一千二百元以下、更應受第二十九條所敍公民權之禁止、

○第七十二條

凡職役者、或職役之代理者、或承差催收者、而這催收之事、係爲國家而辨、或爲領徵人而辨、而自犯婪贓、或使收、或索取、或認取其已知不當取者、或浮收其

○第六十二條 凡執兵器以敵大法國者、應受死刑、

○第六十三條 何係設爲機謀、而目的在於顛覆政府或換改本國皇統、或激民起亂、或侵犯皇帝之聖體、均受死刑、

侵犯皇后及皇子之生命者、亦應受死刑、

○第六十四條 但已行或起行而未遂者、方謂之侵犯、

○第六十五條 應處發流如左、

●一 何係以本家藏匿其目的在起內亂之外來間諜、

●二 何係設爲計策而目的在於毀國朝之

尊廟及 陵寢、宮殿者、

●三 何係謠傳僞信、以害公衆之安寧、或煽亂民間、或誘惑鄉民、以出外國、或圖使職

役人或軍人反其職務者、

○第六十六條 凡公然不敬於

皇帝及皇后皇子者、應處以禁錮之刑、

○第六十七條 凡設陰謀以犯第六十二條及第六十三條之重罪者、應處以放逐之刑、

○第五十九條

凡耆役人等、對於異鄉之人、來寓本鄉地分之內、遇有盜劫成黨、殺人、傷人、或暴行之事、經該寓人請援而不救援者、果有確證、則該耆役人等干責、若該寓人來寓本鄉經二十日者、其耆役人等無干此格外之責、

若事關人命、而不能拿獲犯人、則該耆役人等應受埋葬死者之費、其耆役人等干責辰、應罰以賠償如左、

●一 對於被盜主、應償所失物件之價、

●二 對於被傷而成痼疾之人、或被尋常傷跡之人、或被殺者之家屬、其償額應由審判官裁定、

若被害者於來寓之辰、無有詳與里長、則耆役人等無有干責、

○第六十條

凡被盜失獸物之物主、追跡入於社村地分之內、若有詳請里長、則該里長即宜親行或飭行助尋此失物、

若失物主已經親請、果有確據、或委代請、而耆役人等確係故意棄置不協助者、應照失物之價責賠、

○第六十一條

倘里長果有盡力追尋失物及盜犯、則耆役人等無干責、

第十章

礙於國家安寧之重罪及輕罪

以下、

○第五十五條 若犯人在十六歲以下、而審判官究係其犯罪出於無知識、則得放釋、仍責該賠償被害人之損害、

審判官又得隨其情狀、交該父母保領、或交養於懲戒之所、其期限於案內定之、仍此期限、不得延過犯人到二十一歲之辰、

審判官亦得以此期限內、交該犯人於一良家、或慈善會看管之、

○第五十六條 若犯人與父母同居、則其父母應擔受其子所被之罰金、之償還、之賠償、及賠例費、

○第五十七條 凡幼小者對於尊長親屬、干大不敬、或行檢有虧者、則其有親權之生父母、或養父母、或祖父母、得以告官而請監禁于懲治所、至於二十一歲滿足之日、其訴請監禁之親等、應修書狀投呈審判官、該審判官或飭拿監、或駁却之、仍駁却辰、則該親等可上告於南案首憲官、

該訴請監禁之人等、當可於監禁限內、使放釋其子、

○第五十八條 惟何辰婢僕因行家主所指使之事、而犯罪者、則家主方受該所被之罰金、之償還、之賠償、及賠例費等款、

及人之身體或財產等物惡事、若非被強迫、而假之以居住之所、藏匿之所、或聚會之所者、應以從犯論、

◎第五十條 凡已知係是搶奪之物、竊取之物、或因犯重罪或輕罪所得之物、而故意窩藏其全部或一部者、亦以從犯論、

◎第五十一條 倘正犯受死刑、則窩藏之從犯、得免死刑、改爲無期苦差、

第九章 犯屬刑律之人應得免議或應干責

◎第五十二條 當犯法之辰、而犯者係癡癲狂之症、或因有強迫之勢、而力不能支者、均勿論、

非由法律上既定爲應寬免或輕減之場合者、不得寬免或輕減、

◎第五十三條 對於刑律未滿十六歲者爲幼小、

◎第五十四條 若犯重罪或輕罪之人、年齡未滿十六歲、而審判官究係其犯罪出於有知識、應以左列之刑處罰、

若當受死刑、或無期苦差、或發流、應改爲拘監於懲戒之所、自十年以上、至二十年以下、

若當受有期苦差、禁錮、徒役、放逐之罪、應改爲拘監於懲戒之所、自一年以上、至十年

所定滿例之刑擬處、或可加至二倍、

凡已干違警而於十二個月之內又干違警、則以再犯論、

第七章 俱發及將行未遂

◎第四十五條 確定其犯重罪及輕罪之數罪者、應從重論、仍犯人宜全受償還及賠償、損害於被害人等、

◎第四十六條 將犯重罪或輕罪、而已有預備寔行之顯證、倘犯人因有意外情狀而中止或無效者、應以已行論、除有別條所定外、

第八章 共犯

◎第四十七條 重罪或輕罪之從犯、應與首犯受同一之刑、除有他場合別定外、

◎第四十八條 科以共犯如左、

●一 以方法教唆他人使之犯罪、

●二 知其必為犯罪之用、而辨與兵器、器具、或其他方法者、

●三 知行犯罪之事、而助力於首犯、為之籌備、使容易進行、及使之成就其犯罪者、

◎第四十九條 凡已知其人行為係屬惡類、如行劫、或礙於國家之安寧、公衆之和平、

● 第五章 消滅辰效

◎第三十八條 凡屬於重罪或輕罪之科罪權、若犯人無隱避、則十年滿足後消滅辰效、起算自犯罪之日、

若犯人隱避者、其科罪權、至於十五年始消滅、

◎第三十九條 凡屬於違警之罪、其科罪權以一年滿足爲限、由犯罪之日或發覺之日起算、

◎第四十條 凡犯重罪或輕罪而犯人已死、不得處罰、惟責償還、及賠損害等款、則被害人得請責賠於該犯之承繼人、

◎第四十一條 凡屬於重罪刑之施行權、以二十年滿足後辰效消滅、起算自宣案之日、仍犯人不得與屬於身命或財產之被害人、或被害者之承繼人同住於一地轄內、已得消滅辰效之重罪人之居住地由全權大憲指定、

◎第四十二條 凡屬於輕罪刑之施行權、以五年滿足後消滅辰效、起算自宣終審之日、

◎第四十三條 凡屬於違警罪之施行權、以二年滿足後消滅辰效、起算自宣案之日、

● 第六章 再犯

◎第四十四條 凡已受重罪輕罪之刑者、於刑期滿後五年以內再犯同罪、應以法律

束期滿之辰、若犯者年屆六十歲、則拘束期限應減一半、其拘束身體、不得行於七十歲之老人、亦不得同辰並行於其夫及其婦、雖爲債款各異辰亦然、

◎第三十五條 其拘束身體之期間、應照例定如左、

第一 二十元以下之欠額、其期間在二日以上、二十日以下、

第二 二十元以上四十元以下之欠額、其期間在二十日以上、四十日以下、

第三 四十元以上八十元以下之欠額、其期間在四十日以上、六十日以下、

第四 八十元以上二百元以下之欠額、其期間在二月以上四月以下、

第五 二百元以上八百元以下之欠額、其期間在四月以上八月以下、

第六 八百元以上之欠額、其期間在九月以上二年以下、

◎第三十六條 其拘束身體期限、屬於公庫欠款、及屬於被害人之欠款、宜分別擬處、其被害人常有修單呈請放釋被拘束者之權、其單由審判衙門或監守人投納、

◎第三十七條 凡重罪輕罪及違警罪、不可以犯罪後新設之刑、而追處其此刑未設辰之罪案、

第二 應選之權、

第三 受陪審之職、或公衙之職、或各該治衙之役、或炤常行向上各職役、

第四 攜帶兵器之權、

第五 參與親族會議發言之權、

第六 爲監護人、或管財人之職、(除所出之子外)

第七 爲鑑定人、及證書類之證人、

第八 得於法庭爲要證之權、(除尋常供開外)

◎第三十條 凡被重罪之刑者、均被禁止前條所列之各權、

拘束身體

◎第三十一條 凡施行罰金、償還、賠例費、賠損害等案、均得行拘束身體之事、

受拘束身體者、應拘監於監所、使受內役、或外役、遵由保護政府所定之規則、

◎第三十二條 於受刑者財產不足之辰、其納罰款應炤次序如左、

一 償還、
二 罰金、
三 賠例費、
四 賠損害、

◎第三十三條 同犯一罪者、於償還、罰金、賠例費、及賠損害、每人受若干、由案內詳定之、

◎第三十四條 犯者應被拘留於監室、至於納清之辰、若不能辨納、應被拘留至於拘

◎第二十二條 於前條所敘之場合外，若無有別項條例，則禁不得管束犯人。

◎第二十三條 被管束之人，可得恩免恩減。

籍沒

◎第二十四條 凡屬重罪之刑，而全部籍沒犯人所有之財產，須有法律上別條明示，方得執行。

◎第二十五條 凡屬重罪與輕罪之刑，則違法之物，如由此罪而生出之物，或已用或將用以犯罪之物，均宜籍沒。

◎第二十六條 所籍沒之物，其財產均充公庫。

◎第二十七條 凡屬於違警罪之刑，則一切違禁而經已收押之物，如這物由違禁而生出，或物料及器具已用或將用為違禁之資，審判官得以籍沒。

◎第二十八條 被罪之人已受訴訟例費，若有應償還及賠償各款，而被害者有所請求，並應受之。

禁公民權

◎第二十九條 審判各衙門結擬屬輕罪，得以禁行公民權之全部或幾部如左。

第一 投票選舉之權。

第四章 附刑

管束

◎第二十條 管束犯人者，謂犯人滿限之後，交由該治權擬定該犯不得出現之地，或定該犯居住之地。

被管束人非經統使大憲商與南案首憲意合而準許者，不得擅離所指定之住所，亦不得擅入所限禁之地，仍公使官亦得準許如左之場合。

第一 犯人只往返於省轄內之辰。

第二 犯人有緊事之辰，仍這場合僅暫許而已。

倘被該治權管束之人，有違本條例者，另由審判衙門處以罰監之罪，仍不得過五年。

◎第二十一條 無論如何場合，其管束之期限，不得過二十年，據如法律，則被有期苦差、禁錮、徒役、放逐等罪，於限滿之後，犯人宜受該治權管束二十年，但於審定或案件之內，得以輕減，或明示準免該等所受管束之限。

據如法律，凡被無期之刑者，於得減得免之後，倘無恩準，仍受該治權管束二十年，凡因妨礙於國家治安而犯重罪或輕罪者，必交管束。

若放逐者於未滿期之前，擅歸於被放逐之地界內，或非得政府準許，而擅出於遷徙之地界外，則只察果係原犯的身，即處以禁錮之刑，炤前限未滿加增，仍不得過二倍。

第三章 輕罪及違警罪之刑

第十七條 受罰監者，應監在監室，且使之服役於監室內。

罰監而屬輕罪者，應以六日以上五年以下為限，除再犯或他罪而法律有別定期限外，罰監而屬違警之罪者，自一日至五日為限，而常被監於拘留所。

罰監之一日為二十四點鐘。

罰監之一月為三十箇日。

第十八條 凡受罰監者，由使役中所製出之利，應以一部分供監室內之費用，以一部分隨其適當之辰為慰安犯人之需，以一部分為犯人出獄辰之貯金，但必由全權大憲所議定之規則。

第十九條 罰金者即納錢之刑，責犯人以錢納公庫者，除何罪條律中已特定額數外，其他罰金屬輕罪之刑，應在一元以上二千元以下，屬違警罪之刑，應在二毫以上六元以下。

終身、

受流刑者而被逮於大法兵力占據之地、應送還於原配所、若配所未定、則被流者永遠禁錮在東洋境內或境外之獄室、

○第十二條 有期苦差、應以五年以上二十年以下爲限、

○第十三條 凡被禁錮者、另拘監於大法屬地內之一獄室、這獄室另由全權大憲昭政事會議堂列憲之意見指定之、其犯人與他犯人別監、

至於犯人得與獄場內外人通問之事、另遵依全權大憲議定所立之規則、禁錮之期限、除第十六條所敘之場合外、不得在五年之下亦不得過二十年之上、

○第十四條 不論男女、受徒役者應受拘監及役使於獄室內、其因役使而造出之物價、以其利爲犯人之需得、仍這款另由全權大憲之議定、

此刑以五年以上十年以下爲限、

○第十五條 凡屬於施體各罪之期限、應以監究犯人之日起算、

○第十六條 何係被放逐者應受遷徙於東洋境外之大法領地內、或於東洋境內之一別處、此等處遵由全權大憲議定所指定、放逐之罪應以五年以上十年以下爲限、

○第五條 受死刑者另於共場斬首、這場由案中指定、若案中無有指及者、另由南

案首憲指定、

死刑非由全權大憲察南案首憲之意見而批准者、不得施行、 凡被處死刑之婦女、
自言有孕而察驗屬寔者、僅於分娩後受刑、

○第六條 因弑親而受死刑者、應使之著單白衣、跣足以白布蒙首、解往於刑場、

於承發吏對衆宣其罪案之辰、置犯人於刑場、讀畢、即令行刑、

○第七條 受死刑者之屍、若有親族請求、另交認行埋葬、但不得鋪張、

○第八條 凡遇大法紀念日、及大法國律所認之節日、禮拜日、南曆歲首自初一至初
七等日、五月初五日、七月十五日、八月十五日、十二月最終之三日、大南

萬壽節日、不得行死刑、

○第九條 凡被苦差之男人、宜受最苦之役、其受役之處另由全權大憲議定所指定、

○第十條 凡被苦差之婦女、僅於獄室內受役、

○第十一條 發流者謂遷徙犯人永遠居住於東洋境內、或境外之場所、其場所另由
全權大憲炤政事會議堂列憲之意見指定之、

若被流者脫出配所之外、而被逮於東洋境內、則只察確果係原犯的身、即罰以苦差

刑 律

◎ 第一條 本律之設以施行於北圻南案各衙門、凡犯重罪、輕罪、及違警等罪、在本律

宣布以後者、適用之、

罔警察律擬罰者、謂之違警罪、

罔懲治律擬處者、謂之輕罪、

施於身體及加辱者、謂之重罪、

第一章 刑罰名目

◎ 第二條 屬重罪等刑

第一 死刑

第二 無期苦差

第三 發流

第四 有期苦差

第五 禁錮

第六 徒役

第七 放逐

◎ 第三條 屬輕罪及違警等罪

第一 有期罰監

第二 罰金

◎ 第四條

籍沒交由該治權管束、禁止公民權、皆名之爲附刑、

第二章 重罪之刑

第三十四章 毀害……………百十六、百十七、百十八張
自第一百八十二條至二百條

第三十五章 逼死……………百十八張
自第二百一條至二百十二條

第二百十三條

第三十六章 挑激抗公權或抗尊教……………百十九、百二十張

自第二百十四條至二百二十一條

第三十七章 違背上令拒稅不納……………百二十一張

第二百二十二條

第三十八章 減罪及應減情狀……………百廿一、百廿二張

自第二百二十三條至二百二十六條

第三十九章 違警……………百廿三、百廿四、百廿五、百廿六張

自第二百二十七條至二百三十條

第四十章 總規則……………百廿六張

自第二百三十一條至二百三十二條

第二十五章 夜間無故入人居所……………一百六張

第一百五十二條

第二十六章 毀謗罵詈……………百六、百七張

自第一百五十三條至一百五十五條

第二十七章 竊盜……………百七、百八、百九、百十張

自第一百五十六條至一百七十條

第二十八章 騙取及他種詐僞……………百十張

自第一百七十一條至一百七十二條

第二十九章 擅取……………百十一張

第一百七十三條

第三十章 賭博抽籤及典舖……………百十一、百十二張

自第一百七十四條至一百七十六條

第三十一章 違法作商賣及工藝……………百十二張

自第一百七十七條至一百七十九條

第三十二章 考試之詐僞……………百十三張

自第一百八十條至一百八十一條

第三十三章 有意或無意放火及破毀百十三、百十四、百十五、百十六張

第十七章 兵器及軍火……………一百張

自第一百二十一條至一百二十三條

第十八章 非故意殺人傷人並投毒……………一百二張

自第一百二十四條至一百二十六條

第十九章 殺傷人及毆打人而不可稱為重罪

及輕罪者……………一百一張

第一百二十七條

第二十章 通姦強姦……………一百二、一百三張

自第一百二十八條至一百三十五條

第二十一章 違法拿監……………一百三、一百四張

自第一百三十六條至一百四十二條

第二十二章 誣告匿名投書假證……………一百四、一百五張

自第一百四十三條至一百四十八條

第二十三章 違法埋葬……………一百五張

第一百四十九條

第二十四章 毀壞墳墓……………一百六張

自第一百五十條至一百五十一條

第九章 犯屬刑律之人應得免議或應干責：八六、八七、八八張

自第五十二條至六十一條

第十章 礙於國家安寧之重罪及輕罪：八八、八九、九十張

自第六十二條至七十條

第十一章 職役犯罪：九一、九二張

自第七十一條至八十二條

第十二章 假冒：九三、九四張

自第八十三條至八十九條

第十三章 逃囚 監守疎防：九四、九五張

自第九十條至九十七條

第十四章 遊蕩：九五、九六張

自第九十八條至一百條

第十五章 違法集會：九六、九七張

自第一百一條至一百七條

第十六章 犯於人身體之重罪及輕罪：九七、九八、九九、一百張

自第一百八條至一百二十條

刑律

目錄

第一章	刑罰名目	自第二條至第四條	七十六張
第二章	重罪之刑	自第五條至第十六條	七六、七七、七八張
第三章	輕罪及違警罪之刑	自第十七條至第十九條	七十九張
第四章	附刑	自第二十條至三十七條	八十八、八二、八三張
第五章	消滅辰效	自第三十八條至四十三條	八十四張
第六章	再犯	第四十四條	八十四張
第七章	俱發及將行未遂	自第四十五條至四十六條	八十五張
第八章	共犯	自第四十七條至五十一條	八五、八六張



赦或恩減、則修一呈文、附自己意見、遞呈于統使大憲轉咨于南案首憲、(每年七月並十二月上旬遞呈、係是常例、)

這呈文須明敘犯人被干何罪、及役過辰候、

◎ 第一百條

本律宣布後所發生之一切刑事訴訟皆炤本律辦理、凡屬于北圻南案前所施行屬刑事訴訟之諸條例、盡行罷去、

俾諸狀師順序輪番辯、

其未經被監之人、則抵河內辰、如欲官舉狀師、須即單呈南案首憲、

●二 凡官舉之狀師、只可得借他狀師、或交官認之助辨狀師代理、

●三 凡官舉之狀師、即由南案首憲文牘房示知、繼由錄事房指定開庭之日、

●四 若犯人現被拘監、則於抵河內之後、即得與狀師相見、

●五 案本筆錄、留在上審院之錄事房、俾狀師得以檢閱、

◎第九十七條 何係審判衙門、有大法審判官、與南官陪審者、則所申呈之各項文件、終

結詞、意見書、須用法字並國語字繕寫、

當開庭之時、座主另命經有端替之通譯員、以辨理官及諸狀師並當事人之各文件、

及諸終結詞、譯讀與陪審之南官、詳知、凡證人之供開、未經譯出國語者、亦須并譯讀

之、

◎第九十八條 無論如何場合、南案首憲文牘房、須傳達當事人得知開庭之日、

◎第九十九條 惟掌理官兼北圻南案首憲、得呈與全權大憲請特赦或恩赦、屬於南

案各衙門所結之犯罪人、

公使官或各懲治所各獄室監室所在之監督官、何時察出屬轄內所被監人等應恩

◎第九十一條 被處死者須經由全權大憲檢閱案本筆錄及南案首憲所呈上之意見書、轉咨機密院閱奏候 旨、已決定不特赦者方得施行、

◎第九十二條 同慶三年所設北圻之提刑座、其審判官職掌已明叙於法院編制第十二條第十三條、

◎第九十三條 每審判衙門、須有一日記簿、詳編開庭期所彙結之案件、當事人之姓名、干犯之罪、及略敘擬處之詞、並列計審判官及陪審姓名、這簿由正審判官批炤、這簿之摘錄、已由正審判官或錄事官批閱得寔、另於每禮拜一次、遞呈南案首憲、同辰並遞呈收單簿之摘錄、這摘錄宜叙屬於已收各單之擬辨若何、

◎第九十四條 每初級及駐省之審判衙門、須有收單簿、每張須有審判官記數號、並署名、另逐日略註所投之單狀屬何事、其後亦增署入擬處之事及結案之日、

◎第九十五條 每初級審判衙門、亦須有一簿、具有初級審判官記數號、並署名、這簿著編已經案定屬違警之事、

◎第九十六條 於上審院、受理覆審重罪之案之時、有左列事項、

●一 經監究之犯人、已就河內、則南案首憲文牘房宜質問該人已擇得榜內所揭之狀師與否、若未擇得、則南案首憲代擇上審院已列表之狀師一員、委之抵堂辯護、

於公使官、担負責任、

監視員須有囚簿兩本、一本列編監究人姓名、一本列編罰監犯之姓名、

凡省蒞之監室、若無駐省審判官批准之送監票、則監視員不得認監、府縣之監室、若無所在審判官批准之送監票、則監視員不得認監、

這送監票、監視員另抄出、然後簽字于這票內交還、

何時轉徙囚犯、須有公使官或公使之代理官、或審判官之票、

每禮拜一次、屆所定日期、監視員將囚簿呈于駐省審判官、或所在審判官、便察現辦諸事、且署姓名于簿內、

◎ 第八十八條

凡解送犯人往他監室、雖在暫徙之辰、其解罰監犯、須帶隨案文之摘錄、其解監究人、須帶隨囚簿之摘錄、不論何辰、均略指該等之罪狀、之根脚、及戶籍、

◎ 第八十九條

各省公使官、須以辰履勘本轄中之各監室、調查被拘監者之緣故、並察出有濫法者、以其事呈統使官、

南案首憲亦可隨意親自履勘各獄室、或委一代理官、以檢察各監室、且檢閱囚簿、

◎ 第九十條

被罰監犯、或監究人等、若有死在獄室者、即呈南案首憲知悉、

第九章

總則

(一) 一案本屬於干案人之案件、或審定、

(二) 一證書屬於監守員所證認該乞復權人在監時之品行、

然後南案首憲炤各理由、修一終結詞、交河內上審院判決於議事房、

◎第八十三條 若請復權之狀、已經駁却、則須俟二年後、方得投單再請、

◎第八十四條 若有準復權之審定、則南案首憲將這審定之抄本、錄送于彙結原案之審判衙門、以便旁註於原案草本、且附註入犯人名簿、復權人亦可乞領準許復權之審定之抄本、或摘錄、及犯人名簿之摘錄、免納費、

◎第八十五條 復權之事、洗盡原案、並因原案而限禁者、亦盡廢弛、

◎第八十六條 凡再犯者、或已得復權後而犯者、或干案無論當席缺席、而已得消滅、辰効者、則這等人于放釋之後、或于辰効消滅之後、十年方得請復權、

第八章 監室

◎第八十七條 每府縣州、各有囚簿一本、簿內各張、須有號數、並公使官或代理官署名、簿內編記送監之囚犯人等、且畧叙被監之罪、每屆所定期日、須將這簿呈于公使官、或公使之代理官署名、如有轉徙囚犯、亦并編入、

若在省蒞之監室、應交青袴之大法兵官一員、或大法警察官一員監視、該等員對

◎第七十九條 重罪或輕罪之干犯人等、既全失公權、民權、家族權、或失其權之一部分者、亦可請開復、

◎第八十條 犯重罪人等、而乞復權、須於釋回之後五年、方可請求、其他犯輕罪人等、可於釋回之後三年請求之、

◎第八十一條 凡干案人、由南案首憲投請復權之書狀者、狀內須敘(一)干案之日、(二)得釋後所住之所、除消滅辰効外、其干案人須證明該已充納案事例費、罰金、及賠償、並已償還、或交還各物項、或證明原告人已許寬免、若無這各款之證據、則干案人須證明該已受拘束身體如例所定、或原告人已許寬免、若請復權之人陳叙該果無力、不能辦還案事例費、則無論該未納或納而未充、上審院亦可準許復權、

若不覺得原告人、或原告人不欲認賠償銀者、則交這銀數于上審院錄事官、寄納于銀庫之金櫃、

倘五年限外、原告人不向領、則係見納銀之人投單乞領、宜交還之、

◎第八十二條 南案首憲另咨取里役或管轄官所證認之各證書、屬於請復權人之居處品行、並營生之事、又咨取下列之各書類、

究、但該犯須甘端若有必要之催問、或施行業務之辰、該即登堂呈面、這暫放事、可責于犯人納寄櫃銀或準借人代納、這銀由駐省公使官發一認收令紙、俾交銀庫官留貯、

案結後這寄櫃銀另交還于遞納人、

若究案案筆錄內敘于犯人別無合律之緣故、而於催問辰、或於施行業務辰、不肯登堂呈面、則這寄櫃銀、充入北圻支收簿、

◎第七十七條 凡當抗告於上審院之辰、則暫放之事可由上審院準許、

若上審院有責于犯者納寄櫃銀或借人代納始得暫放、則這寄櫃銀、存貯于上審院之錄事房、

案結後這寄櫃銀另交還于遞納人、

若于案案筆錄內有叙及該于犯人別無合律之緣故、而于催問對質辰、並施行業務辰、不肯登堂呈面、則這寄櫃銀另由錄事官納于銀庫、以充北圻支收簿、

◎第七十八條 無論如何場合、南案首憲、均可準許暫放于犯人在外候究、並令納寄櫃銀、或許免納、

第七章

開復公權

事人代行、而援第七十條所敍之一二三等款以申請者、

倘南案首憲或當事人、已知有應得再審之事、而經一年之限、無呈請上審院受理者、此後若有申請、不應認受、

若此案未施行、則自南案首憲申請再審之日、其施行事應得暫停、

若干犯人現被拘監、可由南案首憲命令、暫停拘監之事、至于該上審院判決之辰、

○第七十四條 若已受理、而這案要宜再行預審、則上審院自理、或委托以行審究、如對質、究根脚、究問、及用各方法、俾發寔事、

預審完而上審院察係可以對質判決、則另銷這案定、並一切有阻礙於再審之行爲手續、該院亦另預定各當問之問題、且交犯人、等于未審這案之一審判衙門究辦、

○第七十五條 何辰因干犯人等、中之一人或數人、已死去、或缺席、或辰効已消滅、上審院察係不可對質判決、另於當事人或代理人之面前擬處、不必先行取銷、並不必交付于他審判衙門究辦、

當此場合、該院另取銷前日所彙結之冤案、且隨其可否、除去死者之罪名、

第六章 暫放

○第七十六條

駐省審判官於當究問之辰、或於抗辦之前、得準暫放干犯人在外候

●三 案結後、若這案之一證人有爲人摘告、干假證陷害被告人之罪者、再審辰、這證人不得復作證、

●四 案結後、偶發一事、或搜出當初未知之書類、足爲犯人冤枉之明證者、

○第七十一條 屬上條所敘第一至第三款、有請再審之權者如下、

●一 北圻南案首憲、

●二 被罰人、若該無能力、則屬於法律上代理人、

●三 若被罰人已沒、或缺席、則這權屬於該犯之配偶人、或子女、父母、承嗣人、受遺人、或何係經受該之明白委托者、

屬上條所敘第四款、惟南案首憲有再審之權、仍南案首憲須經得會同之意見、方可決定、這會同設立、有上審院大法審判官二員、並律師一員、每歲首由南案首憲所指定者、

於歲首或於年內、并可遴設預備員、以代會同中各員之寂往或阻事者、若上審院需人、則可擇預備員於大法各初審衙門中之審判官、

○第七十二條 凡會同之意見、宜守秘密、惟可達與南案首憲而已、

○第七十三條 上審院所受理乃由南案首憲之請求、這請求或就職權上自行或爲當

受者、再行拘監、

凡暫釋及收回成命之事、由統使官炤南案首憲所提請而定之、

○第六十七條

何係已得審判衙門結無干之案、則宜立辰放釋、無須俟滿南案首憲抗告之期限、

○第六十八條

凡罰金案之摘錄、應交省官施行、

何辰案內已擬干犯人宜賠償損害或償還物項于勝訴人、而該干犯人不樂願担受、則勝訴人得炤民事訴訟法請施行之、

○第六十九條

關於拘束當事人、以責還罰銀、例費、損害、及償還各款、另炤北圻南案刑律中所敘施行、

第五章 再審

○第七十條

不論何衙門及何罪案、凡屬於重罪或輕罪之擬結、而有下列理由者、均可請再審、

●一 屬人命案既結之後、仍具有各項證紙、足為這人未死之證據者、

●二 屬重罪或輕罪案既結之後、復有其他案結擬他犯、亦同這一事、此足證明其

間必有一人被冤枉者、

該衙門宜遵照上審院所定之律意而擬處、

◎第六十二條 若原審衙門再結擬之案而與上審院之律意相符合、則此後抗案之書狀、概不認受、

第四章 施行

◎第六十三條 凡案本須有正審判官及錄事官署名、未署名之前禁不得抄出及摘錄、

◎第六十四條 屬於違警罪或輕罪或重罪之、終審案之摘錄、則由經結此案之審判官批准施行、

屬上審院審定之摘錄、則由南案首憲批准施行、

◎第六十五條 凡違警或輕罪或重罪之案、則於抗案或抗告限滿後之二十四點鐘內宜施行之、除屬於後敍第九十一條之例外、

凡被拘監之罪、倘於上審院判決之前、所受監究已滿被罰之期限、則宜即行放釋、

◎第六十六條 若被罰監之犯於拿監辰、已擔受罪限之半、可得暫釋、仍這例不施于再犯人等、

凡得暫釋之人、若有公然不善行爲、或有違悖暫釋辰所定之條例、則炤原限之未擔

限以宣案之日起算、

◎第五十二條 這限內、如有乞銷案者、則案務之施行、得展緩至上審院審定之日、除屬違警案外、

◎第五十三條 南案首憲請銷終審之案者、以二個月為限、計自宣案之日為始、

◎第五十四條 南案首憲之請銷案、則須通達于干犯人知之、

◎第五十五條 當事人之請銷案、則須開呈于已結還案之正審判官、

◎第五十六條 只因濫權、或越權、或違律、以結案者、方得請銷、

◎第五十七條 請銷案而敗訴者、則問以罰銀三十元、仍這例不施于南案首憲、

◎第五十八條 銷案之事則由河內上審院只炤筆錄上會審于議事房內、

◎第五十九條 自乞銷之日、當事人可親行或借律師呈出各項說明書于上審院、仍不可因此而延緩其審定、

◎第六十條 南案首憲為保存法律上價值、而請銷案者、可於上敘期限既滿之後行之、這場合則不得交付于其他之審判衙門再審、並這銷案事雖經宣告、亦不得為當事人之利用、

◎第六十一條 上審院既經銷案、其一切案本筆錄、該院另付回於原審之審判衙門、

案首憲文牘房接認案本摘錄之日爲始，這摘錄後列第九十三條所叙，在監室內之受刑人，而請抗告者，宜引之呈面於正審判官。

◎第四十七條 抗告駐省審判衙門初審之案，則上審院中須有一員，察案件筆錄，修一意見書呈出，方可審究彙案，這彙案事，只在南案首憲文牘房接認案件筆錄後之一月內。

◎第四十八條 凡遞呈于上審院之案件筆錄，須有審問諸文件，並當事人呈納諸文件，及案一本。

◎第四十九條 於抗告限內，及現當審判抗告之辰，除監究外，其案擬之施行，所應展緩。

審判官或錄事官，另炤上審院正審判官或南案首憲所已計列當事人及證人等之姓名，喚出於上審院前。

◎第五十條 上審院通常據筆錄上審判，除何辰當事人或干犯人等乞登堂呈面，或上審院察應催問外，仍何係屬重罪者，則宜喚出犯人於法庭，俾該得辯論。

▲▲ 第二節 銷案

◎第五十一條 準許當事人得有完全三個日以乞銷初級或第二級終審之案，這期

不出席，則其抗案開叙，視為無效。

凡缺席案而已抗案者，則抗案後所彙之案，不得再抗，只得抗告而已。

● 第三章 上告

▲ 第一節 抗告

◎ 第四十四條 正審判官既宣案之後，宜曉示與當事人等知有抗告之權，之期限，這曉示事須叙入案文內，若不叙及，則這案無效。

◎ 第四十五條 得請抗告之案如左。

● (一) 初級審判衙門所擬處之違警罰監案。

● (二) 駐省審判衙門之各初審案。

抗告屬於違警罰監案者，則當事人於宣案後三日內須開呈于初級審判官或錄事員，其這案之覆審權屬駐省審判衙門，駐省審判衙門可得只於筆錄上審究，這衙門之覆審，當視之為終審之案。

◎ 第四十六條 抗告屬於駐省審判衙門之初審案，則當事人於宣案後三日內，須開呈于駐省審判官或錄事官。

南案首憲之抗告，則須於一月內錄送于被告人或受刑人知之，這期限計自河內南

◎第四十一條 凡彙結之案文，則審判官宜自爲之。

案文之正本，宜有正審判官署名鈐印。

無論何等罪案，審判官均可責受刑人賠償稱當之費損於被損害人。

凡屬審判例費各款，亦令受刑人擔受，若被告人係是無干，則這例費各款，可責原告者或誣告者擔受。

▲第六節 缺席案

◎第四十二條 凡干犯人於催究限內，無有呈面於受理之初審或上審院者，另炤缺席

例結案。

自錄送這案于犯人的身或其住貫之後五個日，並炤路程凡三十箕，贖準加一日之期限內，而該人已由正審判官告抗案者，則這缺席案無效。

這抗案事，宜立辰編入錄事房之別簿。

仍何辰這錄送紙，不交與犯人的身，或無有由一施行之事，而足爲該犯人得詳知之證據，則聽該犯人得有抗案權，至於施行辰效消滅之期。

若不詳該犯人之現住貫，則交付這錄送紙于該犯最後所居地之鄉會館。

◎第四十三條 抗案者之開叙，應與被催究於次期審究之事同視，若於次期開庭之日

炤之(陳敘干犯人抗辯各理)

炤之向上各理證據已充由(某)名於、、年、、月、、日在(某)地干犯、、、、

炤之這罪屬第、、條(或第、、等條)(須盡錄所引條律)(若有當輕減之情狀亦須明敘)

爲此各理

炤上已叙各條律擬結(某)名被罰、、

飭令交還(或籍沒)所已押收之物件(計列這物件名目)

這案已於、、年、、月、、日完結

干犯人已於、、日送監

若究出無干則炤如左之規式

炤向上各理證據不充由(某)名於、、日在、、地方無干、、事

爲此各理

準(某名)免議並得立即放釋除干別情被監外

於宣讀案文後本職已立即曉示各當事人俾該等知有準許完全(干)日以便抗告

之辰、

凡不可久留之物、並不可豢養之諸畜物者、則可得寄守或發賣之、仍宜計編于編本內、且附釘于案件筆錄、

第五節

彙案

○第三十六條 審重罪之開庭日期及辰刻、則駐省審判官另臨辰選定、

審輕罪之開庭日辰則有定期、每禮拜一次或數次、

○第三十七條 凡無被監究之被告人及察當質問於開庭辰之諸證人等、則宜炤上第十八條所叙催究、

計自交傳票于當事人之日、至該等上堂之日、至少者亦須限三個日、仍何係住所遠者、炤三十箕臚蔑、得增加一日期限、

○第三十八條 在法庭上駐省審判官須親自訊問、並對質于犯人、控訴人、或告覺人、及所當問之諸證人、且陳設諸贓物、又有辰宜將有益之編本及筆錄宣讀、以發寔事、

○第三十九條 另繕其有正審判官署名之一辯論編本、內敘當事人與證人之口供詞、或對質事、且叙已宣讀書類並陳設贓物之號數、公判後、正審判官傳于犯人聽得援理抗辯、

○第四十條

審究事清、正審判官、炤左列之式彙案、

◎第三十條 何辰初級審判官代行預審事、係已辦完、宜將各項筆錄、納還駐省審判官、并繕一稟詞、內敘這事情狀、並自己意見、

◎第三十一條 何辰證據已確或推測已定、則駐省審判官宜出一令紙、內叙被告人所應結擬、屬何罪目、

於這出、令紙內亦宜定開庭日期、

◎第三十二條 凡應得免訴者、審判官可出一免訴令紙、立放被告人、仍同時以這令紙之抄本、遞呈于南案首憲官、有辰首憲官於接認此令紙後之八日內、得有抗告權而請求審判衙門、再催免訴人審究、

◎第三十三條 何辰究出業務、屬於他審判衙門有結擬的權、則另交付其事于有的權之審判衙門、並遞交這事各項筆錄、

▲第四節 贓證書類及物件

◎第三十四條 原告人或告覺人、若有執何等書類爲贓證者、則須以其原本與控狀同辰呈納于審判官、

後來遞納之書類、則審判官可駁却之、

◎第三十五條 審判官須留守其當事人呈納或職役人押收之贓物、至于上審院究處

這書內，須著年月日，審判官署名鈐印。

◎第二十四條 凡已認委托之責，須謹慎辦理，以速爲好。

若有疎率，或不肯認辨者，應如例擔受其責。

◎第二十五條 當事並證人之口供，預審審判官須編入編本內。

◎第二十六條 凡取證人或當事人口供，並質問事，須別寫每人一張，又詳編該等之姓名、年庚、職業、生貫、住貫，若證人與當事人，係是何等親屬，或婚姻，或奴僕，必須明敘，取口供辰，要宜抄出的確並完備，勿得缺略。

◎第二十七條 取證人口供詞，須明叙所問之證人，已端認供開之責。

這口供詞另讀與供開者知之，該與審判官同署，姓名，若這詞非審判官親寫，其代寫人亦須署名，若證人或當事人不知署名，或不願署名，詞內亦須叙及。

◎第二十八條 凡質問編本之正本，及取口供詞，須釘入這事筆錄。

◎第二十九條 其必要之勘察等事，如抵處履勘、察驗，或用醫術檢查，或使被告人與證人對質，或舉鑒定人，或取通言、穩婆、工匠、守卒人等，其舉辨人，須各自繕一編本，附釘于案件筆錄內。

審判官又須究察被告人前日有無干案。

無論如何場合、這傳票要合釘於案本筆錄內、

若被傳人、係是已被拘監之人、則由監守人送達這傳票于被傳人、

◎第十九條 要諸證人得便向候於審判衙門之前、須量該等之常業、及住所遠近、給以適當期限、

證人已經供開或已與犯人及兩造對質之後、即放回、

◎第二十條 凡證人已經罔例催究、無有何合理之緣故、而故意不向候者、可強令出席、並責罰銀自一元至十元、及罰監自一日至五日、或二者只受其一、

◎第二十一條 倘有當事人或證人或被告人等、住在別轄、則其傳票另交與該等所往轄之審判官、

◎第二十二條 凡關於預審事、如派鑒定人、搜索、押收、檢證、抵處履勘等事、則受理之審判官、可委托轄內之一審判官、或派飭正總里役代辦、若要於別轄舉辦、則委托別轄之審判官認辦、

若受委托者係駐省審判官、則可再委屬轄之審判官、或應辦這事之所在總里、

◎第二十三條 凡委托者須用書紙委托、書內要明叙主要之緣故、所應辦之事宜、及所宜問於當問人之各問題、

▲第三節 預審

◎第十六條 凡被拿者於拿獲後二十四點鐘內，須由初級或第二級審判官當堂究問，且曉示其被拿之故，一切究問事宜繕一編本、

這編本又宜讀與被拿人知之，該另與審判官同署姓名，若該不知署名，或不願署名，詞內亦須敘及、

◎第十七條 駐省審判官，若以有便於質問之事，得以委托於輕重罪所發生之所在審判官，代行預審、

若有駐省助辦審判官，則可以委托該助辦官，代行預審，無論如何場合，駐省審判官，有督行預審之責、

◎第十八條 凡已詳計在控狀內之證人，及審判官料擬所當質問之諸人，均另催究，催究宜用一傳票，略叙催究之緣由，且訂示上堂之日，這傳票內須著年月日，並有審判官或錄事官署名，及鈐審判衙門之印，寄交于被傳人或所在里長，被傳人既認此票，須親自遞納還此票于審判官，若里長之認票而不遇被傳人，亦必於票上署明，寄納于審判官、

宜押篆爲誌、

審判官或代理員當行職役之辰、有催召兵力之權、以助辨其事、

▲▲ 第二節 札拿及監究

◎第十三條 除何辰場獲及有人端認告覺、如第三條所叙之兩場合則可拿解外、其他倘無審判官飭拿、不得捕拿、

拿札內若已知被拿人之姓名、則須詳敘及敘明形樣、俾得尋覓認識、札內又須略叙被拿之緣故、且著年月日、審判官署名並鈐印、

◎第十四條 何辰被拿之人、其名已在札內、而情疑逃往別轄、則須轉咨該轄審判官、即派尋拿、

若被拿之犯人、逃入大法國讓地、如河內海防等處、則須咨呈于北圻南案首憲、傳飭尋拿、若拿獲另飭解交原審之審判官認辦、

若犯人逃入法人屯田所、則須咨呈該省公使或代理官飭拿、

◎第十五條 既施行後、這札須交還于原發之審判官、並同辰解納所拿獲人等、何辰日拿獲、或不能拿獲、亦註于札內、納還審判官、

何辰解納犯人于審判衙門、而未有拿札者、審判官擬定監究該犯、宜繕一拿札、俾合律、

凡初級審判官於履勘辰所究問之事、宜逐一詳繕編本遞呈于駐省審判官、

○第十一條 惟駐省審判官、擔有責任督辦預審、屬於轄內所發生之重罪及輕罪、而該員所以受理者、由有左之緣故、

一 或由當事人之控狀、

二 或由第三人之告覺、

三 或由省官之咨文、

四 或由初級審判官之呈文、如第十條所叙者、

五 或由北圻南案首憲之咨文、

六 駐省審判官亦得受理所目見之犯、

該審判官已經受理重罪及輕罪、宜親行或委員炤辨有益之勘驗、或飭所在職役勘辨、並探索犯人、何時有人命案、駐省審判官得飭致命處之所在社村、保存原跡、禁不得移易、以待到自、已履勘之時、

○第十二條

何時地轄內有警務資之各員、或正副總、承審判官飭行勘辨、可以親抵犯者住所、以搜索押收關於業務之物件、俾發寔事、

凡物件經已押收、宜包束完緘、或置在匣內餅內或包內、外粘一紙片、而抵處押收之人、

○第八條 凡被害屬於重罪及輕罪者、有請求明究之權、遇被害人可向審判官或行

政衙門面控、或投狀、狀內詳計姓名、年庚、藝業、生貫、住貫、且詳叙所控之事、若被失盜、須詳計所失之物件、若失物數多、一辰不能盡憶、得於預審限內、修單續開、

若控犯姦之罪、則控狀內、須附釘合律之婚娶證書、

何係出控者、宜同時開證人之姓名、

○第九條 凡地轄內或村社內有警務之責、或總里、因被害人之出訴、或因他故、而覺

得地轄內有犯輕重罪者、宜即報于所在審判衙門、並須盡力設法探索該犯、及集取
賊證、

該等員探索得何等情狀、何等賊證者、宜即繕一編本、寄呈于所在審判官、且附釘控狀、
並憑證物件、

凡有犯人被場獲、或爲人端認告覺而被捕者、則凡有職務等員、宜料辦解納于審判官、

○第十條 凡初級審判官、已經受理屬輕重罪之一事、宜即呈駐省審判官知照、並親
行究問、俾知果有重罪、及輕罪、且速行集取有益之各證據、以發定事、

遇有人命之案、則初級審判官、宜即親履致命之處、督飭保存原跡、不準移易、以至於
炤律勘驗完竣之時、除何時有未死之被傷人必要赴救外、

(甲) 若有編本、則宣讀于當事人面前、

(乙) 若有證人、應質問之、

(丙) 若有被害人、應聽該人請求如何、

(丁) 聽被催人當堂辯論、若有指引證人、應質問之、

審究完、則審判官宜定案于本開庭之日、最遲者亦於次期爲之、

◎第六條

凡違警之案、須修一別簿、置在審判衙門文牘房、每月初級審判官、須彙編月內所擬各案、及計編罰監罰金並賠例費各款、遞呈駐省審判官、駐省審判官閱完、轉呈北圻南案首憲、除罰監之案聽得控告外、其他違警之案、係是終審之案、惟可請銷案如第五十一條以下所敘者、

北圻南案首憲、另立規則、以定屬違警案之格式、

● 第二章 屬於重罪及輕罪之事

▲ 第一節 探索重罪及輕罪之犯

◎第七條

無論何人、目見犯人干犯重罪及輕罪、均宜阻止、且須救護被害者、若重罪或輕罪之事已行、而阻救不及、則目見者須即訴與附近之職役、並挈助捕捉其犯、解納于所在之鄉職或審判官、

刑事訴訟法

第一章 屬於違警之事

○第一條

凡屬違警之事、省府縣各行政官及地轄內村社內有警務之責與總里、皆可探索及勘檢並認收報告詞及告覺與控狀、

該等員繕編本、內詳敘違警之事、及其情狀、時候、場所、與情疑干犯之憑據或證跡、初級審判官之受理、係由接認如上款所叙之各編本、或由被害者之控狀、或由場獲違警人、

○第二條

無論如何場合、凡違警事未成終審之案、則不得因何緣故、拿監違警之人、

○第三條

違警之罪、以編本或報告為憑據、若無編本、亦得以證人為據、這編本有時亦可為他反證所排摘者、這反證係用書證、或用口證、仍應由審判官準許方可、

○第四條

凡催就初級審判官面前者、須用一常札、或口傳、於開庭之前、審判官親自值定、或使人值定損害各款、且自繕或使人代繕各項有用編本、

○第五條

凡審究違警之事、須要公開法庭、否則無效、其審究辰應行之次序如左、

● 第三章 上告

○ 第一節 抗告

自第四十四條至第五十條

五六、五七張

○ 第一節 銷案

自第五十一條至第六十二條

五七、五八張

● 第四章 施行

自第六十三條至第六十九條

五九、六十張

● 第五章 再審

自第七十條至第七十五條

六十一、六二張

● 第六章 暫放

自第七十六條至第七十八條

六二、六三張

● 第七章 開復公權

自第七十九條至第八十六條

六三、六四、六五張

● 第八章 監室

自第八十七條至第九十條

六五、六六張

● 第九章 總則

自第九十一條至第一百條

六六、六七、六八、六九張

刑事訴訟法

目錄

● 第一章	屬於違警之事	四十三、四十四張
自第一條至第六條		
● 第二章	屬於重罪及輕罪之事	
○ 第一節	探索重罪及輕罪之犯	四四、四五、四六張
自第七條至第十二條		
○ 第一節	札拿及監究	四十七張
自第十三條至第十五條		
○ 第二節	預審	四八、四九、五十一張
自第十六條至第三十三條		
○ 第四節	贓證書類及物件	五十一張
自第三十四條至第三十五條		
○ 第五節	彙案	五二、五三、五四、五五張
自第三十六條至第四十一條		
○ 第六節	缺席案	五十五張
自第四十二條至第四十三條		



◎第一百五條 凡調停之事、已經民社順願者、仍不得施行於統使官未準許之前、

◎第一百六條 凡安南兩社爭訟公田土之事、則該治衙門有審判權、以公使官之斷定爲初審、統使官之判定爲終審、

◎第一百七條 對於個人及對於動產之案類、以其案文之摘錄施行之、屬其他案類、則以一抄本施行之、仍個人及動產案之抄本、若有索取、可付給之、但索取時、負債人僅給還抄寫摘錄本之費損便足、

◎第一百八條 凡送達及施行之事、不得舉辨之辰期如下、 每日晚六點鐘之後、大法國紀念日、大法國律所認之節日、禮拜日、南曆歲首自初一至初七等日、五月初五日、七月十五日、八月十五日、十二月最後之三日、南國

萬壽節日、除有意外緊急危險事、由審判官準許施行者、不在此例、

◎第一百九條 南案首憲、監察北圻各審判衙門一切案件之施行、並凡有何事爲施行之阻礙者、有得請求各審判衙門審辨之特權、

◎第一百十條 一切手續與本律所定之規則相反者、均無效、

每一月另以這日記簿之摘錄寄呈于河內南案首憲、有正審判官及錄事官簽字于這摘錄內認寔、

◎第一百一條 何辰以社村團體而向初審衙門(或司法審判衙門或行政審判衙門)行訴訟者、須先有本省公使官之準許、若向上審院行訴訟者、須先有統使大憲之準許、違此者無效、

◎第一百二條 凡人欲對於一社村上行訴訟者、宜先修一說明書、詳述該請求之事件、及緣故、由本省公使官呈納、公使官給一認紙、此說明書既經呈納、則一切消滅、辰效或失權之事、因而停止、

公使官於既接認說明書之後、若不能調停或不能和解、則另準社村團體得抵審判衙門以行抗辯、

◎第一百三條 何辰公使官罔依本省官之意見、而不準許社村得有訴訟之權、則其斷定書內、宜叙明各理由、若社村不服此斷定、則里長宜取社內之耆役之同意、另修書狀上告于統使官、以統使官之判定為終審、

◎第一百四條 凡公使官罔省官之意見而斷定、或統使官應為上告事之判定者、其期限以二個月、計自認狀之日始、

室移往於他監室、此辰另定方法、以施行該審判衙門之判決、

▲第五節 總則

◎第九十七條 凡初審衙門與上審院之法庭、則宜公開爲之、除有妨礙治安或妨礙風俗之辰、則可傳示不得傍聽、仍這事宜於案文內明敍、

無論如何場合、案件及審定、宜公開宣讀、而案文內須詳叙各理由、否則視爲無效、案文之正本、須有正審判官署名、凡有錄事官者、則錄事官亦宜署名、

未署名之前、不得抄出或摘錄、

又編入陪審官之姓名、至如上審院前、亦編掌理官之姓名、

◎第九十八條 上審院前、原被兩造、得隨意呈出有用之說明書、並得用律師以爲他之辯護及代表者、

◎第九十九條 正副總、及當次鄉職等、宜指教總社內人民、以該等之權利、之本分、且又得和解總社內人民所抵呈之事、

仍人民欲直達於有審判的權之審判衙門以行訴訟者、亦可無須呈達總里、

◎第一百條 每一審判衙門、宜有一日記簿、略註所發生之案件、原被兩造之姓名、事件之性質、及其判定、與審判官及陪審者之姓名、這日記簿由正審判官簽字、

◎第八十八條 若負債人有急速審判之請求，其監守人立即引該向所在審判官之面前，這審判官當堂用急速審判法，另決定拘監或放釋。

◎第八十九條 凡有誤認負債人的身之證據，或屬於第八十二、八十三、八十四等條所準免之項，則當得放釋。

◎第九十條 凡放釋之令，宜立即施行。

◎第九十一條 債主須逐月先給還其由拘監事所生出之各項費損，若不續行納費，則俟至過限第一日之午辰，其監守人得有放釋負債人之權，嗣後不可以此債款，再行拘監。

◎第九十二條 拘監負債人之期限，遵北圻南案之刑法第三十五條所規定施行之。

◎第九十三條 負債人已受二年之拘監期限，則不得以捕捉前之別債款，而再行拘監。

◎第九十四條 監守人得放釋負債人之辰。

第一 若債主或擔保人準許之辰，另將放釋之事，旁註入囚人名簿內。

第二 若負債人辨還，或將債額寄納於監守人掌中之辰。

◎第九十五條 凡請求取銷拘束案及放釋之事，宜有負債人遞呈之書狀。

◎第九十六條 其初審審判衙門，得因關重之緣故，令暫辰放釋負債人，或令自還監。

爲負債人未成丁之子之利益起見、審判官得以延緩拘束之施行、至一年限內、

◎第八十二條 這拘束之事、不得施於無商買之未成丁、六十歲以上之年老、並無公餘商買之婦女、(除凡爲財產主人、或享財產利息、得有該治本財之權之婦女、而因這財產而發生債務之契約者外)、並被拘束者之孀婦及承繼人、

◎第八十三條 凡債主對於負債人、而爲下列之親屬者、不得施行拘束之事、一則負債者之配偶、二則該之尊長親屬、及同胞兄弟姊妹、三則該之叔伯姑舅、與祖伯叔姑舅、及孫姪等、並同行之戚屬者、

◎第八十四條 其拘束之事、不得同辰並施於其夫及其妻、雖債款各異辰亦然、

◎第八十五條 何係負債者而確係良善人、但因災變、致因不得已而不能償還債款者、則禁不得施以拘束之事、

◎第八十六條 於未捕捉負債人之前、其承發吏或特舉之耆役、據債主一定之請求、傳令於負債人、限三個日內宜辨還、且告知倘該不遵辨、另被捕捉及拘監之、

◎第八十七條 凡債主將送監負債人者、其監室之監守人、須使交出原案之正本、或抄本、或摘錄、或審判官命令、屬於拘監之證據者、並令債主預先存寄一月給養之支額、

◎第七十六條 凡承發吏或受委發賣之耆役，不得直接或間接而競買這所鬪價之物項，一切私肥之鬪價發賣均爲無效，對於行差押有損害者，亦應受賠償。

◎第七十七條 其原告之債主，宜擔保例費之償還，並可令先納，無論如何場合，其例費款宜就發賣所收入之數扣除之，並摘取於未分給之前。

◎第七十八條 無論發賣動產或不動產，原審判官由自己之意願，或當事人之請求，可以親行，或派一轄內之委員，抵現行發賣之處，檢示其事，當此場合，檢示之各員，宜署名入發賣編本。

▲▲第四節 拘束負債的身

◎第七十九條 拘束負債的身，係一非常之強制方法，務使有奸心之負債人，踐行其契約。

凡拘束身體之施行，原不阻礙不停止其訴訟或差押之事。

◎第八十條 凡初審衙門及上審院所究處屬於南人民事商事訴訟之案者，皆可以拘束身體之方法施行之，仍宜於案文內明準，若不敘及，則不得施行。

◎第八十一條 凡審判衙門所立之案，有準拘束之事者，審判官可以延緩拘束之施行，至六月之期限。

若所定之價不能發賣者，則可隨意鬪價，仍所鬪之價，不得少於一元。

○第七十一條 於鬪價辰，以鼓爲號，每鬪一價，須鳴鼓一聲，以五抄鐘爲限，若於鼓三聲辰，無有何人出高價者，則所賣之物，由最後之出價人賣之，其所賣款須付現銀，及買得者，宜納百分之二之花紅金。

○第七十二條 凡無資力而自出競買者，問以罰監自一日至五日，並罰銀自一元至三元，如有損費者，可責賠之，此罰款由管轄之審判官，炤承發吏或特舉耆役所呈上之編本問擬，承發吏或耆役已經寫一編本，敍這競買人確無償還之資力者，則銷這競買之事，又將這不動產，登辰再行鬪價，倘行差押之債主，允認買產人或保領人之資力，則免行取銷。

○第七十三條 承發吏或特舉之耆役，所繕出發賣不動產之編本者，須有他一耆役簽字，並押該社篆跡，其負債人宜撰將一切財產之證書，交與買得者。

○第七十四條 凡違上列規則之發賣事宜者，則對於差押人，或其他登記質簿內之主，概視爲無效。

○第七十五條 其發賣所收入之銀數，依第六十三六十四等條所敍，除損費外，另行分給。

所給之限內、該不遵奉案中所述者、則炤原告債主之請求、差押其產、

○第六十六條 凡屬於差押不動產之事、則承發吏或所特舉之耆役、宜修一紙、明敘不動產之產物、並誌別其界限、及已登入納稅之記簿與否、其被債人及差押人均喚出、以成就其行爲、倘兩造欠而、亦不能中止其事之繼續、

○第六十七條 財產目錄繕完、則承發吏或者耆役宜粘出揭示紙三本、炤上第五十七條之規式行之、

這等揭示紙、炤依前叙規式、且又誌明不動產之名目、之界限、並面積之大畧、及所定之價值、與前主人等之姓名、

○第六十八條 這紙既粘揭、宜具修一編本、內敘屬於粘揭之事、其發賣期限、最早者亦須於粘揭後三十日、

○第六十九條 除發賣日外、是日之前、如有請求抗發賣事、如認分或索還此差押物項之財產、及叫柰此財產原已置用屬何款者、則一切行爲、停止至於審判官判定之日、

○第七十條 若無何等阻礙、則發賣事宜另炤所定之期日、依原告債主所定之價發賣、倘無原告人定價、則由承發吏或所特舉之耆役定之、

守人所守物項、有欠失者、承發吏或耆役、宜繕編本計編欠失數目、取看守人供開、以其事具呈於這所在之審判官、

○第六十二條 其發賣事宜、宜炤財產目錄內之估價、鬪價發賣、若發賣不遂者、此辰另隨意估價、仍鬪價之物價、不得低過十仙、

○第六十三條 承發吏或耆役、宜修一編本、叙發賣之事宜、此辰若無他債主、爲還債之阻礙者、承發吏或耆役將發賣收入之銀數、除費損外、當被押之負債人或二證人之前、交付于原告之債主、以充負欠額爲限、

若賣入款足以充償、則屬這案之一切訴訟書狀、及初審之案本或上審之審定另交付于被押之負債人、若入款不足還債、則這訴訟事文件、交付于原告債主、債主宜寫編認詞、內叙認這案文件及款項數目、交與承發吏或耆役執炤、

○第六十四條 若債主至數人者、則賣入額之分割、宜炤數多少差分之、除何辰有人於案中已準得享優先之權外、若各債主因分給之事、動生異議、則承發吏或耆役令該等宜向審判官之前控告、待有審判官之令、承發吏或耆役另將該等所得之分交付、

▲▲ 第三節 發賣不動產

○第六十五條 凡負債人有不動產者、倘已送達初審或上審之案、而於第五十一條

律所定之罪問擬、

◎ 第五十七條

承發吏或者耆役繕完財產目錄之後、即寫揭示紙三本、一本粘在該地方公所、一本粘在被差押者之門戶、一本粘在最附近之市場、

這揭示內明叙發賣之日期辰刻、及場所、物項、並被差押及行差押者之姓名、這揭示之各本、題顏宜大書、因案發賣、并繕修揭示之承發吏或者耆役署名、

自粘揭後、最短之期限、須至八個日、始行發賣、承發吏或者耆役宜修一編本、屬於粘揭事、並明叙粘揭之辰日、

◎ 第五十八條

何人就認這差押之物項、或這項中之一二件、稱爲已有者、得爲發賣之阻礙、仍最晚亦須於發賣前之一日、向該承發吏或者耆役詳叙、若至發賣日、絕不認受何等之陳叫、

◎ 第五十九條

凡抗發賣及叫乞分割等事、則炤依上條所叙之期限、由原審衙門遞呈、仍抗賣而敗訴者、亦可賠償於行差押者之費損、

◎ 第六十條

當差押期間、若有他債主、更呈出一案本者、則無須再行新差押事、仍承發吏或所特舉之耆役、須證認該呈出之事、另準該得參加入發賣後有分割之權、

◎ 第六十一條

至指定之日、承發吏或者耆役將所差押之動產關價發賣、仍須先檢看

各理、這傳令事宜記入施行編本、

▲▲ 第二節 發賣動產

◎ 第五十一條 負債者倘於傳令後之三日內、而不妥辨、其承發吏或特舉之耆役、於這限滿後、據債主之請求、詳編負債人之物件器具、另行差押、這物件器具之財產目錄、宜於債主及負債人之前面爲之、或已正當喚出而欠面者、亦得爲之、

◎ 第五十二條 凡債主行差押辰、炤律宜有一定住所、或於所在鄉會館、或可自己擇定一住所在該社內、當其行爲、如有傳票及通報、均由該住所遞交、

◎ 第五十三條 若負債人或行差押之債主、至指定之日、及辰刻而欠面者、其承發吏或特舉之耆役、宜喚出附近二人、以爲編財產目錄辰之見證人、

◎ 第五十四條 承發吏或耆役、於財產目錄之冊內、須計編負債人住所所有之器物、並估這物項之價、要得不適、

◎ 第五十五條 倘一切器物、估價不及五元、承發吏或耆役不須繕財產目錄、只應立一編本、內敘負債人無力情狀、除何辰債主認買到五元之價外、

◎ 第五十六條 凡財產目錄繕完、承發吏或耆役遴一人以看守差押物項、或可交托于被差押之人看守之、凡看守這物項之人、一經問及、須炤數檢呈、倘不檢出、則炤刑

之保證物、

◎第四十六條

但不可差押之物項如下(一)被差押者之現著衣服、(二)工匠手藝必需之器具、(三)被差押者及家眷一個月需用之食料、(四)被差押者及家眷之寢具、(五)置爲祀事之財產器皿及留爲養老之財產、而但與其子分產一份相等者、(六)負債人之上錢、之月餉、及俸給各項四分之一、

◎第四十七條

債主如得案準、方有差押並使發賣負債人財產之權、且得拘束負債人身體、以便踐行其契約、

◎第四十八條

債主欲施行其初審院之案、或上審院之審定、屬於負債人之財產或身體、須提出案文之抄本或摘錄、炤第一百七條所敘、

其案文之摘錄或抄本、屬於初審衙門所判定者、須有正審判官之批准方得施行、屬於上審者、須有南案首憲之批准方得施行、

◎第四十九條

每一社內若承發吏或里長、或他耆役、經由省憲特舉者、有送達屬司法權之各項文件于當事人之分事、

◎第五十條

何社已經有承發吏者、則施行案務、由承發吏、若無承發吏者、則施行案務、由特舉之耆役、均宜於施行之前、傳令於負債人、飭自願遵炤案件或審定所判決

◎第四十三條 凡第一級或第二級審判衙門既終審之案、而有左列之緣故者、則兩造得援引而請銷、其期限在三日內、計自宣案之日起算、

一 越權

二 濫權

三 違法

這請銷書狀、則由河內之上審院(銷案院)審究之、

於上審院既定銷案之後、則該院另以案本筆錄寄交于原審衙門、或同等之審判衙門、此各衙門宜遵照上審院所定屬還案之律意而擬處、凡屬於本條之請銷事、宜遵照第三十六條所敘之規則、

● 第二章 施行方法

▲ 第一節 送達及命令

◎第四十四條 凡施行終審之案、或無抗告之案、則施行之權屬於原審衙門、或上審院所指定之衙門、

◎第四十五條 凡負債所有之財產、屬於動產、或不動產、有形產、或無形產、概視為債主

◎第三十九條

請銷而敗訴者，則宜擔受罰銀，若有損害，亦可責令賠償。請銷而勝訴者，則一切原案所擬結之事，均行作廢，此辰當事人情狀，與未訴前無異，其所責先納之罰金，宜炤交還原人，並因原案而所得賠償各款，亦均交還於受賠償之人。

此辰兩造之訴訟事，得行再訴，審判官究處，當以新訴訟事視之。

仍這請銷狀之緣故，而屬於第三十四條第五項所敍之場合者，則毋須再訴，此時審判官，只令當事人遵據前次之案，且又可炤刑律內一百四十八條所定以施行之。

◎第四十條

凡經已請銷之案，或已經駁却請銷書狀之案，或再訴之案，則一切當事人，不得援何等之緣故之方法再行請銷。

◎第四十一條

無論如何場合，南案首憲亦得請銷終審之案件，或審定，其期限在一個月內，計自南案首憲文牘房接案件摘錄，或上審院宣審定之日為始。

◎第四十二條

南案首憲亦得為保存法律上價值而請銷第一級或第二級審判衙門既終審之案，而這請銷事則不定期限。

這請銷事，則以河內上審院為銷案院而審究之。

但請銷之事已經宣告，不得交付於其他審判衙門，並不得為當事人之利用。

◎第三十六條 請銷案者則呈書狀於原結這案之正審判官或錄事官書狀內宜炤

第二條所列規則、而且敘明請銷之緣由、這書狀既經呈出、則審判衙門宜給一編認紙、凡請銷案者、須於呈請銷狀之後、三個月內、先寄三十元罰銀於審判衙門、過此限而不納銀者失請銷之權、

何人確無資力者則可免納銀、

◎第三十七條 罰銀既納之後、則審判衙門宜以請銷狀及這案一切筆錄寄呈于南案首憲、

南案首憲於十日內宜交付這案一切筆錄於有審判的權之審判衙門、並附釘交自己之意見書或請求書、

◎第三十八條 其得有再審這請銷狀之權之衙門、及審判官、係是原審這案之衙門及審判官、

審判官或錄事官宜炤上第十條所敘、以其事通知于當事人、

凡非關於當事人請銷狀、或南案首憲請求書之內所開叙之方法者、則審判官毋得聽受審究、

不得因請銷之事、而展緩其原案之施行、

第二 條例中、已指明其違此無效者、除何辰確察當事人已有默認之顯證外、何辰案中所結擬而非屬當事人所請求事、

第三 何辰案中所結擬而更超過於當事人所請求之範圍、

第四 何辰案中所結擬而遺忘其當事人控狀中所請求之一事者、

第五 何辰同一審判衙門、前後發生兩案、其當事人及所請求之緣由之方法亦相同、而審判衙門所結擬、則兩案不相符合者、

第六 何辰於一案文內、而所判決之辭、間有相反者、

第七 何辰審判衙門、只憑文書以結案、而後察出這等文書、係是假冒者、

第八 何辰於案文既結之後、而復發出當事人秘藏之文書、爲審判官所未察到、而這文書原可爲解決此案之要證者、

第九 何辰於當事人中、有未成丁之人、而當堂無監護人出席爲該辯護者、

◎第三十五條

請銷案之期限、在一月內、凡屬於上條第一至第六各項所敘者、則起算自宣案之日、屬於第七八兩項所敘者、則起算自假冒文書或秘藏文書發出之日、而要有一紙可爲發出日之證據者、屬於第九項所敘者、則起算自錄送案文于未成丁年人的身或住貫之日、而此辰則該人已到二十一歲者、

之辰爲始、

◎第二十九條 催當事人抵面候於上審院、則用一常傳票、當事人既接此傳票、宜寄還于南案首憲文牘房、而面候與否宜詳書於傳票內、計自當事人接傳票之日、至開庭之日、最少者必有十五個日之期限、

◎第三十條 上審院前、不得請求他新事、除請賠償或防禦原訴之要事者、不在此例、

◎第三十一條 自初審結案之後、凡所剩之利息、家屋之僱金、及各項附款、已經到限者、並自結此案辰所發生之損費者、當事人亦得請求賠償、

◎第三十二條 上審院另於公開法庭、直行審究、或於議事別房、或委議員中之一人、或一審判官、或一南官、專辨其事、這各代辨員、或審究於上審院、或於地方審判衙門、或於訴訟所生之處、直行調查、及爲審問必需之諸方法、

◎第三十三條 凡抗告人、敗訴者、另受罰銀四元、由銀庫遞納、

▲第六節 請銷案

◎第三十四條 已終審之當席案、而有左列之緣故者、兩造得援引以請銷案而再訴、

第一 何辰審判衙門於彙案前、或當彙案辰、有違悖本律所設之特別條例、而此

◎第二十三條 若在初審之案、既經宣告、其正審判官宜曉示兩造或干犯人等有抗告之權、抗案之期限、這場合案內必須明叙、若不叙及、這案即爲無效、

▲第五節 抗告

◎第二十四條 當事人得三日期限以抗告初審之案、起算自宣案之日、而抗告者須開呈于原審之審判官、

抗告之事、宜即編入于錄事房之別簿、南案首憲如有自行抗告、則計自南案首憲文牘房接認案簿摘錄之後、一月限內、宜傳達于當事人知之、這摘錄案簿之款、炤依後列第一百條所叙、

◎第二十五條 凡抗告事、則上審院宜有一員、察案本筆錄呈出一意見書、然後可以審定、然上審院之審定、不可展緩逾二月外、計自上審院接認抗告筆錄之日爲始、

◎第二十六條 凡抗告之筆錄、須內具訴訟書狀、及請求與防禦之諸終結詞、及所呈文契、並案一本、及譯出法文諸本、

◎第二十七條 於抗告限內、及現當審判抗告狀之辰、其案擬之施行、所應停緩、

◎第二十八條 抗告限內而抗告人物故、則抗告之權更屬於承續人、遇此場合準許伊人以完全三個月之增附期限、接前限未滿而行抗告、計自己送達這案於承續人

大南國保護政府

奉

保護政府並

大南皇帝之委任

公開審判

北圻、、審判衙門公開案

本日 啓定某年月日於本職面前究處(屬民事或商事)
西曆某年月日

原告、、被告、、(既出席或炤法被催究)

炤之原告某訴敍(陳述請求之事之緣由之證據)、、、

炤之被告某開叙(陳述被告防禦之方法及該預備之理答)

炤之(提引兩造已辯論之證據書件各項以定案理)、、、

茲本職擬某甲所請求各款理直(理曲)擬責某乙(或駁某甲之請求)當堂曉諭兩造得
於完全三日抗案

審判衙門諸職員並錄事官鈐印及署名

凡已認委托者、須謹慎辦理、以速爲好、

如有疎率、或不肯認真寔辨者、應担受其責、

凡當事人及證人之口供詞、其委員宜照第十二第十四等條所叙之式記載、

凡有當勘驗或當辨理諸事之辰、其委員宜寫一編本、或稟文、登記已經勘驗或行爲之事、要得明晰的確、

委托事已經辨完、其供詞及編本、或屬這事各項文書之正本、要宜納還于原發之審判官、

這各項文書、另釘入這事案件筆錄、

▲第四節 彙案

◎第二十條

審判終結之後、審判官得以展緩宣案之期、仍不得逾十五日、

宣案則宜由審判官於公開法庭內以案文親行高聲朗讀於當事人面前、

案文則正審判官宜自爲之、

案文之正本宜有正審判官親手著年月日署名及鈐印、

◎第二十一條

無論如何場合、審判官可得責敗訴者賠還他造適當之費損、雖無乞

賠者、審判官亦得責賠、

◎第二十二條

彙案規式如左、

凡諸證人之供詞正本，須釘入這事之筆錄、

◎第十五條 要諸證人得便向候於審判官之前，應量該等之常業，並該等住所遠近，給以適當期限、

已經聽證人供開，倘有應與兩造對質，須使之對質，事完即放回、

◎第十六條 凡證人已經罔例催問，無有何合理之緣故，而故意不肯向候者，可強令到究，並可責罰銀自一元至十元，並罰監自一日至五日，或二者僅受其一、

◎第十七條 倘原被兩造之一，或一二證人，住在別轄，應交傳票與該等所住轄之審判官、

◎第十八條 審判官既受理則當辦之審究事如查究、搜索、差押、勘驗、派委鑒定人、及抵處履勘、可親自辦理、或派委陪審官、或轄內之府縣總里代理、若要於別轄舉辦檢勘、亦可委托這轄之審判官、

其所受委托之審判官，亦可再委一員，或應辦這事之所在府縣或總里、

◎第十九條 凡委托要用書紙委托、

書內要明叙所以派委之緣故、所應辦之事宜、及所宜問於當問人之各問題、這書須著年月日、審判官署名並鈐印、

◎第十二條

倘試行和解而不成、審判官宜當堂飭取兩造供詞、曉讀使聽、經該等認確、審判官並兩造各署名、每供詞須敘當事人姓名、貫址、年庚、藝業、這詞另釘入案本筆錄、

▲第三節

審究及委托

◎第十三條

倘原被兩造供詞、及所釘諸文件、不足爲審判官之確信、與夫兩造如有援引何證人、以爲請求或防禦之助、則審判官宜催兩造所指定之證人、或審判官料擬審判事所必需之人上堂候質、其催究事宜、照第十條所敘辦理、

◎第十四條

每一證人之供詞、要別寫一紙、詞內要叙該姓名、年庚、藝業、生貫、住貫、若該與原被兩造者之一、係是親屬(親等如何)婚姻、奴、僕、應叙明之、與凡該所供稱、要宜抄出的確並完備、勿得缺略、

且這取口供詞、須明叙所問之證人、已端認供開之責、

取口供後、必讀與該證人知之、證人另與審判官同署名于內、若這詞非審判官親寫、其代寫人亦須署名、若證人不知署名、或不欲署名者、詞內亦須叙及、

大南國保護政府

奉

保護政府並

大南皇帝之委任

北圻、、某審判衙門、、(啓定某年月日早晚幾點鐘)本職審決(民事或商事某案件)原告某、、被告某、、兩造各已上堂

(第一)炤甲某控敍(請求之原因之方法之終結)

(第二)乙某辯敍(陳述防禦方法及辯論)

經聽兩造言詞辯論後試行和解

經已講說協議如左(說明兩造和解之訂約以預防將來無爭訟之再起)

兩造聽此和解書宣讀業與本職同署姓名

(署名鈴印)

錄送使知之、聽該得於八日限內修抗案書狀、由審判官或錄事房呈納、

◎第十條

其傳票但用一小札、內敘所以催究之緣故、並審問之日期、自發傳票日至上堂日、最少亦以八日爲限、凡傳票須敘年月日、審判官或錄事官署名、並鈐押審判衙門之印、另直寄于當事人或該現住鄉貫之里長、

其被傳人既認此票、須親自遞納還此票于審判官、若不遇被傳之人、該里長必於傳票上署明、並寄納于審判官、

無論此傳票由當事人納來、或該里長納來、要合釘於案件筆錄內、

◎第十一條

原告人於審判官之前、親自供開所請求之事、並計開一切文書之證據、或指引證佐者、

被告人供開該一造預備之辯論、並將該諸憑證供出、

倘此辰能將原被兩造和解、審判官宜炤下列之式、立寫和解書、對兩造讀使知之、審判官署名、並飭兩造各記姓名、若該兩造不能手記、宜詳敘之、其和解書之式如下、

◎第四條 凡關於民事或商事者，其原告人有收回原單與休訟之權。

▲第二節 兩造登堂及催究法

◎第五條 凡訴狀一經投呈於審判官，審判官即閱狀內，如有合第二條所敘之規式，立即批閱，而編認狀之日，並訂示兩造上堂候審之日，若有未合者，則令當事人續填之，何係當事人不能續填，或不願續填者，則於狀後亦須明敘。

◎第六條 凡已投訴狀者，其原告人必須直候俟案，若放狀不候，並無有合理之緣故，擅自寂家或躲避，或在外逾二個月，其訴狀視為廢紙，嗣後絕不得再修書狀，將這事復訴。

◎第七條 凡被告人已經審判衙門炤例催究，無有合理緣故，而固意遲延，逾二個月，無有呈面，若這事之證據顯確，並訴狀究出屬寔，則審判官宜炤事彙案，毋須待質這缺席之被告人。

◎第八條 凡屬於第六第七等條所敘之事，須有該當事人住所之考役證紙開，叙該現外出，並不詳該現居何處，這證紙釘入案本筆錄。

◎第九條 凡被告人返回，或經逅遇，則由原告人呈請，或由審判衙門將所擬之缺席案，

民事商事訴訟法

● 第一章 訴訟規則

▲ 第一節 初次起訴之書狀

◎ 第一條 凡人有切己之事、方有投單訴訟之權、

◎ 第二條 凡訴訟屬於民事或商事者、須具寫原告狀、投呈於審判衙門、這書狀即為訴訟之起點、其書狀內須陳述如左、

原告人姓名、年庚、職業、生貫、住貫、訴訟之原因、之請求、之終結、
被告人姓名、住貫、
詳計各項文件、並

書狀後原告人署名、原告人不能繕寫、或不知繕寫、則代寫人并宜署名、

◎ 第三條 凡一事只可修一訴狀、向有審判的權之衙門投告、這訴狀要完全一定、已經投告後、不得增續、

其從犯人亦由究處正犯之衙門究處、

◎第二十一條 屬於民事商事、若訴訟爲不動產、則審判的權卽由這產物所在之審

判衙門、

若有幾許不動產、在各地地方者、則審判的權屬何審判衙門隨原告人所請、

若訴訟爲動產或銀錢數目、則審判的權屬於被告人所在之審判衙門、

然而若訴訟爲動產或銀錢、而初級審判官有終審之權者、則審判的權、亦可由於原告人或被告人所在之初級審判衙門、或由當事人所共出訴之一初級審判衙門、

若訴訟之款、爲動產與不動產各參半、則審判的權屬不動產所在或被告人所在之審判衙門、由原告人所請、

若遺產之訴訟事、則審判的權、屬於遺產所在之審判衙門、

何辰炤約文上、而當事人有暫擇一住所、以辦這約中之事者、則這暫擇所在之地之審判衙門、有審判的權、

◎第二十二條

凡從前屬於北圻各南案座之組織規則、盡行廢去、

●(一) 簡易譴責、

●(二) 嚴刻譴責、

●(三) 暫懸職役、仍不得過三個月、

屬於簡易譴責或嚴刻譴責之罰款、則只由北圻南案首憲施行之、
其他暫懸職役之事、則凡第一級審判衙門之員職由統使大憲施行、第二級第三級

審判衙門之員職由全權大憲施行、

◎第十九條

屬於北圻南案之安南審判官、陪審官、助辦官、何係犯輕罪重罪者、則另
被南案首憲或南案首憲之代理官既查究而催出於河內上審院之前以行終審、不
得抗告、

各該治官司法官、須以告覺狀直寄于北圻南案首憲屬於各安南審判官犯重罪或
輕罪之事者、

◎第五章 各審判衙門之權

◎第二十條

屬於刑事、則審判的權即由重罪或輕罪或違警罪所發生之所在審判
衙門、

上審院前、則當事人可呈出說明書、及借狀師以辯護、
凡北圻南案首憲有辰榮呈貴全權大憲屬於北圻案務宜別繕一本遞由南朝機密
院閱 奏爲合、

第四章 官紀

◎第十六條 除本律已定之規則外、其他選用南案各衙門及上審院之審判官、陪審
官、助辨官、並附屬各員職之各規則、則另由全權大憲炤南案首憲之提請而議定、
凡各府縣州衙門之司屬、不得因何等緣故而得行案座之錄事職及附屬各職役、除
何辰有統使官特別差使外、

◎第十七條 南案首憲、管督北圻南案衙門之各職役人等、
南案首憲諭導及誥誡南案各衙門諸職役之不能盡職者、及何辰司法之職員有罪、
則可援各人所受治之紀律而提請處罰、

◎第十八條 屬於安南各員職、若何係既經諭導或誥誡而無效、並該員職所干之咎、
係是有虧損本職之體格者、則南案首憲咨交上審院擬處於干咎人既辦明或催究
不應之後、這罰炤依下列罰款中之一、

○第十三條 屬於民事商事之訴訟事、而價額在一百元以下者、則駐省審判衙門有終審之權、仍何事初級審判衙門有終審之權者、則駐省審判衙門宜交回該衙門認辨、

屬於左列事項、則駐省審判官有初審之權、

●(一) 民事商事之訴訟、其價值無定額或超過一百元者、

●(二) 各輕罪之案、

●(三) 各重罪之案、

(玖)
○第十四條 各駐省審判衙門之土地管轄權、另由全權大憲炤北圻統使大憲及南案首憲之提請而指定、

第三章 第三級審判衙門（上審院）

○第十五條 河內上審院有欽差南官二員由南朝選用、這上審院之職權如左、

●(一) 覆審第二級審判衙門初審之案、

●(二) 受理其請銷屬於第一第二級終審之案者、

●(三) 受理其請再審炤如刑事訴訟法所定之方法者、

或變改屬於上游各州初級審判官之職權及權限、

◎ 第十一條

初級審判衙門公開法庭之期、最少者於一禮拜內須有兩次、
審判官亦得於每日或於日間朝夕兩次出審、有辰亦可出審於禮拜日慶節日、
審判官亦可於離本衙稍遠之各市場會市番次之日、親抵開庭於這市場內、以便民
衆之出訴、

● 第二章

第二級審判衙門（駐省審判衙門）

◎ 第十二條

第二級審判衙門之正審判官即為公使官或助辦公使官或東洋司法
院所暫委之審判官、

又有一陪審官即為本省現職之最高級安南官或補授之安南官由全權大憲察公
使官之意見而選用之、

何時正審判官與陪審官不同意則屬於彙案事正審判官有議決之權、

中州各大省另增設一預審之安南官、該員對於正審判官担責任而專行預審之職、
此預審之審判官無有參預結案之權、

駐省審判衙門之錄事員則由統使官選用、

◎第七條 初級審判官、得以終審屬於本衙門已發生例費之訴訟事、

民律及民事商事訴訟法或特別規定之條例另指定屬於初級審判官之其他職權、
◎第八條 何辰一原告人、投多數請求之訴狀、以訴一被告人者、倘這等請求之價額、

共銀超過三十元、則初級審判官、無有審判的權、

何辰訴訟之物價、無有明敘於狀內而究係是超過三十元之額、則初級審判官以這
事遞交于有審判的權之衙門、炤如左第九條所敘、

◎第九條 凡兩造由初級審判衙門、投告民事商事之訴狀、而非屬向上等條所敘之
事項者、則初級審判官、只得即設法試行和解、

若和解事成、則審判官宜立一和解書、炤依民事商事訴訟法中第十一條所定之規
式、

這和解書、另為兩造之的寔證書、

若和解之事不成、則審判官察必要時宜繕一呈詞、並以所收認之訴狀、及屬這事之
一切書類、立即遞呈于有審判的權之駐省審判衙門、

這筆錄既呈後、則惟何時由駐省審判官飭委、初級審判官方有參預及承行之責、

◎第十條

全權大憲得炤北圻統使大憲並南案首憲所呈請、而設特別議定、以增減

○第六條

屬於民事商事者、則各初級審判衙門之職權及權限、如左、

●(一) 當事人有請求、(原被兩造或參預訟事之總里須各出席者)則初級審判官、以總里所遵民事商事訴訟法第九十九條經定之和解書、登記本衙簿冊、這和解書、須照原文抄錄于簿內、審判官及總里兩造同署名、並屬這事之編本、亦須署名、

這和解書已經著簿、即為兩造之的定證書、

●(二)

如左之訴訟事而數額在三十元以下者則初級審判官有終審之權、

(甲)

屬於動產或人事、

(乙)

家室賃金之償還、及付租人與領租人之爭訟、

(丙)

請求停付租或停領租、由於賃金之欠缺、或由牛畜及器具之不足用、或由這所租物項之全部或一部已經舊壞者、

(丁)

僱主及工人於契約上爭辯之事、屬於日工月工或年工者、

(戊)

屬於家園田土花果及農務之損害款、由於人為、或由畜物而生出者、仍不干礙刑律所定之罪罰、

(己)

行路客與飯店主或與水陸運貨人爭辯之事、

◎ 北圻各司法衙門之組織

◎ 第一條 凡北圻統轄內、除出海防河內城廂外、一切安南國籍人而非屬大法案座、
究處者、則都由南案各審判衙門審判、
各南案衙門之編制之職權、及治事方法、炤從本律所定、

◎ 第一章 初級審判衙門

◎ 第二條 每一地轄(府縣州)最少者須有一初級審判衙門、

◎ 第三條 這衙門惟設一審判官、或專任、或可由府縣州官兼任之、
何地轄屬於省蒞所在、已有駐省審判衙門者、則初級之審判職務、可由這衙門之陪
審官兼任、

初級審判衙門錄事員、則由統使大憲選用之、

◎ 第四條 初級審判衙門之職權、得終審其非罰監之違警案、

◎ 第五條 屬於輕罪重罪者、則初級審判官之職權、炤從刑事訴訟法所規定、
各初級審判官、對於本地轄內所發生之輕罪或重罪、有探索訪問之責、及宜遵行上
官所派委屬司法之命令、

法院編制

目錄

- ◎ 第一章 初級審判衙門……………五六、七張
- ◎ 第二章 第二級審判衙門（駐省審判門衙）……………八、九張
- ◎ 第三章 第三級審判衙門（上審院）……………九、十張
- ◎ 第四章 官紀……………十、十一張
- ◎ 第五章 各審判衙門之權……………十一、十二張

宣律 諭旨

(叁)

論法以御下律以齊民此君主國之治權也。國朝律例參酌古後成憲具在良法美意遵循已久惟辰有古今法貴通變成規固當奉爲世寶而膠柱恐非適於辰宜今寰海交通風會日闢憲法之程度每視文明之程度爲比例差現下北圻民智已屬半開文明日形進步憲法更定竄惟其辰近接貴保護政府遞將北圻新律一部五卷交機密院覆閱經據伊院臣奉將進覽從中間有未得週妥經交廷臣與伊院臣會閱斟酌改擬諸條款事清各已妥合雖這律文較與本朝舊律稍異而律中尊旨其所以防範人心扶植世教者有異條無異意又能以君主法律贊護我國當此辰代想亦合如此做其這律書間除民律一卷俟協同議員續補編成另由院臣商妥奏聞俾合情俗外存法院編制民事商事訴訟法刑事訴訟法並刑律等四卷簡明易行準依所擬凡處斷者其罪名與新律合從新律斟酌若何款新律或有些遺仍從舊律擬處以期允當茲因貴國欽命總統東洋全權大臣抵京探謁業再商妥著準頒布施行至如設河內上審院欽差二員著機密院商遵準行欽此

啓定二年五月二十八日

(貳)

行
△第三款
北圻統使大憲東洋司法掌理兼北圻南案首憲各按其所職責炤議施

茲議定

一千九百十七年七月十六日立於順京

總統東洋全權大憲

沙露署名

北圻統使大憲

哥連署名

東洋司法院掌理

提洌詞黎署名

總統東洋全權大臣

(壹)

遵 詔 一 千 九 百 十 一 年 十 月 二 十 日

旨 諭 定 東 洋 全 權 之 職 權 及 經 營 屬 於 東 洋 政 治

並 理 財 等 款

遵 詔 一 千 八 百 八 十 四 年 六 月 六 日 大 法 政 府 與 大 南 政 府 互 結 之 條 約

遵 詔 一 千 九 百 五 年 八 月 三 十 一 日 一 千 九 百 十 二 年 正 月 十 四 二 十 五 等 日 旨 諭 各

道 定 東 洋 上 審 院 屬 於 南 案 之 權

遵 詔 一 千 九 百 十 七 年 七 月 十 六 日 大 南 皇 帝 之 敕 諭

據 北 圻 統 使 大 臣 及 東 洋 司 法 院 掌 理 所 呈 擬

議 定 如 左

△ 第 一 款

凡 關 於 南 案 衙 門 之 組 織 民 事 商 事 訴 訟 法 刑 事 訴 訟 法 及 刑 律 已 編 成 新

律 經 奉 大 南 皇 帝 一 千 九 百 十 七 年 七 月 十 六 日 之 敕 諭 別 準 施 行 於 北 圻 各 南 案 衙 門

者 則 定 以 一 千 九 百 十 八 年 正 月 初 一 日 爲 始 準 一 律 施 行 於 北 圻 轄 內 其 釘 從 本 議 定 之

這 新 律 以 法 文 本 爲 據

△ 第 二 款

屬 於 一 千 九 百 十 二 年 正 月 二 十 五 日 議 定 各 款 永 作 罷 論

西曆一千九百十七年十一月日

啓定二年九月日

出版

皇越新律

法院編制 民事商事訴
訟法 刑事訴訟法 刑律

合釘一卷

皮式洋裝二元
紙式洋裝一元五毫

集益修書局版權

上審院總督申仲懽

檢譯者

翰林院侍講阮伯卓

博古場判事范瓊

印刷兼總發行所

河內行其庸門
牌十四十六號

東京印館主人
黎文福

皇越新律

法院編制

民事商事訴訟法

刑事訴訟法

刑律